LE MONDE INITIATIVES

Les cadres se rebiffent

■ Emploi: 26 pages d'annonces classées



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 16474 - 7,50 F -

MERCREDI 14 JANVIER 1998

DATEUR : HUBERT BEUVE-MÊRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



15

La déesse aux yeux rubis

LES YEUX de braise d'Ishtar, déesse parthe de l'amour et de la guerre exposée au Louvre, tiraient, pensait-on, leur éclat du verre coloré dont ils étaient faits. Les chercheurs du Laboratoire de recherche des musées de France viennent de montrer qu'il s'agissait de rubis taillés, vieux de deux mille ans, idem pour son nombril... ils sont parvenus à identifier leur origine birmane ou sri-lankaise et à démontrer l'existence de routes commerciales conduisant vers l'Orient hellénisé.

Le pouvoir face à la crise sociale

 ■ Lionel Jospin pourrait créer un secrétariat d'Etat à la ville ● Jacques Chirac reçoit 12 maires à propos des violences urbaines • Les préfets devront distribuer « immédiatement » 320 millions de francs aux chômeurs en détresse • Les sans-emploi manifestent à Paris et en province

LIONEL JOSPIN devrait désigner prochainement un nouveau secrétaire d'Etat, ou un ministre délégué, pour seconder Martine Aubry et prendre en charge la politique de la ville. La ministre de l'emploi et de la solidarité a déclaré au Monde : « Il faudra que je sois accompagnée par quelqu'un qui occupe un poste gouvernemental. » Cette nomination devrait intervenir début février, après la remise par Jean-Pierre Sueur, maire (PS) d'Orléans, d'un rapport sur la ville.

Jacques Chirac devait recevoir à l'Elysée, mardi 13 janvier, douze maires de communes de banlieue pour examiner le dossier de la sécurité urbaine. « Le président souhaite exprimer sa très vive préoc-cupation sur tous les problèmes liés à la "fracture urbaine" », explique-t-on à l'Elysée.

M. Jospin devait saisir l'occasion de ses vœux à la presse. mardi, pour insister sur la nécessité de poursuivre les réformes sur lesquelles il s'est engagé pen-



dant la campagne électorale. Le même jour, les trois associations de défense de chômeurs (AC!, APEIS et MNCP) et le comité des chômeurs CGT organisent une journée nationale d'action pour demander une revalorisation des minima sociaux. Martine Aubry a donné, lundi 12 janvier au soir, consigne aux

préfets d'attribuer « immédiate-

une première enveloppe de 320 millions de francs.

Lire pages 5, 8, 9, notre éditorial

page 17 et « Les chômeurs rebelles d'Arras » pages 14 et 15

« Iceborg » faisait fondre les dames

STOCKHOLM de notre correspondant

Björn Borg était-il aussi impassible et froid hors d'un court de tennis qu'entre ses lignes bianches : A en croire un documentaire amus par la télévision suédoise, l'ancien champion scandinave n'a pas toujours été fidèle à sa réputation. Certes, il sut apparemment rester de marbre face à quelques-unes des nombreuses sollicitations féminines dont il fit l'objet, sitôt gagnés ses premiers tournois à Roland-Garros et à Wimbledon. Le dernier voiet du documentaire, diffusé lundi 12 janvier, raconte ainsi comment un jeune marié lui proposa de passer la nuit avec sa femme. « C'était un Américain tout ce qu'il y a de plus ordinaire, qui était en voyage de noces à Hawaī. Son rève était de donner à son épouse le plus beau des "cadeaux" de mariage: une nuit avec Björn Borg », se souvient un photographe par lequel transita l'offre. Le mari « attentionné » poursuivit le joueur jusqu'à l'ascenceur de son hôtel. « Je ne couche pas avec les femmes mariées », répondit

Mais l'athlète aux longs cheveux blonds ne résista pas pour autant à toutes les tentations.

« Les Suédois n'ont pas idée à quel point Borg était devenu mondialement célèbre, autant que les Beatles, Mohammed Ali et les Rolling Stones », estime Folke Rydén, le réalisateur du champion a refusé de participer. Selon Peter Worth, son ancien agent pour le compte du promoteur américain Mark McComarck, « Björn aimait prendre du bon temps, c'était impressionnant! » Introduit dans la jet-set par le joueur américain Vitas Gerulaitis, grand fétard, le Suédois goûta à la cocaîne bien avant sa retraite sportive en 1983. Plus tard, il admettra avoir « essayé des drogues, comme la plupart

Celui que les médias anglo-saxons baptisèrent « lceborg » n'était pas non plus insensible à l'argent, bien au contraire. A cette époque, l'amateurisme imprégnait encore le sport suédois. Aussi le joueur, d'origine modeste, provoqua-t-il plus d'un haussement de sourcils dans son pays, bastion de la social-démocratie, lorsqu'il commença à faire tomber les dollars à coups de revers à deux mains. « L'argent n'est pas tout dans la vie, déclarait-il timidement à la télévision, peu après ses débuts, mais ça compte beaucoup... » A tel point qu'il exigea, en violation de tout règlement, de se faire payer pour participer à la Coupe Davis en 1978 et 1979, après deux an-(2,3 millions de francs d'aujourd'hui) de la fédération nationale de tennis.

Une fois rangée des courts, la star accepta un poste d'« ambassadeur » du tourisme suédois, en 1985. Ses employeurs auraient, selon le documentaire, détourné la loi en versant secrètement 4 millions de couronnes (3 millions de francs), non imposables, sur un compte de Borg domicilié à Jersey. Les rumeurs sur une tentative de suicide du sportif en 1989 - un « empoisonnement alimentaire », d'après l'intéressé - mirent fin à cette collaboration. Tout comme elles précipitèrent la chute du petit empire commercial qu'il avait commencé à bâtir autour de son nom, avec l'aide d'amis plus ou moins fiables. Mais qu'importe tout cela : pour John McEnroe, son vieux rival et ami, « ce dont il faudra se souvenir, c'est ce qu'il a fait pour le sport ».

Benoît Peltier

L'euro à Quinze moins quatre

LES CHEFS D'ÉTAT et de a gouvernement des Ouinze se réuniront autour du le mai à Bruxelles pour dresser la liste des pays participant à l'euro. La Grande-Bretagne, la Grèce, le Danemark et la Suède ne feront pas partie de la première vague, pour des raisons économiques ou politiques. Les Britanniques souhaitent le succès de la monnaie unique mais ne la rejoindraient qu'après 2002. A Athènes, le gouvernement socialiste de Costas Simitis estime que son pays sera en mesure d'adhérer à l'euro vers 2001. Deux Suédois sur trois sont hostiles à l'euro, et les Danois se prononceront, le 28 mai, lors d'un nouveau référendum, sur le traité d'Amsterdam.

Lire page 2

Le « Réveil » d'Elsa



" I'AI VOULU effacer les limites », dit la chorégraphe Elsa Wolliaston à propos de sa dernière création. Elle a voulu aussi + une danse qui montre la liberté intérieure des femmes ». Née à la Jamaïque, Elsa Wolliaston s'est installée en France en 1969. Elle présente à Angers, avant Suresnes, Saint-Herblain, Metz et Paris, son nouveau spectacle, Ré-

Lire page 29

Allemanne, 3 DM; Antilles-Guyare EF; Auruche, 25 ATS, Belgicue 45 FB; Canude, 2.25 SCAN; Câta-d'hoire, 350 F CFA; Danemare, 15 KRD; Espagne, 25 FTA, Grande-Britagne, 15; Greet, 450 DA; Mande, 1,0 £; Male, 270 L; Lugenbourg, 45 FL; March, 19 DH; Norvege, 14 KRN; Pays-Bay, 3 FL; Portugal CON, 250 FTE; Seumon, 9 F; Sanagat 850 FCAR, Suede, 15 AFS, Susse, 2 10 FS; Turisse, 1,2 Dm; USA GOY, 25; USA Gibera, 250 S



Economie de la panique

par Jacques Attali

E nouveau, nous passons comme au bord d'un gouffre: l'économie mondiale, au cœur de la plus forte croissance de l'Histoire, aurait pu, pourrait encore, basculer dans une récession planétaire dont la démocratie, dans plusieurs pays, aurait pu, pourrait encore, être la principale victime. Car la crise en Asie ne fait que commencer. Une leçon doit en être tirée avant qu'il ne soit trop tard: notre société est régie par les lois de la panique, et pas seulement dans les moments de crise.

La panique, venue de Pan, dieu horrible des troupeaux, est ce mouvement moutonnier où chacun imite l'autre dans l'affolement, par peur d'être marginalisé, laissé pour compte. Elle est au cœur des mécanismes de déclenchement de toute crise, et de celle d'aujourd'hui en particulier. Rien ne se serait déclenché si une panique n'avait pris les détenteurs de monnaies thailandaise, puis malaise, puis indonésienne, lorsqu'ils ont réalisé brusquement que la hausse du dollar rendrait intolérable l'endettement avec lequel, jusque-là, ils vivaient

Cette panique, que les institu-

tions internationales croient avoir caimée par des reports d'échéance acceptés par les créanciers de la Corée, pourrait rebondir, au point de devenir fatale au monde entier: si elle gagnait le Japon ou la Chine, ou encore la Russie ou d'autres marchés instables. Il s'ensuivra une chute de la demande dont l'Occident n'a pas encore perçu l'ampieur. Alors, rien, nulle part, ne serait à l'abri.

En effet, la panique peut détruire l'économie réelle. La panique ne touche pas seulement les marchés financiers, virtuels pour l'essentiel des gens. La chute des Bourses réduit la solvabilité des emprunteurs et accélère la panique des épargnants.

De même, quand elle entraine la fuite devant une devise, la panique fait augmenter la part du revenu national à consacrer au remboursement de la dette extérieure et diminuer le niveau de vie, accélérant encore la fuite devant la monnaie.

Lire la suite page 16

Jacques Attali est conseiller d'Etat en disponibilité, président d'une société de conseil.

EMMANUEL

L'ILLUSION ÉCONOMIQUE

essai sur la stagnation des sociétés développées



GALLIMARD

2 Accalmie sur les marchés

Les opérateurs boursiers sont rassurés par la détermination des Américains à soutenir les pays asiatiques.

□ Le martyre de l'Algérie

Selon deux quotidiens algérois, l'attaque du village de Sidi Hammed, dimanche, au sud de la capitale, aurait fait plus de 400 morts.

™ Madame « la » ministre

Les points de vue de la linguiste Josette Rey-Debove et de l'écrivain Jean-Pierre

E Lieux de bons goûts



Jean-Pierre Quélin est retoumé en ces lieux qu'il a aimés, fréquentés : le Flore et son café, L'Ostréade et ses huftres

Mobilisation pour le Chiapas

Plus de 100 000 personnes ont défilé à Mexico pour dénoncer la politique du gouvernement après le massacre

■ Lobbies et loi sur l'audiovisuel

La Générale des eaux, Bouygues et la Lyonnaise des eaux redoutent d'avoir un accès plus réglementé au marché de la télévision.

Spoliation des juifs

La « Mission d'étude sur la spoliation des juifs de France », présidée par Jean Mattéoli, livre ses premières données

La « techno » place Beauvau

Jean-Pierre Chevènement recevait, lundi, une délégation de Technopol, association fédérant divers courants de la musique techno.

■ Tom Stoppard au Français

La Cornédie-Française reprend « Arcadia », pièce de l'auteur dramatique célébré - et anobii - en Grande-Bre-

UAC 110/30/10	
France	. 5
Soci <u>été</u>	. 8
Annonces dassées	10
Régions	.13
Hortzoes	
Entreprises	11
Communication	
Forance hearthis	

première vague de l'euro, dont la naie unique qu'après 2002, tandis « eurosceptique » est puissant, a dé-composition sera présentée lors du que la Grèce, elle, ne remplit pas ac-cidé de ne pas se joindre à l'euro, en par référendum, le 28 mai, sur le trai-

tuellement les critères de convergence et envisage son adhésion en 2001. • LA SUEDE, où le courant divisions du Parti social-démocrate au pouvoir. • LES DANOIS, égalesérie de dérogations et le droit de ne pas participer à la monnaie unique.

Quatre pays de l'Union européenne font bande à part sur l'euro

La Grande-Bretagne, le Danemark, la Suède et la Grèce ne participeront pas à la première vague de l'euro. Les trois premiers ne le veulent pas, par euroscepticisme ou pour des raisons de politique intérieure ; la Grèce, elle, ne le peut pas, car elle ne remplit pas tous les critères de Maastricht

du 19 au 3 mai à Bruxelles, que les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, ainsi que leurs ministres des finances, établiront la liste des pays

pays membres de l'Union euro-

péenne ne feront pas partie de la



Suède, le Danemark et la Grèce - ne feront pas partie de la première vague. Parce qu'ils ne le souhaitent pas . pour le moment » - c'est le cas des trois premiers - pour des raisons notamment politiques ou parce qu'ils ne

de convergence de Maastricht.

Grande-Bretagne de Tony Blair a an-

Le nouveau gouvernement travailliste britannique a rompu avec la politique des tories et veut se rapprocher de l'Europe. Tony Blair l'a dit et Robin Cook, le secrétaire au Foreign office, l'a répété récemment: la Grande-Bretagne, qui exerce depuis le 1ª janvier la présidence de l'Union européenne pour six mois, fera tout pour que l'euro soft un succès mais... elle n'y adhérera pas avant 2002, à l'issue d'un référendum. Les Britanniques, qui remplissent les critères, estiment que ce serait une erreur de se précipiter, leur cycle économique étant différent de celui de leurs parte-

C'EST lors d'un conseil européen, remplissent pas, comme la Grèce en naires. La Grèce est, elle, en pleine u la qui 3 mai à Bruxelles, que les particulier, tous les fameux critères phase de redressement de ses fiphase de redressement de ses finances publiques. Depuis son accession au pouvoir en janvier 1996, le premier ministre socialiste, Costas Simitis, s'est juré de rompre avec le laxisme de ses prédécesseurs : il dit vouloir faire de la Grèce un pays « moderne » et rattraper ses partenaires européens en faisant des critères de Maastricht la bible » de sa politique écono-

> CONTRADICTION Il a enregistré de bons résultats, notamment sur le front de l'infla-

tion - qui reste toutefois, avec 4,7 %, la plus forte de l'UE - et de la croissance. Le budget 1998, marqué par la rigueur et l'austérité, entre ainsi dans le cadre de la détermination de la Grèce à adhérer à l'Union économique et monétaire (UEM) le 15 janvier 2001, c'est-à-dire deux ans après ses principaux partenaires. La lutte contre la hausse des prix, qui devrait être ramenée à 2.8 % en 1998, a été soutenue par le maintien d'une « drachme forte ». La devise nationale ne sera pas incluse dans le mécanisme du Système monétaire européen et sa parité restera stable par rapport à Pécu, puis par rapport à l'euro jusqu'en 2001, a assuré le ministre des



L'assainissement des finances publiques se poursuit : le déficit a reculé à 4,2 % du PIB contre 7,6 % en 1996. Pour 1998, il devrait atteindre 2,4 %, en accord avec les critères de Maastricht. Quant à la dette - la troisième de l'UE après la Belgique et l'Italie -, elle a très légèrement diminué, passant de 112 % du PIB en 1996 à 110 % en 1997.

Autre pays qui sera en dehors de

l'euro mais « eurosceptique », celuilà: la Suède, qui préfère « attendre » avant de se lancer dans l'aventure. Il y a là d'ailleurs une petite contradiction que le commissaire européen aux affaires monétaires, Yves-Thibault de Silguy, a relevée. Stockholm, en effet, observe M. de Silguy, « s'est engagé juridiquement » à adhérer à l'UEM en signant le traité de Maastricht (à

condition, bien sûr, que la Suède respecte les critères). Mais la remarque du commissaire - contenue dans une lettre envoyée à l'automne demier à un parlementaire autrichien inquiet de voir le precédent suédois exploité dans son pays - n'est guère évoquée dans le débat en Suède sur l'UEM.

En fait, c'est essentiellement par égard pour l'opinion publique, qui n'est « pas prête » pour l'euro, que le premier ministre social-démocrate, Göran Persson, a décidé de reporter l'adhésion de son pays à l'euro. Un choix qui a été avalisé par le Parlement le 4 décembre 1997. Seion un sondage effectué cet automne, 23 % de la population est favorable à une participation du pays à la monnaie unique dès 1999 (33 % « plus tard », 34 % « jamais »). Mais le chef du gouvernement a laissé la porte ouverte à une adhésion ultérieure, sans préciser de date, et après un référendum. M. Persson voudrait éviter que l'UEM ne soit mêlée à la campagne électorale avant les législatives de septembre, de peur que ne s'affichent les dissensions internes de son parti sur la

Il a également justifié sa politique du « wait and see » par les « incertitudes » qui pèsent encore, selon lui, sur le projet de l'euro. Membre de FUE depuis 1995, le pays remplit la plupart les critères de convergence, à l'exception de la dette publique (77.% du PIB en 97). Stockholm n'a pas non plus fait adhérer sa monnaie au SME dans les délais impar-

Enfin, les Danois, depuis leur adhésion en 1972, n'ont cessé de se quereller sur les bienfaits de la communauté européenne. Ils avaient dit « non » à Maastricht par référendum, estimant que ce traité entraînerait une perte de leur souveraineté. Ils se prononceront à nouveau dans quelques mois, sur le traité d'Amsterdam cette fois. Un référendum à l'issue incertaine, comme toujours dans le royaume.

Alain Debove (avec Didier Kunz à Athènes et Benoît Peltier à Stockholm)

mouvement populiste. La pers-

pective de législatives, suscep-

tibles d'être convoquées à tout

moment d'ici au 21 septembre

1998, ne favorise guère la sérénité

Les quatre pays qui ont décidé de ne pas être membres du premier train de l'euro pourront participet, s'ils le souhaitent, à un mécanisme de taux de change qui remplacera le Système monétaire eu-ropéen et s'intitulera « SME bis ». Ce mécanisme sera mis en place dès le début de la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM), au 1ª lanvier 1999.

Un nouveau mécanisme de change

Ce système, qui n'est pas encore défini dans le détail. est concu pour empêcher les dévaluations compétitives et maintenir la convergence des économies européennes à l'échelle des Ouinze. Il doit permettre d'assurer une stabilité durable des taux de change entre l'euro et les monnaies qui n'en font pas partie, grâce à un système de taux pivots comparable à ceiui du SME. La Suède a d'ores et déjà fait savoir qu'elle ne souhaitait pas faire partie du « SME bis ».

Les dernières cartouches des anti-euro en Allemagne

BONN de notre correspondam Helmut Kohl est passé de nouveau à l'offensive pour défendre l'euro contre ses détracteurs. Dans une lettre publiée, mardi 13 janvier, par le quotidien populaire Bild

plaires, le chancelier allemand déclare que brecht Schachtschneider. « la monnaie unique européenne va donner un nouvel essor à la croissance et à l'emploi.

ternationale toujours plus dure ». Cette prise de position intervient au lendemain d'une attaque des opposants à l'euro, alors que la majorité de la population reste dubitative sur les vertus de la monnaie unique. Dans un pays où tout citoyen peut saisir la Cour constitutionnelle, quatre professeurs de droit et d'économie allemands ont déposé plainte devant la Cour de Karls-

Zeitung, tiré à plus de 4,5 millions d'exem-

Elle renforce l'Europe dans la compétition in-

ruhe, lundi 12 janvier, pour demander le report de l'entrée en vigueur de la monnaie unique. Les plaignants sont Wilhelm Noi ling, ancien président de la banque centrale de Hambourg, Joachim Starbatty, professeur d'économie à Tübingen, Wilhelm Hankel, ancien président de la Landesbank de Hesse, et le constitutionnaliste Karl Al-

I PS CRITERPS DE MAASTRICHT

Dans une plainte de... 262 pages, les professeurs estiment que le passage à la monnaie unique va notamment violer le droit de propriété des Aliemands, car elle ne sera pas une monnaie stable. Dans un arrêt rendu le 12 octobre 1993, la Cour avait validé le traité de Maastricht à condition que les critères de convergence soient respectés strictement et qu'il y ait une véritable stabilité des économies des pays candidats. Selon les | " La plupart des observateurs et des juplaignants, le respect de ces fameux critères Maastricht serait de facade : le critère de la dette par rapport au produit intérieur brut (PIB) sera allègrement dépassé par de nombreux candidats, comme la Belgique et

Depuis la signature du traité, l'endettement des pays de l'Union européenne se serait accru de 30 % du PIB, prouvant que la réduction des déficits n'est due ou'à des opérations de comptabilité créative...

De plus, avec un chômage qui atteint des sommets notamment en Allemagne et en France, les critères ne seront sans doute pas, selon les plaignants, respectés durablement. Enfin, il n'y a pas eu, à leurs yeux, de réelle stabilité monétaire, les bandes de fluctuation du système monétaire européen ayant été élargies de 4,5 % à 30 % en 1993.

cette plainte, dont on he sait même pas si elle sera jugée recevable par la Cour. Un jugement défavorable créerait une crise constitutionnelle et politique sans précédent en Allemagne. Surtout, les manipulations comptables des pays candidats ne sont pas telles, estiment la quasi-totalité des observateurs, que les juges de Karlsruhe puissent se lancer dans une querelle de chiffres avec le gouvernement allemand. Plusieurs plaintes ont déjà été déposées, plus discrètement, à Karlsruhe. Il y en aura certainement d'autres. Mais il s'agirait des dernières salves tirées par les opposants à l'euro. Sauf cataciysme, sa venue est jugée certaine en Allemagne.

ristes donnent peu de chances de succès à

Arnaud Leparmentier

Les trouble-fête danois se prononceront par référendum sur le traité d'Amsterdam

COPENHAGUE de notre envoyé spécial Jesper, un broker dans une banque danoise, reprend une lampée de bière et déclare, tout de go,

REPORTAGE.

En tête des sondages, les partisans

du « oui » ne sont pas sûrs de l'emporter

au'il est contre la tournure prise par l'Union européenne. « D'accord pour une zone de libreéchange », dit-il, attablé dans un café du centre de Copenhague, où il se détend avec un collègue après sa journée de travail. « Mais je ne supporte pas tous les règlements imposės par Bruxelles, qui vont jusqu'à décider de la forme que doivent prendre les signoux d'évacuation en cas d'incendie... . Aussi lesper votera-t-il contre le traité d'Amsterdam, lors du référendum prévu le 28 mai 1998, préalable indispensable à la ratification du texte par

le Parlement de Copenhague. Vingt-cinq ans après leur entrée dans la famille européenne, les Danois se retrouvent, une nouvelle fois, en position de jouer les trouble-fête. Car si les partisans du « oui » à Amsterdam semblent pour l'instant tenir la corde, ils ne sont pas à l'abri d'une mauvaise

surprise d'ici au printemps. Les relations entre Copenhague et Bruxelles n'ont jamais été aisées. La rupture avait même failli être consommée en 1992 lors-

(50,7%) avaient refusé, par référendum, le traité de Maastricht, en dépit des généreuses subventions communautaires accordées au pays, notamment aux agriculteurs,

depuis son adhésion.

Le couple avait fini par se rabibocher in extremis. Pour éviter que le royaume scandinave ne paralyse toute la machine européenne, les Douze lui avaient, en effet, taillé un costume sur mesure lors du sommet d'Edimbourg, en décembre 1992. La monnaie unique. la citovenneté européenne, la défense commune et la coopération judiciaire furent supprimées du menu spécial proposé aux 4,2 millions de Danois. Forts de ces exemptions dans des domaines considérés comme touchant à la souveraineté même du pays, 56,7 % des votants avaient approuvé, le 18 mai 1993, le traité de Maastricht deuxième mouture.

CONNOTATION SOCIALE

Son complément, adopté en juin et signé par les Quinze le 2 octobre à Amsterdam, est, de l'avis de nombreux experts, plus conforme aux priorités danoises. A Copenhague, on les appelle les trois « E»: emploi, environnement, élargissement. On pourrait y ajouter protection des consommateurs et santé publique. Autant de chapitres à connotation sociale que le premier ministre social-démocrate, Poul Nyrup Rasmussen, présente comme des « victoires » pour son pays et « la démocratie ».

qu'une petite majorité de Danois toutes les raisons de dire « oui » au traité lors du référendum, prévu par la Constitution en raison du transfert de souveraineté qu'il implique.

Ce discours a porté ses fruits avant tout chez les sociaux-démocrates. Pour la première fois, le congrès du principal parti au pouvoir a avalisé sans réelle opposition, en septembre, la ligne proeuropéenne de son chef. Divisé depuis toujours sur ce thème, l'électorat social-démocrate est loin de suivre en bloc. Mais une majorité semble désormais pencher en faveur du traité d'Amster-

AU NOM DE LA SOUVERAINETÉ

Quant aux socialistes de gauche, qui se situent à gauche des sociaux-démocrates, ils ne sont plus aussi unis dans leur opposition à l'Union européenne (UE) qu'en 1992. Conscient des avancées sociales du traité d'Amsterdam et de son importance en vue de l'élargissement à l'Est, le chef du groupe parlementaire de ce petit parti, Steen Gade, a ainsi préféré démissionner de ses fonctions plutôt que de suivre la majorité des

siens dans leur attitude négative. Riche en trompe-l'œil, le panorama s'est brouillé encore un peu plus avec l'apparition récente d'un courant eurosceptique à droite. Si le parti libéral, emmené par Uffe Ellemann-lensen, reste l'un des plus vibrants avocats de l'Union, certains conservateurs ne sont plus aussi enthousiastes. Avec Bref, claironne-t-il, les Danois ont l'ancien ministre Frank Dahlgaard.

le président de la fédération des jeunes du parti, Soren Vandso, personnalise cette tendance. Minoritaire, elle n'en est pas moins symptomatique, elle aussi, d'un certain glissement des clivages politiques sur les questions euro-

péennes. Dans son bureau décoré de posters à l'effigie de Jacques Chirac mais aussi de la très peu europhile Margaret Thatcher, Sören Vandsö. un barbu de vingt-quatre ans, exMöller, s'est irrité des récentes déclarations de la commissaire européenne à l'environnement, Ritt Bjerregaard, selon laquelle « l'UE est un projet social-démocrate ». Membre du parti au pouvoir au Danemark, elle avait ensuite été désavouée par son patron de Bruxelles, Jacques Santer.

MOUVEMENT POPULISTE Les formations politiques traditionnelles du royaume assistent,

Et s'ils disaient encore une fois « non »?

Que se passerait-il en cas de rejet par les Danois du traité d'Amsterdam? « Les perspectives seroient effrayantes », s'est borné à ré-pondre le premier ministre. Il s'est refusé jusqu'à présent à envisager publiquement les conséquences concrètes d'un hypothétique refus. Fidèle à son style direct, le libéral Uffe Ellemann-Jensen a pris moins de précautions en disant haut et fort qu'en cas de rejet, le Danemark n'aurait plus rien à faire dans l'Union européenne.

Quoi qu'il en soit, a averti M. Rasmussen. Il ne sera pas question de renégocier le contenu du traité en cas de victoire du « non ». Certains, comme le chef des socialistes de gauche, Holger K. Nielsen, tablent pourtant sur une telle possibilité avec, à la cié, un second référendum sur une version édulcorée du traité, comme en 1993...

l'encontre de ses convictions libérales. Il ne s'agit pas, dit-il, de quitter les Quinze mais de s'assuter que « leur coopération s'en commerciales. Je ne veux pas que mon pays perde sa souveraineté dans le domaine de l'emploi ou des salaires ». Sans aller jusqu'à abonder dans ce sens, le chef du Parti conservateur lui-même, Per Stig cheveux, cherchant à contrer ce

plique que l'orientation prévue en outre, avec grande inquiétude, par le traité d'Amsterdam va à à la progression du Parti populaire danois, qui s'est matérialisée lors d'élections locales cet automne. Son discours antiréfugiés, allié à une hostilité ouverte envers tienne strictement aux affaires l'Union, séchdrait quelque 14 % des électeurs, transfuges aussi bien des rangs conservateurs que sociaux-démocrates, voire plus à gauche. Les stratèges des partis établis s'arrachent désormais les

Après un flottement durant l'été, le gouvernement a parié sur une longue campagne d'explication du contenu du traité. D'où sa décision de ne pas organiser le référendum à une date antérieure. La tactique s'est jusqu'à présent révélée payante, si l'on en croit les sondages. La proportion des indécis diminue au profit du « oul », qui tournerait aux alentours des 42 %, contre 33 % de « non ».

Mais, se souvient Lars Oisen, char-

gé des dossiers européens au quo-

tidien Politiken (centre-gauche),

« la situation était plus ou moins

identique à quelques mois du pre-

mier référendum sur Maastricht, avant une brusque remontée des opposants ». Le gouvernement croise les doigts. En particulier dans l'attente d'un jugement de la Cour suprême sur un dossier sensible : les poursuites judiciaires engagées par dix citoyens danois contre M. Rasmussen. Selon eux, en faisant adhérer le pays au traité de Maastricht, le premier ministre a accepté un transfert de souveraineté plus important que ne l'autorise la Constitution du royaume.

Le verdict, que la plupart des ex-

perts prévoient favorable au chef

du gouvernement, est attendu, en

principe, début avril. Benoît Peltier



V 5 5

and the second

The state of the s

া একুক্রের ১০১১ চন পুরু<mark>ন্</mark>তি

1000

THE PROPERTY.

.55.,52

يع ---- جنه

- e. ".-"4" .g

The state of the state of

- Are suggesting

5 JAMES at over the

1. **학교**학교

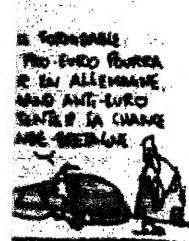
 $,\quad \wedge = \omega_{p,q}$

क कि नहीं

INTERNALIURAL

ande à part sur l'eum

oue de leuro. Les trois premientes



AND NOT THE TOTAL TO A. 医气管管 完全 "PARTY - PARTY IN " 17. 17. 40 Banks

STREET, BE STO CO. The state of the s The same of the same of the same of

with the said there are

Barrier 1864 and a service of the

And the first start of the star The state of the same of the we ke traited American

and the second of the second

Makes the State of State of the State of the

And section to the section of the se

Contracting to the contract of the contract of

THE PROPERTY OF STREET

PRESIDENT CONTRACTOR OF STREET

Bulliman water published the same of the con-

But the transfer of the same of the But the world got a specimen with a con-

氯苯甲磺胺 阿诺斯特 化二氯甲基乙基酚 the telephone property will be true the first of the second A HARRIST A LEAD TO STEEL A STEEL AS

Week in the control of the control

THE WAS A TRUE A TOP A the weight forth to the transaction and the property of the Margarite . The superintend of a superintend of

SEE STATE TO SEE AT MARKET AT MARKET THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY.

Elle Grand L. Bred. 1.

I TOWNERS CONT.

with their gaperson merims are

المراجع والأنام والأنام والمراجع المراجع المراجع المراجع

Berte take the property of the second A STATE A

Service Control of the Control of th

with the second of the second

and the contract of the same

Musica of the state of

the state of the state of the state of the state of STATES THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE PART the Break of their san time. At the said is The Married March 18 th Street of the Street of the 新婚職 中海 不知 1年 1年1年1日 美国 大学 1月1日 Company the garages at the agency of the said CONTRACTOR AND AREAST OF THE PARTY.

Y GURA-T-IL UN FEU D'ARTIFICE

POUR L'AN 2000?

Le gouvernement tchèque fixe la date des législatives anticipées au 19 juin

L'« autodissolution » du Parlement est décidée

PRAGUE de notre correspondant

Des élections législatives anticipées doivent avoir lieu en République tchèque le 19 juin, a annonce hundi 12 janvier le ministre sans portefeuille et porte-parole du gouvernement Vladimir Mlynar. Réunis la veille autour d'une même table à l'initiative du président de la Chambre des députés et chef de l'opposition sociale-démocrate, Milos Zeman, les quatre principaux partis parlementaires avaient convenu de lancer une procédure qui doit permettre la dissolution de la Chambre des députés le 20 avril puis l'organisation d'élections anticipées deux mois Les participants à cette réunion

se rendront avec ces conclusions. le 22 janvier, chez le président Vaclav Havel, à l'exception des communistes et des républicains (extrême droite), qu'il refuse de rencontrer. Conformément à la Constitution de 1992, le chef d'Etat ne peut pas dissoudre le Parlement, sauf après trois motions de censure consécutives. Les responsables politiques ont donc trouvé un artifice. Ils ont demandé au nouveau premier ministre, Josef Tosovsky, nommé le 2 janvier, d'engager la confiance de son gouvernement sur le vote d'une loi ordinaire, en l'occurrence celle concernant la mise en vente de terres actuellement en possession de l'Etat. Selon l'accord de dimanche, les députés ne parviendront pas à s'entendre sur ce texte dans les quatre-vingt-dix jours suivant son dépôt, entraînant ainsi, le 20 avril, la dissolution automatique de la Chambre, dont le man-dat courrait normalement jiisqu'en l'an 2000. Le chef de l'Etat devra alors convoquer des élections lé-

gislatives dans les soixante jours. Depuis la chute du gouvernement de coalition de Vaclav Klaus, le 30 novembre 1997, M. Zeman réclamait avec véhémence la convocation d'élections anticipées pour le printemps. Sur ce sujet,

M. Zeman a finalement obtenu l'aval des chrétiens-démocrates et de l'Alliance démocratique civique (ODA), ancien allié de l'ODS, participant au cabinet de M. Tosovsky. En revanche, il n'est pas parvenu à imposer ses vues sur son projet de réforme constitutionnelle devant raccourcir la durée des législatures, malgré le ferme soutien des communistes, des républicains et du Parti democratique civique (ODS) de l'ex-premier ministre Va-

PLATE-FORME CONTESTATAIRE

Ce demier souhaitait un scrutin dans les plus brefs délais, afin d'empêcher les dissidents de sa formation de constituer un parti concurrent suffisamment fort. Ivan Pilip, le ministre des finances et exdauphin de M. Klaus, a en effet claqué la porte de l'ODS avec l'intention de former un nouveau parti de droite. Il devrait être rejoint, le week-end prochain, par les autres signataires d'une plateforme contestataire au sein de l'ODS, animée par l'ex-dissident anticommuniste et proche de M. Havel, Jan Ruml, à l'occasion d'une rencontre nationale.

Les républicains, d'accord avec les décisions de la table ronde, ont toutefois quitté la réunion, après dix minutes, pour protester contre l'emprisonnement de leur chef, le député Miroslav Sladek. Privé de son immunité parlementaire depuis près d'un an, M. Sladek est inculpé pour incitation à la haine raciale après avoir insulté la nation germanique et brûlé un drapeau allemand lors d'une manifestation contre la signature, le 21 janvier 1997, de la déclaration de réconciliation germano-tchèque. Refusant de se rendre aux interrogatoires, il a dû être placé en détention provisoire. Il restera derrière les barreaux au moins jusqu'au 23 janvier, date de l'ouverture de son procès. Il risque une peine de plu-

Plus de 100 000 manifestants à Mexico protestent contre le massacre du Chiapas

Le rapport de la commission d'enquête est accablant pour les autorités locales

Des dizaines de milliers de personnes ont ma-nifesté, lundi 12 janvier dans le centre de Mexi-1997. La tension s'est aggravée dans la région maient le départ des forces de police et de l'ar-

de notre envoyé spécial Mexico n'avait pas connu un tel défilé depuis longtemps. Quatre ans, jour pour jour, après l'arrêt des combats déclenchés par l'insurrection zapatiste, le 1º janvier 1994, et trois semaines après le massacre d'Acteal qui, dans le Chiapas le 22 décembre 1997, a coûté la vie à marante-cino indiens tzotzils, quelque cent mille Mexicains ont parcouru les artères de la capitale, lundi 12 janvier, pour exprimer leur indignation et exiger du gouvernement qu'il respecte les accords déjà signés avec les re-

Les banderoles que portaient les manifestants réclamaient aussi le désarmement des groupes paramilitaires, accusés de mener au Chiapas « une guerre sale », ainsi que le châtiment des coupables du massacre d'Acteal. Précédé de quarante-cinq cercueils et noyé dans une mer de banderoles et de drapeaux, le cortège, où se mêlaient jeunes lycéens, habitants des quartiers populaires et femmes indiennes en habits traditionnels, a mis plusieurs heures avant d'atteindre pacifiquement la place du Zocalo, devant le palais national et la cathédrale, dans le Vieux Mexico. De nombreux manifestants portaient à la main une branche de glaïeuls blancs ou agitaient le drapeau jaune du Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition de gauche) dont le chef, Cuanthemoc Cardenas, maire de Mexico, espère bien gagner l'élection présidentielle de l'an 2000. Des manifestations similaires ont eu lieu dans plusieurs grandes

villes du Mexique. Pour ses organisateurs, la manifestation de hindi avait yaleur de test. Epreuve réussie : les amis des zapatistes, les partis politiques et les diverses associations à l'origine du défilé sont parvenus à rassembler une foule impressionnante, faisant la preuve que trois semaines après les faits l'indignation Martin Plichta n'était toujours pas retombée. Pour le gouvernement le signal est d'autant plus inquiétant que, de fait, la manifestation de lundi était aussi une éclatante démonstration de force de l'opposition. A l'évidence, les slogans de « paix, démocratie et justice » que lançaient les manifestants ne valaient pas que

co, pour protester contre le massacre d'Acteal, du Chiapas, à Ocosingo, où la police a ouvert le

Reste maintenant à sortir le dossier chiapanèque du bourbier où le

surmonter les blocages. Le gouvernement, en revanche, affirme qu'il est, cette fois, bien décidé à négocier et à régler le problème zapatiste. Après avoir désigné un nouveau ministre de l'intérieur, il a démis de ses fonctions le gouverneur du Chiapas, Julio Cesar Ruiz Ferro, remplacé le 7 janvier par Roberto Albores Guillen. Ces changements étaient l'une des premières

Une Indienne tuée par la police à Ocosingo

Une jeune femme indienne, grièvement blessée par balle hindi 12 janvier par la police, lors d'un rassemblement zapatiste à Ocosingo (dans l'Etat du Chiapas), a succombé à ses blessures. Elle avait été atteinte par un tir de policiers, qui avaient fait feu sur des manifestants zapatistes. Deux autres personnes, un homme et un enfant, la fille de la jeune Indienne qu'elle portait dans ses bras, ont été également biessées. Le chef de la guérilla zapatiste, le « sous-commandant Marcos », a accusé, dans un communiqué adressé lundi à l'AFP, le gouvernement mexicain de « poursuivre sa stratégie de mensonges. trahisons et assassinats » près de trois semaines après le massacre d'Acteal. « Face aux exigences mondiales de justice, le gouvernement répond comme si rien ne s'était passé », a-t-li ajouté. Dans de précédents communiqués, il avait estimé que le dialogue avec la guérilla était désormais « brisé », semblant indiquer qu'une reprise des discussions n'était pas envisageable à court terme. - (AFR)

gouvernement du président Zedillo, depuis août 1996, l'a délibérément laissé pourrir. Pour sa part, à l'exception de quelques communiqués au contenu fort classique, le dirigeant zapatiste, le « souscommandant Marcos », d'ordinaire si prolixe, est demeuré coi depuis le 22 décembre. Aucun journaliste ni, apparemment, aucun émissaire du gouvernement ne l'a rencontré. Quant à ses proches, de Mexico à San Cristobal, tous disent ne pas savoir où il se trouve. Tactique délibérée ou indécision sur ce qu'il convient de faire ?

RELANCER LES NÉGOCIATIONS... Une fois encore, c'est l'Eglise qui a pris le relais. Dimanche, la Commission nationale d'intermédiation (Conaī), que préside l'éveque de San Cristobal, Samuel Ruiz, a rendu publiques des propositions susceptibles, selon elle, de revendications de l'opposition et des zapatistes. Dès sa nomination, le nouveau gouverneur du Chiapas a multiplié visites aux réfugiés et déclarations de bonne volonté. Quant au nouveau ministre de l'intérieur, il promet de rendre public dans les prochaines heures un plan qui, affirme-t-il, pourrait relancer les négociations. En tout état de cause, le gouver-

nement aura fort à faire pour restaurer sa crédibilité. Alors que, tous les jours, de nouvelles informations précisent les conditions du massacre d'Acteal, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), organisme dont la présidente, Mireille Roccatti, a été nommée par le président Zedillo, vient de rendre publiques les conclusions d'un rapport de sion usuelle du drame.

du Chiapas ont été averties la veille, par au moins deux témoins, de la préparation du massacre, comme de la qualité de leurs auteurs, tous membres ou sympathisants du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, gouvernemental).

Rien, cependant, n'a été fait. De façon générale, les services de l'Etat du Chiapas sont accusés de « passivité », d' « indolence » et de « désintérêt » à l'égard des Indiens, « avant comme durant le massacre » qui, poursuit le rappor-teur, s'est produit alors que, depuis le 22 novembre, un poste de police avait été installé à Majomut, à 2 kilomètres de là. Ce qui conduit la commision des droits de l'homme à avancer trois hypothèses : « Soit les policiers détachés dans le poste de Majomut ont entendu les coups de feu mais ne sont pas intervenus par peur d'affronter les agresseurs; soit les services officiels de l'Etat du Chiapas, au courant de ce qui se passsait à Acteal, leur ont ordonné de ne pas intervenir; soit les policiers ont reçu instruction de protéger le groupe agresseur et de faciliter sa

Après avoir procédé à « un examen exhaustif des actes, des omissions, des irrégularités et des négligeances » commis par les services officiels, la commission recommande que la responsabilité « pénale et administrative » de seize hauts fonctionnaires du Chiapas, dont l'ancien gouverneur, qui se sont distingués par leurs « contradictions » ou leurs tentatives d'« échapper à leurs responsabilités », fasse l'objet d'un examen

Lundi, on apprenait que le plus haut responsable de la police du Chiapas, Felipe Vasquez, venait d'être arrêté. Il est inculpé pour avoir ordonné à ses subordonnés de fournir à des civils des armes de la police. Celles-ci leur avaient été livrées dans un véhicule de service, à Los Chorros, village où vivaient

L'Allemagne dédommage les victimes de la Shoah en Europe de l'Est

LES SURVIVANTS de la Shoah en Europe centrale et orientale ainsi que sur le territoire de l'ex-URSS vont être tardivement indemnisés par l'Allemagne. Le gouvernement de Bonn s'apprête à leur accorder 200 millions de deutschemarks (668 millions de francs), comme on l'a appris officiellement lundi (Le Monde du 13 janvier), à la suite d'un accord avec les associations d'anciennes víctimes du génocide des juifs, représentées par la Jewish Claims Conference de New York (ICC). Le nombre de bénéficiaires potentiels n'est pas précisément connu: la JCC évalue à 17 000 ou 20 000 le nombre d'ayants droit.

« C'est un développement très positif (...), conclusion de négociations intenses qui ont duré près d'un an », a déclaré Israel Singer, le président de la JCC, fondée en 1951 pour représenter vingt-trois associations de victimes de l'Holocauste auprès du gouvernement allemand. Jusqu'ici, la plupart des victimes de la Shoah encore vivantes en Russie. en Biélorussie, en Ukraine ou en Pologne n'ont pas été indemnisées à titre individuel, même si Bonn a versé plusieurs centaines de millions de marks d'indemnités forfaitaires à leurs gouvernements après l'éclatement du bloc soviétique.

La somme allouée aux victimes de l'Holocauste qui vivalent derrière le « rideau de fer » restera inférieure au montant des retraites ou des dédommagements versés depuis longtemps déjà par l'Allemagne aux survivants dans les pays de l'Ouest. Les 200 millions de marks promis par l'Allemagne feront l'objet de quatre versements, échelonnés de 1999 à 2002. Ils iront à un fonds spécialement créé par la JCC, qui en assurera la gestion. Ne

pourront prétendre à une indemnisation que les victimes juives d'Europe de l'Est qui se trouvent dans une situation précaire et n'ont reçu jusqu'ici aucun dédommagement. Autres conditions posées par l'accord : les bénéficiaires devront avoir été internés dans un camp de concentration pendant au moins six mois ou avoir vécu pendant au moins un an et demi dans un ghetto, dans la clandestinité ou sous une fausse identité.

Les pourparlers avec la JCC avaient subi un coup d'accélérateur cet été lorsque quatre-vingtsdeux sénateurs américains s'étaient indignés dans une lettre ouverte au gouvernement allemand du versement de rentes de victimes de guerre à d'anciens Waffen SS, alors que les survivants de l'Holocauste d'Europe de l'Est étaient laissés sans ressources. Les députés israéliens leur avaient emboîté le pas fin novembre.

Parlant d'une « solution posi-tive », le président du Conseil central des juifs en Allemagne, Ignatz Bubis, qui a lui-même participé aux négociations, a toutefois déploré qu'elle n'ait pas été trouvée plus tot. « Chaque jour qui passe, des gens qui avaient droit à de telles in-

demnités meurent », a-t-il souligné. Depuis sa création en 1949, la République fédérale d'Allemagne a versé quelque 100 milliards de deutsche marks (340 milliards de francs) aux victimes de l'Holocauste - la France a obtenu 400 millions de marks à la suite d'une convention conclue en 1960. Avec le nouvei accord officialisé lundi, a précisé la chancellerie fédérale, l'Allemagne aura versé 1,8 milliard de marks d'indemnités aux victimes du nazisme en Europe de l'Est depuis 1991.

Lucas Delattre (avec AFP)

Le Vatican dénonce le « climat de terreur » imposé par les propriétaires terriens dans le tiers-monde

Selon le rapporteur, les autorités

LE CONSEIL PONTIFICAL JUStice et paix, dirigé par le cardinal français Roger Etchegaray, a publié, mardi 13 janvier à Rome, un document sur la propriété et l'exploitation de la terre, qui est une pre-mière dans l'Eglise catholique. Si Fon exclut les interventions ponctuelles du pape en voyage dans les pays du tiers-monde, jarnais cette question de la terre n'avait fait l'objet au Vatican d'une réslexion économique et théologique aussi giobale. Elle est en partie motivée par l'action des Eglises dans les conflits liés à la terre et aux droits des Indiens, notamment en Amérique latine. C'est dans ce souscontinent que cette prise de position risque d'avoir le plus de consé-

Elle part d'un constat d'échec de la plupart des politiques agraires menées dans le tiers-monde. Toutes les réformes se sont heurtées, dénonce le Vatican, à la « corruption », à la « servilité politique », à la « collusion » entre groupes dirigeants et intérêts étrangers. La terre reste concentrée entre les mains de « quelques privilégiés ».

LA SPECULATION CONDAMNÉE

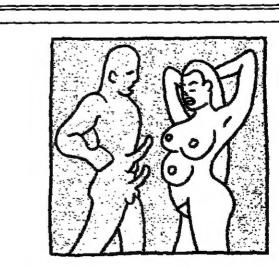
Il est rare qu'un document du magistère catholique soit lié à des préoccupations aussi proches de l'actualité. Ainsi, la défense des terres des populations indigènes, contestées au Mexique et dans bien d'autres pays. Le document du Vatican s'attache à démontrer les liens entre la terre et les modèles de culture, de développement et de spiritualité de ces peuples et réclame le respect de leurs droits. A propos des conflits de la terre, il met en cause le « climat de terreur » que font régner « l'élite foncière et les grandes empeprises d'exploitation des ressources minières et forestières ». A l'inégalité dans la répartition de la propriété, s'ajoute la ment de Rome, qui s'étend sur les préoccupation écologique liée à la dégradation du sol et à l'épuisement des ressources cultivables.

Aucun autre thème que celui de la terre ne se prête aussi bien à une interprétation de type biblique. Le texte du Vatican cite donc les Ecritures à l'appui de sa thèse pour affirmer que « toute possession abso-lue et arbitraire de la terre au profit d'un seul est niée » par la Bible. La conclusion s'impose d'elle-même: la grande propriété foncière (latifundia), mal cultivée, terrue en réserve à des fins spéculatives, est condamnée. La politique abusive de concentration des terres freine les politiques de développement. aggrave les gaspillages et la misère de millions de personnes et de familles à travers le monde.

Une logique inverse doit être mise en œuvre, conclut le docuconditions éthiques et politiques à mettre en œuvre pour une réforme agraire efficace. Celle-ci est présentée comme « une exigence absolue et urgente», comme « une mesure politique de développement qui ne peut plus attendre ». L'objectif en est une répartition différente de la propriété de la terre, en vue d'augmenter la productivité, d'assurer la sécurité alimentaire, d'accroître le revenu des producteurs, la demande des biens et services dans l'industrie et le tertiaire. Le conseil lustice et paix invite enfin tous les responsables politiques et économiques à mobiliser des moyens (formation professionnelle, politique de crédit, promotion de la

femme) en vue d'une plus grande

cohérence dans leurs choix.



Et le couple en l'an 2000 ?

Les Etats-Unis demandent une réponse « ferme » du Conseil de sécurité

L'Irak a rouvert les hostilités avec l'ONU en in-terdisant mardi 13 janvier l'accès de ses sites stratégiques à une équipe d'experts emmenée par un Américain. Les Etats-Unis ont critiqué cette décision et souhaité une réponse ferme du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette crise der, doit se rendre sur place du 19 au 21 janvier.

tions unies. La diplomatie russe

était parvenue à trouver un terrain

d'entente entre les deux parties,

né à cette occasion dans les eaux du

Golfe une armada de trente bâti-

ments de guerre, dont deux porte-

avions équipés de plus de deux cent

cinquante chasseurs, qui croisent

toujours à proximité de l'Irak. Le

Washington Post a révélé le 8 janvier

mais les Etats-Unis avaient achemi-

UNE NOUVELLE CRISE s'est ouverte, mardi 13 janvier, entre l'Irak et les Nations unies après la décision de Bagdad de s'opposer aux inspections d'une équipe chargée du désarmement dirigée par un expert américain, arrivée dimanche 11 à Bagdad. « L'Irak a décidé d'interrompre à partir de mardi les inspections de la Commission spéciale de l'ONU chargée de désarmer l'Irak [Unscom] dirigées par l'Américain Scott Ritter jusqu'à que ce que la composition de son équipe soit rééquilibrée », a déclaré jundi un porteparole officiel des autorités ira-

kiennes, cité par l'agence INA. Le chef de l'Unscorn, le diplomate australien Richard Butler, avait demandé à M. Ritter de passer outre mais ce dernier a dù renoncer, mardi matin, devant le refus des autorités irakiennes de le laisser opérer. L'embargo pétrolier, qui réduit l'Irak à la disette depuis sept ans, ne sera levé gu'après un avis favorable de la commission sur l'état du désarmement du pays.

Bagdad avait officiellement informé lundi la Commission de sa décision par l'entremise de son ambassadeur à l'ONU. Nizar Hamdoun. Celui-ci a précisé à la presse que l'interdiction irakienne « concerne uniquement l'équipe de Scott Ritter et non les autres équipes opérant actuellement en Irak ». Outre cette équipe, deux autres groupes d'experts en armes biologiques se trouvent actuellement en Irak. L'équipe arrivée avec M. Ritter compte neuf Américains, cinq Britanniques, un Australien et un Russe. Pour Bagdad, il s'agit d'une « preuve flagrante du déséquilibre de l'équipe d'inspection ». M. Ritter, capitaine de « marines » pendant la guerre du Golfe de 1991, est de facto accusé d'espionnage par les autori-

tés irakiennes. Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, le chef de l'Unscom a démenti ces affirmations. « Au cours des inspections de ce jour, explique M. Butler, les équipes ont compté au total quarante-quatre

pliquées dans le génocide et les

crimes » des deux guerres civiles qui ont coûté la vie à deux mille

personnes en 1993 et à dix mille

autres en 1997. Ces poursuites se-

ront engagées, à la demande du

gouvernement et du Conseil na-

tional de transition, par les « juri-

dictions nationales ou un tribunal

pénal international sur le Congo ».

Bien que certains délégués aient exigé que le dernier président dé-

mocratiquement élu du Congo,

Pascal Lissouba, le premier mi-nistre, Bernard Rolélas, les an-

ciens présidents du Sénat et de

l'Assemblée nationale, Augustin

Poignet et André Milongo, fi-

gurent sur la liste des « génocidaires », la recommandation ne

cite pas nommément les auteurs

du « génocide et des crimes de

Le Forum a rejeté une autre re-

commandation sur la dissolution

des « partis politiques et associa-

tions impliqués dans les combats ».

suite à l'hostilité de nombreux dé-

légués. « Nous devons éviter les

amalgames facheux. Faisons un ef-

fort de dépassement », a lancé

Jacques Milongo, un ancien dépu-

té du Mouvement congolais pour

la démocratie et le développe-

ment intégral (MCDDI) de Ber-

Le ministre de la communica-

tion, François Ibovi, a estimé que

la dissolution des partis serait

« contraire au discours du pré-

sident Sassou Nguesso » selon le-

quel « ce qui est arrivé au pays est

le fait d'un déficit de démocratie ».

De son côté, le président du Fo-

rum, Lékoundzou Itihi Ossetoum-

ba, a indiqué qu'il « appartiendra

à la justice de dissoudre ces partis

ou de décider de l'éventuelle dé-

chéance de leurs dirigeants ». Les

délégués au Forum - qui doit

s'achever mercredi - ont égale-

ment recommandé, lundi après-

midi, que le général Denis Sassou

maréchal. - (AFP.)

Nguesso soit élevé à la dignité de

nard Kolélas.

personnes de dix-sept pays. » Le di- blable avait opposé l'hak aux Naplomate précise que les seize ins-pecteurs arrivés dimanche en Irak s'ajoutent aux experts résidant à Bagdad et à d'autres équipes en vi-

CONDAMNATION FRANÇAISE La décision irakienne a été condamnée, hindi, par les Etats-Unis et la France. « Si [les experts] se voient interdire de faire leur travail, alors j'attends du Conseil de sécurité [de l'ONU] qu'il prenne des mesures fermes et appropriées », a déclaré M. Clinton. « Beaucoup dépend du Conseil de sécurité [qui] doit réaffirmer une position forte », a ajouté le secrétaire à la défense, William Cohen. D'Amman, où il était en visite officielle, le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, a rappelé que Paris tenait à «l'application par l'Irak des résolutions permanentes du Conseil de sécurité de l'ONU qui prévoient un accès inconditionnel de l'Unscom ».

En novembre, une crise sem-

qu'un rapport de la CIA daté du 5 janvier concluerait que cet épisode a renforcé le président Saddam Hussein. La nouvelle crise intervient alors que le chef des experts de l'ONU doit se rendre en Içak du 19 au 21 janvier pour tenter de régler un autre problème : la liberté d'accès pour les enquêteurs aux sites pré-sidentiels irakiens. Dans l'attente de cette visite, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a exhor-

té lundi Bagdad à « ne pos prendre de décision précipitée ». – (AFP. Reu-

Plus de 400 personnes auraient été tuées dimanche dans la banlieue d'Alger

LE BILAN du massacre de Sidi Hammed, un hameau à proximité d'Alger, perpétré dimanche 11 janvier après la rupture du jeûne en fin de journée, s'avèrerait beaucoup plus lourd que ne laissaient penser les premières informations (Le Monde daté 13 janvier). Selon la presse algérienne de mardi. Il pourrait dépasser le chiffre de 400 victimes. Selon le quotidien Liberté de mardi, qui fait état de « sources bien informées », il serait de 428 morts et de 140 blessés. De son côté, El Watan parle de « quelque 400 morts, de sources concordantes ...

Les services de sécurité avaient fait état lundi de 103 morts et de 70 blessés, chiffre que confirmeraient plusieurs témoignages recueillis sur place. Selon les forces de sécurité. « le bilan ausont rendues sur les lieux immédiatement après armes auraient été saisies et plusieurs membres quête internationale.

avoir été alertées ». Fait inhabituel, les services de sécurité ont reconnu que certains de leurs membres avaient été blessés et deux membres des GLD tués au cours de l'opération.

La presse algérienne de mardi fait également état de la mort d'une quinzaine d'autres personnes dans la wilava de Tiemcen, dans l'ouest du pays, et d'une douzaine d'autres dans l'Est (Guelma, Annaba), une région habituellement paisible. A Alger, dans un café de l'ex-quartier Saint-Eugène, une personne a été tuée et quatre autres blessées au cours d'une fusillade.

Différents quotidiens font également état d'une opération des forces de sécurité lundi pour venir à bout d'un groupe armé d'une vingtaine de personnes qui opérait aux portes de la capitale, à proximité du Club des pins, la station résistance des groupes de légitime défense (GLD) balnéaire proche de Zéralda où le régime loge seule question de la lutte contre le terrorisme et et sans l'intervention des jorces de sécurité, qui se ses cadres dirigeants et ses alliés. Quelques en récusant toute idée d'une commission d'en-

le département d'Etat estimait lundi que « la grande majorité » des atrocités commises contre les populations civiles était le fait du Groupe islamique armé (GIA), le secrétaire général de l'ONU. Kofi Annan, a affirmé qu'il était « urgent et vital » de protéger les populations civiles. Quelques jours auparavant, l'ambassadeur d'Al-gérie à l'ONU, Abdallah Baall, avait rappelé que les Nations unies n'avaient « queun rôle à jouer en Algérie ».

Enfin, c'est ce mardi 13 janvier que les directeurs politiques de l'Union européenne (UE) devaient se retrouver à Bruxelles pour achever les préparatifs de la mission de la « trolka » européenne en Algérie. Alger a accepté sa venue

Le Congo entre dans une période de « transition flexible »

EN PRENANT le pouvoir par la force, en octobre 1997, après quatre mois et demi d'une guerre civile meurtrière, le général Denis Sassou Nguesso avait promis qu'un forum national serait organisé pour déterminer la durée et la forme de la période de transition nécessaire, selon lui, pour remettre le pays sur la voie de la démocratie. Quelque mille délégués participant à ce forum depuis une semaine ont décidé lundi 12 janvier à Brazzaville de fixer à * trois ans flexibles » cette transition.

Lors d'une séance plénière retransmise en direct sur Radio-Congo (officielle), le Forum a estimé que le gouvernement et le sorte de parlement intérimaire qui devait être élu mardi par les délégués, pourront écourter ou prolonger la transition, en fonction de « préalables indispensables à la tenue d'élections générales ». Un calendrier proposé par la commission politique, « susceptible d'être modifié », prévoit des opérations pré-électorales des 1998 avec un recensement administratif » otganise par les administrations locales, les inscriptions sur les listes électorales devant intervenir au premier trimestre 1999. Les élections générales - présidentielle, locales et législatives - pourraient

donc être organisées en l'an 2000. Ces élections seront précédées par la réforme de la loi électorale de 1992 et un nouveau découpage des circonscriptions par le Conseil national de transition, selon les recommandations de la commission juridique qui a présenté son tapport au Forum lundi après-midi. Le texte propose l'instauration d'un régime présidentiel et suggère un mandat de sept ans pour le futur président élu.

Le Forum national, destiné aussi à favoriser la réconciliation des Congolais, s'est prononcé sans ambages pour des poursuites judiciaires contre les « personnes im-

Le premier ministre japonais a atteint son plus bas niveau de popularité

de notre correspondant En dépit des exhortations européennes venues s'ajouter aux pressions américaines pour que Tokyo relance la consommation intérieure et contribue à apaiser la crise financière en Asie, le premier ministre Ryutaro Hashimoto s'en est tenu, hındi 12 janvier, dans son discours inaugural de la session pariementaire, à rappeler les grandes lignes d'une politique qui ne convainc ni le reste du monde ni les Japonais.

Bien qu'il se soit départi des tradi-tionnels discours de politique générale pour concentrer son intervention sur les questions économiques urgentes, le premier ministre a déçu. Son discours a fait chuter la Bourse, titre ce mardi le quotidien Asahi, relevant que le Nikkei a atteint la veille son niveau le plus bas en deux ans et demi. L'annonce par le ministère des finances du montant des mauvaises dettes des banques (76 000 milliards de vens ou 580 milliards de dollars, soit trois fois l'estimation faite en septembre) n'est que la confirmation officielle des calculs des analystes financiers. Mais elle a contribué à assombnir les esprits.

SENTEMENT DE VIDE POLITIQUE M. Hashimoto a reitéré devant la Diète la détermination de son gouvernement de redresser le système financier et d'éviter que le Japon ne « soit à l'origine d'une panique financière et d'une récession mondiale ». Il s'est voulu rassurant en affirmant qu'il ne partageait pas le pessimisme de ceux qui estiment que « le Japon est dons une imposse». Mais il n'a pas annoncé de mesures plus hardies en matière d'allégement fiscal que celles qui doivent être inscrites à l'exercice en cours et qui sont jugées insuffisantes par les milleux d'af-

faires, l'opposition et la presse. Si l'on avait pu penser, en septembre, lorsque M. Hashimoto fut reconduit saus vote dans ses fonctions de premier ministre, qu'il avait solidement en main les rênes du

pays, c'est loin d'être le cas aujourd'hui. Sa cote de popularité est tombée à 30 %, son plus bas niveau. Dans le pays un sentiment de vide politique prévaut sur fond de marasme économique. En l'absence d'un candidat crédible à sa succession, le premier ministre ne semble pas menacé dans l'immédiat. Mais il est obligé de «faire de la corde raide », écrit l'Asahi. L'éclatement-« débandade » de l'opposition non communiste, feu le Nouveau Parti du progrès (NPP), qui s'est sabordé fin décembre, n'a fait qu'accroître les

incertitudes.

L'éclatement du NPP a fait voier en éciat l'hypothèse de l'émergence d'une grande formation rivalisant avec le Parti libéral démocrate (PLD). La dissolution du NPP, formation déjà à l'origine bétéroclite, s'est traduite par une fragmentation partisane extrême: une dizaine de formations, dont six out laborieusement formé un groupe parlemen-taire unique à la Chambre basse. Le Parti libéral est une formation un peu plus cohérente, structurée autour de celui qui passait au yeux de la presse internationale pour l'homme fort de la politique japonaise, Ichiro Osawa. Sa stratégie vise à déstabiliser la coalition de centredroit et à se rapprocher des étus du PLD hostiles à sa direction actuelle pour former une alliance droitedroite. Mais il n'a guère de troupes

(quarante-sept députés). Cette alchimie politicienne, dont les arcanes laissenz indifférente l'opinion, pourrait déstabiliser la coalition gouvernementale, mais aussi permettre au PLD (majoritaire) ou à son principal partenaire actuel (le parti social-démocrate) de trouver de nouveaux alliés avec, en tête, la perspective des élections sénatoriales de juillet. Un jeu d'alliances dont on voit mal, pour l'instant, en quoi il pourrait permettre l'élaboration d'une politique plus décisive de

redressement de l'économie.

Bruxelles pour une levée partielle de l'embargo sur les viandes britanniques

BRUXELLES (Union européenne). La Commission européenne devait proposer, mercredi 14 janvier, une levée très partielle de l'embargo imposé par l'Union européenne depuis mars 1996 sur les exportations de viande bovine britannique. L'allègement serait limité aux viandes produïtes en Irlande du Nord et provenant d'élevages indemnes de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine ou « maladie de la vache folle») depuis au moins huit ans.

Compte tenu des réticences que cette proposition pourrait encore rencontrer, d'abord au Comité permanent vétérinaire, ensuite, le cas échéant, au conseil des ministres, son adoption et donc l'entrée en vigueur de la mesure proposée pourrait ne pas intervenir avant mars ou avril. En sens inverse, la Commission va proposer de supprimer les dérogations qui étaient accordées aux Britanniques pour exporter leurs

Proche rencontre entre Jean Paul II et Boris Eltsine

ROME. Le président russe Boris Ettsine rencontrera le pape lors de sa visite en Italie et au Vatican prévue du 9 au 11 février. Boris Elisine avait déjà rencontré Jean Paul II le 20 décembre 1991 à Rome. En 1997, le climat s'était tendu entre la Russie et le Saint Siège au moment de la discussion à Moscou d'une loi sur les religions, considérée comme discriminatoire par les chrétiens non orthodoxes.

Le texte final, légèrement assoupli par rapport à une première version à laquelle le président russe avait mis son veto, proclame la liberté de culte pour toutes les religions en Russie, mais interdit le prosélytisme pour les religions considérées comme nouvellement implantées, tels le catholicisme et le protestantisme. Une discussion s'est aussi ouverte à Moscou, mardi 13 et mercredi 14 janvier, entre les responsables des Eglises catholique et orthodoxe en vue d'organiser une rencontre sans précédent entre le pape et le patriarche orthodoxe Alexis IL - (AFP.)

■ BOSNIE : le Parlement de l'entité serbe de Bosnie s'est constitué, lumdi 12 janvier, grâce à un accord de dernière heure entre ultra-nationalistes et modérés sur la répartition des postes à la tête de cette Assemblée issue des législatives anticipées de novembre. Lors d'une nouvelle session, convoquée pour samedi, les députés devront se prononcer sur la candidature de Mladen Ivanic au poste de premier mi-

■ YOUGOSLAVIE: un Albanais du Kosovo, loyal au pouvoir de Beigrade, a été tué lundi 12 janvier, quelques heures après le mitraillage d'un immeuble où vivent des familles de policiers serbes en poste dans la province. Les médias ont imputé ces opérations aux séparatistes de l'Armée de libération du Kosovo (ALK), qui multiplie les attentats ces derniers mois. Une quarantaine de personnes ont été tuées en 1997 au Kosovo, une province du sud de la Serbie peuplée à 90 % d'albanophones. - (Reuters.)

Il Plusieurs milliers de partisans de l'ancien président du Monténégro, Momir Bulatovic, ont manifesté hundi 12 janvier dans les rues de Podgorica pour protester contre l'entrée en fonction, jeudi, du réformateur Milo Djukanovic. A cette occasion, M. Bulatovic, soutenu par Belgrade, a répété qu'il ne reconnaissait pas l'élection de son rival, contrairement aux affirmations tenues queiques heures plus tôt par émissaire américain Robert Gelbard en tournée dans la

RWANDA: neuf religieuses ont été assassinées dans leur convent par des rebelles hutus jeudi dernier à Rwerere (nord-ouest), a indiqué lundí 12 janvier l'agence rwandaise IRNA. Les sœurs - trois Tutsies rwandaises, trois Hutnes rwandaises et trois Congolaises de RDC – ont été tuées par balles et à coups de machette. – (Reuters.)

Paris a formellement démenti que des livraisons d'armes au

Rwanda se soient poursuivies jusqu'en mai 1994. « Nous ne pouvons que démentir, de la façon la plus catégorique, que les autorités françaises aient autorisé des exportations vers le Rwanda après l'accord de paix d'Arusha d'août 1993 », a déclaré, lundi 12 janvier, Yves Doutriaux, le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Selon Le Figaro, la Prance a coordéé avec l'armée rwandaise (hythe) hyson'à fin mai 1994. Prance a coopéré avec l'armée rwandaise (hutue) jusqu'à fin mai 1994, c'est-à-dire presque deux mois après le début du génocide tutsi et deux semaines après le vote par l'ONU d'un embargo sur les armes. ■ BURUNDI: 53 rebelles hutus et 2 militaires out été tués, samedi 10 et dimanche 11 janvier, dans des affrontements entre la rébellion et l'armée à Isale, près de la capitale Bujumbura, a indiqué lundi une source militaire. Depuis le 1ª janvier, 300 civils sont morts dans cette région suite à trois attaques de la rébellion, selon l'armée. – (AFP.)

■ CHINE : seixe personnes out été exécutées, le 29 décembre 1997, dans la région du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), en proie à une agitation des musulmans indépendantistes ouighours, rapporte le journal Xinjiang Legal Daily dans son édition du 2 janvier. Treize des condamnés à mort seraient des indépendantistes ouighours. - (Reu-

PROCHE-ORIENT

■ IRAN: le secrétaire au Foreign Office Robin Cook va tenter de convaincre les Etats-Unis de mettre fin au régime de sanctions imposées à l'Iran et à la Libye, lors d'une visite à Washington mercredi et jeudi, a annoncé hundi 12 janvier son porte-parole. M. Cook se rend aux Etats-Unis en tant que représentant de la présidence tournante britannique de l'Union européenne (UE). La loi D'Amato-Kennedy veut interdire les investissements pétroliers supérieurs à 40 millions de dollars dans ces deux pays. Adoptée en 1996, elle n'a pas encore été

L'Europe exhorte le Japon à relancer sa consommation intérieure

TOKYO. L'Europe ajoute sa voix à celle des Etats-Unis pour exhorter le Japon à relancer la consommation intérieure afin de freiner ses exportations et contribuer à apaiser la crise financière en Asie. Venus à Tokyo pour prendre part au sommet annuel Europe/Japon en compa-gnie du premier ministre britannique Tony Blair (qui assure actuelle-ment la présidence des Quinze), le président de la Commission euro-péenne Jacques Santer et son vice-président Sir Leon Brittan ont mis en garde le gouvernement japonais contre une politique de reprise économique dont le moteur serait la hausse des exportations.

« Il est de l'intérêt du Japon, de l'Asie de l'Est et du reste du monde que le Japon augmente sa demande intérieure et ne se contente pas de se reposer sur ses exportations », a souligné Sir Leon lors d'une conférence de presse. En 1997, le déficit commercial de l'Europe avec le Japon, qui s'était amoindri les années précédentes, s'est brusquement aggravé, augmentant de près de 50 %, selon les premières estimations. Le Japon est le deuxième partenaire commercial de l'UE après les Etats-

- 安全 生寒

A The Aig.

The other wife

Fred ASS

1 T4 :24

Proche rencontre entre Jean Paul II et Bers Ille.

Park of principles William Real of the Control private high with card of the cart. THE STATE OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PART · 公司 (100) THE PARTY OF THE P ST OF THE PARTY NAMED IN COLUMN TWO The second second College Barber Control Control SHADOWER IN MAN IN TON IN THE TON · 東 大田町大学 神経は ア ニ ア ト エ ハ ト THE PROPERTY OF STREET A PROPERTY OF THE PARTY OF THE

AMERICA (SA)

Market in Party war as a second The state of the many of the state of **利用を取り換けていたったっという。** TO THE PROPERTY OF STREET, ST. ST. TEMPERATURE OF THE SECTION OF THE SE gerialistic etalista il del Nilla ete il celebrati

The state of the s Butter to Joseph and Commencer A STATE OF THE STA

を手続いまし アルバ A こうさ (1) The many of the first the best of the 情熱感情 さいよう さいようしゅ こうしょ 🛥 Fraggist kij til 200 - 100 -Acres and the first back of the والمراجع والمراجع والمراجع والمتعارف A LEPTONIC TO LIFE COLD SEPTEMBER OF A CO विविधित्वस्त्रम् स्थापन्य स्थापन्य स्थापन्य स्थापन्य

Property of the property of th the trade of the grander of the control of Bittle over this twice are over 響力をついる Company American visite さいついっと The approximation of the process of the agaign agus an a gaire agus an tha gair an an an an والمراز أنطيه والعاد أرائل النيار العام الماسورة والم BANK CONSTRUCTION OF THE

Broken in gather a first Andrew Berger State of All British Co. BANGA ATRAGEN SOTT OF STAN OUT The second secon the section of the benefit of the section of

the profession of the profession of the profession of the second

\$ 152m

100000

See 25. 15

A 150 A

435.75

-

360

1

A. 有牌

F 200

THE REAL PROPERTY.

MET.

**

And the state of t 海峡 はんとうしょう いんしん

PROF WE CONTRACT the second of the second The second secon The first sale of the first of the first Market Control of the And the second second

St Concommation of The

THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T

Market Service Control of the Control

大学 の できる 大学 の かか へいか The second of th BETTER BUTTER The second second second second AND THE PARTY OF T The state of the s Marine Switch Sand the contract of the contract o 100 Hills 1 A STATE OF THE STA THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

FRANCE

SOCIAL Martine Aubry a reçu, lundi 12 janvier, les associations de

rées satisfaites des conditions de versement du milliard de franc annoncé par Lionel Jospin, mais elles ont regretté que les mínima sociaux ne soient pas augmentés et que rien ne

soit prévu pour les jeunes de moiss de vingt-cinq ans sans ressources. DES MANIFESTATIONS étaient organisées, mardi, à Paris et dans de nombreuses autres villes, pour

appuyer les revendications du mouvement des chômeurs. Des actions ponctuelles ont été menées, lundi, pour entretenir la mobilisation. • LIONEL JOSPIN a rappelé à l'ordre

les alliés du PS - PCF et Verts - en soulignant la nécessité de la cohésion gouvernementale et majoritaire. M. Hue s'est félicité du « fier service » rendu par son parti à la gauche.

Les mouvements de chômeurs réclament le relèvement des minima sociaux

Les associations de sans-emploi, reçues par Martine Aubry, lundi 12 janvier, ont maintenu leurs revendications et leurs appels à manifester pour obtenir du gouvernement davantage que le milliard de francs accordé par le premier ministre et pour interpeller le patronat

* TOUS ENSEMBLE, on continue», telle sera la banderole de tête de la manifestation nationale des trois associations de défense des chômeurs (AC f, Apeis, MNCP) et du comité de chômeurs CGT qui, à Paris, devait partir, mardi 13 janvier à midi, du ministère du travail pour se rendre au siège du CNPF. Les quatre organisations espèrent rééditer le succès de la manifestion du mercredi 7 janvier, quand près de 3 000 syndicalistes, militants antichômage et demandeurs d'emploi se sont retrouvés devant le siège de l'Unedic. Une vingtaine de rassemblements devalent aussi avoir lieu dans les principales villes de province.

chômeurs dans le cadre de la prépara-

tion du projet de loi sur la lutte

contre l'exlusion. Elles se sont décla-

Alors que le gouvernement s'efforce d'afficher son unité, les manifestations conservent le soutien de plusieurs composantes de la « majorité plurielle ». Ainsi, les Verts appellent à « participer activement » aux manifestations de chômeurs et seront représentés par fean-Luc Bennahmias et Philippe Boursier. Le Parti communiste français, qui entend être le « relais du mouvement social », continue de soutenir les initiatives des chômeurs. Henri Guaino, ancien commissaire au plan, a déclaré, mardi au micro de RMC, que «le mouvement des chômeurs était pré-

visible. A force de tirer la corde, elle finit par se casser ». Robert Badin-ter, sénateur socialiste des Hautsde-Seine, a en revanche estimé, hundi sur LCI, que l'évacuation des Assedic par les forces de police est « regrettable » mais qu'« elle est légale et nécessaire ».

Pour élargir la contestation, des ballons d'essai ont été lancés en direction des mouvements étudiants : les deux syndicats UNEF et UNEF-ID ont répondu présents à l'appel. De même, les associations DAL, Droits devant!, le Comité des sans logis et Act-up s'associent à cette journée nationale d'action. Sur le plan syndical, la division reste de mise. La CGT, qui soutient le mouvement depuis le début, sera representée par François Desanti, le responsable national de son comité de chômeurs, mais aussi par plusieurs membres de son bureau, dont Maryse Dumas et Jacqueline Lazard, peut-être même par Louis Viannet. Le Groupe des dix (dont les syndicats SUD), la FSU et « Tous ensemble », qui regroupe des opposants internes à la CFDT, appellent à participer aux

Lundi après-midi, Martine Aubry, la ministre de l'emploi et de la solidarité, a reçu, outre Partage, de Maurice Pagat, les associations



Agir ensemble contre le chômage

le comité de défense des chômeurs (ACI), Association pour l'emploi, CGT, dont la participation à la renl'information et la solidarité contre avait été décidée en fin de (Apeis), Mouvement national des matinée. Le rendez-vous, qui a chômeurs et précaires (MNCP) - et duré plus de deux heures, avait été

prévu fin novembre 1997, dans le cadre de la préparation du projet de loi contre l'exclusion. Lors de cette réunion, M™ Aubry a annoncé le déblocage rapide du milliard de francs pour le nouveau fonds d'urgence sociale dont la création a été annoncée la semaine dernière par le premier ministre. Lionel Jospin, et qui doit permettre aux préfectures de répondre aux situations individuelles les plus cri-

UNE PREMIÈRE ENVELOPPE

Le ministre de l'emploi a adressé aux préfets, lundi 12 janvier, la circulaire de mise en place du fonds, qui devrait être doté d'une première euveloppe de 320 millions de francs. Sur le milliard de francs prévus, 80 % des crédits vont être répartis entre les départements en fonction du nombre de chômeurs de longue durée et de bénéficiaires du RMI, indique le texte ministériel. Le solde de 20 % servira à «affiner la répartition pour répondre aux besoins non couverts ». La circulaire souligne que ces crédits doivent donner lieu à des « versements immédiats, si nécessaire en espèces » et qu'ils « ne se substituent pas aux moyens financiers déjà existants » en faveur des

contact avec les organismes susceptibles d'abonder le fonds d'urgence (Assedic, caisses d'allocations familiales, etc.). Les points où les demandes peuvent être adressées devront être « aussi nomhreux et accessibles » que possible.

Les associations se sont déclarées satisfaites de ce dernier point. « Nous avons constaté une volonté de dialogue et de négociation », a déclaré Hubert Constancias (MINCP). . On a senti quelque chose d'important au cours de cette réunion », s'est félicité Richard Dethyre (Apeis). « On continue d'avancer, mais on trouve qu'il y a un peu de lenteur », a souligné François Desanti (comité des chômeurs CGT). Constatant une « absence de réponse sur la revalorisation des minima sociaux et sur une allocation pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans », qui demeurent au centre de leurs revendications, les associations et collectifs ont insisté toutefois sur la poursuite du mouvement. Ces revendications « doivent absolument être satisfaites », a estimé Claire Villiers

> Alain Beuve-Méry et Caroline Monnot

Un accord était en vue à Marseille avant l'évacuation des Assedic

de notre correspondant régional Toujours mobilisés, après avoir antennes Assedic qu'ils occusigné, hundi 12 janvier, à Marseille. leur premier accord officiel Le conseil général des Bouches-du-Rhône, partie prenante du « tour de table » organisé par la préfecture, le 29 décembre 1997, s'est engagé à débloquer une aide exceptionnelle de 2 000 francs en faveur de chômeurs privés de droits et des RMIstes sans enfants. et une aide de 1 800 francs, destinée aux chômeurs de plus de cinquante ans non indemnisés et non imposables, pour les factures

comité, comptait bien conclure, aussi, mardi, après la manifestation prévue à Marseille, un accord avec le préfet. Avant l'intervention des forces de police dans les Assedic, on était d'ailleurs à deux doigts de parapher un protocole préparé sous la houlette du secrétaire général de la préfecture, Pierre Soublet, en présence de représentants de la Ddass, de l'Assedic, du conseil général, de la ville de Marseille et de la caisse d'allocations familiales. Lors d'une conversation téléphonique entre M. Hoareau, qui était à Paris, et Jean-Paul Proust, le préfet, les termes définitifs et les conditions d'application avaient été mis au

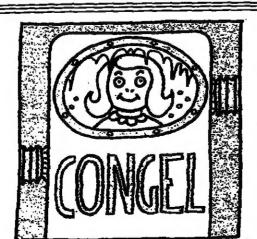
Charles Hoareau, figure du

point: 45 millions de francs étaient débloqués par l'Etat, provenant du milliard annoncé par le été évacués, le 10 janvier, des gouvernement, au prorata du nombre des chômeurs dans le francs venaient du département, à quoi s'aioutaient les sommes promises par les Assedic, la CAF et quelques villes soilicitées par le

> On approchait la centaine de millions de francs réclamés par le comité : aux trente mille primes à 3 000 francs du comité répondaient, du côté du représentant de l'Etat, des aides réparties en fonction des besoins. Autre satisfaction pour la CGT: les dossiers déposés par elle étaient directement pris en compte, et le comité de chômeurs, s'il ne participait pas aux commissions d'attribution, était convié au comité de suivi.

On en était là, le 9 janvier dans l'après-midi, et chaque partie espérait que l'évacuation des Assedic, dernière clause de l'accord, se ferait à l'amiable. Revenu à Marseille à minuit, M. Hoareau était immédiatement reçu à la préfecture : il avait appris l'ordre ministériel d'évacuation des Assedic pour le lendemain matin et se sentait floué. Rien ne fut donc paraphé. Les évacuations, au petit matin, se sont faites sans incident sérieux, mais le ressentiment est grand chez les grévistes.

Michel Samson



Où SERA MAMIE POUR L'AN 2000?

Dans ses vœux, M. Jospin défend le rôle de l'Etat

CONFIANCE et réformes en 1997, confiance et réformes en 1998. En présentant ses vœux à la presse, le 13 janvier 1997, le précédent premier ministre, Alain Juppe, avait souhaité que cette année-là soit faite « de confiance et d'espérance ». A la suite du président de la République, le maire (RPR) de Bordeaux avait assuré que « le temps des réformes n'est pas derpaient, les chômeurs CGT ont département; 33 millions de rière nous, mais devant nous ». Un an après, Jacques Chirac a changé de chef de gouvernement suite à l'échec de la droite aux élections législatives anticipées. Lionel Jospin, à son tour, devait présenter ses voeux à la presse, mardi 13 janvier, en insistant sur la nécessité de raffermir la confiance qui, selon hii, est de retour et sur sa volonté de poursuivre les réformes sur lesquelles il s'est engagé.

> Le premier ministre devait placer ses vœux sous le signe de ses engagements électoraux

rappelés lors de sa déclaration de politique générale, le 19 juin, devant les députés. M. Chirac ayant martelé qu'il se réserve le droit d'intervenir afin de dire ce qui est bon ou mauvais pour les Français, M. Jospin devait souligner que l'action de son gouvernement - elle s'inscrit dans la durée d'une législature - a pour but de défendre l'intérêt général. Il devait préciser, contrairement à ce qui a pu être écrit, que cette action n'entre pas dans une second phase, ce qui serait accréditer la thèse d'un changement de nature de la politique gouvernemen-

RÉNOVATION DES PRATIQUES POLITIQUES

M. Jospin ne pouvait pas éviter d'aborder les sujets d'actualité, comme le mouvement des chômeurs, pour souligner l'urgence sociale de la lutte dans ce domaine, le jour où des mani-

festations sont organisées dans toute la France. Que ce soit en matière d'emploi ou de lutte contre les violences urbaines - ce dernier point fait l'objet d'une table-ronde, ce mardi, à l'Elysée, et d'une réflexion, à Matignon, sur la relance de la politique de la ville -, le premier ministre devait réaffirmer le rôle et l'autorité de l'Etat. Implicitement, il prend le contre-pied du président qui s'est plutôt prononcé, dans ses vœux, en faveur d'un désengagement de l'Etat.

Enfin, le premier ministre devait évoquer la rénovation des pratiques politiques qui, selon hui, est une réponse aux interrogations, voire aux angoisses, du pays soulignées par le chef de l'Etat. A ce titre, M. Jospin annoncera, la semaine prochaine, ces décisions sur le cumul des mandats.

Olivier Biffaud

Le premier ministre rappelle les Verts et le PCF à l'ordre

socialisme vert et rouge », le communiste Alain Bocquet, le radical Michel Crépeau, le « citoyen » Georges Sarre et le Vert Yves Cochet, et Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ont prêté serment de garder le silence. Ce premier déjeuner des dirigeants de la majorité « plurielle » de l'Assemblée nationale, hındi 12 janvier, à Matignon, Lionel Jospin le voulait discret : c'est même, a précisé le premier ministre à sa majorité trop plurielle et bavarde, la condition pour qu'il se reproduise, environ tous

les deux mois. Prévue de longue date, cette rencontre * tombait bien », commentait avec ironie un participant. En pleine gestion de la crise des chômeurs, où la cacophonie honnie par Lionel Jospin s'est, selon hui, fait entendre à plein, l'occasion était belle de mettre les choses au point. « Pour un déjeuner », donc, « ce fut un déjeuner ». « Plus ferme que cordial », commentait-on du côté socialiste. De l'autre côté, donnant un goût du rapport de forces, on le disait « ferme, sans être un tribunal », ou « extrêmement franc, direct, comme sait l'être

Car, avant l'intervention de chacun des présidents de groupe, M. Jospin avait tenu une petite leçon liminaire. Pas question de réitérer les errements cacophoniques entendus lors de la discussion des textes sur la nationalité et l'immigration. A l'avenir sur les trente-cinq heures, sur le

UNE MAIN « sur la bible du prié de montrer un minimum de responsable socialiste. La petite « cohérence ». Comme à plusieurs reprises, notamment aux ministres de sa majorité « phytielle ». Lionel Jospin a rappelé qu'il n'avait rien demandé, et que, si c'est la déstabilisation et l'échec de la gauche que chacun veut, il n'y a qu'à y

> Deux des convives étaient particulièrement visés. Alain Bocquet, d'abord, qui, ce week-end, a vu dans l'évacuation des Assedic une « faute humainement et politiquement grave ». Matignon a été indigné. On yattendait plus de solidarité après la reprise de la proposition de loi communiste sur les chômeurs âgés par le groupe

« UN FIER SERVICE »

Yves Cochet, ensuite, représentant des Verts, a été à son tour rappelé à l'ordre. Celui-ci, vient de s'inscrire à la commission des affaires sociales, qui discutera des 35 heures, où siège le turbulent Noël Mamère. « Pas question de surveiller qui que se soit : je connais la auestion et elle m'intéresse ». plaide le premier. « Pas impossible qu'on veuille me contrôler. Mais je n'aime pas au'on me surveille, et le n'aime pas être puni », rétorque le second.

A Matignon et au PS, on semblait d'autant plus agacé, lundi, qu'on pense que, sans les récentes déclarations des partenaires de la gauche « plurielle », le calme serait déjà revenu. « Les Verts sont dans le fruit. Et les communistes sont un peu pénibles. Un pied dedans, un pied dehors, le sytème cumul des mandats -, chacun est est un peu curieux », commente un phrase lâchée par Robert Hue, lundi, en marge du comité national de son parti, a aussi énervé Matignon: « Je préfère la force du dialogue aux forces de l'ordre », a-t-il soigneusement lancé devant la presse, tandis que Jean-Paul Magnon, dans son rapport, dénonçait une « choquante intervention policière ».

Montrant qu'il trouvait enfin dans ce conflit « populaire » l'occasion de marquer sa différence avec le gouvernement - à quelques mois d'élections cantonales d'une « grande importance », a souligné le comité national ~ Robert Hue a rappelé la «fonction communiste ». « Le PCF a rendu

dans cette affaire un fier service à la gauche plurielle », a décodé le serétaire national, indiquant implicitement que son parti canalisait heureusement la radicalité à gauche, et demandant à nouveau, mardi matin sur Europe 1, la revalorisation des minima sociaux. Une prise de position qui a fait taire, d'un coup, les critiques des éléments conservateurs ou refondateurs de son parti. Guy Hermier a applaudi une démarche qui « aborde la situation actuelle dans un esprit critique et constructif », regrettant seulement de n'avoir * pas trouvé la même dans le début sur l'immigration ».

Ariane Chemin



EST-CE QUE MON CLONE TRAVAILLERA À MA PLACE EN L'AN 2000?



Christian Bonnet, sénateur UDF, dénonce un risque d'altérer l'« identité de la nation »

L'Assemblée du palais du Luxembourg reprend l'examen de la réforme d'Elisabeth Guigou

Les sénateurs reprennent leurs travaux législa-tifs, mardi 13 janvier, avec l'examen de la ré-forme des textes sur la nationalité. Après le bras

LA DROTTE sénatoriale devait de la loi de 1993, jugée « globaleretrouver l'hémicycle du palais du Luxembourg, mardi 13 janvier, avec la satisfaction du devoir accompli. Tant et si bien qu'au moment de reprendre l'examen du texte sur la nationalité, interrompu, jeudi 18 décembre, par l'adoption d'une motion - rejetée par l'Assemblée nationale - demandant l'organisation d'un référendum sur ce projet (Le Monde des 19 et 20 décembre), les groupes de la majorité sénatoriale s'organisent déjà en vue de leur prochaine grande confrontation avec le gouvernement : le projet de loi sur l'immigration. Impatient d'intervenir sur le texte de Jean-Pierre Chevènement, Christian Bonnet (Ri, Morbihan), rapporteur de la commission des lois

Le conflit a en effet été réglé, à la veille de Noël, lors d'un entretien téléphonique entre le premier ministre et le président du Sénat, René Monory. Menacés de devoir écourter leurs vacances, les sénateurs ont accepté d'examiner le projet du garde des sceaux dans les délais impartis, à compter du 13 janvier. L'accord a été entériné en conférence des présidents, le 6 janvier. M. Monory devait recevoir à nouveau le ministre des rela-

ment satisfaisante », relèvent du « pouvoir règlementaire », l'ancien ministre de l'intérieur commente la « situation nouvelle » que connaît la

EXCÈS « D'ALTÉRITÉS »

de la manifestation de volonté issue de la loi de 1993, M. Bonnet souligne que, « à défaut, une quantité excessive d'altérités pourrait risquet d'altérer l'identité de la nation ». Suivant l'avis de son rapporteur, la commission des lois s'est bornée, pour l'essentiel, à demander la suppression de toutes les dispositions tendant à remettre en cause la loi de 1993.

con, confirmer ce propos. Après avec le gouvernement sur l'ordre avoir noté que d'éventuelles cor- du jour ne l'incitait pas à accélérer rections aux « dysfonctionnements » le mouvement outre mesure,

l'adoption de cette motion de procédure l'aurait privée d'une nouvelle tribune sur le sujet.

Très minoritaire au Palais du Luxembourg, la gauche ne devrait pas contribuer à allonger considérablement la discussion. Le groupe socialiste a en effet clos les débats en son sein en décidant de s'en tenir au texte tel qu'il a été adopté par les députés. Comme à l'Assem-blée nationale, la position minoritaire au sein du PS sera défendue. en séance, par les communistes, Michel Duffour (PCF, Hauts-de-Seine) juge que le texte est « globalement positif » mais souhaite que le gouvernement sache « ce qu'attendait une partie de sa majorité plurielle ».

La marge de manceuvre du groupe socialiste est « quasi nulle », reconnaît aujourd'hui Guy Al-

louche (Nord): « Au Sénat, nous n'avons aucune chance de faire passer des dispositions plus souples d'acquisition de la nationalité, auxquelles le gouvernement s'est d'ailieurs opposé. » Sans illusion, le groupe PS a toutefois décidé de défendre un amendement permettant aux enfants nés de parents étrangers hors du territoire national, mais éduqués en France, de de-mander l'acquisition de la nationalité française. « Nous voulons faire valoir le rôle de l'éducation dans l'intégration », explique Monique Ben Guiga (PS, Français établis hors de France), qui juge que les propos de M. Bonnet sont dignes de ceux de « l'extrême droite envers les juifs

sénatoriale a accepté le calendrier fixé par le

Jean-Baptiste de Montvalon

dans les années 30 ».

M. Jospin et M. Monory polémiquent sur les pouvoirs du Parlement

LES DÉSACCORDS doivent par ces instructions de ne pas donêtre actés. Le premier ministre, Lionel Jospin, estimant que la création par la majorité sénatoriale d'une commission d'enquête sur les 35 heures ne répond pas aux conditions posées par l'ordonnance de 1958 sur le fonctionnement des Assemblées parlementaires, il a adressé une lettre au président du Sénat, René Monory (Le Monde du 9 janvier).

Le chef du gouvernement écrit : « La création d'une commission d'enquête, aux fins d'exercer un contrôle a priori sur les conditions d'élaboration de la politique menée par le gouvernement et ses incldences éventuelles, non seulement constitue un détournement de (...) l'ordonnance de 1958, mais encore affecte le déroulement normal de la procédure d'adoption de la loi, tel qu'il est fixé par l'article 43 de la Constitution. Elle est susceptible de mettre en cause l'exercice de la compétence reconnue au gouvernement pour déterminer et conduire la politique de la nation, et d'avoir, de ce fuit, des incidences graves sur le fonctionnement des pouvoirs publics. » M. Jospin ajoute toutefois qu'il a donné instruction aux fonctionnaires de répondre aux convocations de la commission et de lui fourroit « les documents nécessaires pour éclairer la teneur et la portée du proiet de loi ».

« En revanche, continue le premier ministre, je leur ai demandé

ner suite aux demandes de communication présentant un caractère systématique ou portant sur des pièces destinées à préparer les choix du pouvoir exécutif et constituant, de ce fait, des documents de travail internes au gouvernement » Il prévient M. Monory qu'il a fait part de cette « ligne de conduite » au « président de la République en raison des compétences que celui-ci tient de l'article 5 de la Constitu-

Le président du Sénat ne partage pas cette analyse. Dans sa réponse, il assure que l'ordonnance de 1958 n'exclut des compétences des commissions d'enquête parlementaires que « les faits ayant donné lieu à des poursuites judiciaires > et la communication de documents « revêtant un caractère secret et concernant (...) la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat ». Prenant « bonne note » des instructions données aux fonctionnaires. M. Monory ajoute: « Toutefois, je regrette qu'elles conduisent de votre part à une interprétation restrictive (...) de l'ordonnance. Il me parait en effet nécessaire que le Parlement dispose des véritables moyens de s'informer dans le respect du principe de la séparation des pouvoirs mais aussi des prérogatives qui lui sont dévolues par la Constitution. »

Thierry Bréhier

Le général commandant le Sirpa va quitter ses fonctions

CHEF du Service d'information et de relations publiques des armées (Sirpa), le général de brigade Dominique de Corta a annoncé à ses collaborateurs, le 8 janvier, qu'il s'apprétait à quitter ses responsabilités à la suite de divergences avec le cabinet du ministre de la défense, Alain Richard. Le général de Corta avait été nommé à la tête du Sirpa en 1994 par Francois Léotard. Une série de raisons. dont la principale est une réorganisation du service, à l'étude, motivent le départ du général de Corta, qui a eu, en outre, l'assurance qu'il ne sera pas reconduit à son

Le chef du Sirpa est dans la situation de plusieurs de ces officiers généraux qui, ayant atteint leurs quarante annuités de service grace à leurs « campagnes », perdront de l'argent à leur retraite s'ils continuent à rester sous l'uniforme, à moins qu'ils ne soient promus. Or le conseil supérieur de l'armée de terre, présidé par le ministre de la défense et dont le viceprésident est le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Philippe Mercier, n'a pas retenu le nom du général de Corta comme

général de division en 1998. Ensuite, le contrôle général des armées a procédé, en 1997, à une investigation qui met en cause la

gestion interne du Sirpa. Ce rap-port contradictoire, où figurent les réponses du général de Corta, n'a pas été officiellement remis à ses destinataires. On croit savoir qu'il est reproché au chef du Sirpa de ne pas avoir renvoyé les responsables - notamment des civils des fautes imputées au service. Depuis une enquête de la Cour de comptes, il y a une dizaine d'années, le Sirpa est régulièrement soupçonné de payer des sondages d'opinion au profit des cabinets des ministres successirs.

Surtout, le projet de réforme du Sirpa a incité le général de Corta à annoncer son départ. La réorganisation projetée, qui devrait être mise en place par décret au printemps et à laquelle le général de Corta n'a pas été invité à participer, vise à créer une direction administrative du Sirpa - qui pourrait être confiée à un civil déconnectée du cabinet du ministre de la défense, dans le but officiel de séparer la communication propre aux armées de celle du ministre. La nomination éventuelle d'un civil à la tête du Sirpa et les risques de politisation du poste forment sans doute la raison majeure de l'hostilité des armées à cette réforme.

Jacques Isnard

Jacques Chirac s'inquiète de la « cohésion sociale »

LORS DES VŒUX de Nouvel An à la presse, lundi 12 janvier, Jacques Chirac a déclaré que « 1998 doit être l'année de la poursuite, voire de l'engagement de réformes qui nous permettent de nous adapter ». « Toutes ces réformes, dans un pays qui est un peu allergique parfois au changement, supposent beaucoup de dialogue », a-t-il affirmé, en observant que certains pays arrivent mieux à dégager l' « assentiment le plus large » du corps social. « Peut-être avons-nous à accomplir une sorte de révolution culturelle pour nous parler plus, et

au moment opportun, et nous affronter moins », a-t-il dit. Le chef de l'Etat estime que la cohésion sociale, en France, est « un peu fragile » et qu'il faut être « particulièrement attentif » au mouvement des chômeurs. Il a émis le souhait que le projet de loi contre l'exclusion, qui sera présenté en mars au conseil des ministres, reprenne les « principes approuvés par le Conseil économique et social », afin de « transformer les revenus d'assistance en re-

Le patronat lance un appel contre les 35 heures

LES PRINCIPALES organisations patronales demandent « solennellement » au gouvernement de Lionel Jospin et au Parlement de renoncer au projet de loi sur les 35 heures qui doit être examiné par les députés à partir du 27 janvier, dans une déclaration commune diffusée mardi 13 janvier. Les présidents du CNPF, de la FNSEA, de la CGPME, de l'UNAPL (professions libérales) et de l'UPA (artisans), regroupés au sein du Comité de liaison des décideurs économiques (CLIDE), « constatent que l'immense majorité de leurs membres quels que soient leur secteur, la taille de leur entreprise ou leur forme juridique, sont opposés à ce projet ». Les cinq organisations, qui déclarent « représenter plus de trois millions d'entrepreneurs », jugent que ce projet « détruira des emplois au lieu d'en créer en pesant sur la compétitivité des entreprises françaises ».

Patrick Balkany va quitter les HLM des Hauts-de-Seine

ANCIEN DÉPUTÉ (RPR) des Hauts-de-Seine, Patrick Balkany va quitter la présidence de l'office départemental d'HLM, à la demande de Charles Pasqua, président du conseil général, comme l'indique, dans son édition datée mardi 13 janvier, Le Parisien. Le conseil d'administration de l'office doit se réunir mercredi 14 janvier, avant une cérémonie de vœux de Nouvel An du président au personnel de l'office. A cette occasion, M. Balkany va annoncer sa démission immédiate. Son successeur pourrait être désigné après les élections cantonales de mars. Lors des vœux de M. Pasqua au consell général, le couple Balkany, qui vit actuellement sur l'île de Saint-Martin, aux Antilles, était absent. Le canton dont Isabelle Balkany, vice-présidente du conseil général, est l'élue, n'est pas renouvelable en mars.

SONDAGE: la cote personnelle du président de la République s'améliore sensiblement, tandis que son image politique reste médiocre, selon un sondage réalisé par la Sofres, les 22 et 23 décembre 1997, auprès d'un échantillon national de mîle personnes pour un groupe de journaux de province. En effet, 50 % des personnes interrogées disent éprouver de la sympathie pour Jacques Chirac, contre 48 % d'avis inverse. En revanche, 54 % des personnes interrogées (contre 32 %) jugent son bilan plutôt négatif. ■ ÉLECTIONS RÉGIONALES: ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, chef de file des socialistes en Ile-de-France pour les élections régionales du 15 mars, déclare, dans un entretien publié mardi 13 janvier par Le Parisien : « Je siègerai au conseil régional, c'est l'engagement que je prends. (...) Pour le reste, je m'en tiendrai aux procédures déterminées par mon parti et je souhaite m'engager pleinement avec toute une équipe dans l'avenir de l'Ile-de-France, »

■ HÔPITAUX : 16 % des 21 577 postes de praticiens hospitaliers budgétés dans les centres hospitaliers universitaires ou généraux étaient vacants ou occupés à titre précaire fin 1996, selon une étude de la Coordination médicale hospitalière (CMH) révélée, lundi 12 janvier, par Libération. Elle s'inquiète de cette « désaffection » et réclame une revalorisation du statut de praticien hospitalier. Au millier de postes « réellement vacants » s'ajoute les « 2 500 postes de praticiens occupés à titre précaire » dans « la mesure où aucune instance nationale ne valide [leur] qualification », précise François Aubart, le président de la CMHL

17 4503

1.00

30 - 20

· ggan)

en See

4.7

■ DÉFENSE : Lionel Jospin a réunt, hundi 12 janvier, à Matignon, pendant une heure et quart, le ministre de la défense, Alain Richard; le secrétaire d'Etat à la coopération, Charles Josselin; et plusieurs responsables militaires, dont le chef d'état-major particulier à la présidence de la République, l'amiral Jean-Luc Delaunay. Consacrée au rôle de la France dans l'après-mission de paix Misab en Centrafrique et aux suites à donner à la mission de la SFOR en Bosnie, cette réunion de travail préparait un conseil restreint, mercredi 14 janvier, à l'Elysée.



ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

Bac+4 Diplôme visé

4 ans en alternance

Des universités partenaires en Europe et aux **Etats-Unis**

Ses diplômes ont une expérience professionnelle de 10 à 16 mois et une référence d'au moins un semestre à l'étranger. De formation généraliste, avec

Trente ans après sa création,

ITPAG forme 1400 étudients aux

fonctions de cadres d'entreprise.

des spécialisations professionnelles ou internationales, ils sont immédiatement opérationnels.

Concours ouvert aux bacheliers - 4 et 5 mai 98 Admissions directes en 2ème et 3ème années

IPAG Nice 4, bd Carabacel Tél. 04.93.13.39.00

IPAG Paris 184, bd St-Germain **75006 PARIS** Tél. 01.42.22.08.55

sur le projet d'Elisabeth Guigou, affirme que le débat sur la nationalité « a déjà donné tout son suc ».

tions avec le Parlement, Daniel Vaillant, mardi à 12 h 30. « Les choses vont reprendre leur

cours tel que le souhaitait le gouvernement », indique Maurice Blin, président du groupe centriste. Nous ne ferons aucune manœuvre dilatoire v. précise son homologue du RPR, Josselin de Rohan, qui ajoute que « l'examen de ce texte, dont on sait ce qu'il faut en penser, peut être rapide ». Le rapport de

Selon M. Bonnet, « le temps est révolu » d'« une immigration de proximité [qui] était une îmmigration européenne issue de pays où dominait la civilisation judéo-chrétienne ou greco-latine ». S'appuyant sur des données chiffrées concernant l'évolution de la part des Européens parmi les étrangers présents en France, le rapporteur, qui évoque « une immigration d'allocataires », affirme que « la population étrangère appelée à accéder à la nationalité française comporte désormais des ressortissants relevant de communautés attachées à des valeurs radicalement différentes des nôtres quand elles ne leur sont pas

Plaidant en faveur du maintien

La logique aurait voulu que, confrontée à un texte qu'elle juge, selon l'expression de son rapporteur, « ni nécessaire ni opportun ». la majorité sénatoriale décide de voter une question préalable, dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à délibérer. « Peut-on corriger ce qui est intrinsèquement pervers? », s'interroge ainsi M. Blin. Mais, outre que son récent conflit

ADMISSION SUR TITRE EN DEUXIÈME ANNÉE

La multiplicité de ses talents est la plus grande richesse de celui qui innove

Comme Molière, c'est grâce à votre imagination et à vos qualités d'animateur d'équipe que vous aborderez votre métier avec passion et créativité. Que vous soyez ingénieur, médecin, pharmacien, titulaire d'une maitrise (lettres, droit, sciences...) ou d'un diplôme de l'IEP, intégrez l'ESSEC en 2' année par admission sur titre pour devenir un généraliste du

Le Groupe ESSEC est le premier centre européen de formation à la gestion accrédité par l'AACSB -The International Association for Management Education.

cursus personnalisé à votre initiative,

alternance et statut d'apprentissage possibles,

• la limite d'age est fixée à 29 ans dans l'année de

 date limite de candidature pour la session de mars 1998 : le 15 février 1998.

95021 Cergy Pontoise cedex

Contactez Viviane: Tél.: 01 34 43 31 26 - Fax: 01 34 43 31 11 E-mail: dhalluin@edu.essec.fr ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - BP 105

ESSEC

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

Jacques Chirac s'inquiete de la « cohésion sociale

The said profession in the case of the Likely by " Late has been and " I want ! - " अस्तिक वर्षात्रीयम् । स्थानिक स्थानिक । स्थानिक स्थानिक स्थानिक स्थानिक स्थानिक स्थानिक स्थानिक स्थानिक स्थानिक ्रिक्षित्र क्षात्र प्राप्त क्षात्र प्राप्त क्षात्र । विद्वारीत्र क्षात्र क्षात्र क्षात्र क्षात्र व्याप्त क्षात्र । THE BENEFIT OF THE STREET CA PROPERTY OF STATE AND A SECOND THE STATE OF STATE OF THE STATE The State of the State of the भीतिकास कर कर्णाल वर १ व Bearing Therese is the state of

mentalise to make the string of the

Le patronat lance un appel contre les 35 heures

THE PROPERTY WHERE A SHARE SHARE "快得一种人种"的 医克莱氏病 经公司 计二十二 र प्रमान्त्र हार्यक्षेत्र के के कार्यक के प्राप्त के किया है। the property is a first of the contract अस्तिकात काम में अंतिकार के अपने LANGE OF STREET STREET the same of the sa William William Street Control

Patrick Balkany va quate: les HLM des Hauts de Some

BOTTO SON LONGER

المراج والمنابعة والمجهودة الأوسان

PROPERTY OF PROPERTY.

Market Programme Control of the Section 2.

着 5 1年第4年8日 - Es Libert Martinion

Befrieder big minnen bie interes and beiden

Contracting the Contract of th areas simple as Later Walnut and the contract

and a company of the second of the second SERVE CONTRACTOR CONTRACTOR great the second of the second of the second

製造機を</mark>強力 で Massionに対しまっていた。まして でし But the contract of the second

The state of the s Transferred to the second and a second of the second of 職務機・中 シャー・アンティー

they are College to a first and The second second - The state of the 整體的 強 经公司 化二十二

製造機を発生する。 かんこう ファッカー エ The same of the same of Company of the State of the Sta The state of the same of the state of the st The state of the state of the state of

1

77

-

TAME

1

4

14.

-

4. 4.

-

A MARTINE STATE OF THE STATE OF

The second of the second Salah Caraba Caraba Tarte Contraction of the Contrac

就是其一一个。

Affine Barrier to Toller to .

· ·

Dispute entre RPR et UDF pour la présidence de la région Bretagne

Yvon Bourges renonce à un nouveau mandat

de notre correspondante régionale Bureaux nationaux et rencontres au sommet n'ont eu, jusqu'à présent, aucun effet sur l'entêtement breton: l'UDF veut la présidence du conseil régional, le RPR refuse tout net de la hii cé-

La joute a le mérite d'être simple: les deux composantes de la majorité régionale se sont rangées chacune derrière son héraut respectif. La tête de liste en Ille-et-Vilaine devrait être décisive pour rassembler les troupes. « Si Pierre Méhaignerie se présente, nous perdons. Il déclenche de l'urticaire dans le Finistère », assène donc Claude Champaud (RPR), viceprésident du conseil régional.

A l'UDF, les fidèles du président du conseil général d'Ille-et-Vilaine soutiennent évidemment l'inverse: Yves-Thibault de Silguy, l'homme que s'est choisi le RPR du cru, n'aurait aucune chance de se faire une place dans le paysage breton en si peu de temps. La gauche « piurielle » s'en frotte les mains chaque jour davantage. Nourrissant quelque espoir de faire basculer la région, elle sait que la bataille s'annonce serrée de toute facon.

« C'est Juste une crise de puberté ». commente Yvon Bourges (RPR), l'actuel président de la région. A soixante-seize ans, cet ancien membre de tous les gouvernements entre 1965 et 1980 observe l'affrontement qu'il a déclenché avec une apparente sérénité. Longtemps, il a cru pouvoir se succéder à lui-même pour un troisième mandat, d'autant que nul dauphin ne se détachait dans son camp, mais, comme son voisin des Pays de la Loire, Olivier Guichard (RPR), il s'est résolu à comprendre que l'heure de passer la main avait sonné, à l'Ouest, pour les vieux « barons » gaul-

ier chercher le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, M. de Silguy. Certes, celui-ci ne possède pas à ce jour de carte au RPR, mais il a pour atout son titre de « Breton de l'année 1996 » et pour avantage d'être très occupé par le lancement de l'euro. M. Bourges pouvait ainsi espérer présider encore l'assemblée régionale jusqu'en 1999. Las ! La direction du

RPR n'a pas apprécié ce dispositif. L'homme de Bruxelles se présentera donc en première ligne en Bretagne. « Le seul obstacle, c'est l'ambition de Méhaignerie », tésume sans surprise Yvon Jacob, dirigeant du RPR en Ille-et-Vilaine. « Les partis politiques ne sont pas propriétaires de tel ou tel terri-

toire », déclarait M. Méhaignerie fin décembre. Depuis, la situation s'est crispée, et certains élus locaux envisagent de plus en plus ouvertement de voir la majorité régionale, qui répond actuellement au nom d'Union pour la Bretagne, partir sur des listes sé-

En attendant un arbitrage, la répartition des premières places pour les élections régionales est bloquée dans toute la Bretagne et les candidats aux cantonales attendant le « feu vert » officiel de leurs partis pour se lancer fran-

chement dans la campagne. Un peu embarrassé par le climat bien moins consensuel qu'on ne le lui avait décrit, le commissaire européen annonce qu'il viendra comme tête de liste dans un département seulement « à condition de figurer sur une liste unique de la majorité régionale ». Lui qui se dit sûr de pouvoir mener les deux mandats de front, il accepterait volontiers de se présenter dans le Finistère, où il a « bequcoup d'attaches familiales », plutôt qu'en Ille-et-Vilaine, fief de M. Méhaignerie.

M. MÉHAIGNERIE DÉTERMINÉ

Ce glissement de terrain épargneralt peut-être quelques susceptibilités, mais reponsserait le problème au moment de l'élection du président de l'assemblée régionale et compliquerait en outre la situation du Finistère, qui n'en a pas besoin. L'ancien député Jean-Yves Cozan (UDF-Adhérents directs) a déjà annoncé qu'il y mènera sa propre équipe.

« J'ai toujours été plus régionaliste que départementaliste », a souvent expliqué M. Méhaignerie en public. Jusqu'à présent, sa détermination n'a pas faibli. L'anclen ministre de la justice balaie d'un revers de main l'éventuel obstacle de sa mise en examen au sujet du financement du CDS dont il a été président. Et il porte contre son manque supposé de sens de l'aménagement du territoire: « Etre de l'est de la Bretagne est une raison de plus pour vouloir rétablir l'équilibre avec la pointe finistérienne. »

Et dire que c'est M. Mébalenerie qui, il y a quelques mois, avait pris la peine d'alerter M. de Sileuv sur le situation alléchante de la capitale bretonne! En 1995. l'inamovible maire de Vitré ne décolérait pas du quatrième échec de la droite à la mairie de Rennes. Celle-ci avait choisi un candidat au profil RPR bien trop musclé, M. Jacob, pour une ville aux inclinaisons nettement centristes, selon l'ancien ministre centriste.

Martine Valo

La candidature du commissaire à l'euro suscite des interrogations à Bruxelles

(Union européenne) de notre correspondant

L'éventuelle candidature aux élections régionales d'Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires et, à ce titre, l'un des principaux responsables de la mise en place de l'euro, suscite doutes et interroga-

tions au sein du collège bruxellois. Lundi 12 janvier, Jacques Santer, le président de la Commission, a fait dire par son porte-parole, Klaus van der Pas, que dans le cas où M. de Silguy serait élu. « la question de la compatibilité du nouveou mandat et de celui de commissaire devrait être examinée

de façon approfondie ». M. de Silguy, ancien du cabinet de Jacques Chirac, nommé à Bruxelles par Edouard Balladur, n'est encore - avec les encouragements du chef de l'Etat, dit-onque « candidat à la candidature ». M. Santer ne souhaite pas intervenir dans un débat politique franco-français, au moins tant que la question est purement hypothétique, et il ne veut pas, non

plus, gêner les projets du commis-

Son sentiment semble pourtant le porter à considérer que la préparation de la monnaie unique constitue bien un travail à temps plein, ne laissant guère de place à des activités politiques autres.

JUSOU'AU BOUT DU MANDAT Selon le porte-parole du président, M. de Silguy, s'il est élu, n'aura pas à donner sa démission, mais « il y a toujours des moyens de se mettre entre parenthèses... ».

L'intéressé estime que le mandat d'élu régional, voire de président de conseil régional, est juridiquement compatible avec celui de commissaire européen. Il fait confiance à son énergie pour mener à bien les deux fonctions sans difficulté majeure. M. de Silguy ajoute qu'en tout état de cause, il mènera à son terme son mandat de commissaire, qui expire fin 1999. Manière de dire que si l'obstacle se révèle plus sérieux que prévu, il renoncera à l'assemblée

Philippe Lemaître

Un ancien conseiller de Jean-Marie Le Pen livre sa part de vérité sur le Front national

Pour Lorrain de Saint-Affrique, le lepénisme doit beaucoup à François Mitterrand

Conseiller de M. Le Pen pour la communication de 1984 à 1994. Lorrain de Saint-Affrique, conseiller régional de Languedoc-Roussillon, dé
voile plusieurs « secrets » du FN dans un livre d'entretiens, Dans l'ombre de Le Pen (Éditions thèse selon laquelle la progression du lepénisme de traconte notamment les relations a été favorisée par François Mitterrand.

AVANT MÈME sa sortie, mercredi 14 janvier, en librairie, l'entretien de Lorrain de Saint-Affrique avec le journaliste Jean-Gabriel Fredet, Dans l'ombre de Le Pen (Hachette-Littératures), a fait

parier de lui. Et

pour cause,

C'est une visite

guidée dans

l'arrière-« bou-

tique » de Jean-



Marie Le Pen BIBLIOGRAPHIE (terme utilisé par le président du Front national pour parier de son mouvement) que nous offre le conseiller régional de Languedoc-Roussillon, exclu et démissionnaire du Front national en

Selon M. de Saint-Affrique, des accords ont été passés entre M. Le Pen et Bernard Tapie pour assurer la réélection de ce dernier en mars 1993 et sur l'organisation du débat télévisé Le Pen-Tapie animé par Paul Amar sur France 2, juste avant les élections européennes de 1994.

M. de Saint-Affrique a été, de 1984 à 1994, conseiller personnel de M. Le Pen. En 1993, M. Taple est mi- avec M. Le Pen. « Sa réponse, dit-il,

nistre de la ville dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy et candidat aux élections législatives à Gardanne. Le deuxième tour le désigne comme adversaire du candidat de droite Hervé Fabre-Aubrespy, ancien conseiller de Charles Pasqua. L'élection est ouverte, et M. Tapie pourrait l'emporter à la condition toutefois que Damien Bariller, candidat du Front national et poulain de Bruno Mégret, maintienne sa candi-

« Le Pen, en bureau politique, va s'abriter derrière la consigne générale : maintenir partout les candidats qui ont atteint la barre des 12,5 % requise par le code électoral pour être présent au second tour. Tapie est êtu. Au Front, où Tapie figure parmi les têtes de Turc (...). les militants vivent très mal ce maintien et les conditions dans lesquelles Le Pen a pris sa décision. Ils flairent quelque chose », explique l'ancien conseiller

Il ajoute qu'à l'époque « on parle d'un accord, d'un volet financier, d'une rencontre sur le Phocéa, le yacht de Tapie. » Un weck-end, M. de Saint-Affrique « évoque la question »

est sans ambiguité : " Ce serait ridicule de faire tomber électoralement quelqu'un qui va nous être très utile dans nos rapports avec la droite et la

En fait, c'est M. Tapie qui révèlera à M. de Saint-Affrique la rencontre entre ces deux hommes qui, publiquement, se présentent comme des ennemis. Elle aurait eu lieu « le lendemain du premier tour », dans le fief du chef du parti d'extrême droite à Saint-Cloud, Interrogé, M. Le Pen aurait dit par la suite à son conseiller que l'entrevue avait duré a deux heures ».

GÉNER M. MÉGRET

Quel intérêt aurait eu dans cette histoire M. Le Pen? D'un côté, il a obtenu la défaite de Fabre-Aubrespy. l'« auteur d'un nouveau découpage electoral qui fut fatal au Front national en 1985 ». De l'autre, il a contrecarré les plans de son second, M. Mégret, coupable de briguer trop ouvertement sa succession au Front national. Ce dernier espérait en effet négocier avec la droite sa victoire à ces mêmes élections législatives, où il était candidat à Vitrolles, en échange

OÙ IRONS-NOUS

EN L'AN 2000?

L'AN 2000

EN AVANT-PREMIERE SUR CANAL+

Pour en finir avec l'an 2000 et son lot de

questions débiles ou sérieuses, CANAL+

organise quatre soirées complètes ávec des

documentaires, des émissions et des films.

Sur les thèmes Qu'il était beau l'An 2000;

Le Grand Flip et Les Gardiens du Temps.

finissons en une bonne fois pour toutes

DECOUVREZ DES MAINTENANT. LES MUSIQUES DU FUTUR

avet l'an 2000. مير

du retrait de M. Bariller à Gardanne. Francis Allouche, qui fut le bras droit de M. Tapie jusqu'à ce qu'il claque la porte après ce fameux accord avec M. Le Pen en 1993, nous a confirmé les très nombreuses « conversations teléphoniques de Tapic avec Le Pen ». Il avait également

« la certitude » d'une rencontre,

mais, dit-il, « j'en ignorais le lieu ». M. Tapie, lui, dément. « Prétendre ça, ce n'est pas seulement me prendre pour un traitre, c'est me prendre pour un imbécile ! » a-t-il expliqué dans un emretien publié dans Libération daté 10-11 fanvier, en qualifiant les propos de M. de Saint-Affrique a de délire total . M. Le Pen parie, de son côté, « d'affabulations éculées » et « d'indiscrétions de valet de chambre indéli-

Dans l'esprit de M. de Saint-Affrique, M. Le Pen et M. Taple sont des créatures de François Mitterrrand. Cette analyse permet de dédouaner la droite, alors que l'élu entend se porter candidat « indépendant sur une liste RPR-UDF » aux élections régionales.

RESTERA-T-IL

DES CHAMPIGNONS

POUR L'OMELETTE

LES 14, 15, 16 ET 17 JANVIER 1998

Christiane Chombeau







EST-CE QUE LES POULES AURONT DES MAISONS EN L'AN 2000?



DES BOYS BANDS EN L'AN 2000?

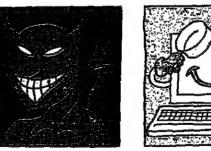




EST-CE QUE CE SERA



L'ENFER EN L'AN 2000?





MON ORDINATEUR FERA-T-IL LA VAISSELLE EN L'AN 2000?



ET LE ROMANTISME EN L'RN 2000?

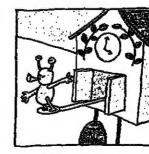


QUI SERONT

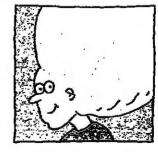
NOS VOISINS

EN L'AN 2000 ?

EN AURA-T-ELLE EN L'AN 2000?



QUAND SONNERA L'AN 2000?



GREFFERA-T-ON DES CERVERUX EN L'AN 2000?



COMMENT MARCHERONT LES BATEAUX EN L'AN 2000?

et de la solidarité estime nécessaire d'être « accompagnée par quelqu'un qui occupe un poste gouvernemen-tal ». • De son côté, Jacques Chirac devait recevoir à l'Elysée, mardi 13 jan-

questions de violence urbaine. « Le vive préoccupation sur tous les pro-blèmes liés à la "fracture urbaine" »,

explique-t-on à l'Hysée. L'ANNONCE du remaniement des structures gouprésident souhaite exprimer sa très vernementales fait suite aux critiques exprimées par des ékis et des acteurs ver un équilibre fragile. (Lire aussi de terrain sur la mise en sommeil de la notre éditorial page 17.)

politique de la ville. Dans le quartier du Vai Fourré, à Mantes la Jolie, les efforts entrepris permettent de préser-

Un secrétaire d'Etat à la ville viendrait seconder Martine Aubry

La ministre de l'emploi et de la solidarité annonce au « Monde » qu'un « poste gouvernemental » sera créé, probablement début février, pour relancer les actions en faveur des banlieues. Jacques Chirac se saisit des questions de sécurité urbaine en recevant des maires

L'HEURE d'un réveil brutal de la politique de la ville semble avoir sonné. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, également en charge de l'action dans les quartiers dits difficiles, souhaite reprendre l'initiative. Lundi 12 janvier, elle a annoncé au Monde la prochaine nomination d'un responsable gouvernemental, probablement un secrétaire d'Etat chargé, sous son autorité, de ce secteur. Cette annonce, faite la veille d'une réunion sur les violences urbaines organisée par Jacques Chirac avec douze maires (lire ci-contre), n'a pas été formellement confirmée à Matignon. Mais cette nomination devrait intervenir après la remise à M= Aubry, début février, du rapport sur la ville commandé à Jean-

Pierre Sueur, maire (PS) d'Orléans. * Lors de la formation du couvernement, j'avais informé le premier ministre de mon souhait de couvoir être aidée par quelqu'un qui porte sur le terrain le débat sur la ville,

nous a déclaré Martine Aubry. Depuis six mois, i'ai souhaité conduire moi-même le travail de réflexion sur la politique de la ville. Lorsque les décisions d'action auront été prises, il faudra que je sois accompagnée par quelqu'un qui occupe un poste gouvernemental. » A Matignon, lundi soir, on confirmait la de-

mande de M= Aubry. Dans l'entourage du premier ministre, la nomination d'un secrétaire d'Etat à la ville était qualifiée de « perspective éventuelle ». La cohabitation peut expliquer cette prudence formelle: il revient au président de la République de nommer, sur proposition du premier ministre, les membres

Douze maires à l'Elysée

Le président de la République, Jacques Chirac, devait recevoir à l'Elysée, mardi 13 janvier après-midi, douze maires pour évoquer les questions de sécurité urbaine. Cette table ronde réunira Jean-Louis Bargero (PCF), de Champigny sur Marne (Val-de-Marne) ; Pierre Bédier (RPR), de Mantes-la-Jolie (Yvelines) ; Jean-Marie Bockel (PS), de Mulhouse (Haut-Rhin); Patricke Braouezec (PCF), de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis); Pierre Cardo (UDF), de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines); Alaîn Etoré (PS), des Mureaux (Yvelines); André Gérin (PC), de Vénissieux (Rhône); Bruno Le Roux (PS), d'Epînay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis); Jean-Claude Mignon (RPR), de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne); Nelly Olin (RPR), de Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise); Claude Pernès (UDF), de Rosmy-sons-Bois (Seine-Saint-Denis); Jean-Jacques Pignard (UDF), de Villefranche-sur-Saone (Rhône).

du gouvernement (article 8, alinéa 2 de la Constitution).

L'initiative prise par Jacques Chirac de réunir des maires concernés par les violences urbaines n'est sans doute pas étrangère à l'annonce anticipée de Martine Aubry. « Le président souhaite exprimer sa très vive préoccupation sur tous les problèmes liés à la * fracture urbaine *, explique-t-on à l'Elysée. Le traitement de cette question revient d'abord au gouvernement mais il n'est pas question de désigner les coupables d'erreurs commises depuis vingt ans. » Jacques Chirac ne devait pas s'ex-primer immédiatement après cette réunion, se réservant de le faire « à l'occasion ».

En ouvrant une nouvelle perspective à l'action gouvernementale, Ma Aubry agit comme si elle voulait contrer l'initiative élyséenne, tout en réfutant le soupcon d'inaction de sa part. Mais l'annonce d'un réaffichage de la

ville, après la suppression du ministère ad hoc en juin, peut aussi bien apparaître comme l'aveu d'une faille antérieure, voire de l'impossibilité pour la titulaire du mégaministère de l'emploi et de la solidarité d'être présente simultanément sur les fronts du chômage, de la sécurité sociale, de l'exclusion et de l'aménagement urbain.

L'histoire des sept premiers mois de Martine Aubry dans le secteur de la ville peut en effet se résumer en un long silence ponctué de quelques coups de sang. Le 1" juillet 1997, lors d'une conférence de presse, le ministre de l'emploi se donne « dix ans pour reconstruire de vraies villes à la place des quartiers en difficulté » et stigmatise les dérives d'une « politique ghetto de subventions particulières » aux quartiers en difficulté. La politique de strict « zonage » menée par le gouvernement Juppé est dans le collimateur. La balle est renvoyée dans le camp des ministères (éducation, logement, santé, intérieur, justice) qui sont invités à se mobiliser pour les quartiers.

≥ DE L'ANTI-RAOULT >

Les inventeurs de la politique de la ville, imaginée par la gauche pour donner une cohérence aux politiques des différents ministères, s'interrogent. Les élus locaux s'inquiètent de l'incertitude qui pèse sur l'avenir des « contrats de ville », par lesquels l'Etat finance nombre d'équipements et d'activités sociales, et qui expirent fin 1998. Daniel Asseray, adjoint au maire de Nantes, recruté au cabiquestions urbaines, est tancé par la ministre pour avoir confirmé au Monde ces orientations. Quatre mois plus tard, il est mis à l'écart du cabinet. A la fin novembre, Adeline Hazan, chargée des questions d'intégration au cabinet, se voit confier en outre la responsabi-

lité de la ville. Entre-temps, Mar-

tine Aubry charge Jean-Pierre Sueur de définir les contours d'une future politique de la ville. Devant le congrès de l'Association des maires des villes et des banlieues, début décembre, des pistes sont lancées : recentrage de l'action sur les agglomérations urbaines, réforme de la fiscalité locale et de la solidarité entre les communes, relance de la délégation interministérielle à la ville (DIV), ainsi que du conseil national des villes (CNV) instance consultative où siègent des élus (lire ci-dessous). La ministre qualifie la période 1997-1998 d'« année et demie de transition » et annonce « la refondation de la

politique de la ville ». Elle en est là lorsque se multiplient les agressions contre les conducteurs de bus de banlieue et les incendies de voitures dans quelques quartiers populaires. M™ Aubry apparaît en retrait. « Pendant que les quartiers flambent, elle réfléchit à la ville de l'an 2010 », tronise un fonctionnaire, vieux militant de la réhabilitation des banlieues. Dans l'entourage de M™ Aubry, on rétorque que « la politique de la ville a été suffisamment malmenée pour que l'on prenne le temps de la

L'intéressée, elle, énumère ses déplacements « sur le terrain ». « Les habitants des quartiers valent mieux que des petites phrases lancées à chaud à la télévision, lance-telle. Je fais de l'anti-Raouit parce que les cités sont comme de la dentelle déchirée. D'ailleurs, j'ai du mai à faire de la médiatisation sur le malheur des gens. » Dès cette serencontre des acteurs de la ville, le 15 janvier à Lyon, le 22 à Nantes. puis le 5 février à Cergy-Pontoise. Martine Aubry sera présente à Lyon et à Cergy. En attendant qu'un nouveau membre du gouvernement vienne la seconder.

Philippe Bernard

8 3 W

 $\gamma_{i,j}(x_{i,j}^{i}) = \sum_{k=1}^{n} \frac{1}{n} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{n} \sum_{k=1}^{n} \frac{1}{n} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{n} \sum$

The Page

 $(t-i\Delta t)_{k,k}=-\frac{1}{4\pi}$ 14 Bridge 8

1.1

A 150 A

1 6

1 . American by

and the second

+ 1 42₇

1000

-- i, -- --

200 190 2

The second of

- C. C. T

4 . .

 $\lambda_{i} = \lambda_{i} + \lambda_{i}$

1,10 A 21

The Page 18

The Boar

care on the

and the engineer

Sec. 10. 548

· 20.5. 175

· · - =4

* **. 167

Same of

 $x_1 \sim M$

· - -

0.4040

* - 2256

9-15

to a possession

~ ' 4 - 4 × -

THE THIRD

*** : 174

The wife specify of

. A (the section) * 14- 12-12-2 · -- --

4 1 144

1 to 1 20

Same Contract

24 11 12

ा ६ अहा अ and the energy

The Mark Walt of

The second section

La DIV, un « paquebot stoppé en pleine brume, tous feux éteints »

IMPLANTÉ dans La Plaine-Saint-Denis, non I loin du stade de France, le bâtiment de briques et d'acier de la délégation interministérielle à la ville (DIV) fait aujourd'hui figure de bateau ivre. Créée en 1988 et animée par des fonctionnaires militants, la DIV s'est longtemps voulue le fer de lance d'une nouvelle conception de l'action administrative, transversale et connectée aux réalités. Cette direction opérationnelle du ministère de la ville, censée coordonner les actions de terrain, informer élus et gouvernement, a mai résisté aux traitements de choc successifs administres ces dernieres annees

La petite force de frappe d'une quinzaine de « missionnaires » prônée à ses origines s'est empâtée, frisant les 80 personnes, singeant l'administration la plus classique au point d'entourer le délégué interministériel d'un « cabinet ». Ballottée au gré des configurations gouvernementales et des commandes officielles, la DIV a récemment assumé l'énorme travail de délimitation des différentes zones d'interven-

tion (dont les zones franches) qui, depuis le « pacte de relance pour la ville » d'Alain Juppé, en 1996, déterminent le degré des aides de l'Etat aux quartiers.

Depuis le retour de la gauche au pouvoir et jusqu'à très récemment, la maison a été laissée en déshérence. Quatorze salariés ont quitté la DIV sans être remplacés, dont le délégué ad-Joint et la responsable de la communication, Les deux périodiques spécialisés ont cessé leur itution, et toute communication exteneure

été coupée. Un tel abandon n'a pas manqué d'amplifier les états d'âme des vieux routiers de la politique de la ville. « Le paquebot de la politique de la ville a été stoppé en pleine brume, tous feux éteints », constate l'un d'eux. « Entre l'absence de la ministre, les annonces périodiques du départ du délégué et la crainte de sauter à la moindre déclaration jugée intempestive, nous vivons un état de déshérence institutionnelle qui met en danger notre légitimité vis-à-vis du terrain », diagnostique un autre.

Le discours de Martine Aubry annonce aujourd'hui dairement la relance de la DIV et sa conversion en une « vraie direction de ministère qui pilote la politique de la ville ». A la demande de la ministre, la DIV a été mise à contribution pour le rapport Sueur. Mais le poids du contentieux accumulé et la volonté de renouveler largement les cadres de la DIV risquent de geser зы эоп гебётатаде,

Ouant au Conseil national des villes (CNV), assemblée d'élus des quartiers formellement présidée par le premier ministre, il devrait aussi être recomposé et relancé. Mais, pour l'heure, cette instance consultative a formellement disparu du paysage. Le mandat de ses quarante membres expirait à la fin octobre dernier. Il n'a

Au Val-Fourré, six ans après les émeutes, les violences couvent sous une apparence

iongue date. Ce jeudi 15 janvier 1998, le président Jacques Chirac se rendrait à Mantes-la-Jolie afin d'inaugurer le nouvel hôpital. Il y saluerait un de ses poulains, le maire RPR de la ville, Pierre Bédier. Il y dirait sans doute quelques mots. Mais avait-il alors l'intention de prononcer ce discours que l'on annonce aujourd'hui « de nortée nationale » sur la banlieue, ses maux et ses remèdes ?... Deux semaines après les incidents du réveilion, à Strasbourg notamment, un mois après une poussée de violence dans les transports publics

LA VISITE était prévue de de plusieurs villes françaises, on peine à croire au basard tant la cité des Yvelines semble avoir été taillée sur mesure.

Il y a six ans, en effet, les journalistes se précipitaient par nuées entières à son chevet. Une semaine d'émeutes, des dizaines de magasins pillés et de voitures brûlées, et surtout trois morts - deux ieunes et une policière - en avait fait un symbole. Les années 80 avaient eu la cité des Minguettes, à Vénissieux (Rhône) ; les années 90 auraient celle du Val-Fourré et ses 25 000 habitants. On rappelait son histoire, celle d'une cité-champignon construite pour accueillir les ouvriers des usines automobiles de Flins et Poissy. On soulignait le dynamisme de son maire, le socialiste Paul Picard, chantre de la politique de la ville. Pour aboutir à un

terrible constat d'échec... A lire aujourd'hui les journaux, Mantes et son célèbre quartier semblent avoir été gagnés par le calme. Deux voitures out bien été incendiées pendant la nuit de la Saint-Sylvestre. Quelques cailloux volent certes, de-ci, de-là, vers les voitures de police. Mais le dernier affrontement sérieux entre jeunes et policiers remonte à juillet 1996.

Quant aux autobus, ils desservent jusqu'au soir le cœur de la cité sans que personne ne s'en étonne. Quelque chose aurait donc chan-

Dans son bureau de la mairie, Pierre Bédier n'hésite pas longtemps. « La situation est fragile. tempère-t-il d'emblée. Personne n'est à l'abri d'un drame, comme en 1991. Mais on peut agir. * Brillamment, le jeune maire expose les orientations développées depuis son election, en 1995. Une priorité au développement économique, appuyée depuis sur la zone franche urbaine; des travaux d'in-

frastructures ciblés sur des lieux symboliques ; et, en matière de sécurité, une collaboration aussi étroite que possible avec le commissariat de police. La politique sociale? « Redéfinie autour de la médiation », résume-t-il. Et sa communication? « Celle d'une petite sous-préfecture de province à la vie paisible. Picard prétendait faire de Mantes un laboratoire urbain. Alors, quand ça a pêtê, tout le monde est venu voir le laboratoire. » Autant d'options qui ne font guère l'unanimité.

On l'accuse de privilégier en réalité le centre-ville, d'éclairer la collégiale avant de réhabiliter les tours du Val-Fourré? « Pendaht des années, rien n'a été fait pour le centre, et le Front national s'y est considérablement développé », ex-

Boulevard Sully, les mille et une petites choses qui minent la vie d'un gardien

boulevard Sully bordent l'ancienne ZUP du Val-Fourré. On les aperçoit de très loin, posées comme des vigies, longtemps avant d'aborder la

PORTRAIT_ Homme de ménage, vigile, plombier,

Francis se sent sollicité en permanence cité. Comme tous les matins vers 9 heures. Francis pousse ses containers. Sans trop raser les murs et en levant machinalement

la tête vers les étages supérieurs.

Régulièrement, assure t-il, des

sacs-poubelle, ou pire encore, dé-

gringolent les vingt étages. Un ca-

napé, un jour. Des sacs plastique en quantité, qui vont se pendre aux branches des arbres. Recruté l'année dernière comme gardien au Val-Fourré par l'Immobilière 3 F, propriétaire des deux la ZUP, elles sont pourtant en sur-

ancien. Certains gardiens restent

LES DEUX grandes tours du trois mois. Michel, son collègue de l'autre tour, arrivé de Roubaix il y a six mois à peine avec sa femme et ses deux filles, veut déjà s'en aller. Francis, lui, tient bon, puisqu'on lui a promis une place dans une autre cité du groupe, « plus résidentielle, avec des loyers plus élevés », à Chambourcy ou bien Epone. Il prend son mal en patience, homme de ménage, vigile, plombier, sollici-té en permanence, « même quand les volets sont tirés », « Le gros problème, dit-il, c'est ce logement au rez-de-chaussée. Les jeunes qui stationnent dans le hall, le bruit, les bagarres, on ne peut pas les ignorer. On sort pour pousser un coup de gueule, on menace d'appeler les flics. On reste le gardien, de jour comme de nuit, et même le dimanche. Y a jamais de fin. Y a pas d'intimité. »

Bien entretenues, ni lépreuses ni dégradées, les deux tours du boulevard Sully n'accusent pas leur âge. Construites il y a trente ans à l'époque de la grande expansion de immmeubles. Francis est déjà un sis. Malgré les efforts de rénova- direction de l'équipement a refusé boîtes aux lettres. « Un désastre, tion, la réduction des loyers et des leur démolition. Mais la situation murmure t-elle, des petites choses

charges consentis par le bailleur, les logements ne trouvent plus preneurs. Les deux tours abritent vingt et une nationalités différentes. 80 % des locataires ont des ressources relevant du logement très social, 70 % percoivent l'aide au logement. Sur les 320 logements, 60 sont vides, et le phénomène s'accentue d'année en amée. Les immeubles de grande hauteur sont davantage touchés, mais la tendance est générale. Au dernier recencement de 1995, on comptait environ 300 logements vides sur l'ensemble de la ZUP. On déménage beaucoup au Val-Fourré, mais on reste dans la ZUP. 3 % seulement des habitants quittent le quartier chaque année, alors que 10 % à 12 % changent de logement. Du coup, les difficultés se de tous les dangers, pour Gerconcentrent sur les immeubles les maine, c'est le grand hall circulaire moins recherchés.

renforcement du ghetto : les tours cassés que Francis ne remplace du boulevard Sully sont entraînées plus qu'à la dernière extrémité et dans la spirale. Il y a deux ans, la

attendant, 3 F tente de limiter les dégâts. Les trois demiers étages de chaque tour ont été entièrement vidés pour réduire les frais de maintenance. Chez Francis, au numéro 5, les escaliers sont murés audelà du 17 étage. Chez Michel, au îl reste, aux deux étages supérieurs, deux familles d'irréductibles qui refusent de partir ou qu'on n'a pas pu caser ailleurs.

PORTES BLINDÉES DÉMONTÉES

Quatre familles françaises de souche habitent encore au 5, chez Francis. Dont Germaine, née à Mantes, locataire depuis trente ans. « Je suis au socième, dit-elle. Une fais enfermé chez soi, on n'est pas plus mal qu'ailleurs. » La zone où, tous les soirs, campent « les Accroissement de la vacance et jeunes ». Elle montre les carreaux les boîtes aux lettres. Surtout les

qui vous minent. » Elle parle du courrier qu'il faut se dépêcher de cueillir juste après le passage du facteur. Elle parle aussi des gosses « qui vous insultent », du veilleur de nuit qui s'est fait agresser, des portes blindées qu'« ils » démonteut, des extincteurs vandalisés et des débuts d'incendie dans

les caves. Francis est né à Mantes, comme Germaine. Il a exercé tous les métiers: solgneur sur les champs de courses à Chantilly, mécano, agent de sécurité, mais aussi brancardier, et même légionnaire, pour « une connerie » dont il n'aime guère parler. Lul, l'ancien bourlingueur quì a connu la Guyane, le Tchad et la guerre du Golfe, n'ose pas quitter la cité. L'an dernier, avec sa femme, Il a essayé de partir pour quelques jours de vacances. Il raconte qu'ils ont fait demi-tour le lendemain de leur arrivée. Pour quelle raison? Juste la peur, lâche t-il, de retrouver leur appartement « dévaste ».

plique-t-il. On lui reproche d'avoir coupé les vivres des associations, licencié la moîtié des animateurs de la ville, fermé des lieux d'accueil pour les jeunes? « Nous avons conservé et soutenu tout ce qui fonctionnait et entrait dans le cadre de notre politique, défend son adjoint aux affaires sociales, Marc Schwob. Et, effectivement, nous préférons aider des projets qui responsabilisent les habitants plutôt que de financer des associations louches. Et ça marche. Le quartier est plus calme. » CA RESTE TRÈS TENDO »

Plus calme? Au Val-Fourré, rares sont ceux qui partagent cet optimisme. « Ca reste très tendu, constate Yann Angneroh, professeur d'histoire au collège André-Chénier, et ce n'est pas faute d'y avoir mis les moyens. » Grâce au classement en zone d'éducation prioritaire (ZEP), l'établissement a réduit le nombre de ses élèves de 1 000 à 650, avec une moyenne de 23 élèves par classe. Mais 60 % des élèves continuent d'entrer en sixième avec un an de retard, et 30 % seulement partent pour une seconde générale. « La violence n'a rien à voir avec celle de 1991-1992, mais, socialement, c'est de pire en

«Le calme, c'est de l'apparence, estime aussi Denis Guitel, responsable d'une association de soutien scolaire. Les banlieues qui pètent aujourd'hui en sont à leur première expérience, c'est tout, alors qu'ici. les jeunes connaissent. Ils savent que Christine Garin le centre commercial qu'on brûle,

pire, ajoute Claude Baudrand, professeur de mathématiques. Et leur vie, bien souvent, est ailleurs. Dans le business, comme ils disent. »

aux personnes, les vols à la tire et

les vols d'automobiles. Elle est de

un sur six pour les cambriolages,

les vols à la roulotte et les destruc-

Enfin, les statistiques de la pré-

fecture de police révèlent que

43 mineurs ont été impliqués,

comme auteurs, dans des affaires

de viol en 1997, alors que ce chiffre

ne dépassait pas dix, il y a seule-

tions et dégradations.

SOCIÉTÉ

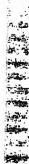
nder Martine Auhre

Friend State Parties AND PROPERTY CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE 報告 福度 できる できる こうしょ **3年 2年 5年後** 经营 对于中心 1000 歌 御門後れている いったいしゃし

المراب المناف التدرية فيعير بيستعيث وجزا with the state of CARLON SAMPLES OF THE STATE OF 在·到海·新江本村 1 1200 1 12 11

Princepor approximately to the Control of $p_{\alpha\beta}(\lambda_{\alpha\beta}) = \lambda_{\alpha\beta}(\mu_{\alpha\beta}(\lambda_{\beta}) + \lambda_{\alpha\beta}(\mu_{\alpha\beta}(\lambda_{\beta})) + \lambda_{\alpha\beta}(\mu_{\alpha\beta$ gave to if the symmetries in the $\gamma(y)$ agent of the second of the second





1 14 CASO W.

Hara sera cree, procediemen i securité urbaine en lecelem de les

Carried the Contract of the Britaine fre fine gut bitte geber ge : Talanta confession to a to the con-**高级生产的企业的** PORTUNE AME TO THE TO THE personal and the first first first the second 衛星編織機構 电影演出 计下面 TE ME PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY S. Sandardan Sala rates in a contra

THE WAR SHOW SHOW THE STATE OF FROM W. Jon Was 1984. de ettinge erifet find grote. But me in the last of the contract of A STATE OF THE PARTY OF THE PAR THE RESERVE WAS A STORY OF THE PARTY OF 審 現代 人の状態 デーボリーン 医神经病性小切除性 计一次 は**教育な事のは、、4** といっという

AND MAKE MET STATE OF THE STATE and brings 15 医线管检验性 经基本 医克尔氏试验 计

AND A SHEET STREET OF THE SALE Showing have applicated in the same of the gettigt garage in the control of the con-Apple - Sept - S

一般を表現をはない。 こうかっ 京都寺 安全を書いる アンド the state of the s SHOP SHOW I SHOW I SHOW I SHOW The state of the second second second CONTRACTOR OF THE PARTY Section from the Con-

一种心情的 " THE PARTY TO ST. Butter : 1500 Property AND CONTRACTOR OF THE PROPERTY

The term of the contract of the contract of the 一年本語 八年十八十 いこしょう To the margin francisco as the same THE WALL STEEL SET WITH THE CONTRACT CONTRACT The state of the s THE SECTION OF THE PROPERTY AND A STATE OF -

Whater between 1 12,000 Company of the second The supplement of the commen The state of the s miles the second representation of to the time to be the to minde a series in a series The state of the s CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE · 李明明,以从了这些企业 - · · · · Company of the second The transfer of the party of the second Souther the the constitution of the second Section of the second

A September Comment

rant, A l'extérieur, les échos sont pourtant favorables. On loue la rapidité d'intervention et d'évacuation, par la police, des voltures incendiées. On salue les interpellations



La recrudescence de la délinquance des mineurs inquiète les policiers

connaît-elle une inquiétante recrudescence? Lors des violences urbaines qui out émaillé le mois de décembre 1997, les policiers de la sécurité publique ont interpellé autant de mineurs que de majeurs, at-on constaté au ministère de l'intérieur. Au total, du 1ª au 31 décembre, 473 personnes ont été interpellées, principalement pour dégradation et destruction de biens publics et privés, coups et blessures avec ou sans armes, et agression contre les représentants des services publics (police, pompiers,

chauffeurs de bus). Parmi les mineurs, 103 ont été déférés au parquet ou présentés à un magistrat spécialisé : 19 ont été écroués, 43 ont été placés sous contrôle judiciaire, et 49 ont été convoqués devant un juge des mineurs. Les chiffres confortent l'impression ressentie par les policiers sur le terrain. Dans les opérations de maintien de l'ordre liés aux émeutes urbaines, ils sont confrontés à des individus de plus en plus jeunes, qui détruisent sans compter

insqu'au cœur de leur quartier. Les chiffres réunis par le ministère de l'intérieur, sur l'ensemble de la France lors des onze premiers mois de l'année 1997, confirment cette tendance. L'exemple des destructions et dégradations de biens est une nouvelle fois frappant. Avec le vol, en particulier celui

de calme

FOURRÉ

Un laboratoire urbain

personne ne le reconstruit. C'est plus

rentable de faire son petit business

tranquille. Et le marché parallèle, je

peux vous le dire, il a explosé. Shit, hi-fi, informatique, fringues, chiens :

on trouve tout. » « Le calme, mais à

quel prix? s'interroge à son tour

une assistante sociale. Il y a ceux

qui pensent pouvoir réussir. Mais

surtout les désespérés, qui s'abîment

eux-mêmes : fugueurs, de plus en

plus; intoxiqués à la drogue, oux

médicaments, à l'alcool; ou encore

vivant des pratiques sexuelles

presque mutilantes. Il y a ceux qui

vont faire leurs conneries ailleurs,

ou qui sont discrets. Enfin il y a la

religion, qui structure les derniers. »

chef adjoint en 1992 et 1993, et à la

tête duquel il a été nommé en no-

vembre, le commissaire Marc Ca-

liaros ne se veut guère plus rassu-

éclairs, accomplies de préférence

au petit matin. Certains jeunes as-

Dans l'hôtel de police, où il fut

LA DÉLINQUANCE des mineurs en cause sur des faits de dégradation, un peu pius de 17 000 sont des mineurs, soit une proportion de

30 %. Ce chiffre traduit une stagnation, par rapport à l'année 1996, où la proportion des mineurs mis en cause dans ce type d'infraction était de 30,89 %. En ce qui concerne les coups et blessures volontaires, sur 58 000 mises en cause, un peu plus de 8 500 concernent des mineurs. La tendance lourde est à l'accroissement sensible des mises en cause de mineurs. Lors des trois années 1994, 1995, 1996, l'augmentation s'est élevée à 55 %. De 1972 à 1996, le nombre des mineurs mis en cause pour crimes et délits est pas-

sé de 68 700 à 143 824. Sur le ressort de la préfecture de police (PP) (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), le phénomène est moins accentué. La part des mineurs dans la délinquance s'accroît lentement. En 1997, 10.66 % de la totalité des personnes interpellées étaient des mineurs, une proportion relativement faible. D'après la préfecture de police, elle est d'environ la moitié du chiffre constaté dans la banlieue parisienne, plus jeune dans sa composition démographique. A Paris, cependant, la progression est nette, puisqu'en 1993 la proportion des mineurs interpellés n'était que

de 5.86 % La part des mineurs est partid'automobiles et de deux-roues, il culièrement élèvée dans les volt constitue la principale infraction avec violence, où un auteur sur attribuée aux mineurs. Sur un total trois est un mineur. La proportion d'environ 55 000 personnes mises est de un sur cinq pour les atteintes

> surent même avoir noté une baisse des pratiques humiliantes (mises à nu, insultes) ou des provocations. « Mais la délinquance, elle, a augmenté, grimace le commissaire. Des vols, de plus en plus avec violence, et par des gamins de plus en plus jeunes. C'est bien gentil d'être cool, mais on n'est pas payé de retour. Alors, à un moment, il y aura

forcément affrontement. * Une misère sociale généralisée, une économie parallèle largement répandue, un projet de développement fragile et une violence latente prête à exploser. D'où vient alors ce sentiment de léger mieux rapporté par la presse? De ces jeunes qui continuent d'y croire, de ces éducateurs qui se battent, de ces associations qui tentent de réinvestir les cages d'escaliers que le Front national et ses 24,1 % aux dernières législatives rêvent d'occuper? Sûrement un peu. De cette nouvelle génération de modèles, nés il y a vingt-cinq ans au Val-Fourré, aujourd'hui instituteurs ou

travallieurs sociaux sur le quartier? Sans doute aussi. « Et puis il y a les médias euxmêmes, sourit Fahim Benchouk, jeune responsable de Radio-Droit de cité, la station indépendante du quartier. Il y a peut-être eu une prise de conscience du mal qui avait été fait à Mantes. Ailleurs ca continue, mais ici, vous êtes plus prudents. Même TF 1, l'autre jour, ils ont fait un reportage sur un artisan

à Mantes. » Pour peu qu'il s'aventure au-delà du nouvel hôpital, Jacques Chirac aura l'occasion de voir de près les conséquences de cette fracture sociale qu'il entendait réduire lors de la campagne électorale pour les élections présidentielles. C'était en 1995, il y a déjà

Nathaniel Herzberg

La ville, sept ans de tâtonnements et d'attributions ministérielles en tout genre

DU MINISTRE d'Etat au simple secrétaire d'Etat, du portefeuille isolé au rattachement aux affaires sociales ou à l'aménagement du territoire, de Simone Veil à Bernard Tapie, la politique de la ville a déja épuisé en sept années d'existence de multiples configurations gouvernementales et personnalités diverses. La décision de créer un « ministère de la ville », prise par François Mitterrand, ne date en effet que de la fin de 1990, après des émeutes à Vaulx-en-Velin.

En nommant Michel Delebarre « ministre d'Etat chargé de la ville », François Mitterrand met en œuvre l'une des recommandations-clés formulées par les inventeurs de la politique de la ville: pour pouvoir animer un travail interministériel efficace, le ministre devra être un poids lourd du gouvernement. M. Delebarre lance alors les contrats de ville tandis que le parlement adopte la loi d'orientation sur la ville (LOV) et la loi sur la solidarité financière entre les

La nomination de Bernard Tapie aux commandes du ministère de la ville en 1992 modifie totalement le profil du poste. Certes, M. Tapie est un simple ministre mais son profil médiatique est Pascai Ceaux censé lui conférer une autorité

particulière. Contraint de démissionner après sa mise en cause dans l'affaire Toshiba, il cède la place pendant sept mois. La ville devient alors un simple secrétariat d'Etat confié au discret François Loncie. Jusqu'au retour à son poste et pour quelques mois seulement du président de l'OM. appelé à participer à la campagne électorale des législatives

PLAN MARSHALL » Le gouvernement Balladur pérennise le concept de politique de la ville créé par la gauche et lui redonne du prestige en confiant à Simone Veil un vaste ministère « des affaires sociales, de la santé et de la ville ». La ville perd son autonomie pour être rattachée au « social ». Mm Veil est alors soumise aux mêmes critiques qui visent aujourd'hui Martine Aubry, alors que son domaine de compétences était moins large : on lui reproche de ne pas être assez présente sur le terrain, de se préoccuper davantage du déficit de la sécurité sociale que des cités. Mais Simone Veil gomme partiellement cette impression en obtenant des fonds importants pour un « plan d'urgence » et en multipliant les

visites de quartiers. Ce fut enfin le « pacte de redevait constituer l'un des grands dossiers d'Alain Juppé. Jacques Chirac, élu pour résorber la « fracture sociale », avait promis un « plan Marshall » pour les banlieues, autrement dit une forte intervention de l'Etat.

Pour la première fois, au prix d'un découpage complexe, la « ville » est confiée à deux membres du gouvernement: un « ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion », Eric Raoult, et une secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté, Francoise de Veyrinas. Le duo, forcément conflictuel, est remplacé, dès la fin de 1995, par un autre, en apparence plus serein, composé par Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, et Eric Raoult, ministre délégué à la ville désormais placé sous les ordres du maire de Marseille.

Le « plan Marshall » ne verra pas le jour, mais le « pacte de relance » instaure des « zones franches » et des « emplois de ville » réservés aux jeunes des cîtés. La « ville » rejoint l'aménagement du territoire, avant de revenir, avec l'arrivée de Martine Aubry, dans le giron du social.







ΛII

Jean-Pierre Chevènement a reçu une délégation de Technopol qui prépare une grande parade à Paris

Le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevène-ment, a reçu, lundi 12 janvier, des représentants de Technopol, une association fédérant divers courants techno qui prépare, pour septembre, une première grande parade à Paris. Depuis quelques mois, les pouvoirs publics passent de la répression à la concertation avec les organisa-teurs de raves pour tenter de « dédiaboliser » quelques mois, les pouvoirs publics passent de

APRÈS des années de répression, durant lesquelles la musique et les fêtes techno ont été diabolisées, le gouvernement poursuit son dialogue avec les associations du mouvement. Lundi 12 janvier en fin de journée, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, a reçu en personne une délégation de Technopol, association fédérant divers courants techno qui preparent, pour le 12 septembre 1998, leur première parade à Paris. Ce rendez-vous suivait d'autres rencontres, organisées depuis le mois d'octobre par les ministères de la culture et de l'intérieur, avec le soutien affiché de l'ancien ministre

« Il faut dédiaboliser la techno » a affirmé Catherine Trautmann, ministre de la culture et porte-parole du gouvernement, à diverses reprises. L'intention est manifeste: aux organisateurs d'obtenir une autorisation préalable, et d'assurer un minimum de sécurité, quitte à ce que les clandestins soient sévèrement pourchassés. Les effets

la mission antidrogue (Milad) de la direction générale de la police nationale a-t-elle organisé, le 13 no-vembre 1997, un séminaire sur les soirées rave. Y participèrent plus d'une centaine de représentants préfectoraux venus de toute la France, et qui rencontrèrent à cette occasion pour la première fois quelques délégués d'associations techno. Le 22 décembre, Michel Bouchet, chef de la Milad, a reçu des membres de Technoplus, association faisant de la prévention en matière de drogue dans le cadre des raves, et des représentants d'organisateurs de free-partys fêtes gratuites et parfois clandes-

Trois ans auparavant, la même Milad avait diffusé un texte faisant office de circulaire sur le thème «Les soirées rave : des situations à hauts risques », et qui décrivait par le menu les moyens dont disposaient les élus et les représentants de l'autorité publique pour interdire les raves et réprimer les contrevenants. De fait la répression, au nom principalement de la lutte contre la consommation et le trafic de stupéfiants, a été sévère. L'association Technopol a suivi pas à pas les interpellations, voire les condamnations à plusieurs mois de prison ferme, opérées lors de soi-rées techno. Certains procès sont en attente de jugement, comme à Lille, suite à des arrestations avec violences, destruction de matériel hi-fi et « chasse à l'homme » selon des témoins, lors d'une fête dans la nuit du 4 au 5 octobre 1997.

AUTORISATIONS REFUSÉES

Par ailleurs de nombreuses fêtes n'ont jamais obtenu l'autorisation préalable que des organisateurs avaient sollicitée. Ainsi par exemple à Paris, porte de Versailles. la soirée d'ouverture du salon techno Mix Move prévue le samedi 18 octobre 1997 a-t-elle été interdite. En novembre demier à Rungis, l'autorisation requise avait été accordée, mais cela n'a pas empêché la police d'intervenir au rendez-vous de regroupement proposé Porte d'Oriéans aux candidats à la fête. Le 11 décembre à Fronte-

nex, en Savoie, le maire a annulé la location de la salle des fêtes initialement promise à l'association Arytmetis Motif: « Nous n'autorisons pas sur notre commune ce type

de manifestation [rave] Au moment même où l'on se concerte, la lettre mensuelle interne à la gendarmerie semble indiquer, dans son édition de décembre 1997, un penchant curieux pour la sévérité. « Les soirées rave, un réel danger » analyse-t-on, en se basant sur la pseudo-circulaire de 1995. Pour Amaud Frisch, juriste à Technopol, « on ne peut que se réjouir de l'émergence d'un dialogue que nous réclamons depuis maintenant deux ans. La reconnaissance du mouvement techno ne peut que favoriser son développement et sa professionnalisation. Cependant, il faut redouter certains combats d'arrière-garde qui seraient le reliquat de plusieurs années de répression. La parade du 12 septembre sera l'occasion de montrer la créativité et la diversité de ce mouvement culturel ».

Elisabeth Guigou veut réformer le droit de la famille

LA MINISTRE de la justice, Elisabeth Guigou, a sonhaité, lundi 12 janvier, devant les organisations d'avocats, l'élaboration pour 1999 d'un texte réformant l'ensemble du droit de la famille. M™ Guigou a indiqué qu'un groupe de travail serait constitué pour réfléchir à la réforme du divorce mais aussi au mariage, au concubinage, au sort du dernier survivant d'un couple et à l'autorité parentale. L'instauration d'un contrat d'union sociale (CUS) pour les concubins homosexuels sera également étudiée.

■ IMMIGRATION : Jean-Pierre Chevènement a annoncé, lors de ses vœux à la presse, lundi 12 janvier, que 15 700 régularisa-tions d'étrangers sans papiers avaient été décidées par les préfec-tures dans le cadre de la circulaire du 24 juin. Fin 1997, 13 991 cartes de séjour temporaire et à 1 709 mesures de regroupement familial sur place, concernant des mineurs sans titre de sé-jour, avaient été accordées. 15 391 décisions de rejet ont été prononcées et 20 247 récépissés de demande de régularisation ont été délivrés au titre de dossiers incomplets.

■ DISPARITION: l'homme qui avait tenté d'extorquer de Pargent aux parents de Marion, la fillette de dix ans disparue à Agen (Lot-et-Garonne) le 14 novembre 1996, en faisant croire qu'il savait où se trouvait l'enfant, a été mis en examen pour « tentative d'extorsion de fonds sur personnes vulnérables », lundi 12 janvier, et placé sous mandat de dépôt. Alexandre Lopez, domicilié à Voiron (Isère), venait d'ouvrir une agence de détective privé.

■ VOL: une quinzaine de Jeunes ont dérobé environ 100 000 F de marchandises dans un magasin de sport situé dans un centre commercial, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), vendredi 9 janvier. Deux jeunes, dont un mineur, chez lesquels les policiers ont retrouvé une quarantaine de pièces volées, ont été interpellés dimanche à leur domicile.

■ JEU VIDEO : le Syndicat général de la police (SGP) a demandé le retrait d'un jeu vidéo au ministre de l'intérieur, lundi 12 janvier, car il propose notamment le meurtre de passants et de policiers. Intitulé « Grand Theft Auto », ce jeu édité par la firme allemande BMG-Interactive, incite le joueur à devenir « l'ennemi public numéro un » en utilisant le vol de voitures ou le trafic de drogue, en éliminant au passage conducteurs, piétons et poli-

Michel Maffesoli, sociologue, professeur à la Sorbonne

« Cette effervescence va contaminer l'ensemble du corps social »

« En tant qu'auteur, entre nomène de société. La tribu, autres ouvrages, de Du nomadisme, vagabondages initiatiques, paru en 1997 dans Le livre de Poche, que représente pour vous le phénomène le retour de Dionysos. 'techno"?

se manifeste le désir d'être en foule, pour coller à l'autre l'espace d'un moment.

» Dès 1985, je voyais poindre le temps des tribus. Nous devons être attentifs, car c'est un vrai phé-

comme métaphore, marque le retour de l'émotionnel, de l'affectuel dans la vie sociale, qui renvoie à autre chose que le rationnel. C'est

» A ses débuts, la techno impo-- C'est un retour de l'archaïsme sait le secret. Cette exigence qui se combiné au développement perpétue n'est pas seulement initiatique. Ces grands rassemblements que sont les raves témoignent d'une effervescence collective. C'est le retour de la force de barbarie.

- Mais pourquoi précisé-

ment cette effervescence ac-

- Quand, dans la vie sociale il y a saturation des valeurs, il y a une recomposition. Il y a eu un recul des libertés. On vit un retour de valeurs étroitement moralistes, au pas cadencé.

» La rave est le signe avant-copur d'un moment d'effervescence. Dans la transe techno, an veut travailler sur son corps, pour le meilleur et pour le pire. En ce moment de "no future", le tragique social réapparaît, Comme on ne voit pas de solution, on vit sa mort tous les jours.

» Dans les décennies passées, on vivait de grandes perspectives, on était tourné vers l'avenir. Aujourd'hui, on rentre dans une période où il n'y a pas forcément de solution. Alors on vit au présent. Cette rage du présent est très jubilatoire, et généreuse. On se reconnaît, la musique permet de prendre acte: on vibre ensemble. L'orgie dyonisiaque est à l'oeuvre dans ces Teknival qui réunissent des milliers de personnes pendant plusieurs jours, grâce au seul bouche à oreille.

- Après avoir réprimé les raves et diabolisé la techno. les autorités tentent de canaliser le mouvement. Cela marque-t-ll sa fin? - C'est un vrai changement, que l'on cherche à canaliser. Le propre des pouvoirs est de canaliser : la mission est légitime. Détourné, le mouvement ira ailleurs, et empruntera des chemins de traverse. C'est dans la logique des choses.

» L'évolution est frappante. La techno persiste à échapper à la codification. Les catégories sociales disparaissent, on accède à la fête de plain-pied, de manière éphémère et naturelle. Mais cela n'a rien à voir avec un mélange démocratique des classes. Au lendemain de fete, chacun retrouvera sa catégorie socioprofessionnelle.

» Quant à la drogue, présente dans la fête techno, il ne faut pas avoir peur de le dire : de tous temps, les sociétés ont eu besoin de drogue pour affronter la mort. Ce peut être le travail...

» Par un phénomène classique de capillarisation, cette effervescence va contaminer l'ensemble du corps social. Cela a déjà commencé. D'ailleurs nous assistons à d'autres contaminations, celle des sectes, qui sont un autre phénomène d'adhésion forte, ou encore celle des grandes messes sportives. Quand la carapace pète, toute occasion est bonne pour coller à l'autre : ainsi se reconnaît-on. L'époque est baroque. »

Danielle Rouard

Les protestants français estiment que la corruption porte en germe la mort du « vivre-ensemble »

LA-COMMUNAUTÉ protestanté entend contribuer à sa manière à la lutte contre la couruption, dont l'extension et les conséquences sociales l'inquiètent de plus en plus. Dans un document rendu public lundi 12 janvier, la Commission sociale, économique et internationale (CSEI) de la Fédération protestante de France souligne que le «chôc » qui se produit entre le « mondo de l'exclusion » et « une élite dirigeante partiellement gangrenée » contribue au développement d'une mentalité de « tous pourris » qui vise les élites et favorise le recours à l'extrémisme.

Ce document passe au crible toutes les pratiques de corruption qui atteignent la classe politique : la passation des marchés publics, les abus de biens sociaux et toutes les formes d'enrichissement personnel. Si des progrès partiels et «laborieux » sont constatés dans le financement de la vie politique ou dans la déontologie des entreprises, un donte demeure dans

l'opinion sur la «rigueur» avec laquelle les hommes politiques ou les chefs d'entreprise s'appliquent à eux-mêmes ces bonnes inten-

Il s'ensuit, conclut ce document, une dégradation de la morale collective: la corruption ne choque plus quand elle devient un moyen d'obtenir des « succès nationaux » dans la compétition économique. marché et de la libre concurrence. Elle « pervertit » le débat démocratique, devenu « un jeu formel et théâtral », souligne encore la déclaration protestante. Lorsque le « secret » des affaires, parfois justifié, est dévoyé à des fins personnelles ou à l'avantage de formations politiques, alors « le système

est profondément discrédité ». Les rédacteurs de ce texte entendent mobiliser les Eglises pour lutter contre un phénomène qui, disent-ils, ne se limite pas «à quelques décideurs de très haut niveau ». Le devoir des Eglises est donc de « rappeler sans cesse que

la corruption porte en germe la mort du "vivre ensemble" communautaire et que c'est précisément toute la dignité de la fonction politique, dans une démocratie, que d'en organiser le bon fonctionne-

Dans une déclaration jointe à ce document de sa Commission sociale, la Fédération protestante de France se réjouit des réformes engagées par le gouvernement de gauche, comme celle qui vise à mettre fin à la suspicion qui pèse sur l'indépendance de la justice par rapport au pouvoir politique ou les mesures envisagées pour limiter le cumul des mandats. Elle réclame « une plus grande transparence » dans le fonctionnement de l'Etat, des collectivités locales. des associations et des entreprises. Elle souhaite enfin qu'un débat s'engage au plus vite sur les movens de restaurer la confiance des citoyens dans la classe poli-

Henri Tincq

VENTES PAR ADJUDICATION Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle 92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex TEL : 01.46.40,26.13 - FAX. : 01.46.40.70.66

Vente au Palais de Justice de PARIS. le JEUDI 22 JANVIER 1998 à 14h30 - EN UN LOT à PARIS (17time), 56, rue des Dames et 3, rue Mariotte UN LOCAL COMMERCIAL au rez-de-chaussée, 2 BOUTIQUES au rez-de-ch., UNE CHAMBRE au 5em étage. UN APPARTEMENT de 3 Pièces Principales au 1e étage. UN ATELIER au 1e étage et 4 CAVES

MISE A PRIX: 900.000 Frs

S'adr. à la SCP BOFTTELLE-COUSSAU, Avocat à PARIS (6001). 128, boulevard Saint-Germain - TEL: 01.43.26.82.98 de 9h à 12h

75 Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 22 JANVIER 1998 à 14630 LOCAL COMMERCIAL

à PARIS 6ème - 56, rue Saint André des Arts comprenant : UNE BOUTIQUE sur rue, 2 réserves, wc. avec accès au 1e étage par escalier particulier - Au 1e étage : 2 réserves sur coûr MISE A PRIX: 775.500 Frs

S'adresser à Maitre Jean-Claude FREAUD. Avocat à PARIS (75008).

69. rue d'Amsterdam. Tél.: 61.49.95.03.37 - Maître Denis TALON, Avocat à PARIS (75001). 20. Quai de la Mégisserie. Tél.: 61.40.26.96.47 - Maître Yves-Marie LE CORFF, Avocat à PARIS (75016). 14, rue Raymourrd. Tél.: 61.45.24.01.45 Maître Marie-José CHARPENTIER OLTRAMARE, Avocat à PARIS (75006).

3. rue Denton. Tél.: 61.43.25.55.12 - Maître Marie-Françoise HONNET.
Avocat à PARIS (75016). 24. avenue Bugeaud. Tél.: 61.45.27.04.24.
Sur les lieux pour visiter le VENDRED! 16 JANVIER 1998 de 10h30 à 11h30

Vente Pal. Just. NANTERRE, Jendi 22 Janvier 98 à 14h MAISON à RUEIL-MALMAISON (92) Domaine de l'Impératrice - 2, rue de la Croix du Sud avec GARAGE attenant

MISE A PRIX: 800.000 Frs

S'adr. à M° TOULLEC, Avocat à NANTERRE (92), 34, 38, rue S. Allende - Tel. : 01-43.26.82.98 de 9h à 12h - SCP BOITTELLE-COUSSAU, Avocat à PARIS (6000), 128, bd St-Germain

Vente au Tribunal de Grande Instance de PARIS le Jeudi 29 Janvier 1998 à 14h30 UN APPARTEMENT à MALAKOFF (92) 108, av. du 12 Février 1934

comp. dégt, cuis., 2 chbres, WC, drt à la terr. du 2º ét. en comm. av. lot no 13 et UNE CAVE MISE A PRIX: 200.000 Frs - Occupé

Me TOURAILLE, Avocat a PARIS 9: 48, rue de Clichy T.: 01.48.74.45,85 - SCP M= MIZON et THOUX

Visites les 13 et 20 Janvier 1998 de 14h à 16h

1 1

esociation de philosophes (Association 1901 fionnée par l'Etat) contribuant à l'élaboration du questionnement contemporaln, organise séminaires, colloques et public plusieurs collections.

OFFRES

LE COLLÈGE

INTERNATIONAL

DE PHILOSOPHIE

Recrute SON **ADMINISTRATEUR** (TRICE) Qui aura la respon - d'animer une équipe de 4 personnes :

- de traiter les dossiers financiers et juridiques ; de suivre le fonctionnen des instances scientifiques ; de préparer les dossiers du conseil d'administration : d'assurer les relations avec les administrations et Institutions françaises

et étranoères.

(Formation administrative et expérience dans des fonctions comparables souhaitées. Capacité à utiliser (Informatique exigée) Envoyer CV at lettre de motivations au Collège

International de philosophie Propos recueillis par 1, rue Descartes, 75005 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE SSI rech. Analyste DEMANDES

> Secrétaire confirmée trilingue anglais/espagnol, 15 ans d'expérience,

rech. emploi szlarié

équip. d'un Mac, fax, modern

Tel.: 05-61-30-25-91.

Fax: 05-62-74-03-18.

E-mail: michelle@hol.fr.

H. INGÉNIEUR CONSEIL

sect. relat, hum. met à

votre dispos. son exp. profes

contre rémunération mini 250 KF.

Eczire au Monde Publicité

21, bis rue Claude-Bernard

75226 Paris Cedex 05

à confirmé - 01-42-27-07-00 Maison d'édition recrute REWRITER COD poss. CDI pour coil, sur le moine. Urgent. Ecrire à éd. Flohic, réf. RV, 24, av. J.-Jaurès, 94220 Charenton.

programmeur débutant

Magazine international JOURNALISTE CONFIRME(E) ÉCONOMIE AFRICAINE

Evolutit, anglais indispensable. Adresser CV au Monda Publicité sous nº 9817 21 bis, rue Claude-Bernard, 75226 Paris Cedex 05

Retrouvez

d'emploi

nos offres

3615 LEMONDE

MECANICIEN entretien. maintenance industrielle

cherche emploi

TOURS et environs Tel.: 02-47-54-89-46 Cadre commercial Bangkok 15 ans expérience en Asie vente produits industriels, cherche poste intéressan

société déstrant étendre

ses activités en Asie.

Fax/Tél.: 00-66-22-12-66-43

D. RAVIN J.F. TRÈS SÉRIEUSE avec réf. ch. heures de ménage (repassage) ds le privé ou bureau

Tél.: 01-42-40-72-17 Jeune fille 22 ans maîtrise biologie cellulaire et physiologie animale cherche emploi. 01-48-98-94-25

JOURNALISTE capable conjuguer verbe rédigé à tous les temps sur tous les modes. Etudie ties propos.

J.F. 42 a. écrivain ch. place dame de compagnie, iocée, nourrie, France, étrancer,

Tel. : 01-64-96-93-59

رلا

Tel.: 01-46-40-07-35

Elisabeth Guigou Veut telle le droit de la famille

V.

apprendig abris and the second THE RESERVE TO COLUMN TO SERVE Spring to the second

大大学等を選択さればい かったい the magnet Capital Call Call of

its français estiment que la conerme la mort du « vivre-ensemb

. m. 24.22

Retrouve/ ges offer d'empire

"On peut apprivoiser la nature, on ne peut pas la dominer" http://www.elf.fr

Partout dans le monde L'Energie Humaine.

LE MONDE / MERCREDI 14 JANVIER 1998 / 11

L'histoire de Marie Reille, déportée par erreur et refoulée d'Auschwitz

L'accusé a dénoncé devant la cour d'assises de la Gironde « la manœuvre » qui consiste à « créer un halo de méfiance, de doute, de responsabilité » sur son éventuelle participation à la préparation du convoi de déportation du 21 septembre 1942

SORUTEAUX

de notre envoyé spécial Maurice Papon, comme chacun, a ses petites manies. Dans son agenda, l'ancien ministre note ses rendez-vous, les événements de peu de chose et ceux de grande importance. La cour d'assises l'observe, lundi 12 janvier, pour l'année 1942 : une « fête de la terre », une partie de chasse, un bombardement tragique qui fit, en septembre, deux cent quarante-cinq morts a Lormont (Gironde). L'avocat général Marc Robert s'étonne que, dans ce répertoire personnel, Il ne soit fait aucune mention des convois de déportations. L'accusé

Une pétition pour l'ouverture des archives

Ange Alvarez, l'un des fondateurs de la Résistance dans les Cévennes, ainsi qu'un nouveau journal, L'Insoumis, fondé par Jean-Pierre Anselme, Journaliste, et Patrick Rosenblatt, sociologue, ont lancé, lundi 12 janvier, un appel pour l'ouverture « sans exclusive, ni délai » des ar-chives nationales. Plus de deux cents personnes ont déjà signé cette pétition. La liste sera publiée dans le numéro 2 de L'Insoumis, jeudi 15 janviet. Les premiers signataires sont d'anciens résistants comme Raymond et Lucle Aubrac, des cinéastes, comme Bertrand Tavernier et Gérard Mordillat, les écrivains Dan Franck et Maurice Raifus. le philosophe Michel Onfray, l'historienne Sonia Combes, auteur du livre Archives interdites. Les signataires dénoncent les conditions d'élaboration du prolet de loi annoncé par le souvernement, confiées « aux adminisretrouvent ainsi Juges et parties ». Ils réclament un « débat public et « une loi de transparence ».

marquants. La remarque fait bon-dir l'intéressé : « C'est audacieux et hypothétique de vouloir faire de la psychanalyse sur un éphéméride! Faute de pouvoir opposer à Maurice Papon un document l'inpliquant directement dans l'organisation du convoi du 21 septembre 1942, qui déporta soixante et onze juifs, dont treize enfants (Le Monde daté 11-12 janvier), l'avocat général part en quête d'hypothèses. Maurice Papon note les conditionnels de son accusateur et fait à nouveau valoir qu'il était absent la semaine des opérations pour régler la succession de son père décédé en juin. L'avocat général affirme au contraire que les rendez-vous pris cette semaine-là peuvent donner au déplacement la «ressemblance»

'un voyage officiel. Le représentant du ministère public veut surtout profiter de l'occasion pour rappeler un point d'histoire. En septembre 1942, le régime de Vichy a activement aidé les Allemands dans jeur chasse aux juifs pour remplir des trains. Entre le 16 et le 30, l'occupant a souhaité « récupérer sept mille israélites ». Vichy s'y est employé, vidant les camps d'internement de la zone occupée et procédant à des rafles effectuées chez les juifs roumains. lettons, bulgares ou vougoslaves, pour répondre à la demande. « Tout ce que vous décrivez échappait à ma connaissance, rétorque Maurice Papon. Vous instaurez un contre-procès qui est celui de Victiv (...). Cela ne concernait pas que Bordeaux, mais Rouen, Le Havre, Abbeville... Pourquoi est-ce Bordeaux, seul, qui répond d'un fait national qui a eu des conséquences dans toute la France? »

L'avocat général souhaite avant tout démontrer que la politique n'étaient pas le seul fait de la

les avait qualifiés d'événements bérément prêté main forte. « C'est un des effets de la politique lavaliste qu'on s'efforçait de limiter et de saboter », assure Maurice Papon, qui se lève pour résumer « la manœuvre » dont il estime «faire l'objet »: « On reconnaît un tas de choses qui me blanchiraient. Mais on accumule des faits en remontant à des déclarations de juillet, d'août, en évoquant [un document] pour lequel je ne suis pour rien. On crée un halo de méfiance, de doute, de responsabilité autour de moi. »

> « CETTE AFFAME EST ÉTRANGE » Puis, la cour entend Yvette Silva, quarante-buit ans, qui vient raconter l'étonnant récit de la déportation, par erreur, de sa bellesœur, Marie Reille, catholique recensée à tort par la préfecture comme juive, qui fut envoyée le 21 septembre 1942 de Métignac à Drancy, puis le surlendemain de Drancy vers Auschwitz, avant d'être retirée du rang à son arrivée au camp d'extermination et renvoyée en France trois jours plus



Yvette Silva, témoin de l'accusation.

Fille d'une mère catholique et d'un père juif, épouse d'un catholique, Marie Reille, aujourd'hui décédée, a toujours accusé Pierre Garat de l'avoir obligée à porter l'étoile jaune et d'être à l'origine de sa déportation. Le 11 décembre 1944, dans une lettre au ministère

Le rapport sur la manifestation du 17 octobre 1961 sera rendu public après le procès

Le gouvernement a pris connaissance du rapport qu'il avait commandé à Diendonné Mandelkern, conseiller d'État, sur la manifestation du FLN algérien à Paris le 17 octobre 1961, mais a décidé de ne rien publier avant la fin du procès Papon, à la demande du premier ministre. M. Mandeikern a remis, le 8 janvier, les conclusions de son rapport à Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur. Le document, d'une vingtaine de pages, fait notamment l'in-ventaire des archives disponibles à la préfecture de police, et devrait permettre d'établir de manière précise le bilan de la répression de la manifestation, conduîte sous l'autorité de Maurice Papon, alors préfet de police. Plus de deux cents Algériens auraient été tués, ce jourlà, alors que le blian officiel fait toujours état de deux morts.

Le convernement a décidé de ne pas « prendre l'initiative » de publier ce rapport et de ne pas «ouvrir» les archives car ces documents pourraient « interférer avec le procès en cours concernant Mau-rice Papon », indique un communiqué de Matignon, qui précise toutefois que les pièces sont tenues « à la disposition de l'autorité jucontrainte allemande, comme l'a diciaire pendant la durée du procès ». « La publication du rapport et la contradictoire » aboutissant à souvent soutenu l'accusé, mais communication des archives seront, le moment venu, assurées », ajoute

de l'intérieur, cette jeune femme à peine trentenaire, racontait par le menu comment, en septembre 1942, le chef du service des questions juives lui avait demandé, en quarante-huit heures, de réunir les certificats de baptême de ses parents, grands-parents, arrièregrands-parents et de ceux de son mari. N'y parvenant pas, elle fut convoquée le 16 dans les locaux, à Bordeaux, de la délégation régionale du Commissariat général aux questions juives, où on lui indiqua que « sur ordre de Garat » elle allait être internée. Celui-ci, précisait-elle en décembre 1944,

tation ». «Le 21, poursuivait-elle, M. Garat accompagné d'un officier alle-mand arriva ou camp [de Méri-gnac]. Tous les internés, hommes et femmes, furent réunis, et l'officier allemand appela tous ceux qui figuraient sur une longue liste. A la fin de cet appel, je restais seule. Garat m'aperçut alors, il se pencha vers l'officier, lui paria à voix basse. Celul-ci (...) dit à haute voix: "Et me connais... » M= Reille", et je partis avec mes compagnons en déportation. »

«m'avoit dit que (dans l'attente

d'une régularisation], il ferait son

possible pour empêcher ma dépor-

Yvette Silva rapporte à la barre le transfert vers l'Est de sa bellesœur, le nom de la gare terminale, que celle-ci écrivit dans le couvercle de sa valise, pour se souvenir: « Auschwitz ». Puis elle évoque le terre-plein, où résonna le nom de sa belle-sœur, tandis que d'autres étaient placés en colonne, d'autres encore montés dans des camions « comme des cochons ». Un Allemand récupéra son bagage dans « un monticule de valises ». Marie Reille vit l'« immense cheminée qui fumait ». Elle vit « des gens en costumes ravés ». Elle apprit que, sur intervention du Commissariat général aux questions Juives à Paris, saisi par son mari, elle était libérée.

Puis Yvette Silva affirme que sa belle-sœur revint ensuite à la préfecture de Bordeaux pour dire à Garat qu'elle avait été envoyée « à Auschwitz, dans un camp de la mort, un camp d'extermination ». Mais le président Castagnède relève, entre ces propos rapportés et la lettre de Marie Reille de décembre 1944, une grosse divergence. L'intéressée se contentait alors de dire, sans plus de précision, qu'elle avait été envoyée « dans un camp situé à la frontière russo-polono-allemande ».

Mª Silva rapporte encore que deux plaintes auraient été déposées à la Libération, l'une contre Garat, une autre contre Maurice Papon, qui serait revenue avec la mention « immunité préfectorale ». Le président ne connaît rien de tel en son dossier. De plus, la plainte contre Garat n'évoque en rien le rôle de Maurice Papon. « Comment expliquez-vous [l'affaire Reille] si on se replace dans les instructions générales - "Pas de zèle" - que vous aviez données? », demande le président. « Cette offaire est étrange, obscure, répond Maurice Papon. (...) Je n'ai pas été au courant, sans cela... Tel que je

Jean-Michel Dumay

La commission Mattéoli sur la spoliation des juifs livre ses premières conclusions

MÈME SI la remise - très attendue - du rapport de la mission d'étude sur la spoliation des juifs de France, le 12 Janvier, par son président, Jean Mattéoli, au premier ministre, peut décevoir ceux qui en attendaient un bilan général, ce « rapport d'étape », dont le contenu vient d'être rendu public, contient déjà suffisamment d'indications chiffrées et de sondages pour faire apparaître au moins quelques fils rouges dans un domaine presque neuf. Pas question, pour le moment, d'aborder la question d'éventuelles réparations. A ce sujet, le professeur Adolphe Steg, président de l'Alliance israélite universelle et vice-président de la commission, a fait observer qu'il existait déjà des procédures utilisables (par exemple au secrétariat d'Etat aux anciens combattants). Ce qui est en jeu, c'est plutôt une « exigence morale », une quête de vérité qui permettra, peut être, de « tirer un trait sur Vichy » (Le Monde du

Chargée de formuler des propo-sitions, la commission Mattéoli n'a fait jusque-là qu'accuser réception de la centaine de demandes individuelles écrites qui lui sont parvenues, et qu'elle n'entend pas traiter. Ce qu'elle vient d'obtenir de Lionel Jospin, ce sont les moyens de poursuivre sa tâche. Ils lui serviront à ouvrir, entre autre, les six mille cartons de l'inévitable commissariat général aux questions juives, déposés aux Archives nationales de

France. Un premier résultat tanzible a d'ores et déjà été annoncé : la prochaine publication par la direction des Musées de France d'un catalogue des œuvres d'art non réclamées par leurs propriétaires. Sur cette question éminemment médiatique, le tapport parle de 100 000 œuvres d'art répertoriées, dont seulement 61 257 ont été récupérées par la France à la fin de la deuxième guerre mondiale. En effet. lit-on dans le rapport, « les fonctionnaires français chargés de la par où sont passés soixante-sept

tache se heurtèrent à divers obs-tracles : dans les pays sous contrôle so-mille déportés juits de Prance. Elle viétique, l'accès au dépôt d'objet leur fut la plupart du temps interdit. Il en alla d'ailleurs de même dans certaines zones sous contrôle allié ».

Néarmoins, 45 441 de ces objets d'art ont fini par être restitués. Restent 15 816 œuvres. Le « dépôt précaire » dans les musées ou les « palais nationaux » de ce qui n'a pas été entre-temps vendu par l'administration de domaines - soit logiquement 13 758 objets, mais la liste n'a bas encore été complètement reconstituée à ce jours'élève, d'après le rapport, et compte non tenu des 34 œuvres rendues à la suite de divers expositions, à 2 024 œuvres (qui sont marquées du fameux sigle MNR (« Musées nationaux récupération »).

Une autre étude assez complète porte, dans le rapport d'étape, sur la comptabilité du camp de Drancy,

autorise, dans un très proche avenir, le « bouclage » du dossier de l'argent et des bijoux confisqués par l'administration française du camp, dans cette antichambre d'Auschwitz. C'est le premier des travaux de la commission Mattéoli dont les résultats devraient être dispombles. « Dans un délai qui ne devrait pas excéder six mois, les ayantdroits des personnes spoliées auront la possibilité de consulter les documents concernant leurs familles tant à la Préfecture de police qu'à la Caisse des dépôts », précise le rap-

port Quant aux 2,2 tonnes d'or pillé par les nazis qui devraient revenir à la France (l'équivalent de 120 millions de francs), la commission recommande qu'elles recoivent « une affectation de principe à des fins nationales ». Pas question donc de les verser à un quelconque « compte commun » dont le produit serait réparti par pays au prorata du

des banques et des compagnies d'as-

surance étrangères, d'avoirs ayant

appartenu à des personnes qui les

leur avait confiés avant leur dispari-

nombre de survivants de la Shoah - ce qui aurait pour effet de réduire ipso facto la part dévolue à la France. Toutefois, le rapport n'exchut pas « une éventuelle contribution directe au fonds d'indemnisation international dont la création a été annoncé par certains participants à la récente conférence de Londres ». Sur la plupart des dossiers abordés dans le rapport d'étape le discours dominant de la commission consiste, face à la suspicion nationale et internationale engendrée par la question des spoliations de « biens juifs », à mettre le plus possible en évidence la volonté de restitution prêtée, dès la Libération, à l'Etat républicain.

L'un des exemples, cité par Jean Mattéoli, de restitutions inattendues est l'« amende du milliard » imposée par les Allemands, le 14 décembre 1941, aux juifs de la zone occupée, et dont on a longtemps pensé que rien n'avait été rendu. Les Allemands s'étaient déchargés sur l'Union générale des israélites de France à peine formée du soin de recouvrir cet impôt discriminatoire. L'UGIF ne put s'y employer sans recourir à un emprunt dont furent partie prenante la Caisse des dépôt et un consortium de 29 banques. Sur les sommes rassemblées alors, environ 800 millions de francs, avaient pour origine les ventes de titres provenant de la spoliation. Or, en dépit de quelques inconnues, « on s'est apercu qu'une partie non négligeable de cette amende avait été restituée » a révélé le président de la commission. «L'équipe de recherche qui, à la Caisse des dépôts, étudie cette affaire, estime que la majorité des dossiers relatifs à des achats de titres avait été soldée vers le milieu de l'année 1952 ».

Autre domaine, dans lequel on retrouve, cette fois, la masse des « obscurs et des sans-grades » de la spoliation (petits artisans, taitleurs, etc.): I'« aryanisation » des entreprises, des industries et des à « la légalité républicaine ». commerces à « influence prépondérante juive . Cette spoliation a re-

sulté de plusieurs ordonnances allemandes, étendues à l'ensemble du territoire français par une loi de Vichy datée du 22 juillet 1941. Du chantier naval au commerce de détail, en passant par les banques, était dite « juive » toute entreprise dont plus de 33 % du capital appartenait à des personnes considérées comme telles. Mais il suffisait parfois que le président ou l'administrateur délégué soient juifs pour que leur société fasse également l'objet de mesure d'« aryanisa-

PLACS D'ONISSE

Au total, le rapport fixe à 62 460 le nombre des « dossiers individuels d'entreprises ou d'immeubles » que l'on peut trouver dans les archives du CGQJ. Ces dossiers concernent environ 90 000 personnes (dont 23 000 auraient subi la liquidation ou la vente de leur entreprises). L'indexation de ces dossiers devrait être achevée à la fin du premier semestre 1998. Sur la masse, 767 cas, représentant 1069 personnes, ont pu être examinés à titre d'échantillon. Il apparaît pour l'heure que < 31 % des biens ont été "aryanisés" ; il ne s'est rien passé pour 28 % des biens et le sort de 31 % des biens reste епсоте ілсоппи (...). »

Les zones d'ombre demeurent donc considérables. Ainsi, s'agissant de l'échantilion considéré, pour 85 % des biens, on ignore encore si une restitution est interve-. nue et dans quelle condition. De longs shois de travail seront nécessaires pour parvenir à une vision d'ensemble. En outre, Jean Mattéoli n'entend pas se limiter aux seuls reliquats des spoliations encore retenus par la puissance publique. il veut également obtenir des compagnies d'assurances et des banques - où il existerait, dit-il, un certain nombre de coffres qui n'auraient pas été ouverts depuis la guerre -, que toute la lumière soit faite sur cette atteinte, toujours lancinante,

Nicolas Weill

·- -

« Pousser les propriétaires juifs à vendre » blics détiennent encore des avoirs non réclamés? « La détention, par

QUATRE QUESTIONS concernant la dépossesion des juifs durant la deuxième guerre mondiale et le sort de leurs avoirs, auquelles le rapport Mattéoli apporte les réponses sui-



 Ouel est le but de l' **« ary**anisation > ? « Piacer les intéressés dans une si-

vantes

tuation de précarité économique maximale dans une période déjà difficile pour toute la population. Une instruction du commandant militaire allemand en date du 12 novembre 1940 précise les sont gérés par eux, sont livrés à un adinstructions des commissaires gérants. Il s'agit pour l'essentiel de pousser les butions et la mission sont les mêmes propriétaires juifs à vendre leur entre- que celle des commissaires gérants prise à des non-juifs ou, le cas prévus par les Allemands en zone oc- jours été possible.» échéant, à procéder à une vente d'of-

quidation »

• Comment y procède-t-on? « Les divers éléments de la politique discriminatoire du régime de Vichy s'organisent et se rationalisent progressivement après la création, le 29 mars 1941, du commissariat général aux questions juives (CGQI). La loi française du 22 juillet 1941 étend à l'ensemble du territoire l'objectif et les modalités de l'ordonnance allemande du 18 octobre précédent et entame l"arvanisation" de toutes les entreprises, immeubles, droits immobiliers, biens ou valeurs mobiliers. Ces biens, lorsqu'ils appartiennent à des juifs ou ministrateur provisoire dont les attri-

fice. Lorsque la vente est improbable ou impossible, le bien sera mis en li
«Les prix versés par les acheteurs ayant subi les prélèvements nécessaires pour solder les dettes du propriétaire spolié, ainsi que pour assurer le paiement des frais et commissions (_), le solde des opérations est donc, en principe, consigné sur deux comptes à la Caisse des dépôts et consignations : l'un individuel, ouvert au nom de la personne spoliée, créditée de 90 % des sommes, l'autre global, ouvert au nom du CGQI, qui consignés peuvent en principe y prêlever "les subsides absolument indis-

Queis organismes non pu-

tion, a appelé récemment l'attention de l'opinion publique française et internationale. Si cette situation ne revet pas, à proprement parler, le caractère d'une spoliation intervenue sur le fondement de la législation discriminatoire appliquée pendant l'ocrecoit 10 % du produit net de chaque cupation, elle n'en constitue pas affaire (...). De même que pour les moins une conséquence de l'externi-comptes personnels bloqués en nation des juifs dans les camps. C'est banques, les propriétaires de comptes pourquoi la mission a jugé également nécessaire de l'aborder, et le premier ministre a donné son accord sur ce pensables". Divers documents point. Ces recherches peuvent être conduisent toutefois à considérer que menées dans quatre directions : les cette dernière opération n'a pas tou- établissements de crédit, les entreprises d'assurance, les sociétés de

Bourse et les études notariales. »



一方は「一本本のでは」で、アンダイン Command Command the statement of the court think worth from the same of the same ಿಕೊಳಗಳ ಪ್ರಸ್ತಾಪಕೀರ್ವಾಗು ಸ್ವರ್ಣಕ್ಕೆ ET MALES CARD THERE IN LAND LAND LAND WAS TO DESCRIPTION OF SUMMERSON OF THE PROPERTY OF 黄砂海 海路 てんないごないますしゅうしょ HAR BUT IN THE STORY OF THE STORY BORRES SE SERVICE DE LA CONTRACTION DEL CONTRACTION DE LA CONTRACT -gait + latin take the latin time. The Should are the first track of SANTANT OF SECULO

Bridge Tale Theory of the group the same of the same of Application of the second second second Company of the control of the peak of المراوية وأوارها الماليا المالية والمالة والمتحارة

LANCE REPORT OF THE PARTY OF

nga sara bawa kiji kaya intika di tanan wa Topological and the contract of Bridge to programming the second section in the Committee of the commit Marie Maryant and Bust to a sec-Territoria (September 1997) $= (\frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac$ AND CHEST OF THE PROPERTY OF worth and the street of the street BIRT - MARKE SPECIES TO THE CONTRACTOR OF

Company of the second second were the second of the second 作機はSelect AMPROSE (ACC) 1 (Acc) ACC (ACC) the second Though service you be that the law grayerian and some in the second Sign of a second of the Copredition of the state of the septimental training to the second Carlings of process of the entire states Appleaning the state of the state of The reservoir of the state of the state of year Transport North Comment -the commentary to the second of the

Target Transfer in the second The state of the s The same of the sa The same of the same of the same of productive services of the control o 選出を知るというということ アントラ Marie State of the Manager Street at the second The state of the state of the state of AND THE WORLD SEE CO. IN CO. IN CO. क्षित्रमार्थे प्रांत्री कर देश व नवर्गा । The state of the s

海北 外海 海水外 地名中国 一種なる場合である これの は

7 T.

STATES BY WAS A CONTRACTOR the specific transfer of the second A. 養殖的では、An Lamb はった。 The state of the s Committee of the commit the tree was a second 大変の機能を発生で カラブ・カン・・・・

RÉGIONS

De nombreuses ZAC s'avèrent invendables

Plus de la moitié des bureaux prévus en Ile-de-France dans les zones d'aménagement concertées ne sont toujours pas construits, faute d'acquéreurs. Il en va de même pour 46 % des logements. Une étude va mesurer l'ampleur de la panne des opérations d'urbanisme sur l'ensemble du territoire

IL FAUDRA, au mieux, plusieurs années pour achever les programmes d'aménagement en matière de construction d'immeubles de bureaux et de logements actuellement en cours en France (5 000 environ), Beaucoup semblent d'ores et déjà compromis et devoir n'être jamais terminés. Une étude est en cours pour déterminer, nationalement, l'ampleur du phéno-

On peut cependant en avoir une dée à travers l'exemple de l'île-de-France. Le bilan dressé par l'Office régional du foncier (ORF), qui asso-cie l'Etat, le conseil régional d'Ilede-France, les élus locaux et les professionnels de l'aménagement, dresse un panorama inquiétant de l'état du millier de zones d'aménagement concerté (ZAC) dans les

huit départements franciliens. Nombre de programmes y sont en panne, faute de clients pour les activités économiques prévues dans ces vastes opérations d'urbanisme. Il reste ainsi 8,5 millions de mètres carrés de bureaux à mettre en chantier, soit 59 % du total des programmes. L'ensemble des ZAC

TROIS QUESTIONS A

GILLES CARREZ

Vous êtes député (RPR) du Val-de-Marne et maire du Perreux-sur-Marne. Vous avez présidé le groupe de travail de l'Observatoire régional du fonder sur ia situation des ZAC en ile-de-France. Beaucoup d'entre elles connaissent des difficultés. Quelles sont les conséquences de cette situation ?

En raison de ces blocages, près de 100 000 logements, sociaux en construits ces dernières années. En effet, le système des ZAC devait permettre d'équilibrer le coût du foncier pour ces programmes avec la vente de droits à construire des bureaux. Il faut donc trouver une autre méthode pour financer les logements sociaux dont la région à besoin. Sur le plan financier, on peut estimer à 10 milliards de francs les déficits actuels des ZAC en difficulté. Les collectivités locales, et donc les contribuables, devront un jour régler ces dettes.

2 Quelles sont les mesures d'urgence à prendre pour tenter de débloquer la situation ? Il faut d'abord briser cette conspiration du silence autour du sujet. On comprend pourquoi personne, élus ou banquiers, n'a intérêt à révéler l'étendue du problème. Le déficit d'une ZAC équivaut souvent à une année d'investissements communaux. Mais il faut commencer par tout mettre à plat en réalisant des audits. Il faut ensuite rapidement alléger les procédures de révision, pour pouvoir adapter les programmes des ZAC à l'état de la conjoncture. Cela peut passer par une voie réglementaire, mais il faudra peut-être aussi réviser la lol. C'est trop difficile aujourd'hui de revenir en arrière.

3 La procédure de création des ZAC reste-t-elle adaptée ? Elle ne l'est plus en raison des intertitudes qui vont continuer à dominer le marché de l'immobilier. Celui-ci est maintenant comparable à l'industrie lourde, avec des programmes qui s'étalent sur plusieurs années et des enjeux financiers considérables. Les ZAC sont affaiblies par les recours contentieux et les modifications des règles juridiques et fiscales. Les procédures de concertation ont été mises en place pour des opérations qui n'ont plus cours aujourd'hui. Il faut au contraire des systèmes allégés pour répondre plus rapidement aux besoins. Enfin, il faut rappeler que les ZAC impliquent une réelle responsabilité des communes. Celles-ci ne doivent donc pas demander à l'Etat de se substituer à elles en cas de diffi-

> Propos recueillis par Christophe de Chenuy

d'He-de-France prévoient encore l'aménagement de 19 millions de mètres carrés destinés à des zones d'activités, ce qui correspondraît à quatorze ans de commercialisation de ces espaces réservés aux activités économiques. Conséquence de la difficulté à trouver des acquéreurs pour les bureaux et les zones d'activités, dont la vente constitue le « nerf de la guerre » de toute ZAC, les programmes d'habitations restent en attente de ces rentrées financières indispensables pour la poursuite des chantiers.

Il restait, au 1º janvier 1996, 162 000 logements à construire dans ces ZAC, soit 45 % du total programmé. C'est ce chiffre qu'il faudrait atteinure pour couvrir les besoins des habitants de la région pendant onze ans, au rythme actuel des mises sur le marché. Ces difficultés dans la commercialisation des ZAC auront bien entendu de lourdes conséquences financières pour les communes et les départements franciliens.

MOINS ATTRACTIVES

Ceux-ci s'étaient lancés dans ces opérations d'aménagements, dans la période d'euphorie qui a marqué la fin des années 80 et qui s'est achevée avec l'éclatement de la bulle spéculative, marquée par la chute des prix de l'immobilier.

La situation est d'autant plus difficile pour les 311 communes concernées par les 801 ZAC qui res-

Les zones d'aménagement

concerté (ZAC) sont un outil mis à la disposition des collectivités locales pour faciliter l'aménagement de secteurs destinés à être construits ou à être rénovés. Les zones d'aménagement différé (ZAD) ont été concues pour lutter contre les mouvements spéculatifs sur le marché immobilier. Les opérations d'urbanisme, surtout si elles sont d'une certaine ampieur

(aménagement d'un quartier, construction au-delà du secteur urbanisé...), exigent en effet de grandes surfaces de terrains. Dans un cas comme dans l'autre, la collectivité publique peut exercer un droit de préemption à l'occasion de toute mise en vente d'un bien mmobilier.

Les vanes à minuréser en priorité (ZUP) ont été supprimées en 1992, car elles faisaient double empioi avec les ZAC.

taient en cours de commercialisation au 1ª janvier 1996 que ces villes se sont la plupart du temps lourdement endettées pour démarter ces opérations. L'« ardoise » sera, à n'en pas douter, de plusieurs milliards de francs. Les communes ont en effet acheté les terrains à des prix élevés, à une période où la pression foncière était très forte. Faute de clients pour les zones d'activités, ces communes doivent retarder la construction des équipements publics de ces ZAC, les rendant ainsi beaucoup moins attractives.

Enfin, certaines communes se retrouvent dans une situation inextricable, faute de réels atouts dans leurs programmes face à la concurrence d'opérations en voie d'achèvement. Les programmes éloignés des grands pôles d'activités de la région, ou pis, ceux qui sont proches des quartiers en difficulté et des zones dites sensibles, sont aujourd'hul pratiquement invendables. Ils ont, pour la plupart, été conçus sans les outils logistiques et les réseaux informatiques devenus indispensables à toute entreprise

Et ils doivent faire face à la concurrence du quartier d'affaires de la Défense, qui dispose encore de dizaines de milliers de mètres carrés de bureaux à commercialiser dans un site qui bénéficie de toutes les inprises. Ou encore à celle de la ZAC Val d'Europe, programmée à l'occasion du lancement de la deuxième phase du développement d'Euro Disney, qui offre, à elle seule, 350 000 m² de bureaux bien situés dans la ville nouvelle de Mame-la-

sable de l'étude sur les ZAC à J'ORE. La modification des aménagements est souvent faite sans tenir compte de la nécessité de conserver un véritable projet urbain et architectural. Faute de ligne directrice, ces ZAC resteront invendables. Il faudra une véritable remise à plat des programmes et sans

Une enquête sur les 5 000 ZAC en cours

Un rapport devrait être remis au gouvernement au début du mois de février sur la situation des 5 000 ZAC actuellement en cours de construction sur tout le territoire. Cette étude avait été demandée en avril 1997 par Alain Juppé. Le premier ministre de l'époque souhaitait que soient analysées les conséquences de la crise immobilière pour les programmes lancés au moment de l'euphorie spéculative de la fin des atorées NO.

Un groupe de travail interministériel, présidé par Georges Cavallier, ingénieur général des Ponts et Chaussées, avait alors commencé à étudier les moyens à mettre en place pour débloquer ces opérations. Un certain nombre de solutions fiscales, réglementaires et même lézislatives ont été recensées. Le gouvernement de Lionel Jospin a demandé au groupe de travail interministériel de poursuivre son étude, en souhaitant que celle-cl propose prioritairement des mesures permettant d'éviter que de telles erreurs ne se reproduisent.

Vallée et qui bénéficiera du développement des infrastructures financées sur fonds publics (Le Monde du 10 décembre 1997).

Dans ce contexte difficile, les communes tentent d'échapper à la spirale infernale gui les oblige à supporter des colifs financiers importants sans perspective de rentrées à court terme. Beaucoup modifient leurs projets et cherchent une solution pour commercialiser leurs produits en transformant par exemple des programmes de bureaux en ensembles de logements.

« Cette fuite en avant est souvent sans issue, explique Marie-Antoinette Basciani Funestre, respondoute l'abandon de ceux qui ne présentent aucun atout susceptible d'attirer des investisseurs. >

Les difficultés rencontrées ces demières années par une grande partie des ZAC franciliennes avaient logiquement entraîné une dimbrution du lancement de nouvelles opérations depuis 1991. L'ORF s'inquiète cependant de voir que 33 nouvelles ZAC ont été créées en 1995, et que les logements et les bureaux supplémentaires prévus par ces programmes vont s'ajouter à une offre potentielle déjà surdimensionnée par rapport aux besoins.

Opération-vérité sur les chantiers du Grand Lyon

de notre correspondant régional La communauté urbaine de Lyon, qui regroupe 55 communes, s'est engagée dès 1992 dans une « opération-vérité dans sa politique d'urbanisme et d'aménagement urbain, réalisé à travers l'outil ZAC», commente Henry Chabert, viceprésident (RPR) du Grand Lyon. Le contexte économique défavorable et la récession du secteur immobilier - les surfaces de bureaux mises en chantier sont passées de 330 000 m2 en 1988 à 110 000 m2 en 1996 et, en trois ans. certains terrains ont perdu 50 % de leur valeur marchande - ont contraint la communauté à mettre en place, il y a cinq ans, un dispositif d'audit et de contrôle de l'évolution des 46 ZAC concédées à la Société d'équipement du Rhône et de Lyon (SERL) et à J'OPAC du Rhône.

Au même moment, l'agglomération lyonnaise articulait sa politique urbaine autour d'une démarche de planification dans le cadre du schéma directeur « Lyon 2010 », projet de développement affirmant un parti d'aménagement et d'organisation des grands

fonctions de la métropole. Partant du constat que l'agglomération lyonnaise était confrontée à une crise « durable, générale et structurelle » de son marché immobilier, la Communauté a réagi dès 1993 et n'a pas attendu une reprise hypothétique de celui-ci. « Toutes les

ZAC concédées ont fait l'objet d'une remise à plat afin d'intégrer les nouvelles conditions économiques et la compatibilité des programmes avec les politiques d'agglomération », explique Odile Charvin, directrice du service de l'urbanisme opérationnel du Grand Lyon. COMPTE RENDU OPLIBATOIRE Bénéficiant de l'expérience acquise sur les opérations conduites en régie directe, la Communauté

urbaine a entrepris une refonte complète des démarches sur les opérations concédées. Les périmètres de certaines ZAC ont été réduits, des programmes d'équipements publics ont été modifiés, des opérations qui n'avaient pas connu de commencement d'exécution ont été supprimées. Certaines ont bénéficié d'une baisse de leur prix de cession de 40 % afin de prendre en compte le nouveau rythme de leur commerciali-

Par ailleurs, le Conseil de communauté a exigé que les aménageurs des ZAC respectent la loi de 1983. Celle-cl rend obligatoire la présentation d'un compte-rendu annuel de leurs activités aux éhis. Les aménageurs doivent également formuler des propositions pour les années suivantes. Cette démarche, qui s'accompagne d'un dispositif de « management politique des projets », a permis de réorienter des opérations en difficultés et de créer les conditions de leur remise sur le marché ainsi que leur intégration dans le tissu urbain, notent les services de Bernard Chêne (divers droite), viceprésident délégué à l'urbanisme

opérationnel du Grand Lyon. Conçues à l'origine comme un simple outil d'aménagement au service des collectivités, les ZAC lyonnaises servent désormais de support aux politiques publiques, notamment dans les domaines de l'écologie urbaine, de l'habitat, du développement économique et de l'emploi.

Claude Francillon

Un sondage sur le syndicalisme agricole

POUR PRÉPARER son prochain congrès, le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a demandé à l'institut BVA un sondage auprès d'agriculteurs de moins de trente-cinq ans. Conclusion: 31 % des jeunes ne sont pas syndiqués. Parmi ceux qui le sont, 38 % adhèrent à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et 33 % au CNJA. Les sondés ne sont que 44 % à estimer que « les syndicats sont efficaces ». Le sondage a constaté des variations importantes seion les régions. L'appréciation positive de l'activité syndicale est majoritaire (60 %) dans les régions de montagne et les zones défavorisées, et très minoritaire (28 %) dans l'aire de l'agriculture « productiviste », Bretagne, Normandie, pays de Loire. Ce sondage confirme le clivage entre régions « paysannes » privilégiant l'activité artisanale et la fonction sociale et environnementale de l'agriculture, et régions « entreprises agricoles » centrées sur les marchés et la compétition libérale. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

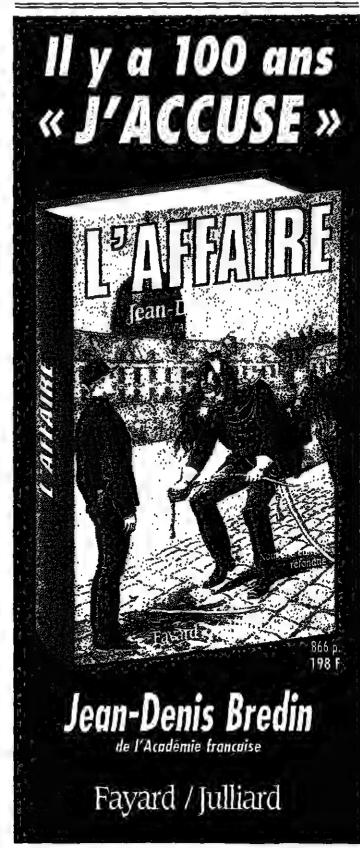
BRUXELLES: la Commission européenne a sommé, lundi 12 janvier, les autorités françaises d'engager des mesures concrètes de reconquête de la qualité des eaux. Dernière étape avant la saisine de la Cour de justice européenne, cet « avis motivé » souligne « l'insuffisance » des réponses apportées jusqu'à présent par Paris pour le respect de la directive européenne « nitrates ». Selon l'association bretonne Eau et Rivières, qui avait déposé une plainte en 1993 apprès de la commission, 50 % des eaux de surface utilisées dans l'alimentation en Bretagne dépassent, en période hivernale, la norme européenne de 50 mg de nitrates par

■ LANGUES REGIONALES: un député socialiste alsacieu a proposé, lundi 12 janvier, à Strasbourg de profiter de la prochaine révision de la Constitution pour y introduire une disposition permettant la reconnaissance des langues régionales, dont l'alsacien. Armand Jung, député du Bas-Rhin, estime qu'il est « nécessaire d'inclure dans la réforme constitutionnelle une révision de l'article 2 de la Constitution, qui stipule que la langue de la République est le français ». Une disposition autorisant la reconnaissance des langues régionales permettrait de donner aux langues régionales ou minoritaires « un véritable statut sans remettre en cause la primauté de la langue française », selon M. Jung.

*** CHÂTEAUROUX: quelque 500 personnes out manifesté, sa-

medi 10 janvier, à Châteauroux contre le projet d'installation dans l'Indre d'une porcherie industrielle à Brion et l'extension d'une autre à Vineuil, représentant une production de 14 500 porcs sur les deux sites. Selon eux, les projets amèneraient notamment une pollution des nappes phréatiques et des rivières, des nuisances olfactives, ainsi que la dévalorisation du patrimoine.

■ POITIERS : le district de Poitiers doit mettre en service, mercredi 14 janvier, deux autobus urbains alimentés au gaz naturei, moins polluant que le gazole. En février, sept autres bus de ce type - construits par Renault - devraient être mis en service dans ce même district et une vingtaine d'ici à l'an 2000. Le coût d'un tel bus est de 1,4 million de francs, soit 200 000 francs de plus qu'un bus roulant au gazole. Outre l'avantage qu'il offre d'être deux fois moins polluant que les bus à gazole, ce type de bus est également moins bruyant. Le premier bus roulant au gaz naturel a été livré à Lille en septembre dernier.



Les « chômeurs rebelles » d'Arras

Jeunes ou moins jeunes, licenciés ou à la recherche d'un premier emploi, chômeurs et sympathisants se sont rencontrés lors des occupations d'Assedic. Ensemble, ayant pris conscience de leur force et retrouvé le sens de la solidarité, ils n'entendent plus rester les principales victimes d'une société qui refuse de mieux partager les richesses

ciétés », comme on nomme encore ici, à Arras, la Bourse du travail, Didier Bargade a déroulé sa chaussette, qu'il continue à tricoter en écoutant du Johnny, Ça fait quatre ans qu'il a commencé; la chaussette mesure à présent 80 mètres de long. Il était licencié, il almait la laine, l'ancien ouvrier boulanger de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) s'est dit que c'était sa manière à lui de parier du chômage à l'heure « des terminaux de cuisson et de la perte du goût ». Le voici à Arras ; mardi, il sera à Paris. Sur les murs de la Maison des sociétés, des affiches ont été placardées. Un poing fermé donne l'impression de faire voier une vitre en éclats. On y lit: « Chômeurs rebelles ». Aldo a dormi, en chien de fusil, sans couverture, près du radiateur. A 6 heures du matin, il a mangé une boîte de cassoulet avec Marcel: «L'enfoiré, il bouffait la viande, il

« Maison des so-

me laissait les fayots. » Christophe boite encore: l'évacuation, samedi matin, des bureaux de l'Assedic par les gardes mobiles a été musclée. « Ptit gabarit, qu'ils disaient en me regardant, rumine-t-il. N'empêche qu'ils ont dû se mettre à cinq pour me dégager. Its ne me connaissaient pas-Moi, j'ai déjà cassé la gueule à des patrons. » Marie-Josée, vingt-sept ans, a fait un saut chez elle, pour changer de vêtements. Sa sœur, qui habite avec elle et élève seule un enfant, lui a demandé de « tenir ». Marie-Josée ne parle pas beaucoup, mais elle est là dès que s'ébauche une discussion, elle écoute. Marie-Josée touche un RMI de 1 815 francs. Elle dit seulement : « On ne lache pas l'affaire, on ira jusqu'au bout. » Elle trouve que « les flics, ils n'étalent pas almables. Quand je les ai vus avec leur casque... Ils ont tiré des femmes par les cheveux. .

Des affiches ont été faites à la hâte sur ordinateur. Elles dénoncent « les CR5 qui matraquent les chômeurs, protègent le F Haine ». Après l'évacuation et le repli à la Bourse du travail, les chômeurs d'Arras se sont réconfortés.

samedi soir, en

l'entrée de la petite fête. Comme d'habitude. deux cents à trois cents personnes sont venues apporter du vin, de la nourriture. Tout le monde a dansé, discuté. On cherche une nouveile base. On espère que la Belgique va démarrer. Et pourquoi pas l'Allemagne ? Pourquoi pas les salariés? Et les chômeurs, tous les chômeurs qui restent chez eux?

« Quand on nous dira "Bon, maintenant, arrêtez. Allez travailler", on arrêtera le mouvement », savoure Thierry devant une affiche proclamant: «Les chômeurs ne chôment pas: lis occupent ». « Ça y est: les paroles, ça fuse de partout, ça sort, ça fusionne. Alors, maintenant, on veut du concret : du boulot, explique Malika. Les emplois-jeunes, au bout de cinq ans, on va te remplacer. C'est une manière de calmer la douleur. On n'en veut plus de ces calmants. »

Jean-Marie Honoret, le leader très médiatisé des chômeurs d'Arras, dit: « C'est pas normal, on nous a invités trop facilement à Ma-

que la richesse de la mine allait s'épuiser. Qu'ont-ils fait ? Rien. Nous, de cette époque de la mine, on a gardé une chose : la solidari-

A côté, une jeune fille, habillée d'une veste pied-de-poule, pose son sac à main, embrasse quelques amis. C'est Renée, agée de vingt ans, qui « ne touche rien, pas de RMI, rien ». Sans domicile fixe, elle allait chercher une attestation aux Assedic quand elle les a vus, ces chômeurs d'AC! et du comité CGT. « Je me suis renseignée. Ils m'ont dit: "T'as qu'à venir avec nous. Ici, tu peux dormir, tu seras tranquille, tu peux nous aider." C'est vral, on a l'habitude de se débrouiller tout seul. Ensemble, on découvre qu'on devient une force. Moi, je n'ai pas peur de le dire: j'étais prête à me suicider. Et là, je me suis retrouvée à Noël avec eux. On a bu quelques verres, on a dansé, on s'est balancé des bouteilles d'eau, on a allumé des feux de bengale dehors. On a bien rigolé. On se tignon, pour casser le mouvement. considère comme des frères et

« On nous a invités trop facilement à Matignon pour casser le mouvement. On promet le dialoque et on reçoit les coups de matraque. Nous sommes encore plus motivés »

sommes encore plus motivés. Les gens veulent reprendre leurs droits, tout ce qu'on leur a volé. Nous sommes tous des "sans". Des "sanstravail", "sans-toit", "sans-droit", "sans-voix", "sans-identité"... C'est pour ça qu'on s'est retrouvés immédiatement solidaires des sans-papiers de Lille. On a fait une collecte au péage de Fresnes-lès-Montauban, on a recueilli 9 000 francs. On leur en a donné la moitié, c'était naturel. Quand je vois les jeunes de mon quartier... A vingt-cinq ans, ils n'ont pas le droit de vivre. Le FN leur dit: "Révoltez-vous, cette société est pourrie, il faut se battre." Et ils se mettent en lutte du mauvais côté. Nous, on veut la réduction du temps de chômage. Cette région, on fait semblant de croire qu'elle existe. En réalité, on la raye de

On promet le dialogue et on reçoit sœurs. Les flics nous ont tirés les coups de matraque. Nous comme des chiens. Et nous, on dansait en rond devant eux. On huriait, on chantait, on se serrait et les flics s'approchaient encore plus. Mais, nous, on ne peut plus nous séparer

maintenant. » Dans le hall de la Bourse du travail. François, un homme d'une quarantaine d'années, les yeux cernés, parie tout seul. Le débit est très saccadé. Il tient à la main un journal, Le Moniteur du règne de la justice. Parfois, on l'entend plus distinctement. Il parle des « forces du mal = ou de la « voix du ciel ». A un moment, il hurle. « Avec qui il s'engueule? > s'inquiètent certains. « Mais, non, laisse-le, tu sais comment il est. Regarde, il est bien a, dit doucement Patricia, qui précise que «François, c'est un cas ». « Il est bien, répète-t-elle. On l'aime bien. »

Djemel, trente-deux ans, était

sur la route de Soissons quand il a fait demi-tour en écoutant les informations sur son autoradio. « f'allais nettoyer les vases en bénévole quand, au début du mouvement, les pouvoirs publics menacaient déjà d'employer la force. C'était trop, autant se faire virer avec eux. » Chauffagiste, Djemel travaille depuis dix ans pour des agences d'intérim ou des PME en sous-traitance. Mobile, flexible, il passe une grande partie de sa vie en région parisienne. « Le dernier chantier a duré sept mois ; le seul contrat que f'ai eu portait sur quinze jours. » Parfols, il fait des rempiacements de chauffagiste-dépanneur. Il va dans les appartements. « C'est là que je me suis rendu compte que la misère était partout. Putain I Les gens, ils t'ouvrent la porte, ils sont gênés, ils s'excusent. Tu le vois, îls n'ont rien, ils sont seuls. La misère, on l'entretient. Quels sont les chiffres au juste ? 1 % de la population possède

peut-être plus, c'est ça? » JEMEL se faufile dans la salle de réunion transformée en dortoir. Il revient avec quelques-uns des 350 dossiers de demande d'aide d'urgence que le comité d'occupation a aidé à rédiger avec les personnes concernées. « Il y a une case pour justifier pourquoi tu as besoin d'aide. Tu dois le dire en trois lignes ! » Diemel montre les dossiers. Dans la « case », on lit l'écriture de cet homme qui perçoit 2 800 francs : « Après avoir payé le loyer et diverses factures, je ne peux vivre décemment avec la somme d'argent qui me reste », déclaret-il Un couple, avec 2 200 francs et un enfant : « On a besoin d'argent et on ne sait plus comment faire. Es-

50 % de la richesse nationale, ou

et au mouvement AC l, elle est Pune des premières à avoir occupé nuit et jour, parce qu'il faut «en-voyer un électrochoc» « J'ai trop regretté qu'en 1981 il n'y ait pas eu de mouvement social. Il ne faut pas recommencer, avertit-elle. Je suis au PS, mais il ne faut avoir confiance en personne. J'habite un quartier populaire, Beaudimont, où j'al enseigné pendant vingt-cinq ans. En ce moment, il y a 40 % de chômeurs, de plus en plus de Jeunes entre dix-huit et vingt-cinq ans qui sont mis à la porte de chez eux parce que, sans boulot, il sont devenus des charges pour les familles. Il y en a huit qui errent comme ça dans le quartier. »

aldo

foute de moyens. » Djemel raconte

comment il a reçu, pendant l'oc-cupation de l'Assedic, des gens

perdus, laissant s'accumuler les

dettes, et. « en même temps, un

honneur à défendre. Ils voulaient

payer. On leur demandait de réunir

les documents. On sentait que les

Il trouve que « c'est incrayable,

cet isolement. Dans la vie de tous les Jours, on se déshumanise. Il ne vien-

drait mêmé plus à l'idée de prendre

quelqu'un en stop aujourd'hui. Le

voisin est devenu indifférent. Le mé-

decin, pareil. Pourtant, on est dans

un pays civilisé. On voudrait nous

faire croire que l'économie est une

science exacte. On nous balance des

statistiques. A-t-on le pouvoir de les

contrôler? On vit une programma-

tion des cerveaux, un conditionne-

ment: "Il faut redonner confiance

aux ménages." On se retrouve dans

des grandes surfaces, avec une

carte pour chaque boutique. On

paye, on ne s'en rend pas compte.

Tout devient virtuel. On se retrouve

grève, jamais. » Il dit que rien n'est

acquis: la démocratie, les congés

gens retrouvaient leur dignité ».

ensemble! Tous ensemble! > Puis: « Jospin, t'es foutu, les chômeurs

sont dans la rue. » Retraitée de Péducation nationale, Christiane, grande dame énergique, se fait appeler « mamie ». Militante au PS

HRISTIANE comprend qu'il n'y ait pas plus de monde à rejoindre le mouvement: «Les gens sont cassés.» En même temps, elle se dit que « les explosions sociales, les révolutions viennent toujours de minorités ». Car « mamie » se proclame volontiers « révolutionnaire ». « C'est vrai, je suis en train de le deventr. Il faut bousculer ces gens du pouvoir trop confortés dans leurs certitudes. L'économie n'est pas vacillante. Il y a un problème de partage des richesses. Je me suis fâchée avec mes amis de la CFDT. Ils me reprochent d'être manipulable : en fait, ils sont très cuipabilisés. L'évolution des mentalités doit suivre l'évolution technique. Le patronat doit céder. Il faut partager le travail à 32 heures. Pendant ce mouvement, je vois des gens qui vivent avec 20 francs par jour. Une famille qui doit payer 410 francs de pénalité à la Compagnie générale des eaux pour une facture de 200 francs. L'eau, dans cette région, c'est un scandale !, enchaîne-t-elle. Quand on connaît la puissance financière de la CGE, qui a raflé tous les marchés! »

Christiane réverait d'une mobilisation « comme en 1945. Il y avait de l'espoir. Ce qui est démoralisant, aujourd'hui, c'est que les gens sont repliés sur eux-mêmes. Icl, dans le mouvement, les gens d'origines et d'horizons très différents se retrouvent. On apprend des autres, Il y a un courage, une dignité incroyables. Sans emploi, on a le sentiment d'être cassé, tout le monde a besoin d'une reconnaissance, c'est

A côté d'elle, une autre « dame », Henriette, cinquantehuit ans, habillée en tailleur. a été licenciée au bout de vingt-cinq ans d'ancienneté dans une multinationale dont elle veut taire le nom.

bouffé, coincé par ce système et nervital. » sonne ne descend dans la rue. » Pour Djemel, ce mouvement est une « grève », une grève comme autrefois. « Les communistes, les Verts, ils viennent nous apporter de la bouffe. Les gens retrouvent un lien collectif, fraternel, c'est la fusion. Incrayable I Moi, je suis beur. Des fois, dans la vie, je les sens les *petites barrières*. Là, dans cette

> Assistante technicocommerciale, elle ne comptait pas les heures supplémentaires quand on lui a dit qu'elle faisait partie d'un plan «social», il y a trois ans. «Encore, aujourd'hui, j'ai du mal à le dire : je suis chômeuse. Les six premiers mois, c'était terrible. J'ai souffert du comportement des gens, ils me regardaient comme si j'avais une maladie. Ils avaient peur. Une psychothérapie, au début, m'a aidee. Et. pour la première fois de ma vie, je me suis mise à militer. J'ai rejoint ACL Je me forçais à ne pas rester seule. A cinquante-huit ans, j'ai fait mon deuil du travail. C'est encore une sacrée souffrance. Maintenant, je lis tous les journaux. J'ai une farm

de comprendre. » Elle est heureuse d'être dans ce mouvement, satisfaite aussi que «le gouvernement, pour la première fois, ait accepté de nous recevoir ». Elle est à l'aise aux côtés de Didier, trente-cinq ans, gardien d'immeuble HLM, dont le père, au RMI. « est obligé de vivre chez ses propres parents ». « Quand je vois les emplois-jeunes, ce sont les bac + 2 qui vont en profiter. Pas ros

v la carte. Nos élites savaient GRAND PLACE. Tour de France pour Didick Parsade qui tricte contre le chamage, une (80 metres 200 francs par mois à une mu-

payés, la Sécu, « il a fallu des luttes, des révolutions, des échecs, recommencer encore. Nos parents sont sortis dans la rue. Et nous?» « On est le peuple ! s'exclame-t-îl. C'est nous qui décidons. On ne vote que pour désigner des exécutants qui mettent en œuvre le programme pour lequel ils ont été choisis. On n'attend pas des miracles, mais le tion rapide financièrement pour un droit de vie respect de la parole donnée. En Alnormal minimum. » Un autre gérie, ce sont les militaires qui ont le couple, avec 3 500 francs, deux en- pouvoir absolu. En France, c'est le fants, le mari licencié, en procédure patronat. Avec la même rigueur imdevant les prud'hommes: « On a placable, bête et disciplinée, il veut besoin d'argent. Beaucoup de fac- atteindre ses objectifs. Pourtant, nos tures et peu de ressources. On ne sait élites ont merdé, n'ont pas su pas quoi faire. La justice est si s'adapter à temps. Les Etats-Unis, le lente. » Un jeune de vingt-cinq ans, Japon ont pris de l'avance. Et ce sequi touche 1 700 francs et cotise rait à nous de payer le retard ? »

Dans le hall de la Maison des sotuelle: « Je ne peux vivre décem- ciétés, pendant le bal, les hommes ment, honorer mes dettes et effectuer et les femmes s'arrêtent de danser une recherche d'emploi normale et ctient en se regardant : « Tous

= 4h, besterie de la Majon des

» C'est vrai que, demander du à nouveau, faire du stop et retroutravail, d'une certaine manière, c'est demander le droit d'être exploité, enchaîne ce militant CGT. Enfin, pas tout à fait. Car une fois qu'on aura tous du boulot, on sera plus solidaires, on pourra davantage revendiquer, espère-t-il. De toute facon, il faut qu'on ait les moyens de vivre. On crève de faim quand on travaille, on crève de faim quand on ne travaille pas. L'augmentation de l'essence de 10 centimes, ça fait 5 milliards dans les caisses de l'Étal. C'est ce qu'on demande pour les chômeurs. Là, on aurait l'impression de payer pour quelque chose. Il faut faire des choix dans les dépenses. Il faut penser au peuple. »

ATRICIA a failli pleuret. Puis elle a contrôlé ses larmes et évoqué la cuillerée de préparation chocolatée qu'elle prenait pour unique déjeûner. Elle se voit encore allongée sur le lit, dans son studio, le corps enfiévré, les jambes recouvertes de plaques après la piqure d'une tique. Elle était allée chercher une nouvelle vie dans le Midi, n'avait trouvé que des extras de serveuse « au noir » dans un restaurant près d'Orange. Elle ne mangeait plus, maigrissait. Il fallait se lever, ramasser une dernière fois un peu d'énergie, prendre le dernier billet de 500 francs qui lui restait car elle n'avait pas payé le loyer. Elle descend dans la rue. Un passant la voit, chancelante, aveuglée par la lumière, la conduit chez le médecin. Patricia n'est plus inscrite à la Sécu: elle paie le médecin, puis 350 francs de médicaments chez le pharmacien, omet de faire une prise de sang, puis attend, sans argent, de sentir la fièvre baisser, de sentir un peu de vie pour sortir

ver la famille à qui elle a menti. Ce père, ouvrier dans une entreprise de travaux publics qui, à cinquante-cinq ans, touche 6 500 francs au bout de trente ans d'ancienneté. Cette mère qui, à quarante-quatre ans ans, s'est remise au travail et touche 800 francs par mois comme aideménagère. Ce frère, ouvrier boulanger, embauché après un contrat d'apprentissage, qui travaille dix heures par jour, gagne 3 100 francs par mois et doit « fermer sa gueule » parce que « le problème, c'est la crainte ».

Aujourd'hul, âgée de vingtquatre ans, Patricia vit en famille: n On est unis, on ajoute nos salaires, la maison tourne comme ça. » Elle, elle gagne 400 francs par mois pour quelques heures d'aide-ménagère. « Je vis avec ça. Ça m'arrive de l'économiser, ça me fait 800 francs le mois suivant pour une petite dépense. » Un jour, par hasard, alors qu'elle était allée aux Assedic demander une attestation. « ils se sont rendus compte que. finalement, j'avais droit à 365 jours d'indenviités supplémentaires. Ils ne m'auraient pas prévenue si je n'y étais pas allée. Ils le découvraient avec moi. J'ai touché 20 000 francs d'un coup ». Patricia a donné l'argent à ses parents, en a profité pour s'habiller, a fait des petits cadeaux, « un peu comme si j'avais gagné au Millionnaire ». Dans un an, elle touchera le RML « Evidemment, ça me fera un petit plus. Je pourral m'acheter des timbres. écrire partout. »

Elle a appris le traitement de texte sous Windows pour compléter sa formation de secrétaire. Un empioi, un vrai, même un contrat à durée determinée? « Ce serait

l'Idéal, mais c'est du rêve, dit-elle. Il faudrait que ça change. Si notre mouvement faisait boule de neiee. ça changerait. » Mais elle a une sorte d'intime conviction que du boulot, comme il en existait auparavant, elle n'en retrouvera pas. Une responsable de la CGT proclamait avant le bal: « Nous ne sommes pas responsables de cette situation de précarité, de sous-emploi, mais on a une part de responsabilité si on laisse faire. » Patricia pense exactement cela. Au moins, elle n'aura rien à se reprocher. Elle aura bougé. Elle prend son café après avoir squatté une nuit à la Bourse du travail. Une rumeur circule: une femme, au chômage, s'est sui-

ça y va. Quand est-ce qu'il y aura une vraie justice? » cidée dans la nuit à Beaurains, près « Les gens veulent reprendre leurs droits, tout ce qu'on leur a volé. Nous sommes tous des "sans". Des "sans-travail", "sans-toit", "sans-droit", "sans-voix", "sans-identité" »

d'Arras. « Elle aurait pu venir avec nous, dit Patricia. Voilà le drame du chômage, et ca continue. »

Christophe, vingt-quatre ans, se remet, lui, de sa luxation de la rotule, après avoir été projeté à terre par les gardes mobiles. « On les regardait dans les yeux les flics, ils n'en menaient pas large. Pendant deux heures, on étaient face à face. Certains avaient honte. Quand ils ont vu les caméras, ils se cachaient le visage. Ils auraient pu désobéir. Quand un ordre est injuste... On serait allé les défendre. Eux aussi, ils ont des enfants ou des femmes au chômage. On fait partie du même peuple. »

Christophe n'a plus peur de rien. Un préfet, un membre de la haute administration ne l'impressionnent plus. Pendant l'occupation des locaux, des inconnus sont venus. « Plein de gens qui ne se connaissaient pas ont dormi ensemble. On a vaincu nos peurs. Ca aurait pu mal se passer, mais non. » Il estime que la légitimité de ce mouvement est à chercher là, dans la fraternité. « C'est pour ça que je me suis mis en colère quand le préfet m'a demandé si j'étais élu. Je lui ai répondu que, si il ne se bougeait pas pour les jeunes, j'allais habiter chez lui avec mes copains. J'ai plein de copains qui sont à la rue. Le pré-

Tour à tour agent de sécurité, chauffeur, livreur, Christophe est révoité contre les CDD et le sys-

tème de primes d'Etat que les pa-

trons empochent en embauchant

des jeunes pour mieux les virer et

en embancher d'autres, « Nous, les

Jeunes, on n'est pas des cochons. Les

patrons nous achètent et ils nous

jettent. Autrement, il faut travailler

au noir. Y en a marre! Les patrons

ne respectent plus le droit. Ce sont

eux les voyous, pas les jeunes qui

brülent des voitures, les déboussolés

qui s'en prennent plein la gueule

dans les tribunaux. Eux. les patrons.

on ne les voit lamais devant les tri-

bunaux. Et pourtant, les magouilles,

fet m'a répondu : "Vous avez touiours le droit d'essaver. " »

Thierry, autre « grande gueule » du mouvement, ouvrier boucher de trente et un ans, ne décolère pas contre les Assedic, l'ANPE. « Comme par hasard, cette semaine, on me fait deux propositions de CDD, avec rendez-vous obligatoires. Alors que, pendant des années, je n'ai eu aucune offre d'emploi. » Au travail depuis l'âge de quatorze ans, Thierry se souvient de ses deux dernières places. « Dans un abattoir, je bossais de I heure à 19 heures. Ensuite, dans une boucherie industrielle, le patron a voulu me forcer à vendre de la viande avariée. Le frigo était en panne depuis quatre jours. Pai refu-

ÉGOÛTÉ du métier, au chômage, il doit convaincre sa femme qu'il n'est pas devenu fou. « Elle croyait que je le faisais exprès. Je l'ai envoyée voir le patron. Pas à l'aise, îl a refusé de lui parlet. Avec la peur du chô-mage, ils ont tous les droits et, nous, faudrait tout accepter; c'est ce que je lui disais à ma femme. » Thierry avait décroché un contrat emploisolidarité dans une maison de retraite. « Qu'est-ce qu'il m'a fait du bien, ce CES I Je lavais les vieux, je leur donnais à manger, je les sortais dans le jardin. Même s'il fallait pas hésiter à mettre, comme on dit, *les mains dedans", ça me changeait de mon outre métier, qui m'avait trop dégoûté. Je voulais passer le concours d'aide-soignant. On m'avait étalé les heures de travail sur toute la Journée, je ne pouvais pas assister aux cours de remise à niveau. Au concours, on était cent trente candidats, ils en retenaient seize. Il y avait des BTS, des bacheliers. Et moi, sans formation. » Aujourd'hui, père de deux en-

fants, Thierry touche 1 600 francs des Assedic. « Ce mois-ci, s'ai payé la-redevance télé, la facture EDF. Mes frangins m'ont donné I 000 francs et f'ai payé une facture d'eau de 760 francs à la Générale des eaux. Ma mère m'a aidé un peu, mais je dois la rembourser. » Thierry accumule les petits boulots au noir. Il tue encore des cochons qu'il découpe et fait griller en douce, multiplie les déménagements, les travaux de jardinage, des vacations pour « des organisations de sécurité ». Il était beureux d'occuper le Crédit lyonnais, une journée, à Arras. «L'Etat l'a renfloué de 200 milliards de francs et n'est pas capable de nous donner 6 milliards à nous, les chômeurs, » 11 jubilait, le premier jour de l'occupation, à parier sur un autre ton au directeur de l'Assedic. « le lui ai dit: "Vous, maintenant, si-si-te! Et il s'est assis, » Il est satisfait d'avoir délà touché un chèque de 2 000 francs : « le vais pouvoir rem-

bourser ma mère. » Il énumère les revendications nées du mouvement et les balaie d'un trait de main: « Ou'ils donnent d'abord un emploi pour tout le monde. Parce que, l'an prochain, on ira piller les magasins. Et là, ce ne sera plus les jeunes : ce seront des gangs d'adultes. Y a du boulot puisau'un patron est capable de faire faire des heures supplémentoires sans les payer. Faut les taper. les patrons. La tune, c'est eux qui l'ont. » De toute façon, Thierry explique qu'il ne peut plus tourner en rond comme ça. « Envisager de rester chez moi, de regarder la télé. avec un pack de bière. Me regarder crever et voir mes enfants crever aussi, ca non i » Il a été ulcéré par l'attitude de « Blondel et de Notat. lamentables. Du côté de l'élife, ce sont eux. les vrais démagogues ».

li demande aux hommes politiques « de gauche », aux syndicalistes de vivre un mois, « un mois seulement > avec ses revenus. Il voudrait voir « comment ils se démerderaient avec 1 600 francs par mois. Ils ne pourraient même pas envisager de faire tout ce qu'on fait. nous, avec cet argent. Ils n'auraient pas le mental. » « Ils étaient habitués à ce qu'on se

taise. Maintenant, les Assedic deviennent à jamais le symbole, le lieu de la mobilisation. Les chômeurs ne s'y rendront plus comme avant », pense Diemel. « Ou'on arrête de parier à tout bout de champ des exclus, quand on continue à exclure en douce », s'insurge Eric, vingt-cinq ans, au RML, « encarté au PS, mais prét à déchirer ma carte parce que, dans socialisme, je pensais qu'il y avait social ». Il faut arrêter de douter, ajoute Sandrine, trentetrois ans, mère de deux enfants, qui se demande parfois si elle est « vraiment capable » de bosset. Arrêter aussi de prendre les demandeurs d'emplois pour de futurs esclaves: « J'ai fait un SIVP, payé 3 000 francs, dans un hôtel restau-

rant. De 11 heures jusqu'à 3 heures le lendemain : les chambres, le service en salle, des fois la préparation en cuisine, la plonge. Une autre fois, un TUC, payé 1 250 francs pour garder six enfants. Ensuite, trois mois dans un atelier de confection sans être payée. Les robes étaient faites, livrées, le patron avait pris la fuite », retrace Sandrine. « Il faut arrêter. »

« En France, on va décider de faire du social au lieu de la violence, On vit une révolution industrielle. Depuis toujours, on a une tradition de bien-vivre pour tout le monde dans ce pays. Si le gouvernement ne fait rien, ça va aller très mai, menace Nicolas, vingt-quatre ans, qui tente des études de droit avec son allocation de formation-reclassement. Quand on voit les actions d'une multinationale monter en flèche parce qu'elle licencie dix mille personnes, ça ne peut qu'engendrer de la violence. La Bourse, c'est une institution. Mais une institution, ça se brûle. Une fois que les financiers auront tout le fric et que le reste de

« Attention, c'est le dégoût de la vie qui nous guette. Les gens, tellement écœurés, vont se suicider »

l'humanité n'aura plus rien, on sera bien avancé. Mais nous, on deviendra méchants, violents. Jospin se dit de gauche. Pour l'instant, il protège le capital, qu'il veut juste un petit peu taxer », s'enflamme le jeune

Monique, cinquante-quatre ans, secrétaire dans une association d'insertion, redoute une marche « vers une société fasciste. Les premiers exclus sont les handicapés, les timides, les gens qui n'ont pas de diplômes. On n'a pas le droit d'être faible. D'ailleurs, c'est quoi être faible? Souvent, les gens que Je côtole sont incroyablement forts. N'est pas faible celui qu'on croit. Dans notre société, être fort, ce serait de frapper ou de marcher sur les

ÉLÊNE, professeur de mathématiques, militarrie à AC! et chez les Verts, se réjouit que « les premiers méprisés, les hors-ieu, remettent le mieux en cause les règles du jeu ». « Après le ment, les interlocuteurs sont blen obligés de reconnaître que ce mouvement a un sens. On aurait nu imoeiner un equivernement de equiche se servir de ce mouvement, de cette oubaine nour neser contre le patronat. Non. Pour eux, la politique, c'est encore un truc de professionnels. Tout devroit partir d'eux. Pour moi, la nolitique, ce n'est pas faire semblant de savoir à la place des gens. C'est de faire en sorte que la société tout entière produise du politique. Avec ce mouvement, on avait cette chance. Jospin ne veut pas la saisir. Il reprend les vieux réflexes d'avant. Its ne veulent pas donner les moyens que gens d'être autonomes. Ils préferent instituer des parcours de quémandeur. Avec, en prime, le discours moraliste: un pauvre doit consommer avec rationalité. On leur met des gens, des assistants qui croient penser pour leur bien. C'est à ger-

Quelle est la valeur d'une économie « performante » qui laisse 7 millions de chômeurs et de précaires sur le bord de la route, se demandent les militants d'Arras. Qu'est-ce qu'elle vaudra cette Europe qu'il faut construire si, en même temps, elle détruit autant de monde? A Arras, on croise les doigts pour que la Belgique « bouge, elle aussi ». Jean-Marie Honoret se dit persuadé que « le gouvernement a très bien vu qu'on avait raison. Il veut faire croire que ce n'est pas possible de recréer de l'emploi tout de suite. Il voudrait qu'on accepte seulement les 35 heures, et encore en l'an 2000 ».

Le leader d'Arras, âgé de trentesept ans, dit qu'il appartient à une génération qui avait arrêté de se battre. « La suivante, elle ne veut plus appartenir à cette société. Elle ne veut plus se contenter du Millionnaire à la télé. Si tous ceux qui regardent ce jeu décidaient de se battre collectivement l », rêve-t-il. « Attention, c'est le dégoût de la vie qui nous guette. Les gens, tellement écœurés, vont se suicider. » Ici, on voudrait croire que le mouvement ne va jamais s'arrêter.

> Dominique Le Guilledoux Dessins: Jean-Pierre Cagnat

ES récentes déclarations de trois académicieus (dont une académicienne) prétendent dissocier la personne de la fonction et affirment que l'emploi de « la ministre » met la langue française en péril. Ce texte pourrait faire sourire les grammairiens si l'Académie n'était investie d'une sorte de pouvoir officiel en matière de langue française, pouvoir mythologiquement entretenu par le public.

Pour respecter la langue française, il faut la connaître, et, pour la « défendre » ?, il ne suffit pas d'en faire usage avec un beau brin de plume. La langue est un domaine de la connaissance (et non le moindre), comme la biologie, l'anthropologie

Les trois personnalités qui ont adressé une lettre au président de la République, Jacques Chirac, n'ont aucun titre à imposer leurs vues. pas plus d'ailleurs que, naguère, Claude Lévi-Strauss ou Georges Dumézil pour les mêmes raisons. La preuve en est vite faite à la lecture de cette lettre rendue publique, lettre où la confusion, l'incompétence et la mauvaise foi rivalisent d'arrogance.

« Il n'y a pas de neutre en français », est une assertion qui, généralement, invite les étrangers à retenir l'arbitraire du féminin de mouche et du masculin de moustique. Il n'y a pas de cas non marqué, et les genres sont indépendants de la notion de mâle ou de femelle, sans aucune préférence pour le masculin. Les seuls exemples donnés par l'Académie de ce genre non marqué sont des pluriels (« cette ville compte vingt mille

habitants »), cas tout à fait normal. Mais nul n'affronte le singulier; car c'est aussi une règle que le genre

mot le permet : un élève/une élève, un architecte/une architecte, une athlète, une institutrice, une mathématicienne, une présidente.

A quoi sert-il que la langue française soit « une » si elle est manipulée inconsidérément au profit de ses invraisemblances et de ses archaïsmes?

Pour avoir participé aux travaux sur la féminisation (texte du Journal officiel du 11 mars 1986, dont l'Académie ne souffle mot), nous pouvons affirmer que cette règle est appliquée dans 95 % des cas. Se référer aux exceptions comme ingénieur ou professeur est un abus de confiance : le maintien du masculin vient de la difficulté formelle de féminisation et non d'une pseudorègle de neutralité masculine des

Dans la plupart de ces exceptions, c'est la finale du mot, souvenir de son étymologie, qui gêne l'harmonisation du genre et du sexe ; un mannequin, du moyen néerlandais mannekijn, et une estafette, de l'italien staffetta, montrent cette contradiction. Le genre étymologique est, par ailleurs, la loi générale des noms d'objets (le lit, latin litus ; le liquide, latin liquidus ; la lumière, latin lumi

Tous les exemples qui se veulent

lution apportée, que le problème n'est pas maîtrisé. Ingénieur ne peut donner «ingénieuse» puisqu'on ne saurait «ingénier» comme la danseuse peut danser. La « gardienne » ou « gardeuse des sceaux » n'est nullement nécessaire puisqu'on peut dire « la garde » et qu'il n'existe pas de gardien ou de gardeur des sceaux | Et personnelle-

que la « cuisinière ». Quant à la « cheftaine », ce mot d'origine anglaise n'est même pas un féminin dans cette langue, alors que «ia chef» fonctionne aussi bien que « la prof ».

ment la «pompière» et la «plom-

bière » ne nous dérangent pas plus

Rencontrant l'exemple rebattu de l'« ambassadrice », il nous a semblé que les épouses d'ambassadeurs n'exploitaient plus les fonctions de leur marl. L'époque est passée de ce transfert aux épouses « mairesses ». « préfètes » et « pharmaciennes ». Ne pourrait-on utiliser ces mots pour les fonctions réelles des per-

Certes, nous avons toujours rejeté les barbarismes militants du type « docteure », mais la « doctoresse » existe, à moins qu'elle ne craigne de perdre sa clientèle masculine conservatrice. La grammaire n'a rien à voir dans tout cela. Entre la grammaire et le prestige de la Prance à l'étranger, il se passe bien des choses. A quoi sert-il que la langue française soit « une » si elle est manipulée inconsidérément au profit de ses invraisemblances et de ses archaïsmes? On pourrait ainsi diffuser la dictée de Mérimée dans toute la francophonie. Heureusement, Mérimée a écrit Carmen.

Josette Rey-Debove est linguiste, codirectrice de la rédaction

Libérons la langue française!

par Jean-Pierre Ceton

ST-CE bien le moment d'en parler, en pleine période de crise? Le moment ou pas, c'est moment parce qu'il y a urgence. Un séjour sur un autre continent m'a révélé à quel point la langue française est en réel danger de ré-gionalisation, voire de latinisation. Bien sûr, la prédominance crois-

sante de l'anglais comme vecteur international de communication pourrait expliquer cette mise à 'écart apparemment implacable du français. Cependant, l'explication n'est pas suffisante, car notre langue bénéficie d'un grand prestige et le désir de l'apprendre est fort même s'il ne se concrétise

Ainsi. l'on découvre que beaucoup de ceux qui ne pratiquent pas le français en expriment du regret, mais aussi une forme de dépit. Comme s'ils lui reprochaient d'être inutilement compliqué et plus précisément d'être devenu une langue un peu vieillotte.

En 1990, un membre du Consell de la langue française qui travaillait sur une réforme de l'orthographe avait pu dire: « Cela fera plaisir aux enfants et aux étrangers. » Justement, on devrait accepter l'idée que la langue est destinée à être utilisée par les enfants qui deviendront grands, et par les étrangers qui feront que la langue continuera d'exister dans le

Il faudrait y ajouter les parents qui vivent cette entreprise extraordinaire qu'est l'apprentissage de la langue par leurs enfants. Car ils doivent souvent les contrarier afin de leur inculquer des formes parfols bizarres (un masculin qui se termine par un «e»), anachroniques (lettres qui ne se prononcent pas) ou très compliquées (les multiples et incertaines exceptions à la règle).

Les étrangers qui apprennent notre langue sont majoritairement des étudiants qui, tout comme les enfants de France, s'imprègnent de logiques qui désormais gouvernent notre via

Or de nombreuses règles du français, d'orthographe notamment, relèvent d'une logique tout à fait antérieure aux logiques modernes d'information. Par exemple, l'accord des noms composés. Dans une logique contemporaine, la règle serait d'accorder ou non en fin de locution selon qu'il s'agit d'un plu-riel ou d'un singulier. Ce qui donperait: « un sèche-cheveu, des sèche-cheveux », pour désigner cet objet si usuel qu'il nous arrive de le posséder en double : un modèle ancien qui marche encore et un tout récent qui vous décoiffe comme à la pointe du Raz. Out, mais en français classique, « un » sèche-cheveux s'écrit comme au pluriel, sous prétexte qu'il est impossible de sécher un cheveu seu-

Très objectivement, on ne voit pas pourquoi on ne dirait pas des « journals » ou des « animals » comme les enfants le font spontanément. Parce que la logique est intacte

De même on doit écrire des aprèsmidi, et ies sans-abri (qui pourtant sont nombreux). Tout comme il faut écrire au singulier « quelque » accolé à temps (mot cependant toujours affublé d'un «s») alors même qu'en un siècle le concept de temps s'est « divisé » jusqu'au milliardième de seconde. Et l'on persiste à écrire « allôi » avec un circonflexe alors que la manière sonore de le prononcer a évolué radicalement depuis cinquante ans de téléphone. Et encore « charlot », mais « charrette »; « asseoir » et « volr »; « dissous » mais « dissoute » ; « ba-

teau » et « château », etc. C'est incompréhensible pour un enfant ou un étranger et même pour un citoyen français qui ressent combien tous ces Mogismes contrarient les nombreuses ambitions de sa langue: parler, écrire, communiquer, transmettre de l'information, comprendre et se comprendre.

Un gel de la langue dans des règies anciennes présente le risque d'une séparation progressive de l'écrit et de la langue orale. A l'exemple de l'utilisation de l'imparfait du subjonctif, répandue dans les écrits « savants », quasi impossible dans la conversation usuelle, sauf à en rire.

Ce gel présente maintenant le risque d'une séparation complète de l'écrit des livres avec celui du nouveau support qu'est le réseau înternet. Encore peu utilisé en

France, dit-on, ce qui signifie notamment qu'il est peu développé en langue française. Le français qui s'y pratique est un écrit rapide et un peu sauvage, souvent mâtiné d'anglais. Sa préoccupation est de communiquer, strement pas de jouer avec la subtlité grammaticale. Pour beaucoup d'utilisateurs, c'est devenu un lieu familier

d'écriture et, pour certains, le seul. Cet écrit qui doit résister à l'anplais, en réalité être rapide et signifiant, se libérera de plus en plus des règles de l'écrit traditionnel. Conséquence: à terme, ou ce ne sera plus tout à fait du français, ou celui des livres ne sera plus une langue vivante. Dans la pire des hypothèses, le français deviendrait une langue qu'on utiliserait « entre nous » tandis que généralement on se servirait de cette langue internationale construite de façon plus ou moins logique à partir de l'américain.

Alors que faire ? D'abord se réconcilier avec soi-même. Il y a déjà eu beaucoup de réformes de la langue. Du XVI siècle où l'on invente la règle de l'accord du participe passé avec le verbe avoir, à 1740 où l'on modifie la graphie d'un mot sur quatre, et puis deux ou trois fois par siècle, jusqu'à ces tentatives de 1975 et 1990 finalement non suivies d'effet.

Très objectivement, on ne voit pas pourquol on ne dirait pas des «journais» ou des «animais» comme les enfants le font spontanément. Parce que la logique est intacte. Ce type de liberté on de simplification nous choque, comme si la langue était « toble de la Loi ». Seulement voilà, depuis des siècles et surtout deouis trois décennies, on n'arrête pas de changer les lois et d'en inventer de

D'ailleurs, beaucoup de formes qui nous paraissent venir des ongines n'ont pas toujours existé : certaines mêmes sont récentes. Il suffit de consulter les textes anciens pour s'apercevoir qu'on écrivait qu accordait différemment, qu'il n'y avait pas tant d'accents dirconflexes, ou encore que les graves ont pu devenir aigus.

Il faudrait essentiellement tolérer des variations des formes qui nous paraissent absolues pour cette seule raison qu'elles nous sont familières. En quoi serait-il gênant que cohabitent « némufar » et « némuphar », « ognon » et « oignon », « assoir » et « asseoir », «journals » et «journaux », etc.

Il faudrait ensuite privilégier l'usage, de sorte que puissent surgir des formes inventives qui font qu'une langue est capable de formuler du sens avec îngêniosité. En somme que la langue continue de vivre et de se développer parce que c'est le seul moyen de la faire exister sur la scène internationale.

En tout cas, l'enjeu est vaste: rien de moins que sauver l'intelligence profonde du français, au lieu de « s'entêter » à défendre des formes rendues désuètes par les modifications de la vie. C'est sûrement le moment d'en parler : si la crise n'est pas seulement celle du chômage ou de l'emploi, elle est une crise générale de manque de mots et de formes pour dire et comprendre ce que nous vivons. En fait, il faut libérer notre langue.

Jean-Pierre Ceton est écri-

Amsterdam et la Constitution par Didier Maus

1997 déclarant contraires à la Constitution les dispositions du traité d'Amsterdam relatives aux visas, à l'asile et la libre circulation constitue une surprise. A partir du moment où l'Union européenne doit s'occuper de politiques qui touchent de manière déterminante aux aspects les plus traditionnels de la souveraineté de l'Etat, la Constitution est en cause. Compte tenu, de plus, de l'importance politique de sujets comme l'immigration ou le droit d'asile, il devient raisonnable que de tels transferts de compétences et de responsabilités soient réalisés au grand four, et non par une procédure trop discrète. La France ne sera certainement pas le seul pays à connaître des difficultés constitutionnelles.

Il est évident qu'une solution logique consiste désormais, pour le chef de l'Etat et le premier ministre, à prendre conjointement l'initiative d'une révision de la Constitution. Par analogie avec l'article 88-2 introduit en 1992, il convient d'inscrire dans la Constitution que. « selon les modalités prévues par le troité d'Amsterdam... la France consent aux transferts de compétences nécessaires à la détermination des règles relatives aux visas, à l'asile, à l'immigration et aux

d'abord un vote conforme des deux Assemblées, puis une ratification effectuée par référendum ou par le Congrès réuni à Versailles. Au-delà de la question de savoir s'il serait utile de profiter de cette procédure de révision pour inclure d'autres modifications (cumul des mandats, parité, mandat présidentiel...), il est clair que l'objet même de la révision sera centré sur des sujets qui traversent de manière très sensible les forces politiques et l'opinion publique. Est-il alors nécessaire de mélanger le débat historique sur l'Europe et le débat épidermique et irrationnel sur l'immigration?

Une autre facon de poser le problème consiste à se demander s'il est véritablement dans la nature des Communautés européennes de prendre en charge les politiques des visas, de l'asile et de l'immigration et de les transférer d'un processus entièrement intergouvernemental et volontaire vers les procédures habituelles de la codécision, c'est-à-dire l'intervention du Parlement européen et le vote à la majorité qualifiée.

Certes il existe de nombreux mécanismes susceptibles de protéger « les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale », comme la décision à l'unanimité

pour passer à l'étape majoritaire, peuples (des Etats membres) », de réaffirmée, de la déclaration du Luxembourg qui permet à un Etat de faire obstacle à une décision à ia majorité en cas d'atteinte à ses Intérêts fondamentaux. Mais que valent ces barrières face à l'angélisme du Parlement européen, à la pression des bonnes âmes et à la ténacité des bureaucrates ? La lassitude existe.

de mélanger le débat historique sur l'Europe et le débat épidermique et irrationnel sur l'immigration?

Est-il nécessaire

Pour des motifs différents. l'Irlande, la Grande-Bretagne et le Danemark ne sont pas liés par les clauses du traité d'Amsterdam qui nous occupent. Dans ces conditions est-il verkablement Indispensable pour «faciliter la libre circulation des personnes, tout en assurant la sûreté et la sécurité des

les dispositions de sauvegarde du calquer les mécanismes d'entrée et Une telle procédure nécessite traité lui-même ou l'application, de chronation des personnes sur le territoire de l'Union et de chacun de ses Etats, sur ceux en vigueur pour l'agriculture, les transports, l'harmonisation des normes sur le chocolat ou même la monnaie ? Le débat, à ce point, mérite que les responsables politiques fournissent des éléments significatifs, sans sombrer, à la moindre interrogation, dans la querelle entre les pro- et les anti-européens.

D'un point de vue strictement Juridique, rien n'interdit de profiter d'un prochain sommet européen pour que nos quatorze partenaires prennent acte de la décision de la France de ne pas aller, pour l'instant, plus loin que les accords de Schengen. En 1992, un sommet d'Edimbourg avait permis de trouver une solution pour faciliter le « oul » danois, Aujourd'hul, face aux redoutables enjeux de l'immigration, à la veille de l'indispensable élargissement de l'Union européenne vers l'Europe centrale, ne serait-il pas plus sage de laisser aux Etats leurs compétences? L'Europe a plus à gagner par la monnaie unique que par d'incertains contrôles à ses frontières ex-

Didier Maus est professeur associé à l'université Paris-I.

Economie de la panique

L'Asie a ainsi montré qu'une devise et une économie ne valent jamais que ce que la panique décide.

La panique s'auto-entretient. C'est un de ses traits les plus terrifiants. Elle trouve sa force en ellemême. Comme elle rapporte à ceux qui y cèdent et punit ceux qui y résistent, elle se nourrit de ses résultats et ne trouve sa limite, comme un incendie, que dans la consommation de toutes matières inflammables, de tous les profits. C'est ce qui s'est passé et ce qui peut encore se passer à une échelle beaucoup

plus vaste. La panique vient avec le mensonge. Elle atteint ceux qui se laissent tromper par des prévisions erronées, des conseils mal avisés, des modes excessives; et pour qui, une fois les erreurs assumées, l'urgence reste de faire comme les autres mais, cette fois, dans l'autre

Surtout : la panique n'est pas un dérèglement de l'économie de marché, mais sa substance même, un facteur déterminant de la croissance. C'est la panique, la peur de ne pas en être, qui fait que le consommateur se précipite sur l'objet à la mode ; que le travailleur s'accroche à un emploi sous-pavé, par peur d'être laissé pour compte ; que l'épargnant se rue sur les produits qu'on lui recommande par peur de manquer une bonne affaire. L'effet d'imitation et la dictature du consensus, autres noms de la panique, sont les véritables moteurs de l'économie de marché.

La globalisation des marchés lèvera les ultimes barrières à la propagation de la panique. La libération des échanges, des investissements et des mouvements financiers facilitera la transmission des mouvements de masse. Les nouvelles technologies y aideront aussi en augmentant la connexité des événements et la vitesse de transmission des informations, en uniformisant les évaluations des situations des marchés, en rendant universel l'usage de banques de données informatiques et de moteurs de recherche sur Internet. Enfin. la croissance sans frein des marchés financiers, dont la valeur dépasse désormais cent fois celle de l'économie réelle, fournit le carburant de l'euphorie et du désastre.

En économie comme en psychanalyse, comprendre constitue le premier pas vers la guérison... Il faut donc apprendre à vivre avec la panique, c'est-à-dire - pour reprendre une métaphore a la mode dans la Silicon Valley - apprendre à

«surfer sur une avalanche». D'autres démarches sont ensuite

- Ne pas mentir sur l'état réel de l'économie. C'est en principe la mission des institutions internationales. Elles y out failli. Il est urgent de les doter de beaucoup plus de non-ingérence des institutions internationales et forcera à démocra-

tiser leurs mécanismes de décision. - Multiplier les pare-feu en disciplinant les libéralisations irréfiéchies des échanges, en cloisonnant les marchés les plus volatils, en particulier les marchés de devises.

L'effet d'imitation et la dictature du consensus, autres noms de la panique, sont les véritables moteurs de l'économie de marché

moyens d'investigation et de prévention, au lieu de songer à leur confier des milliards de dollars à répartir quand il est trop tard. Et, aujourd'hui, ne pas mentir c'est dire que plusieurs pays d'Asie sont en si-

tuation de faillite virtuelle. - Organiser la mise en tutelle des pays les plus atteints avant de s'engager à les financer. Cela conduira à

- Répartir plus équitablement les risques et, en particulier, assurer aux organisations internationales des ressources propres, sous forme d'une taxe sur la spéculation internationale, permettant de faire financer les risques par ceux-là mêmes qui ont intérêt à leur réduc-

- Lancer des paniques inverses, remettre en cause le principe de c'est-à-dire amorcer des mouve-

ments économiques à contresens, par des investissements publics internationaux marquant la confiance de la collectivité mondiale dans son avenir à long terme. C'est le sens profond de ce que Keynes proposait pour un seul pays et qui serait aujourd'hui nécessaire à l'échelle de

Diversifier les comportements. c'est-à-dire promouvoir, sur les marchés comme dans la culture, l'esprit de contradiction, le goût de la différence, la curiosité pour la différence, pour qu'il devienne à la mode de ne pas être à la mode, malin d'acheter ce que les autres dédaignent, d'agir à contre-courant. de ne pas avoir peur de l'étrangez.

Cela nous ramène aux sources : le dieu Pan, dont tout est parti, n'est pas seulement le dieu des troupeaux, mais aussi celui des bergers. A nous de cesser d'être moutons pour devenir guetteurs tranquilles, hospitaliers, hôtes du neuf.

Jacques Attali

in dexactitu

Des vertus d

 $\gamma = -3/2 \gamma_0$

4 100

* 50mm 3

· - ()

1 FL1 .

4. 1. 1 - 15 L.

1 1 mg

with the statement of the entropy of Bulletin, E melle graffen in all CANAL COMPANY OF STATE OF STATE OF · 南京 新西南南南部 山山 中中山 中 whereas a ser countries Sangtaniellugg, ber geft in Ein, eten it supremites the restricted to the THE PERSON WAS A PARTY OF A PARTY. The Thirt was the state of the manifely in some like his him has কি কৰি হৈন্দৰক্ষিত্ৰ কা ক্লোকাল উইন্বাইনুনার । । । । ABOUT HE HAMMER TOUTH ATTEMPT OF THE THE the defending and the second of the second of HARA SECTION THE MANNEY COME IN THE THE PERSON OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF 网络种种 网络科特 经自己的证据 医神经性性性神经性炎 化甲基磺胺 医二十二十二十二

THE DESIRE STREET

American person retrained in the control of

(Manager A. Manager ないとうかい) かっ

節將物性額 विकास का तह तर रहा

企動 200 * 10013** 5 =

the state of the state of

acetore in entaras

建的现在形式的变化

ENGLISH THE STREET

 $(25,35) \le (36) \times (36) \times (364) \times (36) + (36) \times (36$ the state of the contract of the contract All the state of t The Man Month of Land Ann Color Control of the second second Company for a sign of the Tentury Better an exploration of their con-· 1988 - 京 1987 - 1985 marile are a flore on the administration with the same of Star Transfer of growing and a track of Simple of the state of the state of \$4.65 mm (1.1) 10 mm (1.1) 10 mm (1.1) AND THE STATE OF THE STATE OF THE STATE OF č≨kiges kladi klasičtik aznacija kles programme and the section of Bright Commence of the second second Asset as a consultant Suppose feet and a light of the second MATERIAL LINE HOUSE CO. C. C. C. C. Brighton agent for the contract of 強縮を集む モリント・ロー・アス・マー・アイ market to the state of the state of AND THE PROPERTY OF THE PARTY O THE MENT OF THE MENT OF THE PARTY OF Company Company of the Company of the Company

A Spirit Spirit Walter to the Control of the NAMES OF THE PARTY OF THE PARTY OF The transfer of the transfer and the second market to the second The same that we also are to the good Company of the said of the sai to the second section of the

5 425

7

A .

.

and:

全线

3452.5

Market Market State Stat The state of the state of the THE RESERVE OF THE PARTY OF the state of the state of the state of

Many and the second of the second of THE RESIDENCE OF BUILDING THE PROPERTY. The second section in the second Commence of the state of the st The second of the second of The state of the state of the state of the 高温をおける 湯1 の はいか

建设域图外处。

MI KONT OF THE TAIL OF The state of the same of the s THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF the state of the same of the s A 188

舞座。 Syncholic Alexandra

The second second second second second

一般の 神経のちない マイト かんしゅう しゅう ANTONIO SERVICE AND CONTRACT The state of the s

Cure d'exactitude par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

tiennent à leurs conforts, compotes et négoces, « Citez m'en un seul, de poète ! » Car ils ont besoin qu'il n'y en ait plus, que la nou-velle de leur disparition se répète sans rélléchir, besoin que l'engeance se soit perdue, tant elle menace moral et commerce à suspecter sans cesse les ustensiles, chevêtres, systèmes, clefs de douze, pleins cintres, porte-manteaux, embouchures, embauchoirs, tout le saintfrusquin d'objets et de vocables qui est censé donner prise - excusez l'obscénité du terme -

sur le réel. Eh bien, on vous trompe! Queneau, Vian, Michaux, Ionesco, Audiberti et Tardieu ont des fils, Devos, tenez, Obaldia, et puis Dubillard. Descendants en ligne directe, issus du même séisme. C'était en 1945. Au Quartier latin, des démantibuleurs de réveils (pour voir comment le temps pousse les engrenages, là dedans) se sont souvenus que les surréalistes n'avaient pas achevé la casse salutaire de la parole. Postulat : rien ne doit aller de soi, ni choses, ni mots. La confiance ne saurait régner, ni dans le paysage, ni dans la causette à table, ni dans

rien. Affaire de dignité ! Depuis trente ans, l'idéologie de l'efficacité marchande et la rhétorique politique ont déconsidéré le beau nettoyage. Les gens ont trouvé fatigant de ne pas se confier aux fabricants de cervelles en kit. Ils ont acheté chignoles et slogans, assemblé étagères, conversations et plans d'épargne. N'importe qui en profite pour leur faire avaler n'importe

Pandora par Ronald Searle

bonne, le langage truqué a bousillé le poétique. Ecoutez parler les gagneurs modernitaires: une génération de gogos qui gobent tout, y compris leurs fariboles. Ils parient sous eux.

S'si vous tarde qu'un enfant grognon saute à pieds joints sur le Lego social et verbal, qu'il le réduise en monticule afin que nous y voyions enfin clair et réapprenions les couleurs du ciel, n'hésitez pas : courez avant le 8 février au théâtre Molière, à Paris. Avec sa Boite à outils ouverte par Pierre Chabert, Dubillard vous démonte, en une heure vingt, robinets, clefs à mollette, clous, bouton-pression, ciseaux, jambes, amour conjugal, syllogismes, borbotygmes et taratata. En sortant de là, vous n'avez plus qu'à dévisser le centre Beaubourg. à le remettre dans son coffret-promotion - dans l'ordre, les morceaux, étiquetés de préférence -, et à planer ; à dix à vingt mêtres du

sol, c'est suffisant pour commencer. Vous serez légers comme quand il ne reste personne à qui se fier - enfin ! : libre à charum de voir dans un peigne une photo de la phile qui tombe, de retoucher ses perceptions rien qu'en tournant son kaléidoscope personnel, chtick !, un vitrail de Chartres, chtick !, le crâne d'Hamlet se change en noix, la pomme de Newton remonte dans l'arbre ; mises à la taille et retouches en tout genre, caprice suprême de faire servir instruments et vocables à un peu autre chose que ce qui est écrit sur les prospectus. Tout enfant puni sait faire ça, un dimanche de pluie. Dubillard vous restitue la souverai-

quoi. Comme la fausse monnale chasse la neté perdue à force d'achats crédules à crédit.

Il est des effrois revigorants.

Qui ça, Dubillard? Vous l'avez surement repéré, dans quelques films que personne n'a vus. Il a l'air d'un Russe à la 101º vodka. Sous son front bougon, le regard s'évertue vers l'intérieur, à la recherche d'un autre texte que la réplique apprise. Le sourire est de Reims, garanti. Vers 1950, il venaît à domicile, sous le nom de Grégoire, bousiller par radio nos réserves d'idées reçues et d'automatismes. Phus tard, il continuerait la sape avec ses Diablogues. En 1961, il se changerait en casseur de noix et de lieux communs, dans Naives hirondelles (le remords de ma vie, je croyais que la critique devait comprendre, au lieu de se fourrer de la loufoquerie fraternelle jusque-là, erreur fatale!).

Dans La Maison d'os (1962), la scène et nos corps étaient transformés en étui à violon. L'archet de l'imaginaire s'en donnait à cœur ioie. Blin monta Où boivent les vaches (1972); une histoire d'abrenvoir, mettons. On n'est pas là pour expliquer ni tresser couronne. Dans quelques semaines, des Carnets vont sortir chez Gallimard. Encore de la liberté dans l'air. pour ceux qui en ont assez de mâcher du mensonge public en zappant sans appétit.

Dubillard est vivant. Sous sa fenêtre, il arrive qu'un héron passe se farcir une carpe. Il veille pour nous en haut d'un phare sans nom. Il nous offre une cure de non-sens, donc d'exactitude. La nouvelle vaut la peine : il reste des poètes. Ils sont notre salut. Pas moins.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21. Télex: 206 806 F Tél. relations dientèle abonnés: 01-42-17-32-90

EDITORIAL =

Volte-face sur la ville

'EST l'une de ces « traditions » françaises qui laisse stupéfait: la violence et les émentes urbaines appaaissent comme une des conditions indispensables de l'action publique dans les quartiers en perdition. L'annonce par Martine Aubry de la prochaîne création d'un secrétariat à la ville - ou d'un ministère délégué-, structure suporimée en juin dernier an nom du resserrement et de l'efficacité gouvernementale, redonnera-t-elle un peu de continuité à une action trop souvent caractéri-sée par les hésitations et les re-

A la fin des années 70, les premiers halbutiements de la politique de la ville - les opérations Habitat et vie sociale - prétendaient déjà répondre dans l'urgence aux premières tensions observées dans les cités. Après l'été chaud des Minguettes, en 1981, ce fut la création de la Commission nationale de développement social des quartiers. Nouvelles violences : nomination d'un délégué ministériel à la ville. Emeutes répétées : discours de politique générale de Michel Rocard, en 1989, annonçant la réfection « des boites aux lettres et des cages d'es-

Dans le droit-fil de cette « tradition » toujours : la création en 1990 du ministère de la ville. François Mitterrand Pannonce le 4 décembre 1990, lors des assises de Banlleue 89 qui se tiennent à Bron (Rhône). Deux mois auparavant, plusieurs journées d'émeutes ont seconé Vaulx-en-Velin ; le 6 octobre, un jeune du Mas-du-Taureau, Thomas Claudio, a fait une chute mortelle à moto lors de son interpellation par la police.

L'Etat réagit par l'annonce d'un bouleversement des structures gouvernementales. « Il faut absolument un membre du gouvernement qui soit l'animateur, le pourfendeur, l'avocat, l'intervenant permanent », annonce François Mitterrand. Mais le président de la République n'en est pas un farouche partisan : « Un ministère de la ville, je ne suis pas sitr que ce soit la meilleure idée (_) j'ai acquis une certaine méfiance à l'égard de ces créations, peut-être artificielles », dit-il dans le même discours.

Les maires reçus à l'Elysée, mardi 13 janvier, rappelleront sans doute à Jacques Chirac ses vives déclarations de campagne, en 1995, lorsqu'il promettait « un pian Marshall » pour les banllenes. L'année 1996 n'avait accouché que d'un pacte de relance pour la ville au budget dérisoire. Abisi va l'action de l'Erat en ce domaine : la continuité d'un travail de fond mené par quelques maires, des associations et de trop rares administrations est, an fil des à-coups de la conjoncture politique, valorisée ou contrariée quand ce n'est pas contredite.

La volte-face de Mª Aubry, sondain railiée à l'idée d'une structure gouvernementale spécifique, alors qu'elle dénonçait en juillet dernier le risque de « politique-ghetto », inaugure ainsi une nouvelle phase. Il reste à l'Etat et aux responsables politiques à inventer et à condnire durablement et avec ténacité une politique de la ville définitivement déconnectée du calendrier des violences urbaines.

Callifornita est édigé par la SA LE MONDE Président du directore, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Pienel

Directeur étécutif : Eric Pielloux ; directeur délégoé : Atme Chanssels Consciller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales

Conseil de serveillance : Alaba Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président Ancient directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1947), Jacques Pauvet (1963-1982), Anciré Laureus (1982-1985), Anciré Rostaine (1983-1991), Jacques Lesoume (1991-199

Le Monde est édité par la SA Le Monda Durée de la société : cent aus li compuer du 10 décembre 1994. Capital rocial : %1 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».

Des vertus de l'éthique à la française

PASSIONNÉ par les questions médicales et scientifiques, le président de la République française est aussi féru de bioéthique. Il est également soucieux d'apporter, dans l'exercice de ses fonctions, les réponses que réclame l'humanisme face aux spectaculaires progrès de la science. Jacques Chirac a, de ce fait, une

nouvelle fois démontré lors de son intervention du lundi 12 janvier devant les responsables des Comités d'éthique des pays membres du Conseil de l'Europe à quel point la France pouvait jouer un rôle moteur dans la prise de conscience des grands sujets qui engagent les droits de l'homme et l'avenir de l'humanité; un rôle moteur aussi dans le corollaire de cette prise de conscience, qui vise à la construction d'un arsenal juridique international chargé de respecter la liberté du chercheur tout en interdisant que ce dernier puisse faire un usage inhumain de l'humain (Le Monde du 13 janvier).

En agissant comme il le fait dans le champ de l'éthique, Jacques Chirac sait qu'il se situe dans la droite ligne de son prédécesseur, qui avait fait en sorte - c'était en 1983 - que la France soit le premier pays au monde à se doter d'un Comité national en charge de questions, dont bien peu, alors, mesuraient l'ampleur et l'urgence. Et loin de se borner à un satisfecit national et rétrospecuif, le chef de l'Etat entend continuer à faire

doit être, selon l'expression du regretté professeur Etienne-Charles Progé, vice-président de la société française de médecine légale, l'éthique du vivant. Car les échéances ne tarderont guère, et avec elles, leur cortège de polémiques, d'incompréhensions, d'oppositions plus philosophiques que politiques.

Saluant le travail de pionnier éclairé joué ici par le remarquable savant, médecin et pédagogue qu'est le professeur Jean Bernard. travail poursuivi sous une autre forme à l'échelon national et international par Noëlle Lenoir, aujourd'hui à la tête des institutions éthiques de l'Unesco et de la Commission européenne, Jacques Chirac a rappelé devant son auditoire européen que, dans notre pays, les lois relatives à l'éthique biomédicale avaient été adoptées en juillet 1994 après un travail législatif qui s'était étendu sur deux législatures. « Ces matières demandent en effet du temps, de la prudence, de l'écoute, un grand discernement, et beaucoup d'humanisme, a déclaré M. Chirac. Juristes, médecins, chercheurs, philosophes, représentants des autorités religieuses et des grands courants de pensée, tous ont confronté leurs points de vue et cherché à dégager des solutions respectueuses des valeurs de notre société et conformes

à l'état des connaissances. » Mais voilà que ces mêmes spécialistes des horizons les plus divers sont appelés, une nouvelle fois, à nourrir le débat pour éclairer le législateur, « Si ambitieuse que soit notre législation, elle s'est aussi voulue modeste et évolutive pour pouvoir s'adapter aux changements navides des données scientifiques, a tappelé le chef de l'Etat. Nos lois seront réexaminées en 1999. Pour que cette échéance soit respectée, il faut qu'elle soit dès maintenant préparée et que les travaux nécessaires soient lancés. Je souhaite qu'un cadre soit défini pour entendre de nouveau les personnalités, dont le savoir, la pensée et l'expérience permettront de continuer à gurantir la primauté de la personne humaine dans tous les progrès de la recherche et de la pratique médicales. »

« VIVES POLÉMIQUES »

On attend donc dorénavant de quelle manière le gouvernement répondra au souhait extrimé par le président. « Il est clair que si l'on veut relancer un grand débat parlementaire l'an prochain, il n'est que temps de s'atteler à la tâche en organisant des échanges qui, naturellement, devront dépasser de bequeoup le Comité national d'éthique, a déclaré au Monde le professeur Axel Rahm, spécialiste renommé de génétique et membre de ce même Comité d'éthique. Il ne faut pas se cacher que ces échanges et ce débat alimenteront, sur de nombreux points, de vives poléde l'usage qui peut, ou non, être fait des cellules embryonnaires et de la recherche sur l'embryon humain. Ce sera hien évidemment aussi le cas du clonage, dont le président de la République souhaite à l'évidence qu'il soit expressément cité, pour être interdit, sinon dans le code civil, du moins dans la partie de la loi traitant de l'assistance médicale à la procréation.»

Plus généralement, il est clair -l'histoire récente l'a montréque tout ce qui, dans les tablettes de la loi, a à voir avec l'embryon humain réactivera les dissensions religieuses et les divergences philosophiques que tentent d'utiliser les militants d'extrême droite et les fanatiques des croisades contre l'interruption médicale de gros-

Mais on aurait tort de se limiter aux débats traitant, sur le fond, de la dissociation entre la sexualité et la reproduction. Un autre enjeu majeur est d'ores et déjà connu: celui de l'usage qui peut être fait par la société, notamment des informations génétiques qui caractérisent chacun d'entre nous (Le Monde des 7 et 8 janvier). Sur ce thème essentiel, les principaux intéressés (les représentants du patronat et de l'assurance) devront, à la demande de lacques Chirac sortir de leur mutisme et dire, enfin, ce qu'ils souhaiteut.

Jean-Yves Nau

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Rencontre avec Maeterlinck À DEX ANS de distance, je viens n'est pas le représentant de je ne

de revoir à Nice, où il est rentré récemment venant d'Amérique, mon illustre compatriote Maurice Maeterlinck. Ouelle émotion ce fut pour moi! L'auteur de Pelléas est dans sa quatre-vingt-sixième année. Mais il est demeuré droit dans sa verte vieillesse.

Revenu au bord de cette baie des Anges dont il a célébré la beauté mieux que quiconque, il eut la tristesse de trouver la belle et vaste demeure où il avait élu domicile dans un état de dévastation lamentable. Occupé, saccagé, pillé pendant près de cinq années, ce manoir d'Orlamonde redeviendra peut-être habitable dans quelques mois grâce à la tenacité de la comtesse Maeterlinck. En attendant, le grand écrivain doit vivre à l'hôtel

L'œil bleu, par moments, se perd dans une large reverie que l'on a scrupule à troubler. Maeterlinck

sais quel mysticisme asexué. Certes nul mieux que lui n'a évoqué ce mystère, ces puissances inconnues qui rôdent autour de nous, qui créent une aura autour de notre vie quotidienne ; mais ce poète du mystère est en même temps un gai compagnon plein de santé. A chaque instant, au cours de ces heures inoubliables que je viens de vivre auprès de lui, des bribes de chansons, de locutions flamandes savoureuses, remontajent à son esprit du fond de sa lointaine

Dans la poésie française, Maeterlinck a introduit de nouvelles façons de sentir et de s'exprimer. On peut dire de lui ce que Hugo disait à Baudelaire: « Vous avez ajouté des cordes à la lyre. »

> Louis Piérard (14 janvier 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC DU 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: reuseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33 Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

régulièrement des gestionnaires, des responsables de différents marchés, des dirigeants d'établissements finanders, des économistes et des analystes, l'observatoire doit permettre à la fois

politiques. • LES PERSONNES INTER-ROGÉES entre le 10 et le 24 décembre

de prendre le pouls de la conjoncture et sont plutôt optimistes sur la conjoncde se faire une idée sur leur sentiment ture en Europe et en France et sur le face aux évolutions économiques et comportement futur de la Bourse parisienne. O EN DÉPIT de la crise asiatique. dont 62 % des personnes interrogées

estiment qu'elle va affecter les marchés encore plusieurs mois et même 15 % plus durablement, elles anticipent en majorité (54 %) une hausse dans les trois mois de l'indice CAC 40.

siemens et

La crise asiatique devrait encore affecter les marchés pendant plusieurs mois

Selon une enquête réalisée en décembre par Arthur Andersen et BVA, les milieux financiers parisiens estiment en majorité que les turbulences vont se prolonger. Mais ils sont optimistes sur l'évolution des économies européennes et de la place de Paris

d'être terminée, mais les milieux financiers restent optimistes à Paris sur la conjoncture européenne et l'évolution de la Bourse.

C'est ce qui ressort de l'étude du cabinet de conseil Arthur Andersen et de l'institut de sondages BVA baptisée « observatoire de la place de Paris ». Cette enquête a été effectuée auprès de 61 intervenants entre le 10 et le 24 décembre.

En interrogeant régulièrement des gestionnaires, des responsables de différents marchés, des dirigeants d'établissements financlers, des économistes et des analystes, Arthur Andersen et BVA veulent à la fois prendre le pouls de la conjoncture et se faire une idée précise de l'attitude des décideurs financiers face aux évolutions économiques et politiques et à l'avenir de la place pari-

Une démarche intéressante à la veille du lancement de l'euro. dont une des conséquences va être de transformer radicalement l'industrie financière, Les opérateurs interrogés en sont les premiers convaincus.

lls estiment à une majorité écrasante (94 %) qu'après l'Union monétaire, ils sélectionneront à

LA CRISE asiatique est loin une échelle européenne les valeurs de leurs portefeuilles, dans les différents secteurs d'activités. En clair, ils arbitreront, par exemple dans l'automobile, entre Peugeot, Renault, Volkswagen, Mercedes, Flat et BMW sans

considération de nationalité. Pour les personnes interrogées, non seulement le passage à l'euro est aujourd'hui acquis (87 % sont persuadées de son lancement), mais il se fera à onze puisque pour respectivement 100 % et 97 % des opérateurs, l'Espagne et l'Italie seront parmi les pays sélectionnés. Les intervenants s'attendent à une poursuite de la convergence des politiques économiques et budgétaires et à un renforcement de la stabilité des parités entre les monnaies des pays de la zone euro.

EURO IRRÉVERSIBLE

Ils anticipent également une poursuite de la convergence en matière de taux d'intérêt entre le nord et le sud de l'Europe. Cet euro devenu irréversible ne devrait pas s'apprécier par rapport au dollar et serait donc plutôt « faible », ce qui devrait permettre aux économie européennes de profiter d'une mellleure compétitivité.

Selon yous, quels sont, parmi les propositions suivantes, les deux freins qui limitent le plus l'investissement direct en actif financier français ? DECEMBRE 1997 JUHLET 1997 LA MÉFIANCE À L'ÉGARD DE L'INTERVENTIONNISME DE L'ÉTAT 18 LA FISCALITÉ APPLICABLE 12 LES RISQUES DE PERTE DE VALEUR L'INSUFFISANCE D'INFORMATIONS FINANCIÈRES

sont assez optimistes sur la France et sur le comportement futur de la Bourse parisienne. En dépit de la crise asiatique, dont 62% des personnes interrogées estiment qu'elle va affecter les marchés encore plusieurs mois, et même 15 % plus durablement, ils

LA MÉFIANCE À L'ÉGARD

LE RISQUE DE CHANGE

AUCUN D'ENTRE EUX

NE SE PRONONCENT PAS

DES INSTANCES DE RÉGULATION

Dans l'ensemble, les sondés anticipent en majorité (54 %) une hausse dans les trois mois de l'inconjoncture en Europe et en dice CAC 40. Ils considèrent aussi que les performances de Paris seront supérieures à celles de New York (54 %). Tokyo (82 %) et Londres (62 %), et égales (64 %) à celles de Francfort. Pour 38 % des opérateurs interrogés, le chômage va diminuer en France dans les

douze mois à venir et pour 41 % du secteur public ne sera pas mis se stabiliser. Ils étaient seulement 23 % en juillet 1997 à pronostiquer une baisse du chômage. En matière d'inflation, 66 % des sondés s'attendent à une stabilisation, contre 50 % en juillet. Ils ne sont plus que 31 % à envisager une accélération de la hausse des prix contre 43 % six mois auparavant.

HOSTILITE ALIX 35 HELDRES

Face au gouvernement Jospin, l'attitude des opérateurs semble, à l'image de l'opinion publique, plutôt comprébensive. Pour l'essentiel, ils donnent acte à ce gouvernement de son engagement européen et ne redoutent pas de dérive budgétaire ou inflationniste. Ils ne craignent ni remise en cause des privatisations (dont le rythme va rester stable pour 57%), ni abandon des fonds de pension, dont 90 % des intervenants s'attendent à la création dans les douze mois.

Les personnes interrogées pergouvernement de donner un certain nombre de gages à sa majorité et à son électorat, comme l'instauration de la semaine de travail de 35 heures et les modifications apportées aux privatisations: pour 61 % des sondés, l'ensemble

sur le marché dans les quatre ans. Les 35 heures sont jugées plutôt négatives pour la rentabilité des entreprises par 54% des opéra-

teurs et sans effet par 31 %. Conséquence logique, ils sont 72 % à considérer qu'une minorité d'entreprises passeront à la semaine de 35 heures d'ici deux ans. Concernant enfin les handicaps

de la Bourse de Paris, il s'agit avant tout et sans surprise de l'interveutionnisme de l'Etat (cité par 47 %) et de la fiscalité (cité par 24%). Mais si le gouvernement devrait promouvoir un environnement fiscal plus favorable (47 %) pour développer les marchés de capitaux en France, la place de Paris peut encore espérer être la première en Europe continentale face à Londres (51%) et devrait attirer dans les cinq ans toujours pius d'investisseurs institutionnels étrangers (87 %).

Il n'est pourtant pas sûr que, dans cinq ans, la Bourse de Paris coivent bien la nécessité pour le ne soit pas intégrée à un ensemble blen plus vaste. Ainsi, 73 % des sondés estiment qu'une autorité centrale européenne de régulation des marchés va voir le jour dans les cinq ans.

Eric Leser

La détermination américaine à soutenir l'Asie rassérène les opérateurs financiers

LE CALME semblait revenir. mardi matin 13 janvier, sur les places financières internationales. es Bourses asiatiques, qui avaient piongé la veille, se redres-

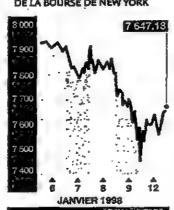
A Hongkong, l'indice Hangseng des principales valeurs a terminé la séance en hausse de 7.38 %. Singapour, de son côté, a gagné 7.37 %. Kuala Lumpur 6.05 % et Diakarta 8,12 %. Sur le marché des changes, la roupie indonésienne, en chute libre depuis le début de l'année, progressait de 5,9 % face au dollar.

MÉSISTANCE DE WALL STREET

La séance de lundi avait été marquée, sur les marchés financiers occidentaux, par une nervosité extrême des opérateurs : dans le sillage des Bourses asiatiques. les places européennes avaient ouvert en forte baisse (plus de 4 % à Francfort, 3,7 % à Paris) avant de regagner du terrain dans l'aprèsmidi grace à la solidité de Wall Street. L'indice Dow Jones de la Bourse de New York, qui cédait 130 points après quelques minutes de transactions, s'était vite redressé pour s'inscrire en clôture en hausse de 66,76 points (+ 0,88 %).

La résistance affichée par la plus grande place boursière du monde aux remous asiatiques est un élément rassurant pour les marchés financiers internationaux. Ces derniers percoivent également quelques signes d'amélioration de la situation en Asie du Sud-Est.

Les marchés sud-coréens se sont stabilisés depuis quelques jours, tandis que le directeur géINDICE DOW JONES DE LA BOURSE DE NEW YORK



Wall Street a gagné 0,83%, kindi 12 janvier, malgré le plongeon des Bourses assatiques observé

néral du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, a qualifié d'« excellent » le contenu des discussions qu'il a eues, mardi, avec les principaux responsables syndicaux du pays.

En Indonésie, qui reste au centre des préoccupations actuelles des opérateurs, le climat s'est légèrement détendu, mardi, après l'annonce d'un assouplissement du plan de rigueur économique mis en place par le FMI et après les déclarations du secrétaire d'Etat ajoint américain au Trésor Lawrence Summers à l'issué d'un entretien avec le président indonésien Suharto.

« Il est clair que le président Su-

de celles en discussion avec le FMI servée depuis dans le pays. pour créer la confiance et consoli-Jouit l'Indonésie », a affirmé verneurs des banques centrales confiance interviendra prochaine-M. Summers.

L'apparente détermination des Etats-Unis à éviter une faillite de l'Indonésie rassure les investisseurs, alors que le Japon et l'Europe, dont les engagements financiers en Asie du Sud-Est sont pourtant plus importants que ceux des banques américaines, tardent à réagir.

ACTION CONCERTÉE

Le numéro deux du FMI, Stanley Fischer, a pour sa part annoncé lundi que son organisation renonçait à exiger du gouvernement indonésien qu'il dégage un excédent budgétaire en 1993. Il a précisé que cette condition, imposée au mois d'octobre, n'avait plus de sens aujourd'hui compte

harto reconnaît la nécessité de tenu de la dégradation de la situaprendre des mesures fermes du type tion économique et monétaire ob-

des dix pays les plus industrialisés ment », la crise en Asie étant (G10) réunis à Bâle en présence du « maintenant prise en main ». président de l'institut d'émission sud-coréen, Lee Ryung-Shik, a dit der les bases de la prospérité dont Hans Tietmeyer, au nom des gou- « espérer qu'un retour à la la crise en Asie du Sud-Est », a pré-

La chute racontée de la banque Peregrine

Philip Tose, le président de Peregrine, déclarée en liquidation, tundi 12 janvier au soir, a expliqué mardi l'enchaînement des faits qui ont provoqué en moins d'une semaine la chute de la banque d'affaires de Hongkong. Lourdement investi en obligations indonésiennes qui ont été dépréciées par l'effondrement de la roupie durant la première semaine de janvier, le groupe a dû renégocier radicalement le prix d'entrée du groupe Zurich à son capital. Zurich devait prendre 24 % pour 200 millions de dollars. « Nous avions besoin d'un prêt à court terme de 60 millions de dollars pour quatre jours, raconte le banquier britannique, prêt qui devait faire la jonction avec un crédit de 75 milions de dollars arrivant le 13 janvier. Mais j'ai su le vendrecti matin, à 5 heures, que ce prêt ne nous seruit pas accordé. Aucune banque n'a accepté de nous fournir cette ligne de crédit pour quelques jours. Le gouvernement de Hongkong m'a répondu qu'un règlement très strict l'empêchait d'utiliser les fonds publics pour sauver une société privée. (...) Dimanche, lors d'une réunion avec nos plus gros créanciers, nous ne sommes parvenus à aucun accord. » — (Corresp.)

« Nous devons être conscients qu'il cisé M. Tietmeyer. Le président de la République, Jacques Chirac, a pour sa part estimé que la crise asiatique aura certainement «un impact sur la croissance européenne ». « Mais je ne peux pas le chiffrer », a-t-ll ajouté.

La plus grande incertitude continue à entourer l'impact économique, mais aussi monétaire, en Occident qu'aura la tempête financière en Asie.

Certains analystes, comme Byron Wien, de la banque américaine Morgan Stanley Dean Witter, n'excluent plus une action coordonnée des grandes banques centrales pour abaisser leurs taux directeurs et injecter des liquidités dans le système financier mondial.

Pierre-Antoine Delhommais

Premiers signes d'un ralentissement des échanges mondiaux

LE DILEMME est cornélien : le premier qui admettra que la crise isiatique va sérieusement affecter la croissance mondiale sera accusé d'en aggraver les effets. Le Fonds monétaire international se garde donc bien de se prononcer officiellement sur le suiet. Pour l'instant. ses experts se sont contentés, à la mi-décembre, d'une légère révision à la baisse de la croissance mondiale de 4,3 % à 3,5 %. De son côté, l'OCDE, qui a annoncé en décembre une prévision de 2,9% pour les pays de l'OCDE en 1998, a ultérieurement ajusté ses prévisions de croissance pour les pays de la zone, évaluant l'impact de la crise à une baisse de 0,9 point du produit intérieur brut des pays de LOCDE.

 Tant que les monnaies ne sont pas stabilisées, il est difficile d'évoluer l'impact réel de la tourmente asiatique sur la croissance mondiale », estime un économiste. Les propos sont done prudents. Le 7 janvier, le commissaire européen aux finances, Yves de Silguy, a affirmé que la crise « ouro un impoct marginal » sur la croissance en Europe, confirmant le chiffre de 3 % prevu pour 1998. De son côté, le ministre français des finances s'est dit « relativement serein ». Pour Dominique Strauss-Kahn, la contribution extérieure à la crois-

forte que prévu, mais elle sera « compensée par l'amélioration par rapport à nos prévisions initiales sur la demande domestique » (la consommation notamment). Les pays d'Asie, dits à développement rapide, ne représentent que 6 % des exportations françaises, a précisé Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur lors de sa demière communication au conseil des ministres. De fait, à fin octobre, date des dernières statistiques connues du commerce extérieur français, le volume des exportations - 8,9 milliards de francs n'avait pas sensiblement varié par rapport à juillet. Le ministère du commerce extérieur explique la bonne tenue des exportations en juillet, août et septembre (respectivement 10,6 milliards, 11,2 milfiards et 12 milliards) par la livraison de méthaniers à la Malaisie.

L'ALLEMAGNE TOUCHÉE

Si la France semble pour l'instant épargnée, l'Allemagne risque d'être plus sévèrement touchée. Le gouvernement allemand a annoncé une chute des commandes de 3 % des produits manufacturés en povembre. Pour Hans Gunther Redeker, économiste à la Chase Manhattan, il s'agit là d'un très mauvais signe qui l'a incité à réviser ses prévisions de croissance en Allemagne sance en France sera certes moins à la baisse de 2,4 % à 2,2 %. Jusqu'à Le sud-coréen Sansung a annoncé

présent, les économistes estimaient que les pays européens souffiraient moirs que les Etats-Unis du typhon asiatique. Le cas de l'Allemagne, dont l'économie est soutenue à 90 % par les exportations, vient contredire ces vœux

Les prévisions de croissance du FMI sur les pays de la zone ont été révisées à la baisse. Thaïlande (de 0 % à -0.7 %), de l'Indonésie (de 2 % à une fourchette comprise entre 0 % et 0,5 %) et la Corée du Sud (de 2,5 % à 2 %). Aussitôt publiées, ces estimations semblent déjà obsolètes, en raison de la crise de confiance des marchés à l'égard des pays émergents. Malgré la stabilisation de la situation en Corée du Sud en raison de la bonne volonté affichée par le gouvernement à engager des réformes de structure, la croissance devrait, selon certains experts, être plus proche de zéro, voire légèrement négative en 1998.

S'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact réel de la crise asiatique sur le commerce mondiai, les premiers signes d'un ralentissement se font déjà sentir sur les échanges mondiaux. Le report des grands contrats à l'exportation pour les pays européens et la chute de la demande et des investissements des pays d'Asie se profilent.

500 millions de dollars au Texas et en ajournait un autre, de 450 millions de livres, en Grande-Bretagne. Le TGV sud-coréen « se fera, mais à un rythme plus lent parce que les Coréens veulent étaler les paiements », a indiqué François David. président de la Coface, lundi 12 janvier, sur Radio-France internationale. Nul ne sait encore ce que vont devenir les négociations en cours entre la France et la Thaïlande pour la livraison de sous-marins et de frégates, ni celles avec l'Indonésie pour des frégates.

Par effet de dominos, la faiblesse de la demande asiatique va toucher les pays producteurs de matières premières. L'Indonésie a réduit de 50 % ses importations d'aluminium, de 20 % celles de cuivre et contracté ses besoins en nickel. Séoul aurait renégocié à la baisse ses contrats de livraison de pétrole venant d'Abu Dhabi et d'Oman. Parmi les pays producteurs, l'Arabie saoudite, dont l'économie - monoproduit - est fragile, risque d'être touchée un peu plus que les autres, bien qu'elle détienne 26 % des réserves mondiales de pétrole. Le montant des réserves nettes de devises du pays, de 6 milliards de dollars en 1997, correspond à moins d'un mois d'importations.

Babette Stern

2.00

COMPTOIRS MODERNES Le chiffre d'affaires provisoire consolidé TTC de l'année 1997 s'élève à 36,53 milliards de francs en progression de + 8.1 %. Enseignes 97/96 de francs 26.432 ÷8.1 COMOD - MARCHÉ PLUS 2.859 SUPECO (Espagne) 2.327 N.C. • CARREFOUR (pour 50 %) 4.914 +1.936.532 +8,1 S STOC

The Marine Control of the Control

A. FR. 1845-

 $\partial v_i \in \Phi_{\mathcal{T}^{(i)}}(v_i) : v_i = v_i \vee v_i = v_i \vee v_i$

The property has the management

of the state of the state of the state of the

Ils investissent à Dresde sur de nouveaux procédés de fabrication

Les groupes américain Motorola et allemand Siemens vont investir plus de 8 milliards de circuits intégrés en les « gravant » sur des tranches de silicium de 300 millimètres de dia site Industriel de Siemens.

teurs est fortement consomma-

trice de capitaux et les investisse-

ments nécessaires pour

développer les technologies les

plus en pointe, puis pour les in-

dustrialiser, sont désormais tels - une usine à la pointe de la technique coûte au bas mot 1,5 milliard de dollars (9 milliards de francs) que les industriels n'hésitent plus à faire cause commune. Les groupes américain Motorola et allemand Siemens, alliés dans ce secteur depuis plusieurs années, en ont apporté une nouvelle preuve en annonçant, lundi 12 janvier, la création d'une société commune. qui aura pour objectif de développer de nouveaux procédés de fa-

brication de circuits intégrés. Baptisée Semiconductor 300 et contrôlée à parité par les deux groupes, la société commune à Siemens et Motorola sera installée à Dresde, en Allemagne, où le groupe allemand dispose, depuis plus de deux ans, d'une unité de

3

L'INDUSTRIE des semi-conducfabrication. C'est sur ce demier site, que seront réalisés les travaux de Semiconductor 300, auxquels les deux partenaires prévoient de consacrer quelque 1,37 milliard de dollars (8,2 milliards de francs). Le projet, qui pourrait engendrer la création immédiate de 450 emplois, sera soutenu financièrement par le gouvernement allemand, ainsi que par le Land de Saxe, pour un montant total de 11 milliards de

> STAVURE Les travaux de la société commune, auxquels contribuera également le chimiste allemand Wacker, porteront sur la mise au point des techniques permettant de réaliser et de manipuler des tranches de silicium ayant un diamètre de 300 millimètre et d'y graver des circuits intégrés. A l'heure actuelle, les usines de semiconducteurs les plus avancées fabriquent des composants sur des

tranches de silicium de 200 milli-

mètres de diamètre. Les tranches de 300 millimètres devraient faire leur apparition en production vers l'an 2000, selon les experts. C'est d'ailleurs la date que visent Siemens et Motorola. En actroissant la taille des tranches de sillcium. par nature extrêmement fragiles. les fabricants de semi-conducteurs vont réaliser un plus grand nombre de composants, donc abaisser encore les coûts de production. Heinrich von Pierer, le PDG de Siemens, a estimé, lundi en commentant l'accord avec Motorola, qu'avec une tranche de silicium de 300 millimètres, son

groupe pourrait baisser les coûts de fabrication de 30 %, Les deux industriels n'ont pas indiqué sur quels sites cette nouvelle technique de production sera introduite industriellement en l'an 2 000. Mais la direction de Siemens n'a pas caché qu'elle pense à son usine de Dresde, qui emploie actuellement 2 400 personnes et fabrique notamment des compo-

sants mémoires DRAM (Dynamino random access memories).

Elle a estimé que, moyennant un effort de plus de 8 milliards de francs, certe évolution pourrait porter les effectifs du site à

13 000 salariés. Motorola et Siemens mènent deouis plusieurs années des travaux communs. Ils se sont associés avec l'américain IBM et le japonais Toshiba pour le développement des nouvelles générations de composants mémoires DRAM. Motorola a toutefois mis un terme à ces travaux, en juillet 1997.

En revanche le groupe a maintenu le projet d'unité de production commune avec Siemens aux Etats-Unis (à Richmond en Virginie). Siemens a par ailleurs annoncé, lundi 12 janvier, l'ouverture d'un centre de recherche sur les semiconducteurs en France, à Sophia Antipolis, qui pourrait créer 200 emplois en trois ans.

Philippe Le Cœur

Deutsche Telekom refuse de payer seul le prix de l'ouverture du marché

FAUT-IL faire payer l'abonné au téléphone lorsqu'il souhaite quitter son opérateur traditionnel pour en rejoindre un autre ? Cette « infidélité » doit-elle être, au contraire, prise en charge par l'opérateur qui perd l'abonné, ou partagée avec l'opérateur qui gagne ce même abonné? La réunion convoquée sur ce thème, lundi 12 janvier, par l'autorité de régulation allemande des télécommunications n'a pas apporté de réponse. Deutsche Telekom, l'ancien monopole, et ses nouveaux concurrents ne sont pas parvenus à trouver un terrain d'entente.

Cette réunion avait été convoquée après l'émoi provoqué par la décision de Deutsche Te-

abonnés infidèles. Une mesure rendue publique le 31 décembre, à la veille du jour de l'ouverture totale à la concurrence du marché du téléphone et que Deutsche Telekom a justifié par les « fruis informatiques considérables », que représente, selon lui, la gestion de ces transferts de clien-

COMPENSATIONS

Ce système est en vigueur dans d'autres pays et l'autorité de régulation allemande des télécommunications ne conteste d'ailleurs pas, sur le fond, le droit à l'opérateur de réclamer des compensations. En France, France Télécom inlekom d'instituer un système de taxe pour ses dique toutefois qu'il a toujours pris à sa charge

ces cofits. L'objectif de l'autorité allemande de régulation est que Deutsche Telekom et ses concurrents parviennent à trouver un compromis d'Icl au 31 janvier. Leurs positions apparaissent cependant très opposées.

Si Deutsche Telekom se montre prêt à ce que le coût du transfert d'un abonné soit entièrement supporté par les opérateurs, ses concurrents s'y refusent. Faute d'accord, la direction de Deutsche Telekom a fait savoir qu'après le 31 janvier elle déposera une demande d'autorisation pour les taxes qu'elle entend faire payer aux abonnés tentés par la concurrence.

Panasonic fermera son usine de Longwy le 31 mars

LE CONSEIL d'administration de Panasonic France, filiale du japonais Matsushita, a confirmé, lundi 12 janvier, la fermeture de l'usine de Longwy dès le 31 mars. 140 personnes y travaillent. Produisant des magnétoscopes depuis 1986, cette usine souffre, selon la direction, d'une forte concurrence et de la stagnation des ventes de magnétoscopes. Depuis 1994, l'usine était déficitaire. La direction va entamer une consultation des représentants du personnel sur le plan social.

DÉPÉCHES

TELECOM ITALIA: Gian Mario Rossignolo (67 ans), qui dirigealt la société italienne Zanussi (groupe Electrolux), a été nommé, hundi 12 janvier, président du groupe de télécommunications.

■ TELE DANMARK : 34,3 % du capital de l'opérateur téléphonique danois a été vendu par l'Etat danois à la compagnie américaine Ameritech, présente au capital de Belgacom, de Norway et du hongrois Ma-

■ ALCATEL: le groupe français a annoucé, hindi 12 janvier, le rachat immédiat des 49 % que l'opérateur téléphonique américain Sprint détenait dans leur société commune Alcatel Data Networks (équipements pour la transmission de données).

■ COMMERCE ÉLECTRONIQUE: la BNP et le Crédit agricole ont signé un partenariat avec France Télécom pour développer Télécommerce, une offre globale de commerce électronique qui proposera aux commerçants tous les éléments nécessaires à la vente sur Internet. ■ ADIDAS: Robert Louis-Dreyfus, PDG du groupe d'articles de sports, a annoncé que la croissance du résultat net serait légèrement inférieure à ses prévisions, à la suite du rachat de Salomon (skis, golf). Adidas a lancé, mardi 13 janvier, une OPA sur les actions Salomon qu'il ne détenait pas encore.

■ LAMBORGHINI : le groupe américain General Electric souhaite prendre le contrôle du constructeur italien de voitures sportives, avec quatre partenaires financiers. Lamborghini, contrôlé par la société indonésienne V'Power Corporation, a renoué en 1997 avec les bénéfices. ■ RENAULT: Pensemble des syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC) a demandé l'ouverture de discussions sur le temps de travail et l'emploi et de négociations dans la branche automobile en vue d'un accord-cadre

■ BOEING: le géant américain estime avoir dominé le marché de l'aéronautique civile en 1997, avec 568 commandes brutes fermes pour un montant global de 42,8 millards de dollars, soit 80 % de part de marché. Airbus conteste ces chiffres.

■ COMATEC : les employés de l'une des trois sociétés qui assurent le nettoyage du métro paristen (groupe CGN-Générale des Eaux) ont entamé lundi 12 janvier leur septième journée de grève pour obtenir une augmentation de 3 % des salaires et la fin de la précarité. ■ PARIBAS: à Pissue des offres publiques d'échange simplifiées lancées sur ses filiales, le groupe détient 98,19 % des actions Compagnie bancaire et 99,32 % des actions Cetelem, qui seront radiées du

marché à règlement mensuel le 23 janvier. ■ DG BANK: le gouvernement allemand projette de transformer la DG Bank, banque des caisses coopératives populaires et agricoles. en société par actions de droit privé. Neuvième banque allemande, elle

■ AFRIQUE : la Banque mondiale, la Caisse française de développement, la coopération suédoise et danoise et plusieurs banques d'affaires ont créé un fonds de placement pour investir dans les entreprises d'Afrique francophone. Il est géré par la société Framlington, fi-liale du CCF.

Leclerc s'engage à améliorer le travail des routiers

DEUX MOIS après le conflit clerc s'engage à désigner, dans opérations de déchargement seautres, par les temps d'attente non rémunérés chez les clients. les centres Leclerc ont annoncé. le 8 janvier, qu'ils avaient signé une convention avec les principales organisations de transport (le patronat de la FNTR, de la CLTI, de l'Unostra) ainsi qu'avec des entreprises (groupe Giraud, Mory Team, Exel Logistics...). Dans deux départements (Sarthe et Calvados), la CFDT a même signé une déclinaison locale de l'accord. La convention a, en fait, été signée le 8 juillet 1997, mais, pour ne pas être accusés de faire. un « coup de pub », les signataires avaient décidé de ne pas communiquer sur le sujet avant la mise en place de ses principes.

Le texte comporte trois chapitres qui traitent du dialogue entre les partenaires, de la formation des salariés et des « engagements réciproques relatifs aux opérations de déchargement ».

des routiers provoqué, entre chacune de ses seize centrales ront effectuées dans un délai d'achat, un responsable chargé des relations avec les transporteurs pour organiser des réunions entre eux et les réceptionnaires et envisager une modification de l'amplitude des horaires d'ouverture.

MENDES-VOIR

Dans le chapitre sur la formation, Leclerc s'engage à assurer à ses réceptionnaires une formation sur les relations avec leurs interlocuteurs du transport ainsi que sur les évolutions techniques et réglementaires du métier.

Le chapitre le plus concret est celui qui concerne les opérations de déchargement. Leclerc s'engage à mettre en œuvre « un compte à rebours logistique » et à aménager les aires et quais de déchargement pour améliorer les conditions de réception. Surtout, le système des rendez-vous sera généralisé. En cas d'adoption de rendez-vous à heure précise, les Concernant le diaiogue, Le-

d'une heure trente à compter de l'heure fixée et dans un délai de deux heures en cas de rendezvous dans la demi-journée.

De leur côté, les transporteurs s'engagent à p'accepter que des conditions tarifaires leur permettant de garantir une prestation de qualité et à ne pas proposer à leurs sous-traitants des conditions tarifaires à la limite de la légalité. Enfin, les centrales s'engagent à aménager progressivement pour les chauffeurs des salles de repos avec distributeurs de boissons, point téléphone et, si possible, des douches.

De l'avis des transporteurs et de la CFDT, cette convention pourrrait faire référence lors de la table ronde que Jean-Claude Gayssot, ministre des transports. doit en principe organiser fin janvier entre les « chargeurs » et les transporteurs.

Frédéric Lemaître

Danone réorganise ses structures de direction autour de trois pôles d'activité mondiaux

FRANK RIBOUD, président du groupe Danone, poursuit le chantier entamé dès sa nomination, au printemps 1996. Après avoir redéfini en 1997 les métiers prioritaires du groupe et s'être désengagé rapidement des pôles épicerie et confiserie (Le Monde du 11 octobre 1997), Danone a annoncé, lundi 12 janvier, la mise en place d'une nouvelle structure de direction. Trois « directions générales métiers » à vocation mondiale sont créées autour des produits laitiers, des biscuits et des bois-

Pour l'instant, seul le néerlandais Jan Bennink a été nommé, au poste de directeur général produit laitier monde. A la tête de la branche « produit frais Europe » depuis 1995, c'est un homme de 41 ans, formé à l'école de Procter & Gamble. Comme les deux autres directeurs restant à nomm gr i rejejnára ja ramitá erácutif

Le recentrage stratégique amorcé depuis l'an dernier ne concerne cependant pas le continent asiatique, sur lequel Danone, encore peu développé, cherche en priorité à atteindre une taille critique. La direction ne s'interdit donc pas de croître sur des marchés tels que les plats cuisinés, les sauces ou les condiments, secteurs sur lesquels l'entreprise n'est plus présente en

PRIORITÉ À L'ASIE

Europe ou aux Etats-Unis.

Le groupe conserve pour ce faire sa « direction générale Asie », créée en 1995 et installée à Singapour, qui couvre également le Pacifique. Cette direction, chargée de développer les activités de Danone dans cette zone, reste aux « jeune » lui aussi ~ il a 44 aus – nommé par Franck Riboud en avril 1996. M. Israel siégera désor-

mais au comité exécutif. Cette promotion confirme la priorité accordée désormais au marché asiatique par le groupe alimentaire. Son chiffre d'affaires sur ce continent avoisinera en 1997 les 45 milliards de francs, soit environ 5 % de son activité mondiale. M. Riboud indiquait récemment vouloir porter à 6 ou 7 milliards de francs les ventes de Danone dans la région. D'ores et déjà, le volume de l'activité en Chine a été multiplié par six en deux ans.

Aux yeux de Danone, la crise financière et monétaire qui affecte actuellement l'Asie ne constitue pas un obstacle au développement du groupe d'agro-alimentaire. Bien au contraire. Il compte bien y réaliser des acquisitions, toujours en Chine mais aussi dans mains de Simon Israel, un les pays d'Asie du Sud-Est, tels que l'Indonésie.

Laure Belot



L'Offre Publique d'Achat Simplifiée présentée par adidas sur 100 % du capital de la société Salomon constitue une réelle opportunité de plus-value sur vos actions. Le prix offert de 521,50 F représente notamment : • 37,6 fois le bénéfice net consolidé (part du groupe) de l'exercice clos au 31 mars 1997 par action Salomon.



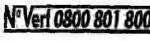
• 15 % de prime par rapport au cours moyen des 3 derniers mois précédant l'annonce de l'offre. Jusqu'au 9 février 1998,

> vous pouvez profiter de l'offre proposée par adidas et réaliser votre plus-value. . Donnez dès à présent vos instructions à votre banque ou à votre intermédiaire financier.

Dans l'importable ou adudes décientaire à l'essue de l'Offre Publique d'Adust Simplifiée au moire 95% des droits de vote, le groupe a l'intention de deposes, des la clôquie de l'offre, un projet d'Offre Publique de Retrait suivre d'un Retrait Disignicire u même prix que l'Offre Publique d'Actuat Simplifiée.







1. James

COMMUNICATION

La future loi sur l'audiovisuel suscite une vaste offensive des groupes de pression

Les principaux acteurs du secteur, et notamment la Générale des eaux, multiplient les actions de lobbying auprès des élus et des membres des cabinets afin de défendre leurs intérêts

LA LOI que prépare la ministre Catherine Trautmann sur l'audiovisuel devrait faire l'objet d'une communication en conseil des ministres avant la fin du mois. Redoutant que ce texte vise à réduire l'influence des groupes ayant accès à des marchés publics dans le monde des médias, la Générale des eaux (actionnaire principal d'Havas et de Canal Plus), Bouygues (opérateur de TF 1) et la Lyonnaise des eaux (M 6) tentent de « déminer » ce qui pourrait être contraire à leurs intérêts dans la lol. Ces trois groupes craignent aussi que le gouvernement, conformément aux vœux du PS, réduise la part maximale déte-

Patrick Le Lay souhaite « une simplification des règles »

Commentant les dispositions anticoncentration contenues dans le projet de loi audiovisuel, Patrick Le Lay, PDG de TF1, plaide dans un entretien publié par Les Echos du 13 Janvier « pour une simplification des règles ». Il affirme que, « si l'on veut réfléchir à l'équilibre des forces démocratiques [en France], il ne faut pas que des groupes se trouvent en position dominante sur plusieurs types de médias ».

Aussi président du bouquet numérique Télévision par satellite (TPS), Patrick Le Lay estime à propos des rameurs de fusion entre TPS et CanalSatellite, bouquet du groupe Canal Plus, que ce dernier, « qui était dans une logique de monopole (...), a du mai à entrer dans une logique de concurrence > (Le Monde du 13 Janvier). Il ne croît pas en « l'hypothèse > seion laquelle TPS pourrait perdre l'exclusivité des chaînes publiques France 2 et Prance 3: « Canal Plus ne peut pas

chaîne de 49 % à 33 %. La Générale des eaux a agi rapidement en commandant au juriste Guy Carcassonne, ancien conseiller de Michel Rocard lorsque celui-ci était premier ministre, une note sur la faisabilité d'une modification de la loi sur l'audiovisuel. Cet agrégé de droit public, ancien

juriste du PS, a déjà travaillé à plusieurs reprises pour la Générale des eaux et Canal Plus: sur la loi Sapin en 1992, sur l'exclusivité de diffusion des chaînes publiques accordée à TPS, et récemment sur le conventionnement direct des nouveaux services des bouquets Dans sa note transmise à Mati-

gnon, il affirme que l'exclusion de certains types d'entreprises du marché de l'audiovisuel tout comme un abaissement du seuil maximal détenu par un actionnaire dans une chaîne risquent d'être anticonstitutionnels. Il propose des solutions moins radicales pour assurer « l'autonomie des sociétés de télévision » et garantir « l'indépendance des rédactions ». Il préconise notamment la création

nue par un opérateur dans une d'une structure à directoire et conseil de surveillance pour « élever une cloison » entre les actionnaires et la direction de la société de télévision. De plus, il propose de généraliser les sociétés de rédacteurs - comme l'avait indiqué Lionel Jospin, après sa nomination à Matignon - et d'instituer un médiateur au sein de chaque

Manifestement, cet argumentaire s'est avéré efficace puisque la ministre de la culture et de la communication a déjà fait siennes certaines des propositions de Guy Carcassonne, comme la nomination d'un médiateur dans les chaînes publiques. Il est aussi fort probable que le schéma des structures à directoire et conseil de surveillance soit repris dans le projet de loi.

La thèse défendue par la Générale des eaux ne fait pas l'unanimité puisque Matignon a reçu une autre note, émanant de l'avocat Jean-Pierre Mignard, du cabinet 5CP Mignard Teitgen Grisoni et associés, dont François Hollande faisait partie avant de prendre la tête du PS. Cet auteur, qui affirme

« vouloir apporter une participation intellectuelle au débat sur la loi », conclut qu'une modification des seuils de détention dans le capital des chaînes n'est pas anticonstitu-

Tant que le projet de loi n'est pas dévoilé, le lobbying des actionnaires des chaînes reste encore assez ciblé sur les questions juridiques. « La Générale des eaux est partie la première », constate un observateur. Pour l'heure, le ministère de la culture et de la communication a procédé à de nombreuses auditions des acteurs concernés, qu'il s'agisse des patrons des groupes actionnaires de télévision comme Jean-Marie Messier, Jérôme Monod, Gérard Mestrallet, Albert Frère ou Martin Bouygues ou des présidents de

La Générale des eaux possède l'un des systèmes de lobbying les plus au point. « C'est un cabinet d"out-placement" pour de nombreux conseillers de ministère », explique un ancien cadre du groupe, qui ajoute qu'a ils sont recrutés, toutes tendances politiques confondues, pour activer leurs réseaux ». Ainsi, le groupe a récemment embauché aussi bien des anciens conseillers de Charles Hernu que de François Bayrou, Jean-Pierre Raffarin, Yves Galland ou Anne-Marie Idrac (*Le Monde* du 10 janvier).

La Lyonnaise des eaux et Bouygues détiennent aussi des records de cas de pantouflage, visant à peaufiner une ample stratégie de « carnet d'adresses ». L'influence de ces groupes est telle que, à l'Assemblée ou au Sénat, les votes des parlementaires, passant sur toute divergence politique, arrivent à se scinder en voix « pro-Générale » ou « pro-Lyonnaise ». C'est ce qui s'était passé au printemps 1997, lors de la discussion du projet de loi Douste-Blazy, à propos des télévisions locales.

Parallèlement aux opérations de lobbying menées par leurs actionnaires, les chaînes de télévision s'organisent aussi. Canal Plus, qui a été la première à s'adjoindre les services d'un cabinet de lobbying (Boury et associés), a récemment créé une cellule animée par Albert Mathieu et Alain Modot. « Canal Plus est la seule chaîne qui invite les députés et les sénateurs plusieurs fois par an à découvrir les innovations du groupe et à dialoguer avec la direction », admet un député UDF. « Chez M 6, c'est presque touiours la direction de la chaîne qui demande à nous voir pour aborder un sujet spécifique », souligne-t-il. En revanche, France Télévision et Arte-La Cinquième n'ont pas démarré d'actions spécifiques auprès des parlementaires : Cathetine Trautmann a indiqué qu'elle comptait revenir sur l'exclusivité de la diffusion des chaînes publiques sur TPS et elle est également favorable à la fusion Arte-La Cinquième.

« Chez TF 1, les rôles sont répartis. avec un lobbyiste étiqueté à gauche, le secrétaire général de la chaîne, Jean-Pierre Paoli, et un lobbyiste à droite, Pascal Houzelot », explique un membre de cabinet ministériel, qui déplore « le caractère parfois maladroit et trritant du lobbying des chaînes ». Lors de la dernière discussion parlementaire, familiers des envois d'argumentaires par courrier et par télécopie, n'hésitalent pas à rédiger eux-mêmes leurs amendements. Cette pratique est devenue assez courante dans tous les secteurs.

Dans l'audiovisuel, « la carotte, c'est parfois de passer à la télévision, sur LCI, sur TF1 ou France 2, mals aussi à la radio. Cela peut servir de récompense : pour avoir défendu un amendement demandant un audit des fréquences de Radio France, j'ai été invité à en parier sur Europe 1 », explique un ancien député. Contrairement à Bruxelles, où le lobbying est totalement institutionnalisé, les professionnels francais préfèrent encore adopter cette périphrase politiquement correcte pour qualifier leur métier : celui de spécialiste des relations institu tionnelles à l'égard du monde poli-

Nicole Vulser

Un arsenal de « transparence » et de « rigueur »

DANS UNE NOTE qu'il a remise à Matignon, Guy Carcassonne fait remarquer que l'exclusion de certaines entreprises du marché de la télévision serait « très fragile sur le plan constitutionnel ». Le texte de l'ancien conseiller de



Michel Rocard prévoit d'abord « ce qu'il n'est pas possible de faire » : « Même à supposer que demeure pertinent le critère de présence dans le capital d'une société titulaire d'une

autorisation relative à un VERBATIM service national de télévision

pour l'avenir. » L'abattement rétroactif du plafond de déten-

tains types d'entreprises, sergient pour le moins très fragiles sur le plan constitutionnel, tandis que les objectifs que ces mesures se proposent de poursuivre pourraient, dans ce qu'ils ont de fondé, être atteints de manière beaucoup plus appropriée et juridiquement indiscutable. »

Le texte décrit aussi « ce qu'il est possible de

« Plusieurs possibilités sont ouvertes, qui tendraient à assurer l'autonomie des sociétés de télé-

vision et, le cas échéant, à garantir l'Indépendance de leur rédaction. (...) La création, là où ils n'existent pas, d'un directoire et d'un conseil de surveillance donnerait à la direction (...) une par voie hertzienne terrestre, le retour à un pla- autonomie sensiblement accrue par rapport à et public, dans lequel le CSA ferait connaître, s'îl fond fore à 25 % ne pourrait, au plus, valoir que 🗀 celle dont elle dispose dans ses relations avec un 📉 y a lieu, les observations qu'appelle de sa part le consell d'administration. »

tion du capital, tout comme l'exclusion de cer- mandat du directoire (...) et rendre obligatoire la et d'objectivité. »

présence, au sein du conseil de surveillance, de personnalités indépendantes des actionnaires. (...) La première formule consisterait à généraliser, dans l'audiovisuel, les sociétés de rédacteurs telles qu'elles existent dans de nombreux organes de la presse écrite ». De même, « il serait concevable d'instituer, au sein de chacune des chaînes, un médiateur, destinataire du courrier des t&& spectateurs concernant les informations et chargé

« Enfin, cet arsenal de transparence et de rigueur gagnerait encore à ce que soient renforcés les pouvoirs de l'autorité de régulation. (...) Ilpourrait être prévu un rapport annuel spécifique traitement d'une information donnée lorsqu'il ne Le législateux « pourrait choisir la durée et le lul a pas paru conforme aux exigences de rigueur

L'année 1998 sera cruciale pour le groupe Publicis

LA FUSION des réseaux publicitaires américains Bozell et True North ne sera pas sans effet sur les comptes de Publicis. Le groupe publicitaire français, qui n'a pas réussi à contrer ce rapprochement par sa tentative d'OPA (Le Monde du le janvier), se trouve aujourd'hui dans une position financière inconfortable. La fusion de Bozell et True North déséquilibre les participations croisées entre True North, qui conserve 26,5 % de Publicis Communications, et Publicis, qui voit sa part dans True North diluée de 18,5 % à 10 %. Par ce nouveau rapport de forces capitalistique, les résultats financiers de Publicis pourraient subir dès 1998 une charge négative d'environ 20 millions de francs, quand, dans le même temps, son développement international continuera à alimenter dans des proportions qualifiées de « significatives » par plusieurs analystes financiers les revenus du groupe

Conscient des enjeux, l'étatmajor français cherche à limiter les dégâts. Première décision comptable annoncée, mardi 6 janvier : « déconsolider » les comptes. En choisissant de ne pas ajouter à ses propres bénéfices 10 % des résultats de True North, Maurice Lévy, le président du directoire de Publicis, veut éviter d'assumer les coûts de restructuration liés à la création du sixième groupe mondial de publicité, dont il reste le premier actionnaire. Ces derniers avaient été estimés par l'agence française, selon le Financial Times, entre 80 millions et 120 millions de dollars (entre 480

et 720 millions de francs). Pour autant, si l'opération comptable qui consiste à séparer les comptes des deux groupes est techniquement aisée, elle ne saurait compenser intégralement le manque à gagner de Publicis. Plusieurs analystes financiers mettent en doute les estimations de Maurice Lévy, qui a évalué à 1 million de dollars (soit 6 millions de francs) la perte de revenus imputable à la fusion des deux américains sur les résultats de son groupe cette année. Ce dernier a expliqué, mardi 6 Janvier devant la presse, que dégrever son résultat de cette somme reviendrait à un « impact zéro ». Le lendemain, Jean-Paul Morin, directeur financler de Publicis, tempérait ces estimations en déclarant à Reuters que «l'impact serait faible mais pas nul ».

Par ce nouveau rapport de forces capitalistique, les résultats financiers de Publicis pourraient subir dès 1998 une charge négative d'environ .20 millions de francs

En fait, et selon les chiffres disponibles au New York Stock Exchange, le rapatriement des dividendes générés par les 4,7 millions d'actions True North détenues par Publicis ne rapporterait au mieux que 17 millions de francs (sur la base de 60 cents de dividende annuel par action) en 1998, alors que le groupe français a reçu de True North plus de 37 millions

de francs de résultat en 1996. Du coup, la progression, annoncée en début de semaine dernière par M. Lévy, supérieure à 10 % des résultats en 1998 - nouvelle qui a fait gagner au titre 17% en deux jours, pour cloturer mercredi 7 janvier à 567 francs - pourrait être plus faible que prévu. « Nous attendions 255 millions de francs de résultat en 1998 contre 222 millions en 1997, explique une analyste. Avec vingt millions de francs en moins, le résultat ne progressera que d'environ 7 %. » A 567 francs, le cours du titre était supérieur de 30 francs à celui enregistré le 18 novembre, jour où Publicis annonçait son intention de prendre le contrôle de True

Qui plus est, Publicis, qui a contribué pour moitié aux bénéfices de True North (43 % en 1996, soit 15 millions de dollars), devra continuer à rémunérer son encombrant partenaire, dont il ne semble pas près de se débarrasser. Selon les termes d'un accord signé en juin 1997 entre les deux groupes, Publicis doit «faire son possible - pour permettre à True North de vendre ses 26,5 % sur le marché financier avant le 31 décembre. Ce schéma, qui consiste à introduire Publicis Communication en Bourse, n'en-

chante pas les dirigeants français. Si Publicis ne s'y résout pas, l'accord de février prévoit que True North pourrait alors céder, à compter du la janvier 1999 - à sa seule discrétion » -, sa participation. Celle-ci serait valorisée à environ onze fois les bénéfices. Mais « ce prix peu intéressant », de l'aveu même de M. Lévy, et qui prend en compte, selon plusieurs analystes parisiens, « une base de calcul très faible au regard des movennes du secteur », ne semble pas intéresser pour l'instant True

Publicis a certes la capacité financière de racheter la participation de True North. Mais l'utilisation de tout ou partie du 1,8 milliard de francs qu'il est aujourd'hui capable de rassembler pour se séparer définitivement de son frère ennemi l'empêcherait de financer de futures acquisitions à l'international. Or M. Lévy maintient ses objectifs de développement aux Etats-Unis, où il compte réaliser d'ici deux ans 20 % de son

Florence Amalou

Le Nord - Pas-de-Calais veut sa chaîne de télévision

de notre correspondant régional

Les Nordistes auront-ils prochainement leur « télévision citoyenne »? Le conseil régional du Nord - Pas-de-Calais a présenté, à la mi-décembre, les résultats de l'étude de faisabilité d'un projet de télévision régionale de proximité, aboutissement d'un comité de travail mis en place un an plus tôt, en décembre 1996. Cette étude propose la création d'une chaîne régionale de service public et d'animation locale à financement mixte. Une partie du capital regrouperait France Télévision, la Cinquième-Arte et des partenaires locaux, tandis que les collectivités locales auraient une majorité de 51 %.

La structure proposée serait placée sous la responsabilité d'un conseil de surveillance, dont les membres seraient répartis en proportion des apports au capital, et d'un comité d'éthique composé de représentants des habitants, des partenaires financiers et de l'État. Les programmes n'interviendraient pas dans les champs de la fiction, du divertissement ou de l'actualité chaude. Ils seraient limités à des sujets documentaires, des émissions de plateau, de consommation ou de culture, et, enfin, d'information pratique locale. Enfin, hormis le recours au sponsoring, la chaîne régionale ne ferait pas appel au marché publicitaire national ou

La grande nouveauté vient de ce que les élus de la région Nord - Pas-de-Calais veulent faire financer à 45 % la part des collectivités locales par la redevance. Ils estiment que la part payée par les foyers des deux départements de la région représente plus de 752 millions de francs, soit plus de 5 % de la collecte nationale. La ponction qu'ils proposent ne représenterait pas plus de 0,31 % de la recette totale de la rede-

« Ce ne sergit pas de l'argent

détourné du service public, plaide Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional. Il resterait dans le service public. Il ne s'agit pas non plus de singer les chaînes de télévision nationales. Nous ne jouons pas dans cette cour qui n'est pas la nôtre et nous voulons éviter les surcoûts. Il s'agit simplement de faire entrer les gens dans la société de l'information. » La démarche se veut «cl-

toyenne » et scrupuleusement Indépendante des pouvoirs politiques locaux. Les Verts du Nord - Pas-de-Calais sont d'autant plus à l'aise pour porter ce projet qu'ils savent qu'ils auront beaucoup moins de poids après les élections régionales. Ils espèrent seulement que leur idée sera reprise par leurs successeurs aux affaires régionales, mais aussi par d'autres régions qui paient la redevance mais n'en maîtrisent pas l'utilisation.

Pierre Cherruau

DÉPECHES

AUTOMOBILISME: le projet de loi concernant les droits de télévision, auquel le sort du Grand Prix de France de formule 1 est lié, sera examiné par l'Assemblée nationale le 22 janvier, a indiqué Jean Glavany, vice-président de l'Assemblée. « Ce calendrier respecte ce que nous avions annoncé aux instances responsables. Je les appellerai aussitôt que tout sera en ordre et il ne devrait pas y avoir de problème pour réintégrer le Grand Prix de France », a-t-il déclaré. Henry Nayrou (député PS de l'Ariège) sera le rapporteur de ce projet qui concerne, outre les droits de télévision, les problèmes de prévention du hooliganisme lors du Mondial de football et le statut des

AUDIOVISUEL: la holding luxembourgeoise Audiolux a acquis 2,55 % du capital de la Société européenne de satellite (SES, qui exploite le système de satellites Astra). Audiolux, filiale à 100 % de Luxempart, autre holding luxembourgeoise, contrôlée principalement par l'assureur grand-ducal Le Foyer, a acheté cette part à un institutionnel allemand. Le pôle Audiolux et Luxempart détiennent 5,5 % de SES, ce qui en fait un des premiers actionnaires privés de la SES après Deutsche Telekom et Thames TV. - (AFP.)

■ MUSIQUE : la chaîne Mezzo, consacrée à la nusique, à l'opéra et à la danse, sera lancée le 21 janvier dans le bouquet Télévision par satellite (TPS) et sur le service de base des réseaux câblés de la Lyonnaise Câble et de France Télécom Câble. Présidée par Michèle Pappalardo (également directrice générale de France 2), Jacques Chancel étant président d'honneur et Marc Wélinski directeur général. Mezzo, qui remplace la chaîne au format 16/9 France Supervision, est contrôlée à 50 % par France Télécom et à 50 % par un pôle réunissant France 2 (80 %), Arte (10 %) et la Cinquième (10 %).

■ RFO: François Desnoyers, âgé de quarante-trois ans, a été nommé directeur des antennes de RFO (Radio Télévision Prançaise d'outre-mer). Ce proche de Jean-Marie Cavada cumulait dejà les fonctions de directeur du développement, des affaires internationales et de la communication.

■ PRESSE : l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) a élu son nouveau bureau; le président est Gérard Moatti (L'Expansion). Odile Plichon (Capital) et Jean-Marc Vittori (Challenges) sont vice-présidents, Alain Pauche (L'Usine nouvelle) et Gérard Horny (Investir) respectivement secrétaire général et

PUT STEVELL

TO THE WAY THE THE TOTAL TO A TO Same growth and the same of the same of SERVICE A SERVICE OF STREET 一大学の大学を The second of the second of the second 有种种植物 电流电影 等 化二十二十二 AN SERIES SERVICES TO SERVICE SERVICES

Singerita Fig. Brings wer water select to क्षात्र र प्रमान क्षात्र होते हैं। HORSE & CONTRACTOR OF THE STATE 医隐缝性脑膜 海河北京新江河北方 BURE A PARAMETER OF THE POST OF HAMES SAME IN ARTHUR WITH THE RESERVE was a common disensity of the control of क्रमाच्याला के का कार्य करे हैं। एक कार्य कर का Companies in the new contraction را جو المعالم المنطقة المنطقية إلا تا المنطقة Transport The San San Land of the

the gradient has been Commercial and - Martin and Carlo Alle and Alle and Alle and Alle **希腊技術の実施を201**年の1975年の1975年 Subjective way we go have below a first Bulletin the things of the contract A STATE OF THE PARTY OF THE PAR a feel the day to be a second Services of a service of the 南北北部 1904年1月1日 日本日本

 $((x_1^2,x_2^2)_{1}) + x_1^2 x_2^2 x_1 + (x_1^2,x_2^2)_{1} + (x_1$

Bright of the track Same And the state of t the grant section of the contract of See the fact of the second second second second the state of the s العجارة والمحاركة والمحارض ويواليك كالمستحدث and the first of the second se The state of the s garage was provided by the first of the second a project file and the street of the second And the second of the second o garage specification in the state of the graph from the first on the second

alais veut sa chaine de na

page that is beginned to be suited to

Stage of the same

44,42

3,200

A SHEW

مرجو والمراسية

لمب جوليور

The wife

Street.

S 44.2

199 200 2

1

Act of the

-

-

To Great

The Park

2.40万克基础。

A ...

to Bench

des a sec

The state of

ALLEY A.

小 地 海

A STORY 900 37 . T.

> 30000

2 m

" Jag soly

(4x,2, 1, ...

But Water

2 VARIAN

建筑等

在办法书

Bar in

STATE OF THE

TERR 14

STATE SEA

* \$ [4 + 2")

-5

Maring to faster and the same Tables of the second and the second of the second May to make the service of the servi Hology, his market for the 经产品 经产品 经产品 Marked September Springer of the conspringer by and made fit they be a to Company of the second graphical to the action of The state of the state of the state of

在在外景长期等与

※ さんできがな 地田 プライベード Marine Company of the The way a fine part of the Name to the Party of the Party of the The state of the s स्कृतकोत् प्रकारक रहें **व्यक्ति ।** उन्हें का राज्या कर राज्या Andrews was the Es State of the state 素 (神経) はないかいとう · · Management & The State of the 多种等如此的 都 以 如 如 医海绵病毒 经一年产品下入的 不说 山村 Supering and makes it will be **海療教 支援 ガラガルたい スタン** BOTH STREET STREET かからら ととなる はは はいまん

ない ないない ないない · 25 山山中山 田 山東南山 15. " Market Company egyptic of the property of the second **発展して発展を表現しました。これには、19**00年 Berger, The Charles are property Market and begin with the season of the

THE RESIDENCE TO THE THE PARTY OF ** Andrew Mile The market of the fall Making the street of the second the state of the s BENEFIT OF THE OWNER OF THE PARTY OF THE PAR Same of the Same of the Same

CHARLEST TEMPORER CO. CO. CO. STATE AND A STATE OF THE STATE **解解**公司(6.75) The grander of the control of the co 海海衛 化二十二十二 dictal story.

■ LA BOURSE de Séoul a terminé en hausse de 1,6 %, mardi 13 janvier, après la confiance exprimée par le directeur du FMI sur les capacités de redressement de l'économie sud-coréenne.

■ L'OR a ouvert en baisse mardi à Hongkong à 277,20-277,70 dollars l'once, contre 277,85 dollars la veille. A Londres, elle a atteint son plus bas niveau depuis 1979 à 278,85 dollars.

¥

■ TOKYO a terminé en légère hausse, mardi 13 janvier, et malgré une prise d'otage les transactions se sont poursuivies. Le Nikkei a gagné 91,50 points, soit 0,62 %, à 14 755,94 points.

MIDCAC

7 i mois

EN DÉPIT de la chute des Bourses en Asie et en Europe, Wall Street a pro-gressé de 0,88 % à 7 647,18 points, lundi 12 janvier, après avoir perdu plus de 130 points à l'ouverture.

ELES APPORTS dans les fonds de placement en actions à Wall Street ont atteint 18 milliards de dollars en décembre, contre 18,1 milliards en

LONDRES

VEW YORK

*

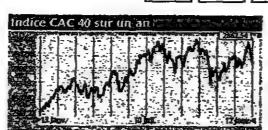
LES PLACES BOURSIÈRES

Rebond à Paris

LA CAPACITÉ de Wall Street de résister à la débandade des places financières occidentales dans le sillage des bourses asiatiques a ramené le calme mardi à la Bourse de Paris. En hausse de 1,82 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affiche une heure plus tard un gain de 1,08 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises gagnaient en moyenne 0,79 % à 2 885,18 points. Le marché est assez actif avec un chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel de 2,9 milliards de françs dont 2,4 milliards de francs sur les 40 valeurs de l'indice vedette.

Les inquiétudes suscitées par la crise financière en Asie et la faillite de la banque d'investissement Peregrine de Hong Kong ont été tempérées par les commentaires relativement optimistes de plusieurs des principaux analystes boursiers de Wall Street sur les perspectives de résultats des sociétés américaines.

Du côté des valeurs, Sagem gagnait près de 10 % après l'an-



nonce par le président du groupe Pierre Faurre d'un bénéfice en 1997 du même ordre qu'en 1996. De nombreux analystes révisent à la hausse leurs recommanda-

tions sur cette valent Michelin était en hausse de 5.8 % et les Galeries Lafayette de 4,9 %. Legrand montait de 4,2 % et la BNP repre-

CAC 40

7

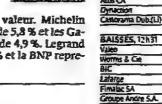
CAC 40

K

Coffexip, valeur du jour

LA DESCENTE aux enfers s'est poursuivie, lundi 12 janvier, à la Bourse de Paris, pour Coflexip. Le titre, qui avait déjà perdu 15,59 % au cours de la semaine précédente, a encore perdu 9,8 %, à 518 francs, dans des transactions portant sur 96 000 titres. Ce spécialiste des prestations

sous-marines en mer profonde pour les compagnies pétrolières souffre de la baisse des cours du pétrole brut, qui pèse sur l'ensemble des valeurs du secteur. Par ailleurs, les fonds de



placement américains FMR et Fidelity International (FIL) viennent d'annoncer qu'ils détenaient ensemble

10.12 % du capital du groupe français.

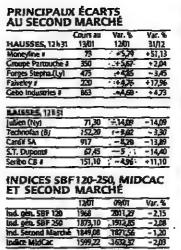


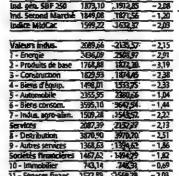
-1,37 -0,46 -1,37 -9,57 **VALEURS LES PLUS ACTIVES**

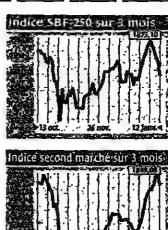
PRINCIPAUX ÉCARTS

AU REGLEMENT MENSUEL

Cours au Var. % Var. % HAUSSES, 12h31 13/01 13/01 31/12







MBLAN

FRANCFORT

¥



Reprise à Tokyo

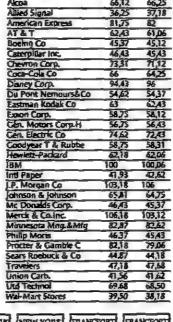
LA BOURSE de Tokyo a terminé en hausse, mardi 13 janvier, le déroulement des transactions n'ayant pas été affecté par une prise d'otage qui a été lancée dans la journée par un homme, proche de l'extrême-droite et reconnu comme étant fonctionnaire au ministère des finances. Agissant seul, il a pris un employé en otage. Il demandait l'interruption de la séance, sans succès. L'indice Nikkei a gagné 91,50 points à 14 755,94 points, soit une avance de 0,62 % après avoir perdu 2,2 % la

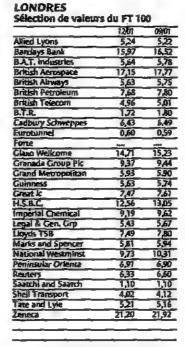
La veille, Wall Street a fait preuve d'une remarquable résistance : en dépit de la chute de la quasi-totalité des bourses asiatiques et européennes et d'un décrochage de plus de 130 points de l'indice Dow Jones dès le début des transactions, les valeurs américaines ont gagné 0,88 % à 7 647,18 points. Les inquiétudes suscitées par la crise asiatique ont été tem-

pérées par les commentaires optimistes de plusieurs analystes boursiers sur les perspectives de résultats des sociétés américaines.

En Europe, la Bourse de Londres a perdu 1,35 % à 5 068,80 points terminant sous ses plus bas niveaux du jour. La Bourse de Francfort s'inscrivait en baisse de 3,53 % à l'issue de la séance officielle et de 2,43 % au terme des transactions électroniques.

	Cours au	Cours au	Var.
	12/01	0401	टा क
Paris CAC 40	2837.91	2919.81	-2.5
New-York/Dj Indus.		1580,42	-14
CONTROL NO CONTROL	14664,40	14925,14	-226
ondres/FT100	S017,40	233,33	-2A1
Franciont/Dax 30	4087,75	(28.9)	-3.66
Frankdort/Commer.	1334,15	1384,80.	-3.BC
Bruxeles/Bel 20	2986,63	2588.63	-
Bruceles/General	2375,44	248,54	-2,87
MESTYMIE 30	1022	1022:	****
Amsterdam/Ge, Cos	597,60	91320	-2,66
Madrid/lbex 35	635,21	150E	-146
StockholmyAffarsal	2382,66	2382,56	
Londres FT30	3229,40	3293/40	-1,98
Hong Kong/Hang S.	8121,06	8894,64	-9,5
Singapour/Strait t		. 1176,35	-9,58







6,0761

1,5225



7

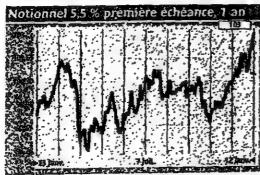
A

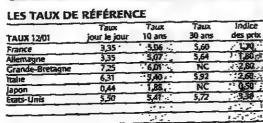
LES TAUX

Repli du Matif

PARIS 1 1 jour le jour	PARIS A OAT 10 ans	NEW YORK A jour le jour	NEW YORK Bonds 10 ans	FRANCFORT Jour le jour	FRANCE Sunds 10

LE MARCHÉ obligataire français était orienté à la baisse, mardi 13 janvier. Dès les premières transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, reculait de 18 centièmes, à 102,82. Cette baisse est principalement due à des prises de bénéfice après la vive progression qu'a comu ce marché au cours des demières séances et à l'amélioration constatée sur les différents marchés boursiers. La veille, après avoir

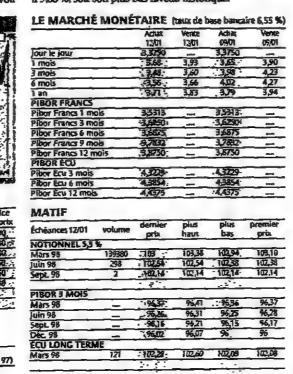




MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS					
<i>Taux</i> au 12/01	Taux au 09/01	indice (base 100 fin 9			
4,72	4,21	98,50			
5	4,96	100,09			
5.47	5,42	101,48			
	\$,73	107,20			
6.39	6,35	102,67			
5.76	5.73	101,02			
	~1.96	98,28			
-2.18		98,86			
		99.14			
		100,14			
	Taux au 12/01 4,22 5 \$,47 5,81	Taux au 09/01 4,221 5 4,96 5,47 5,42 5,81 5,77 6,39 6,35 5,76 5,73 -1,95 -1,96 -2,18 -2,15 -1,20 -2,03			

gagné jusqu'à 46 centèmes, le contrat échéance mars n'avait finalement terminé que sur un gain de 16 cen-

Sur le marché obligataire américain, le rendement de l'obligation à 30 ans, principale référence, s'affichait en clôture à 5,71 %. A l'ouverture du marché, ce rendement, qui évolue à l'inverse du prix de l'obligation, était tombé à 5,68 %, soit son plus bas niveau historique.



Mars 98	121	: 102,28	102,60	102,08	102,0
		20.0			
		, a.º			
CONTRATS	À TERN	E SUR	INDIO	E CAC 4	10
Échéances 12/01	volume	demier	plus haut	plus bes	premie
Janvier 98	22624	2858	2880	2616	2830
Fevries 98	5	2848	2868	28.25	2842
			2000	5077	2850
Mars 98	203	76503	2890	2831	4030

LES MONNAIES

Progression du dollar LE DOLLAR S'INSCRIVAIT en hausse, mardi 13 janviet, à Paris. Au cours des premières transactions interbancaires, la devise américaine s'échangeait à 6,1037 francs et 1,8227 deutschemark, contre 6,0850 francs et 1,8181 deutschemark, lundi

soir, au cours des derniers échanges entre banques. Quelques heures plus tôt, à Tokyo, le dollar restait ferme. Le billet vert s'échangeait à 132,69 yens,

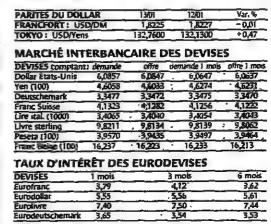


cours 12/01 cours 09/01

278,70

55000

contre 132,76 yens à l'ouverture et 132,63 yens à New York, lundi. Les investisseurs sont devenus prudents sur le dollar, car ils n'excluent pas une action américaine pour stabiliser les monnaies asiatiques. « Cela a déclenché de modestes achats de couverture à court terme sur les monnaies asiatiques », a indiqué un opérateur d'une banque





1500 Pièce 10 dollars us 1500

.'OR

Once of Or Londres

Pièce suisse (201)

LE PÉTROLE cours 13/01 cours 12/01 15,73

A --- 37 W ---

22 / LE MONDE / MERCREDI 14 JANVIER 1998 •

FINANCES ET MARCHÉS

92,50 288,80 86,60 278,50 640,30 396,10 643 277,30 341,00 277,30 341,05 480 96,95 480 92,78,30 36,95 480 96,95 480 96,95 480 96,95 480 96,95 480 96,95 480 96,95 480 96,95 96,96 96,95 96,95 96,95 96,95 96,95 96,95 96,95 96,95 96,95 96,95 96, + 1,73 + 1,21 + 2,43 + 1,50 + 0,14 + 1,44 带,又是有好的,这种是一种,也是一种,我们是一种,我们是一种,我们是一种,我们是一种,我们是一种,我们是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们是一种,我们们是一种,我们也是 + 1,49 + 0,79 - 4,35 + 1,74 - 0,58 - 2,66 + 1,72 1986年 1987年 1988年 90,50 246 183,50 75,40 420 349 171 412 1390 RÈGLEMENT Mc Donald's # Merck and Co # Mitsubishi Corp.# ... A MENSUEL PARIS MARDI 13 JANVIER +0,78% Liquidation : 23 janvier Taux de report : 3,63 Cours resents à 12 h 31 CAC 40; De Dietrich 2884,89 Devesus(Ly)s _____ Montant Philip Morris # Philips N.V # Placer Dome Inc. # Proceer Gamble # Qurivest Randfontain # Proceed The Process of coupon (1) 46,71 46,55 55,56 106,28 71,63 44,65 Permany
Permod-Ricard
Peugeot
Pinadit-Print Red
Plastic Omn.(Ly)
Printagaz
Promodes
Publicis I 等的。 1837年 183 - 0,05 - 0,05 - -- 1,30 Renauk (T.P.)

Rhone Poulenc(T.P)

Saint Gobzin(T.P.) Royal Dutch # Sega Enterprises
Saint-Helena # Schlumberger # SCS Thomson Micro.
Shell Transport # Signers # Sega Company # Signers # Segar Company # Signers # Segar Company # Signers # Segar Company # Signer Co Thomson S.A.(T.P) -7,58 - 1,28 - 0,51 + 0,12 + 3,47 - 0,74 + 4,05 + 0,33 + 2 - 0,83 + 0,56 + 1,22 + 2,69 - 1,76 + 0,40 + 4,05 + 4,05 + 3,46 Montant coupon (i) VALEURS ÉTRANGÈRES Cours Derniers précéd. cours 5 Euro Disnes
43 Europa 1
18 Europa 1
19 Finestel
5440, Five-Lille
10 France Teleso
16 France Teleso
16 Galeries Lafaye
5 GAN euds sous
5 Gascone fines + 7,88 + 1,31 + 3,52 + 1,10 - 0,23 + 0,96 Research Report Poulenc A.
Rochette (La)
Rue Imperiale(Ly)
Sade (Ny)
Sagen SA
Saint-Gobain
Salomon (Ly)
Salomon (Ly) + 1,22 + 0,34 + 0,52 + 0,52 - 0,04 + 2,97 - 0,67 + 2,97 - 0,67 + 2,97 - 0,57 + 2,97 - 0,57 + 2,97 - 0,40 + 1,50 + 0,42 + 0,42 + 0,42 + 0,42 + 0,42 + 0,42 + 0,42 + 0,42 + 0,43 + 114,60 1760 484,50 776 484,50 775 16,60 57,50 207,7 Telefonica I

Toshiba 8

Uniterer act. Div 8

United Technol, 6 - 2,34 + 0,20 + 2,18 + 0,77 + 0,27 + 0,43 + 1,14 + 0,77 - 0,59 + 4,31 - 0,52 + 3,25 Barrick Gold # BASE # Bayer # Bayer # Bayer # Corkenda # Crown Cork Pf CV# Damler Benz # Bayer De Beers # ______
Deutsche Bank # _____
Diageo Pic # _____
Dreschier Bank _____
Driefonsien # _____ + 0.19 + 3.43 + 1.46 + 1.51 - 1.29 - 0.40 - 1.01 + 0.65 + 0.67 + 1.49 + 0.04 + 2.91 + 0.10 + 5.40 Du Pont Nemours #.... Eastman Kodak # East Rand #..... Echo Bay Mines # **ABRÉVIATIONS** Ny = Nancy; Ns = Names,

SYMBOLES

1 ou 2 = carégories de cotation - sans indication catégorie 3;

If coupon détacné; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1):

Lund daté mardel: % variation 31/12

Mard daté mercrel: montant du coupon

Mercredi daté jeudi : palement dernier coupon

Jeudi daté vendredi : comprasation

Vendredi daté samedi : nominat - 0,20 - 2,27 + 4,60 + 2,24 + 5,33 - + 6,57 + 0,96 + 1,71 + 0,52 Cipe France Ly 4... Gle Belgique a Hanson PLC reg.... Hannony Gold # Hitachi # 1,367 5,336 f 1,267 d 1,267 d 6,847 1,395 a 1,395 a 1,757 1,757 ACTIONS ÉTRANGÈRES OAT 9/85-98 TRA...... OAT 9,50%88-98 CAB..... OAT TMB 87/99 CAB..... ACTIONS FRANÇAISES Cours précéd. Demiers cours 271 1305 950 1319 192,50 155,10 640 177 330 177 340 140 251 251 270,10 Cours précéd. France S.A. \$11,80 \$55 1590 172 1605 366 590 528 289 289 470 400,50 492,50 660 912 Demiers 102,47 99,95 105,47 109 103 112,93 101,06 115,60 COURS COMPTANT 384 222,90 17,05 85 14 9,60 33,20 347 165 512 156 353 54 510 563 186,30 810 110 7,60 390 21,50 460,20 Grd Bazar Lyon(Ly) ... Gd Moul.Strasbourg. Hotel Luzeta..... Hotels Deauville... Immeubl.Lyon (Ly) L.Boullet (Ly)..... Kubota Corp... Bit P (la cie).... 114,10 117,16 136,73 138,92 106 934 Nat.Bq. 9% 91-02..... CEPME 9% 89-99 CA4.... CEPME 9% 92-06 TSR CFD 9,7% 90-03 CB CFD 8,6% 92-05 CB 116,15 107,56 Crampes (Ny)..... CIC Un.Euro.CIP. Metal Deploy Maturiere Fore-Moncey Financiere. M.R.M. (Ly)_____ Inter(Fin)(Ly) 122 121,35 104,32 115,30 109,83 2449 1233 481 545 652 Sema Group Pic #...... Solvay SA..... CLT.RAM.(B). Generali Foe Ass. CFF 10% 88-98 CA# CFF 10,25%90-01CB#..... CLF 8,9% 88-00 CA#...... Suez Lyon, Eaux 90...... ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; LI = Lille; LI

Ny = Nancy; Ns = Nances

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de co

catégorie 3; ill coupon dé

1 o = offert; d = deman. CLF 93/88-93/98 CAA...... 1240 1153 49,95 31,10 155 155 155 155 26 26 26 26 27 27 27 6305 6336 7381 6 73836 6394 1250 6395 4201 CNA 9% 4/92-07...... CRH 8,6% 92/94-09...... CRH 8,5% 10/87-888 Ent.Mag. Paris... Fichet Bauche 525 300 160 308 4525 3200 276 500 1850 B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nances. 105,16 108,46 119,55 EDF 8,6% 88-89 CAI EDF 8,6% 92-04 / 294,10 256 562 715 511 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; III coupon détaché; III droit détaché; 0 = offert; d = demandé; f offre réduite; l demande réduite; il contrat d'animation. Sofragi Taittinger Tour Eaffel FAPP. 126,41 114,21 Finansder 93/91-068 Foncière (Cie) Finansd 8.69.92-024..... Floral9,75% 90-99# 100,05 OAT 85-98 TIME CAP 215 265 275 225 225 225 225 225 225 226 286 287 288 288 288 288 Gautier France # ... Gel 2000 917 777 395 202 196,50 307 202 289,90 308 790 308 510 513 40,70 40,70 267 40,70 267 528 537 540,70 5 276 44 340 1200 21 230 220 151 220 153 240 465 140,60 465 70 54,10 65,95 CEE **NOUVEAU MARCHÉ HORS-COTE** SECOND GEODIS #... 84 211 810 224,80 719 GFI Industries 4..... Girodet (Ly) 4..... Change Bourse (M) _____ CNIM CAs_____ Une sélection. Cours relevés à 12h31 Une sélection. Cours relevés à 12 h31 MARCHE GLM S.A.

GLM S.A.

Gpe Collen # Ly.

Kindy #.

Guerbat

Hermes Internat.1# MARDI 13 JANVIER MARDI 13 JANVIER -Une sélection Cours relevés à 12 h 31 Comp.Euro,Tele-CET 719 1138 50,98 110 500 Conflandey J...... C.A. Hate Norman C.A. Paris IDF..... C.A.Ife & Vitalne. **MARDI 13 JANVIER** Demiers cours Cours précéd. Cours précéd. **VALEURS VALEURS** cours Demiérs **VALEURS** 85 (di 36/30 23h 32 632 290 161 516 170 366 6,60 149,10 83 COURS 170 573 CALoire Atl.Ns # CAPas de Calais....... CAdu Monda(Li)....... ICBT Groupe # _____ 43,20 545 358 143 1900 301 1965 221 750 345 165,80 370 370 383 685 67 556 164,70 634 300 113 521 659 150,50 150,50 489,90 C.A. Oise CCI...... C.A. Sonume CCI..... C.A.Toulouse (B) 38976 690 67 Int. Conquier #_____ IPBM _____ MS-Metropole TV _____ FDM Pharma & --372 36470 929 309 315 301 1963 218 758 359 166,10 1166 98 349 343,90 Devantay
Devemois (Ly)
Ducros Serv.Rapide
Emm-Leydler (Ly)
Expand s.a
Faccorem Goyanox action 8 681 730 438,90 600 36,30 59 ue Picardie (Li)... 115 540 556 149 576 683 Uniting
Union Faufrance
Vide et Cle 8
Vidential
Vidential
Vidential Mecelec (Lv).... 800 180 26 395 6,50 1185 98 349 343,90 284,10 252,50 145,10 87,50 712 790 MGI Coutier #____ Momeret Jouet Ly#___ Naf-Naf #____ Proxidis...... Proxidis...... R21 Santé.... Naf-Naf # ______ Norbert Dentres # _____ 107.55 107.55 CIC 1006.26 139713 Francis CIC BANQUES Prévigance Eur. D...... Sersipremiere C........ Credit Mutuel BRED BANQUE POPULAIRE 1089,24 1053,78 SICAV et FCP 2436,51 137,05 274,30 165,76 938,61 144,24 23256,10 1709,65 1938,05 1095,25 150,52 137,13 645,79 206,70 15096,39 Une sélection 1227298 266.26 Latte.
161.30 Oblits.
161.31 Pichits.
161.52 Pichits.
161.53 Pichits.
161.53 Sossice O.
1900.6. CM Option Equilibre ____ Crèd.Mut.Mid.Act.Fr.___ Crèd.Mut.Ep.Cour.T.___ Cours de clôture le 12 janvier CDC-GESTION Émission Rachat Frais incl. net **VALEURS** Cred.Mat.Ep.ind.C.... GROWN CHEST COS. DOP COS. OX. Cried.Mut.Ep.Jod. C. 144,24
Cried.Mut.Ep.J. 23256,10
Cried.Mut.Ep.J. 1799,65
Cried.Mut.Ep.J. 1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1998,05
1 CRÉDIT AGRICOLE 5291,91 2369,86 CIC PARIS Livret Bourse Inv. D PEA Nord Sud Dévelop. C..... • Nord Sud Dévelop. D..... • 859,56 2652,54 2506,36 121488.29 191,91 0 121488.29 196,71 84,55 AGIPL 1555.94 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT 912.92 Converticic... 942.92 Ecocic... 215.91 Mensuelcic... Attut Asie... 411,12 31357 About France Europe _____ About France Monde _____ About France Monde _____ About France C ______ About France Europe _______ About France Europe _______ About France C ________ About France C ________ About France C ________ About France C _________ About France C _________ About France C _________ About France C _________ About France C __________ About France C __________ About France C ________________ 863,99 220,39 854,46 795,95 Agripi Actions (Aca)...... 119,32 113,64 1731,72 38531,15 30526,73 1064,95 1065,85 416,28 375,61 9559,44 7809,44 7809,44 7809,45 2171,29 2072,78 1970,07 1800,23 3239,31 83462. Oblick Mondial. 77654. Oblick Regions. 197638. Remark. 1222,14 166,06 426,97 20744,97 625,28 Atout Futur D... **BANQUES POPULAIRES** 2259,73 2413,73 % (BBL) ST SEE CREDIT LYONINALS St-Honoré Pacifique..... 19967,20 19593,24 19967,26 19573,67 2699,<u>62</u> 1741,99 PORTO Carriero A Carri LEGAL & GENERAL BANK BNP 14918 CAISSE D'EP
124088 Ecur. Act. Futur D PEA.
122498 Ecur. Capitalisation C.
122498 Ecur. Capitalisation C.
12759 Ecur. Impansion C C.
12759 Ecur. Impansion C C.
12759 Ecur. Monetaire C.
12878 Ecur. Monetaire C.
12888 Ecur. Act. Futur D PEA.
12888 Ecur. Expansion C.
12888 Ecur. Ecu 12112,26 11474,22 Monel C. 1392.59 CAISSE D'EPARGNE Money D_ 1854,87 1158,51 2069,30 17383,55 S.G. France opport. C..... S.G. France opport. D..... Sogenfrance C...... Natio Court Terme 14418 572,57 548,64 16263,86 11261,48 539.6 Lion-Associations C...... 257.76 261,57 Natio Epergne. Natio Oblig. M.T. C/D 88),57 1412,64 1378.19 Lion-Associations D 11261,40 26821,47 8634,71 - 3673,12 8434,71 3644,58 228,72 11507,39 13,03,83 12238,54 324,06 311,48 2066,37 196,69 13433,18 12338,92 Matio Ep. Croissance.... 121430 114,81 1193,87 Lion Court Terme C 140,30 164,88 23630 1629,39 1554,29 2564,95 2307,59 731,20 11201 Lion Court Terme D____ 19230,74 119,64 Amplitude Amérique C.
Amplitude Europe C.
Amplitude Europe C.
Amplitude Burope D.
Amplitude Monde C.
Amplitude Monde D.
Amplitude Pacifique C.
Elancial D PEA. Natio Epargne Retraite " 1889071 Fonds communs de pla 11501,08 11964 LionPlus D Natio Epargne Tresor.... 172,53 169,64 1450,87 1748,22 238,88 1042,59 1042,71 1068,69 1069,56 1053,14 1090 1464,73 1966,87 1504,35 1429 Lion Trésor... 1933,99 Oblilion ____ 1405,28 Sicay 5000 ___ 1022,38 975,37 84,19 184,42 153,60 697,65 660,06 Natio Euro Oblig. Écur. Trésorerie C Écur. Trésorerie D. A SAME SYMBOLES O COURS du Joy Sogenfrance Tempo D ... Uni-Garante D Natio Euro Opport. 1697,74 313,91 300,63 255,99 259,66 Amplitude Monde D.

Amplitude PacFique C.

SALE Elencid D PEA.

TRANS Céoblys C.

SALE Céoblys C. 1140,75 1177,79. Écur. Trimestriel D....... Éparcourt-Sicav D...... Slivafrance. Natio Inter... 313.91 Slivam 300.83 Slivarente ... 249,75 Slivinge 202,09 1132,77 11324,67 19813 Eparcourt 594,53 256,29 808,03 Natio Sécurité.

4

STORY OF S

Ware not

. . .

. 15

. .

Pierre Boulat

Un photographe de « Life »

PIERRE BOULAT, photographe qui a travaillé dans les années 50-60 pour le magazine Life, est mort, dimanche Il janvier, à Nemours (Seine-et-Marne), à l'âge de soixante-treize ans.

C'est une forte personnalité du photo-journalisme qui disparaît avec Pierre Boulat, injustement méconnu car franc-tireur. Une forte personnalité au regard vif, au verbe truculent et à l'humour acéré, qui a raconté dans un délicieux livre rouge, souple et au format magazine, ses Années Life (éd. Cosmos, texte de Jacques Brunel, 1992).

ו ח'y a aucun nom sur la couverture, juste la couleur et la typographie qui font référence au célèbre hebdomadaire, ce qui rappelle que Pierre Boulat, s'il a appartenu à la grande époque du reportage, se considérait comme un témoin soucieux de réaliser des images qui apportent des informations, que ce journaliste croyait plus au détail précis et signifiant qu'à la fresque allégorique, réalisant, avec le même bonheur et durant la même année 1945, un reportage sur Berlin en ruine et un autre sur une fête traditionnelle dans le Berry. Il jugeait aussi la photographie comme un mode de vie, roulait en Porsche et citait Hans Windisch: « La photographie n'est faite que d'erreurs qu'on évite. »

CENTAINES DE REPORTAGES

Adolescent, Pierre Boulat suit les cours de l'école de Vaugirard et entre, en 1945, au magazine Samepuis le Mont Valérien, Boulat photographie une tornade qui s'abat

exactement le nuage atomique des essais de Bikini et d'Eniwetok – le cauchemar numéro un de l'époque ». Commence avec Life une collaboration de vingt-trois ans. Seul photographe français attaché au magazine, il fait des centaines de reportages, prend de nombreux portraits de personnalités - Aristote Onassis, Maurice Trintignant, Pierre Mendès France, Arthur Rubinstein, Karen Blixen, Federico Fellini, Truman Capote, Françoise Dorléac, Duke Ellington, etc. - et réalise quelques « scoops » qui construisent sa réputation: les premiers touristes français en URSS (1955), la Chine de l'après-guerre, Port-Said dévasté par les bombardements après la nationalisation du canal de Suez par Nasser (1956), un remarquable sujet sur la sévère école militaire de West Point aux Etats-Unis (1957), la guerre d'Algérie (1955-1958), le tournage de 2001, l'Odyssée de l'Espace, de Kubrick... Pierre Boulat a également eu « le rore privilège de travailler dans l'ombre et l'esprit d'un génie », le couturier Yves Saint Laurent, dont il photographiera trente ans de créations.

Après la disparition de Life comme bebdomadaire. Boulat devient photographe indépendant en 1973 et collabore à de nombreux magazines dont National Geographic, People et Paris Match. Il expose en 1989 à la galerie Canon à Paris. En faisant défiler les grandes images de Boulat et en lisant ses légendes et commentaires, on constate combien il se méfiait des cadrages sophistiqués, des effets rhétoriques, du mariage entre art et reportage. Et c'est pour cela

sur Paris. Le cliché est publié dans l'image de Perpignan, qui lui a ren-Life. Avec un filtre orange, « c'était du hommage, en 1992. Il a accompagné le succès de ce rendezvous mondial de la photo de presse, toujours prêt à s'enthousiasmer pour un jeune auteur ou à assassiner une valeur sûre. Sa femme, Annie, poursuit son message à travers l'agence qu'elle dirige, Cosmos, mais aussi en ayant

recueilli le riche témoignage de sa

vie, en prévision d'un livre. Et sa

fille Alexandra est une reporter-

photographe qui entretient la tra-

mand Klaus Tennstedt est mort di-

Fils d'un musicien d'orchestre,

Klaus Tennstedt est né à Merseburg

(Allemagne) le 6 juin 1926. Au

Conservatoire de Leipzig, il apprend le violon et le piano. En 1948, il est

Kontzertmeister de l'Orchestre de

Halle dont il devient premier chef

quatre ans plus tard. En 1954,

Tennstedt est premier chef de l'Opé-

ra de Karl-Marx Stadt (Chemnitz);

en 1958, il est directeur général de la

musique de l'Opéra de Dresde, qu'il

quitte en 1962 pour prendre la direc-

tion de l'Orchestre d'Etat de Schwe-

rin. Neuf ans plus tard, Tennstedt

quitte cette institution et la Répu-

blique démocratique allemande. Il

dirige alors à l'Opéra de Göteborg et

l'Orchestre de la radio suédoise. Dès

était âgé de soixante et onze ans.

dition. Au nom du père.

Michel Guerrin

Klaus Tennstedt

Un des meilleurs interprètes de Mahler

LE CHEF D'ORCHESTRE alle- 1972, il devient directeur général de

manche Il janvier à Heikendorf. Il est directeur musical de l'Orchestre

Denys Lombard

Un historien spécialiste de l'Insulinde

DENYS LOMBARD, directeur de ciales (EHESS), où il a exercé d'iml'Ecole française d'Extrême-Orient (EFEO), est mort, jeudi 8 janvier, à Suresnes (Hauts-de-Seine).

Denys Lombard aurait eu soixante ans en février prochain. Il avait fait ses études à la Sorbonne, à l'Ecole pratique des hautes études (EPHE) 4 section et à l'Ecole des langues orientales. Après un séjour de deux ans à l'université de Pékin, en 1964 et 1965, il était entré à l'EFEO. Il était resté en poste à Diakarta jusqu'en 1969, puis avait été élu directeur à la sixième section de l'EPHE, devenue plus tard Ecole des hautes études en sciences so-

la musique à Kiel. De 1979 à 1981. Il

symphonique de la Nord Deutsche

Rundfunk, à Hambourg, En 1983, il

est directeur musical de l'Orchestre

philharmonique de Londres et chef

invité de l'Orchestre du Minnesota.

Atteint d'un cancer, Tennstedt dé-

missionne en 1987, redirige dès l'an-

née suivante, puis abandonne défi-

Quand Klaus Termstedt est arrivé

à l'Ouest, il était quasiment inconnu

des mélomanes. Il s'est imposé très

rapidement comme interprète des

symphonies de Gustav Mahler dont

Il a enregistré l'intégrale pour EMI, à

la tête de l'Orchestre philharmo-

nique de Londres. Profondément

émotif, engagé physiquement et

nitivement la carrière en 1994.

OPINIONS TRANCHÉES

portantes responsabilités, notamment à la tête de la division des aires culturelles. Depuis janvier 1993, il dirigeait l'EFEO, et il est décédé le jour même où s'achevait son mandat.

Denys Lombard s'inscrivait dans la filiation de Fernand Braudel, comme en témoigne l'intitulé de sa direction d'études (* Histoire de la Méditerranée sud-est asiatique »). C'était un historien de la longue durée et des grands espaces, sensible à l'ampleur des réseaux d'échange et d'influence qui commandaient, à des échelles di-

psychologiquement, le style de

Klaus Tennstedt était d'une telle

force qu'il provoqua des opinions

très tranchées chez les mélomanes

et les critiques quand chacun des

volumes de son intégrale mahlé-

rienne fut publié au début des an-

nées 80. Avec le recul, ces interpré-

tations tranchaient avec la façon

plus objective de diriger la musique

de ce compositeur généralement en

cours à cette époque, à l'exception notable de Carlo Maria Giuini et de

Indifférent à la carrière, Tennstedt

vivait son art d'une façon qui pou-

vait parfois lui faire connaître de

grandes périodes de doutes, voire

de dépression. Les interprétations

qu'il a confiées au disque té-

Alain Lompech

Leonard Bernstein.

moignent de cela.

verses, l'histoire de l'Asie, de l'Europe, de l'Afrique et de leurs rapports réciproques. Ce spécialiste de l'Insulinde, auteur d'une œuvre considérable, qui culmine dans son essai d'« histoire globale », Le Carrefour javanais, publié aux éditions de l'EHESS en 1990, était plus largement, par nécessité, par vocation et par ses origines (son père était le grand spécialiste du monde musulman, Maurice Lombard), ouvert à l'histoire religieuse et culturelle.

VOYAGEUR INFATIGABLE

Font partie aussi de son œuvre toutes les aventures et entreprises collectives qu'il a su faire naître, souvent avec le soutien et la complicité de son épouse, Claudine Salmon-Lombard. Denys Lombard a été le fondateur du groupe et de la revue Archipel; sa direction d'études, durant près de trente ans, a été un foyer de rayonnement international et un haut lieu de la pensée historienne. A l'EFEO comme à l'EHESS, ce polyglotte, ce voyageur infatigable, a voulu rapprocher les disciplines, les chercheurs et les points de vue, élargir les horizons et briser les conformismes. Le magnifique élan qu'il a su donner ces demières années aux études asiatiques françaises doit tout à cette générosité et à l'esprit d'initiative qui la sous-tendait. Silhouette frèle, regard ardent, sourire cordial: l'image restera longtemps présente en nous du savant au cœur simple et à la vaste culture que n'étonnaient qu'à moitié les bouleversements du monde contemporain parce qu'il savait en prendre la mesure, en explorer les profondeurs et en analyser les

Marc Augé

di Soir. Il fixe le masque de Piaf dans sa loge, quelques tranches de vies parisiennes, parcourt la Palestine et les Etats-Unis. En 1953, de-

AU CARNET DU « MONDE »

Laurence BENHAMOU

Salvo ROMEO
ont la joie de faire part de la naissance de

Eleonora Esther,

Anniversaires de naissance

Julie - Jolija.

- A l'annonce de la disparition de

Pierre BOULAT.

grand reporter,

tous ses amis de Life Magazine de Paris et

s'associent à la profonde douleur de sa

Pierre BOULAT

Nous le mettrons en terre dans le

cimetière d'Amponville (Seine-et-Marne), le jeudi 15 janvier, à 15 heures.

(Line ci-dessus.)

Alain et Marie-Claude Coudray.

ont la tristesse de faire part du décès de

Georges COUDRAY.

Marie-Claire et Gaston Apiou,

Le docteur Margot Coudray.

Yvon et Annick Coudray.

Georges et Marie Coudray.

Marie Cumin.

Et toute la famille,

Dix-huit ans, et toute la vie !

à Paris, le 9 décembre 1997.

- Meylan.

Les Estécule.

Les Exel.

Time Life.

75008 Paris.

14, rue de Marignan,

Le photographe

nous a quinés le 11 janvier.

Madeleine Coudray.

HORS-COTE

Naissances

Décès

– Sa <u>familie</u>,

Henri de CARA, EGA Oran.

qu'il défendait le festival Visa pour

le 23 décembre 1997, dans sa quatr

- Ech Chieff, Alger, Paris.

La femille Djazouli

Mohammed DJAZOULI, instituteur, décoré des paimes académique membre du comité de rédaction de La Voix des humbles,

survenu le 11 janvier 1998, dans sa quatre-

La mort peut-elle exister peur celui

dont le cœur est uni à Dieu ? »

Villa Le Refuge, nº 78, cité du Panimoine. Ech Chieff, 14, rue Chaoui-Chouider.

 M. et M= Magdi El Chafel,
 M. Sami El Chafel, M. et M= Chérif El Chafei, is enfants, Nadia, Yann, Nevine, Magdi, Linda,

ses petits-enfants. ent la tristesse d'annoucer le décès de M= Anne Marie Catherine

EL CHAFEL née CADIOU.

survenu le 10 janvier 1998. Elle rejoint son mari.

Alger.

Ibrahim EL CHAFEL à l'industrie égyptien,

décédé le 19 apût 1989.

Ses petits-enfants et ses arrière-petits La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 janvier, à 15 h 30, en l'église d'Orgeval (Yvelines). Ses beaux-frères et belles-sæurs.

Cet avis tient lieu d'invitation. 7, allée d'Abbecourt, 78630 Orgaval.

31 décembre 1997, dans un hôpital

Patrick LELEU.

de l'intérieur (sécurité civile).

Concumnaire au mu

ancien maire de Paramé, ancien conseiller général d'Ille-et-Vilaine Francine et Michel Lelen. ancien député MRP de Saint-Maio, Carole, Chloe et Julien Leleu, ancien membre du comité directeur Jacques et Laurence Leleu, de l'Union HLM. Les familles Jaffre, Leleu, Coben, ancien président national Pignoler, Gonzalez, Beunier, Rougeot, Buffer et Silhol. du Crédit immobilier. officier de la Légion d'honneur Parents et alliés, que le Seigneur a rappelé à Lui le ont la tristesse de faire part du décès, le

10 janvier 1998, dans sa quatre-vingt-sci-Les obseques religieuses auront lieu le vendredi 16 janvier, à 16 heures, en

l'église de Paramé, à Saint-Malo (Ble-et-

39, boulevard Rochebonne,

- La Boussac, Mont Saint-Michel. Ses auris ont la triatesse de faire part du décès de Strasbourg, Venezia. Le conseil rectoral

El les membres de l'université de la Licome

ont la douleur de faire part du décès de

GRANDMESNIL-MARULIER, membre bienfaitrice de l'université, mère du pro-rector foudateur.

13 ianvier 1998, à 15 beures, en l'église a Pandescus la rumeu

de la mer et des côtes Le chant plaintif s'élève invoquant à voix hannes L'Esoile sainte espoir des marins en péril. » José-Marin de Herodia.

- La veille de Noël, le

docteur Hooshang IMANI est mort en posant ses valises au retour de sa cinquaste-troisième mission chirurgicale pour Médecins sans fron-

Hooshang était un chirurgien aussi houreux que savant, et soule la mort lu aura désappris à servir. Tous les membres de Médecius sans frontières s'associent au chagrin de sa famille et de ses proches.

Le bureau. Le conseil d'administration. Le conseil acientifique. Et ses collègues de l'Erole des bautes études en sciences sociales, out le regret de faire part du décès de

- Le président,

Denys LOMBARD. survent le 8 janvier 1998. (Lire ci-dessus.)

- Agathe Peltereau-Villeneuve Alexandre et Pascale Peltereau Villeneuve, Michelle Boutemy,

leur mère, Marle-Christine Bellet et ses enfants, Odile et Bernard Maitre, Bethly et Jean-Jacques Ploquin,

leurs enfants et petits-cufants, Laurence et Jean-Marie Bonaldi, ieurs enfants et ieur petite-tille. Dorothée et Michel Vernes, ont la tristesse de faire part du décès de

Alsin PELTEREAU-VILLENEUVE. urvenu le 7 janvier 1998.

L'inhumation aura lien, dans l'intimité. à Rancogne (Charerue). l lue cirémonie religieuse sera célébrée

à son intention par le Père Pierre Lochet. janvier. 3 10 heures, en l'église Notre-Danne des-Victoires, place Il fut enterré dans l'intimité à Etretat, des Petits-Pères, Paris-2.

- Les interprètes de conférence travaillant régulièrement pour l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ont le profond regret de faire part du décès de

M= Patricia LONGLEY,

rurvenu le 8 janvier 1998. Ils renden hommage à la personnalité, au dévouement et à la jeunesse d'esprit de celle qui les a recrutés, organisés et dirigés pendant plus de trente ans.

- Yani et Christian Maldidier sa fille et son gendre.

Myrium. sa belle-fille. Frédérique, Christophe, Emmanuel, Axelle, Eric, Nathalie et Agnès, ses petits-enfants.

Coline, Marion et Adrien. ses arrière-petits-enfants. Et sa famille dans le monde. ont la douleur de faire part de la

Chaja PERELMUTER. Claire dans la Résistance.

qui a rejoint dans la mort son époux,

Naphtula (février 1990).

et son fils.

Michel (décembre 1997).

L'inhumation aura lieu le 15 janvier 1998, à 10 h 45, au cimetière du

Cet avis tient lieu de faire-bart.

19, avenue Mozart.

75016 Paris.

- M= Yvette Jean Serge. SON ÉDOUSE. Francis, Ivan et Christine Morane. Dominique et Antoine Sainte Fare

Gargot. ses enfants, Frédérique Chanclud, ra petite-fille. Colette Godard. Claudine Lupovici, SES SCRIUS.

out la tristesse de faire part du décès de M. Jean SERGE. directeur des émissi théátrales à la RTF.

survenu, le 11 janvier 1998, dans sa quarc-vingt-deuxième année.

résident de Promotion

Le défunt ayant fait don de son corps à la science, un office religieux sera célébri par le Pere René Berthier, ex-chroniqueu a Europe I, le mardi 20 janvier, a de Neuilly-sur-Seine.

- Yves Dehard. Witold Debard, Nicole Debard-Baran, ont le chagrin de faire part du décès de

Grazyna SZELIGOWSKA,

le 3 janvier 1998.

L'inhumation a eu lieu au Golfe-Juan dans la plus stricte intimité. Toutes celles et tous ceux qui l'ont

d'action de grâces qui sera célébré en l'Eglise Réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^a, le samedi 7 février, à 15 beures, ou à s'y associer pur

41, avenus Auguste-Renoir, 78160 Mariy-le-Rol. 118, rue Emile-Morlot, 02310 Charly-sur-Mame. Les Olivades, 1020, chemin des Glaïculs,

06220 Le Golfe-Juan. - M= Sonia Tixier

fait part du décès de son époux,

M. Robert TIXIER,

âgé de soixante-douze ans, survenu le 11 janvier 1998, à Mougins (Alpes-

Ses obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité à Mougins.

Le conseil d'administration de l'Association France-Venezuela a la tristesse de faire part du décès de son

Robert TIXIER.

Fraven. 9, avenue Frankin-Roosevelt, 75008 Paris.

le !! janvier 1998. à Mougins.

- Un homme de courage à disparu le 7 janvier 1998, à Moret-sur-Loing.

Serge VILLECHENOUX.

restera un modèle d'intégrité. d'intelligence clairvoyane et créatrio auprès de ses panents, enfants et adultes. Il a mis sa pénérosité dans son engag ment au service de la politique de la cité

et de la santé mentale Il laisse un grand vide à tous ceux, psychianes et psychanalystes, qui étaient ses amis et qui lui rendent hommage ici

Anniversaires de décès - Pour le premier anniversaire du décès

Henry REY,

une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Sa femme. Ses enfants. Et toute sa famille, vous remercient.

Collogues

- 8º Congrès international sur les traitements anticancéreux

• Vous avez dit santé ? •

5 février 1998. 14 heures-17 heures. Palais des congrès, Paris, porte Maillor Le thème : « Guérir ». Débat animé pur Antoine Spire et David Khayat, avec Miguel Benasayog, Julia Kristeva, Marie-losée Imbault-Huart, Jean-Paul Moattí, Dominique Wol-

Une réflexion à retrouver sur France-Culture le mardi 10 février de 18 heures 19 h 45.

Renseignements: 01-42-16-04-67° ou 01-42-16-04-76.

 Le club Témoin organise un colloque le mercredi 14 janvier 1998, de 18 h 45 à 21 heures, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain. Paris-7', sur le thème « Y a-t-il encore un avenir pour la droite républicaine ? »

Débat animé par Gérard Legall, professeur d'université, politologue, conseiller aux études auprès du premier ministre, et Jacques Julliard, politologue et écrivain. Entrée libre.

Communications diverses

– Jendi 15 janvier 1998, à 20 h 30. ommage à Leon Poliakov, avec le Révérend Père Bernard Dupuy. Alain Didier-Weill, Guy Petit Demange. Christian Delacampagne. Franklin

Au Centre communautaire de Paris. 5, rue de Rochechouart, Paris-9', métro Cadet. Tel.: 01-49-95-95-92.

- Au CBL. 10, rue Saint-Claude. Paris-3. ce jeudi 15 janvier, à 20 h 30 : M= le professeur Lily Schert : « Il y a cent ans, les tournants de l'histoire des Juifs: . J'accuse », sionisme. Tel.: 01-42-71-68-19.

> SOLDES Mois du blanc

à la boutique NOEL

jusqu'au 31 janvier, du lundt au samedi, de 10 heures à 19 heures. Linge de maison brodé:

nannes, sets de table, drups,

éponges, peignoirs, accessoires. 1. avenue Pierre-19-de-Serbie place d'Iéna, Paris-16.

Soutenances de thèse

- Christine Ferrer soutiendra sa these de doctorat de sciences économiques inti-rulée - Stratégles de localisation et concentrations spatiales : une applica-tion aux investissements directs étrangers en Europe », à l'université Paris-l-Panthéon-Sorbonne, le meteredi 14 janvier. à 14 heures, en saile 216, devant ur jury composé de MM. les professeurs 1.-L. Mucchielli, directeur, Paris-1;

W. Andreff. Parls-1; C. Lacour.

Bordeaux-IV; S. Négassi, Antilles; M. Rainelli, Nice et T. Ozawa, Colorado.

11:3

Section with rotation in a HA STATE OF ALL Same of the same of THE RESERVE

Carried Telephone

ALAS EST

674 1

The second second

e attenda to the territory and the

Province a public to a to

A SECTION OF THE SECTION OF

Sery 1 mg

(julianistanist organis

1500

Mark Strategies

And the same of th

国際の名称できます。

Marie -

Marie Santa

-

The second secon

ا در این بینید شیختی در این از ای از این از ای

CAP CO ME BAPPARA, BU IN BORROW,

ria a Taren

2 -

....

. J. H.

· 東京

1,660 5,000 00 00

A West Control

3773 --general constraint

Andrews - Labor to the

And a Black for the second

Acceptance of the

MOUVEAU MARCHE

Ber 41 Birt . to 40

Property Committee of the Committee of t

Sand the sand

THE CASE OF THE

capitale. • CE REGROUPEMENT permettra de nouvelles synergies, en particulier avec le Laboratoire de recherche des musées de France (LRMF) installé à proximité sous les

jardins des Tuileries.

L'EXISTENCE de ce complexe scientifique permet de mener de fructueuses recherches lors du déplacement des collections.

actiats et dans leurs opérations de restauration. • L'INSTALLATION des nouvelles salles du Louvre a d'ailleurs été PAR SES CAPACITES d'expertise, il l'occasion d'étudier des pièces yeux de la déesse parthe ishtar.

aide aussi les musées dans leurs célèbres comme le Scribe accroupi et de connaître ainsi l'origine de son regard, mais également d'identifier celle, plus minérale, de l'éclat des

Au Louvre, physiciens et conservateurs jouent les détectives

Le Laboratoire de recherche des musées de France accompagne la croissance du Grand Louvre. Il authentifie, analyse et prodigue ses conseils techniques pour la restauration des œuvres

A DEUX PAS du Carrousel, sous les buis taillés et les pelouses des Tuileries, s'étend sur trois niveaux un curieux complexe scientifique avec des paillasses, des microscopes, des sondes et même un petit accélérateur de particules baptisé Aglae. Chef-d'œuvre d'architecture troglodyte, ce Laboratoire de recherche des musées de France (LRMF) conçu par Jérôme Brunet et Eric Saunier et mis en place par M. Duval, architecte des Monuments de France, va bientôt s'étendre et investir totalement le pavillon de Flore, au pied duquel il est enterré. Cette année, ce pavillon carré devrait abriter sur cinq niveaux les ateliers des musées de France aujourd'hui éparpillés dans Paris. Ce regroupement devrait alors leur permettre de communi-quer rapidement avec le laboratoire, ses appareillages scientifiques et son personnel hautement quali-

Expertises, bilans et analyses sont le lot quotidien du Laboratoire de recherche des Musées de France dirigé par Jean-Pierre Mohen. Une nouvelle pièce est-elle sur le point d'être acquise que le LRMF est aussitôt sollicité. Son authenticité est immédiatement disséquée. Ce qui n'empêche pas les analyses ultérieures. Car. si les movens d'inquisition sont toujours plus perfectionnés, les faussaires sont toujours plus inventifs. Ainsi, une nouvelle étude des tanagras, ces figurines de terre culte d'époque hellénistique, a apporté des surprises. L'examen de ces statuettes par la thermoluminescence permet de les dater avec une relative précision. On a pu constater ou'un quart de celles du musée de Berlin, confiées au labo du Louvre, avaient été fabdquées... au siècle demier. Certaines tanagras du Louvre, moins nombreuses, out avoué une jeunesse tout aussi suspecte. Aujourd'hui, les faussaires ont mis au point une thermoluminescence artificielle en irradiant les pièces i

Dans le cadre de la restauration d'une toile ou d'un objet, les chercheurs du laboratoire sont sollicités. Ils évaluent les opérations nécessaires. Et avant tout font le bilan de

l'œuvre à reprendre. « Dans Les Forges de Vuicain, de Bassano, indique Danièle Giraudy, conservateur en chef attachée au labo, nous avons constaté deux agrandisse de l'œuvre. L'un fait par l'artiste, l'autre réalisé postérieurement. Doit-on tenir compte de ces ajouts? Nous faisons également le compte des "manques" dans un tableau. Nous élaborons enfin des solvants réversibles car une restauration doit toujours pouvoir être reprise. » Les

études scientifiques que le LRMF effectue souvent dans la hâte.

Le remue-ménage qui affecte le Louvre a amené un surcroît de travail, ou plutôt une réorientation de ses activités. Il fallait en effet examiner de nombreuses pièces avant leur réinstallation. Certaines pratiouement indéplaçables, comme le Scribe accroupi, un des phares du

huit heures. De même, il a fallu étudiet, sans délai, une sculpture vernissée de la Renalssance italienne, centvre de Della Robbia, et effectuer un prélèvement sur le dos de la sculpture pour disséquer le fameux « blanc Della Robbia » que Bernard Palissy a cherché en vain. Le labora-toire a également analysé, dans des conditions semblables, les portraits du Fayoum, ceux du Louvre et ceux département égyptien, ont dil être du musée de Dijon. Ces étonnants

Egypte à l'époque de la domination romaine, sont des portraits réalistes peints sur bois, à l'encaustique ou à la cire d'abelle.

A côté de ces travairs d'urgence, des études plus longues ont été menées sur les décors qui ornent les sarcophages égyptiens. Pourquoi les dorures de certains d'entre eux ontelles rougi en surface ? S'agit-il d'un traitement volontaire des couleurs? La nature de l'alliage utilisé est-elle différente selon les endroits? Tout

extrêmement fine des pigments de toutes sortes et, grâce à Aglae, sans prélever la moindre parcelle de matière. « Il faut détecter l'origine des matériaux, leur mise en œuvre, analyser leur vieillissement, sachant que les phénomènes de rupture sont plus rapides que les réactions chimiques de diffusion des pigments », explique Elisabeth Ravaud, venue de la radiologie médicale. Ces études de longue haleine permet-tront d'établir, sur une large période, une sorte de référentiel des pigments et des matériaux qui manquent au laboratoire - les recherches ont particulièrement porté sur le jaune, le bleu et le vert égyptiens. Elles préciseront la chronologie de la connaissance des matériaux, ce qui fait dire à Jean-Pierre Mohen que le LRMF travaille « sur l'histoire des technologies, pas sur l'histoire de l'art ».

cela conduit à analyser de manière

Parfois pourtant, une analyse du labo précise des points non négligeables de l'histoire de l'art. On s'est ainsi aperçu que les toiles de Larionov et de Gontcharova, données au Centre Pompidou, officiellement exécutées entre 1909 et 1917, ne pouvaient l'avoir été à cette date. Car on trouvait dans leur composition des pigments de blanc de titane qui ne sont apparus qu'au début des années 20. Ces ceuvres étaient en réalité des « répliques », antidatées, exécutées par les auteurs euxmêmes qui avaient fui la Russie en laissant les originaux dans leur pays.

De même, l'analyse du tableau de Chagall, A la Russie, aux ânes et aux autres, daté de 1911 par l'artiste - il l'agit de la première toile qu'il a peinte à son anivée à Paris – est en réalité une deuxième version de celle exécutée en 1912 quand Chagail a pu faire la synthèse du cubisme. « On arrive ainsi à reconstituer le processus de l'élaboration d'une œuvre, affirme Elisabeth Ravaud. C'est là où nous sommes le plus utiles, en apportant un complément à l'analyse stylistique, une étape supplémentaire dans le processus de création. »

> Jean-François Augereau et Emmanuel de Roux

to profession

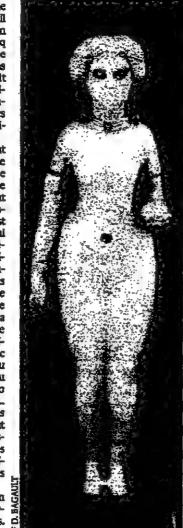
 $T^{**}=f_{AB}^{**}(\gamma_{B}^{**})$

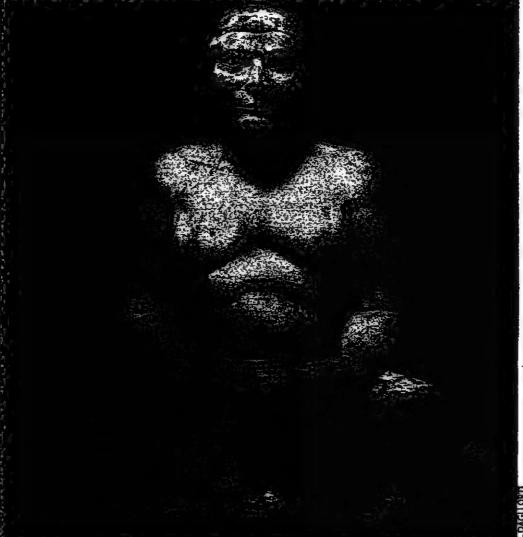
 $\omega = w_i x_i$

A FOR MANY

100 700 11.00

Service of





Les yeux de braise de la déesse Ishtar

qu'elle avait la taille faite au tour, les hanches pleines. Mais cette femme n'est pas humaine. Son corps d'albâtre, ses bijoux d'or, sa coiffure et ses yeux d'un touge étrange ne sont pas ceux d'une mortelle. Le croissant de stuc doré qui orne sa tête porte indubitablement la marque des dieux. Celle sans doute de la planète Vénus. Et sa nudité, bien qu'elle soit parfois représentée drapée, est sans doute celle que sa sœur, la déesse Ereshkigal, épouse du dieu des Enfers Nergai, lui imposa pour pénétrer dans le royaume des morts.

A chacune des sept portes menant en ces lieux, Ishtar laissa un de ses habits ou un de ses bijoux: sa tiare astrale d'abord, puis ses pendants d'oreilles, son collier, sa ceinture, les anneaux de ses mains et de ses pieds et enfin le « vêtement de pudeur de son corps ». Ce bref sejour au royaume des morts semant la désolation sur Terre, ishtar, déesse parthe de l'amour et de la guerre, rejoignit bientôt les hommes après avoir été aspergée d'eau-de-vie. Et la vie reprit, dit la légende. Symbole de renaissance, la déesse se retrouve dans nombre de tombes babyloniennes sous la forme de petites statues d'aibâtre ou de terre cuite.

L'exemplaire que le Louvre pos-« C'est un objet exceptionnel, insiste Annie Caubet, conservaantiquités orientales, qui marque le passage des vieilles traditions millénaire (2450 av. J.-C.), en est orientales dans le monde grec. Dans un bon exemple. De même, on

D'ELLE, Brassens aurait dit deuxième siècle avant Jésus-Christ, découverte vers 1860 près de Babylone par le consul de France Pacifique Delaporte, tout est innovation. » La technique d'abord, qui a présidé à sa réalisation et qui est « composite ». Un corps d'albâtre sur lequel des pièces de stuc poir pour la chevelure et doré pour la tiare ont été rapportées. Les bras sont mobiles, fixés par des ficelles, la main droite le long du corps et la gauche présentant une

> Mais le plus étonnant, ce sont les yeux et le nombril représentés rechercher son éclat dans des

thyste et la turquoise en Egypte et plus de 90 %, et des traces de pour la cornaline en Inde. Mais pas de pierres rouges.

Ce n'est que récemment, alors que l'on considérait toujours les yeux d'ishtar comme des incrustations de morceaux de verre, que le doute s'est installé dans les esprits. A l'occasion d'une exposition et d'un colloque organisés en 1995 au Louvre par Françoise Tallon sur « Les pierres précieuses de l'Orient ancien », un gemmologue s'est en effet interrogé sur l'étrange regard d'Ishtar, affirmant qu'il fallait plus

« Il y avait de l'alumine en quantité, plus de 90 %, et des traces de chrome, de titane, de fer, de cuivre... Tout ce qu'il fallait pour faire des rubis de la plus belle eau »

par trois pierres dont le touge tire un peu sur le rose. Ce type d'incrustation est unique pour l'époque, bien qu'on connaisse des incrustations de bitume ou de coquillages. Mais toujours nulle pierre rouge au Moyen-Orient même si d'autres incrustations plus anciennes, de couleur bieue. témoignent dès le quatrième millénaire du fructueux commerce sède est original à plus d'un titre. sur le lapis-lazuli qui se faisait avec les régions situées à l'est de l'Iran (Pamir, Badakhchan). La stateur général du département des tue d'Ebih-II, intendant du palais de Mari au milieu du troisième cette statuette du troisième ou connaît des routes pour l'amé- Il y avait de l'alumine en quantité,

4

pierres précieuses que dans des verres ou des grenats. Idée folle? Certainement pas. La puissance des faisceaux de neutrons disponibles dans les sous-sols du Louvre a fait le reste. Une nouvelle fois, Ishtar a connu les feux de l'Enfer. Un court instant. Le temps que les tiux de protons de l'accélérateur de particules Aglae sondent

ses yeux et son nombril. « Très vite, racontent Guirrec Querré, Thomas Calligaro et Anne Bouquillon, du Laboratoire de recherche des musées de France, sont apparus dans les spectres fournis par la fluorescence X les pics des composants chimiques de ces yeux.

chrome, de titane, de fer, de cuivre... Tout ce qu'il fallait pour faire des rubis de la plus belle eau. » Analyse faite, les trois pierres avaient bien la même composition. Un détail qui n'a pas manqué d'intriguer la petite équipe du Louvre, qui a aussitôt tenté de déterminer quelles mines avaient bien pu fournir de telles pierres, les premiers rubis taillés connus.

Grâce à la médiation de Jean-Paul Poirot, ancien directeur de la chambre de commerce des joailliers de Paris, queiques geramologues acceptèrent de confier des pierres au laboratoire pour tenter de situer les mines d'où les yeux d'ishtar avaient été extraits. Très vite les gemmes provenant de gisements de Madagascar et du Kenya furent écartées. Mines trop récentes; compositions très différentes. Furent ensuite expertisées les pierres des mines du continent asiatique: Afghanistan, Inde, Sri Lanka, Birmanie, Thailande, Cambodge et Vietnam. Mesures faites, les rubis sri-lankais et birman avaient un air de famille avec ceux de la déesse de l'amour et de la

Avec une petite préférence toutefois pour ceux originaires de la mine birmane. Preuve s'il le fallait qu'il existait peut-être à cette époque ancienne, comme pour le lapis-lazuli, une sorte de route des gemmes qui allait du continent indien vers la Mésopotamie et l'Orient hellénisé. Juste revanche après l'invasion, un siècle plus tôt,

L'étonnant regard du scribe

PIÈCE essentielle du département égyptien du Musée du Louvre, le Scribe accroupi, petit bloc de calcaire peint en ocre rouge, haut de 53 centimètres, est aussi indéplaçable que La Joconde ou la Vénus de Milo. Difficile, dans ces conditions, de faire parier ce personnage de l'Ancien Empire égyptien (2620-2200 av. J.-C.) qui semble d'ailleurs n'avoir que deux organes sensitifs; l'ouie et la vue. L'homme, légèrement bedonnant, le cheveu ras, est calé sur son séant, jambes croisées, les doigts refermés sur un calame aujourd'hui disparu, un rouleau de papyrus sur les genoux, ses oreilles, si l'on peut dire, grandes ouvertes. Depuis quatre mille ans, il semble attendre la dictée d'un interlocuteur invisible qu'il fixe avec une intensité tou-

jours émouvante. Grâce à la récente rénovation des salles égyptiennes, le chef-d'œuvre a pu être déplacé, et le laboratoire du Louvre a eu l'autorisation de l'examiner d'un peu plus près. Sa sortie a été brève : le scribe n'a eu qu'une permission de quarantehuit heures. Si le système auditif est resté opaque aux instruments, ses yeux, radiographiés et analysés par l'accélérateur de particules du laboratoire, out livré quelques surprises. Les résultats de ce travail out été publiés par Anne Bouquillon dans le munéro 4 de *Techne*, la revue du LRME.

On a pu constater que ces deux globes oculaires out fait l'objet d'une finition étonnante de la part de l'artiste qui a réalisé la statuette. Finition qui dénotait une connaissance anatomique fort poussée. La partie centrale de l'ord, qui correspond à l'iris et à la pupille, est constituée par un élément en pur czistal de roche (quartz hyalin), sans doute légèrement tronconique. Sa partie convexe a été soigneusement polie, pour réfléchir la lumière, tandis que sa base interne et ses côtés poor restes rugueux,

Le cristal de roche a été perforé sur une courte épaisseur en direction de la surface de l'œil. Cette opération donne un trou noir - la prunelle - qui s'ouvre, soit sur un vide ménagé à l'intérieur de la tête, ce qui serait un raffinement suprême, soit sur un lit de matière bitumeuse qui servirait à la fois de colorant à l'iris et de substance fixative - option plus vraisemblable. i.e bloc de cristal de roche est encastré dans un autre bloc de magnésite dite écume de mer - qui figure le blanc de l'œil, lui-même fixé dans le calcaire de la statue par deux lames de cuivre. Pour suggérer la mobilité de l'organe de la vue, l'artiste a légèrement décentré l'iris dans l'amande de l'ozil ainsi que la prunelle dans l'nis. Le décalage est différent d'un ceil à l'autre. Pourquoi se donner tant de mal

pour représenter un personnage relativement subalteme? Dans une société déjà très bureaucratisée, cette profession est indispensable aux membres de la classe dirigeante, dont les scribes sont parfois issus. Dans La Satire des métiers, un texte recopié sous le Nouvel Empire, l'auteur indique, après avoir passé en revue toutes les activités: « Vois, il n'y a pas de profession sans patron, excepté celle de scribe ; il est le patron. >

AUJOURD'HUI-GOÛTS

ent les détectives

we du Grand Louvre. PETOT DES CEUVIES

就 中華 是这次的对对对对" **海绵路 40 海鸦** 字字网络次符代证 ""。 The state of the s

The state of the s Property of the State of the St Color Bridge Street of the second Trans. N. Common of Parkets and Co. AND TOTAL OF THE PARTY OF Supplement of the second THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH



L'étonnant regard du so

the same of the same of Markey was made alike the territory The same of same and the same of the same of MANUFACTURE STATE OF THE STATE the me there is been a son in The second second second CATCOMOTER A COMM The state of the s HERE WATE William Allerton

the state of the state of the same of the same The state of the s 海南外海 一种麻烦的 医肠中毒性 Company to the second of the second of the Spinested . Hall - per dans Marine Committee Service Service and A service in the A with the district of the same of the The state of the state of Spilling against the record

Sample and State of the State o the business is a profit that it is the state of the same from their played from species of the second THE RESERVE OF THE PARTY OF THE THEFTHE ME COME TO SELECT **新国,2000年发展** The state of the state of the The same of the sa A METALON TO SERVICE IS.

The state of the s MAN AND AN A TOWN THE COMME Semaine en zigzag

De quelques endroits parisiens à revisiter

COMMENCER la semaine par un petit déjeuner au « Flore » n'était pas une mauvaise idée. L'ennui, c'est que notre invité nous attendait Aux Deux Magots; du moins rien du spectacle qui se déroulait dans l'endroit ne pouvait nous échapper. Paris surpris dans ses levers rive gauche, enjôlé par un public à l'âme encore fraiche et aux pensées aimables. Le personnel, lui aussi très en forme, arrondit ses gestes et adopte le pas glissé qui doit convenir à une clientèle aux propos encore confidentiels.

Un jeune homme entretient un écrivain. Il recueille sur un carnet les propos du littérateur à l'aide d'un stylo dont l'encre rouge met son interlocuteur visiblement mal à l'aise. En face, on parle journaux. Craintive et trop fardée, une attachée de presse avance à sourires feutrés vers un rédacteur en chef à la tête ailleurs et au bagout difficile à maîtriser. Libération lu, un solitaire s'attaque aux petites annonces du Figaro. En terrasse, des Japonais observent la circulation monter en volume. Trois copains entrent, armês chacun d'un téléphone portable, qu'ils débranchent. Un couple se retrouve. Expresso pour tout le monde i Cher, mais tassé comme il faut.

Le lendemain, on allait retrouver l'égaré des Deux Magots à La Closerie des Lilas, lieu qui prêtait moins à confusion. On sait que le changement de propriétaire avait fortement perturbé les habitués, qui, sans le jazz passé en sourdine et les abolements du chien Filou - bichon de la maison et clebs à revolvériser - se sentalent orphelins et boudaient la brasserie. Ils reviennent, à pas mesurés, comme nous. On les voit se poser avec suspicion sous le chapiteau de pénombre, où l'on se reconnaît à

peine, mais où l'on s'entend encore très bien. Tout de même, au dîner, préférons plutôt le midi, ou l'aprèsmidi: les souvenirs s'y portent

Le service est parfois d'une lenteur coupable, mais jamais déplaisant. Utile et sportif quelquefois: comme ce jour-là, où un coup de coude malheureux faisait basculer le trépied à bouteille affaibli par trop d'années de partage dans un très beau fracas d'eau, de glaçons et de restant de sancerre. Une action maladroite, mais franche et sonore. Dix grandes minutes seront nécessaires aux hommes de piste pour remettre avec amabilité l'endroit ravagé en l'état. Et quand on n'y commet pas de catastrophe, qu'v mange-t-on? Il v a toujours le tartare - vieux pénitent de la place -, mais surtout le haddock aux œufs mollets et aux pommes de terre à l'anglaise, qui lui aussi ne se décide pas à partir à la retraite, et continue à faire le meilleur effet sur la carte et dans l'assiette.

Fidélité. Le mot n'est Jamais trop fort quand il s'agit d'aimer. Les cuisiniers le savent, qui ne s'étonnent plus de ces visites répétitives où durant des années, des existences entières, le mangeur vient se poser à la même table, devant le même plat, toujours pareillement ému par le même plaisir. Tenter la trahison est excitant, mais souvent dangereux pour ce qui concerne les frissons qu'offre la table. En tout cas, les sushis du Benkay, de l'hôtel Nikko, quai de Grenelle, n'avaient pas l'allégresse mystérieuse de ceux du Kinugawa, rue du Mont-Thabor, où Il serait criminel - si on aime - de ne pas aller en dévorer quelquesuns de temps à autre, et pourquoi pas, au bar, où on les sert directe-

ment du producteur au consomma-

Le japonais le moins préoccupant de Paris, c'est hri, à n'en pas douter. Les sushis les plus réussis d'Europe, c'est ici, à le jurer; du moins à le croire. Sûrement très différents de ceux de la mère patrie, mais préparés au plus près de leur réalité. Lamelles de poisson recouvrant du riz tiède avec touche de moutarde d'un extrême-oriental convaincant. D'autres sont présentés entourés d'un rouleau d'algue. Sauce douce et gingembre en tranches fines pour emballer l'affaire. Chacun de ces brefs personnages a son histoire et sa façon de la raconter. On ne s'est jamais lassé de leurs récits.

Semaine en zigzag. Nous voici gare Montparnasse à attendre un haut menhir breton débarquant d'un train à grande vitesse arrivé de Rennes le temps de le dire. Grosse faim du menhir. Il y a là un restaurant, qui s'était posé boulevard de

UN PATIO UNIQUE au colone des Cu.-Elysées

FLORA DANICA (165 F)

COPENHAGUE NO CHESTAL

MENU 240 F (boisson comprise)

SAUMON, RENNE, CANARD SALE 142, pressur des Ch.-Bysèss - 01.44 13.86.26

LE RESTAURANT

Le meilleur rapport quaîité prix des

Menus à partir de 85 F et 149 F

PARIS 8º

aux serveuses légères comme des papillons. On le fréquentait pour le grand large, ses passagers qui voyagealent, et du vin blanc servi en carafe. Il y avait aussi une marée ardvée parfaitement à l'heure et des huitres dites « boudeuses », minuscules et agressives, sorties des eaux de l'aber Benoît, sur la côte nord du Finistère. Succès en plus et prix maintenus, il n'a pas changé. Les huitres non plus. Une adresse très Et puis, voilà que parfois la faim

guière. Un truc tout à fait sympa-

grogne à des appels plus impérieux. Le goût, cette mémoire en préoccupation, s'alerte d'une demande soudaine. Pourquoi fallait-il que

l'amitié d'un vieux coureur de Viet-Vaugirard, dans le même moment où Le Monde s'installait rue Falnam nous fasse découvrir cette soupe tonkinoise et nous la loge en thique, aux additions à ne jamais tête, ferme et définitive. Le restaufaire dérailler les notes de frais et rant où nous l'avions découverte a disparu. Celul où nous l'avons retrouvée déborde de ravis, qui viennent se refaire une santé, en se serrant dans une jonque ancrée rue Saint-Jacques, entre la Gay-Lussac, tranchée glorieuse de 68, et la rue de l'Abbé-de-l'Epée (1712-1789), bienfaiteur des sourds autant que des muets. Ce pho, prononcer feu, frémit et réchauffe son public au numéro 248. Chez Tao.

Jean-Pierre Quélin

★ Le Flore, 172, boulevard Saint-Germain, Paris 6°. La Closerie des Lilas, 171, boulevard du Montparnasse (6°). Kinugawa, 5, rue du Mont-Thabor (1*). L'Ostréade, 11, boulevard de Vaugirard (15°). Tao, 248, rue Saint-Jacques (5°).

ieur production qui a droit à ce traitement : 200 tonnes d'andonillettes seulement sur les 3 000 qu'ils ont fabriquées , ran demier.

Au lieu d'être poussées mécaniquement dans le boyaŭ, les lanières d'estomac et de chandins sont tirées à la ficelle, manuellement. Ce travali de marqueterle charcutière que l'on retrouve en photo dans le livre de Pudlowski et Rougement, Les Trésors gourmands de la France (éditions Renaissance du livre), donne au final un produit plus irrégulier mais aussi moins sec et bien plus Savoureup

Guillaume Crouzet

* Andouillette de Troyes « Reflets de France », faite à la main par la maison Lemelle. En vente dans les supermarchés Continent, 18 F la pièce de 300 g. Andouillette de Vire Charles Amand, faite à la main, .15 F les 2 pièces de 150 g.

TOQUES EN POINTE

La truffe

LA TRUFFE NOIRE

■ C'est avec un pied de porc désossé, rôti en crépine, sauce et émincé de truffes, pommes mousseline, que Jenny Jacquet inaugure la saison de la truffe. Rien d'insolite dans cet assemblage de goûts simples et francs. à l'image de ce cuisinier scrupuleux. L'on pourra préférer une crème montée de céleti-rave et truffes ràpées (85 F), savoureuse, à une salade un peu rustique de champignons de Paris à l'émincé de truffes fraiches (130 F) proposée parmi une dizaine de préparations classiques : omelette aux truffes hachées, chausson aux truffes épaisses et foie gras, truffe sous la cendre, poulet fermier aux truffes sous la peau. Menu: 195 F. Menu truffes: 380 F. Spécialités de truffes fraiches: de 85 F à 240 F. **★ Neuilly. 2, place Parmentier** (92200). Tél.: 01-46-24-94-14. Fermé

CHÂTEAU DE ROCHEGUDE

■ L'intérêt montré l'an passé par une clientèle d'amateurs de vins et de truffes a incité André Chabert à proposer, jusqu'à la fin mars, des week-ends truffiers au château de Rochegude, avec visite du marché de Richerenches. Les truffes étaient encore irrégulières et immatures jusqu'aux gelées blanches de ces derniers jours. Leur développement aromatique coïncide avec la messe de la truffe qui aura lieu le 18 janvier à Richerenches. Millefeuille de coquilles saint-lacques et truffes, daurade panée de pedes noires rôtie en crépine, et caille truffée et farcie au ius d'abattis figurent cette année sur le menu de Philippe Muller. Les dégustations se font dans un domaine de Châteauneuf-du-Pape. Forfait week-end: 1300 F. Menu truffe: 420 F (vins compris).

★ Rochegude (26790). Tél.: 04-75-97-21-10. Fermé dimanche soir et

FAUGERON

■ Le nouveau plat truffier imaginé par le Corrézien Henri Faugeron - truffes sur crème brûlée de brocolis - connaîtra-t-il le même succès que l'intrigant et fameux parmentier de truffes aux fines épices? La touche secrète de ce plat réside dans un peu de mie de pain poèlée avec quelques épices destinée à rehausser la saveur et la consistance d'une mousseline mêlée de purée de truffes, délicatement cernée d'un cordon d'huile d'olive parfumée au jus de truffes. D'autres préparations, comme l'œuf coque à la purée de truffes, la salade de truffes au foie gras sur bouquet de mâche, ou la caille Lucullus, montrent les différents aspects du talent de Faugeron. Menu: 320 F (déj.). Dégustation de truffes: 750 F. A la carte, compter: ★ Paris. 52, rue de Longchamp

(75016), Tel.: 01-47-04-24-53, Ferme samedi midi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

Jan 1 6

L'andouillette « Andouillette : petite andouille », cette définition extraîte du Petit Robert s'applique mieux au lexicographe qui en est l'auteur qu'à la pièce de charcuterie qu'elle est censée décrire. Hormis le fait qu'ils soient tous deux extraits de la ventrée du cochon, rien n'est en effet plus dissemblable que ces produits. Vire et Guémené, la paire d'andouilles la plus célèbre de France, sont, comme toutes les douceurs de leur espèce, des

charcuteries fumées que l'on consomme le plus souvent froides, en guise d'entrée. L'andouillette, tout au contraire, n'est pas fumée, mais juste cuite au court-bouillon, et se déguste chaude, garnie de frites, de salade ou bien, comme le suggérait James de Coquet, « bien grillée et mollement allongée sur une ottomane de purce de pois

Seion le code des usages de la charcuterie, dans son édition de 1997, il existe sept

dénominations régionales pour l'andoulliette. Les recettes varient de l'une à l'autre. Celle « de Troyes » est composée exclusivement de chandins (les gros intestins) et d'estorgacs de porc. L'andonifiette « lyonnaise », « à la rouennaise » ou de « de Cambrai », contient

de la fraise de veau en plus ou moios grande quantité. Quant à la « provençoie ou celle « du Périgord », il entre obligatoirement dans ses composants de la gorge de porc.

Devant tant de recettes et d'appellations le public y perd un peu son latin et, comme les dictionnaires, semble volontiers croire que qui fait l'andouille fait l'andouillette. Témoin l'enquête réalisée l'an dernier par PIFOP amprès de 1 000 consommateurs et qui place première des andouillettes en notoriété celle de « de Vire », inconnue en réalité des bataillons charcutiers. Confusion avec l'andouille du même POET ?

« Impossible, nous répond-on chez Charles Amand, commanditaire de l'étude, les

questions ont été posées avec ies deux produits côte à côte et les gens . différenciaient très bien l'un de l'autre. » Reste que le renom

de la grande sœur n'a pas fait ombrage à sa cadette. Profitant de cette nototiété spontanée, même si elle est quelque peu usurpée, la maison

Amand vend désormais de la « *véritoble* andouillette de Vire ». Celle-ci differe pen de la recette des andouillettes de Troyes. Elle contient moins de chaudins que sa cousine, mais se caractérise surtout en goût par son court-bouillou garni de petit-foin, une spécificité qui lui donne une saveur légèrement acidulée. Enfin, ce qui la classe irrémédiablement au-dessus du lot commun des andomillettes, c'est le fait qu'elle soit

« dressée à la main ». Chez les Lemelle, à Troyes, charcutiers depuis quatre générations, d'est l'élite de

PARIS 80 Fouquet's

Service tous les jours de 12h à 15h et de 19h à 1h. Salons de 4 à 200 personnes (carte ou menu à 265 francs

hors boissons). 99, avenue des Champs-Elysées Tél. 01-47-23-70-60

Fax 01-47-20-08-69

PARIS 14º

Menu-carte 160 F 2 bis, av. Franklin D. Roosevek Réservation : 01.44.95.98.44 7Ji7 de 11 h à 2 h du matin.

Alain et Pascal Eclache la Cie

Nous sommes très touchée de la gentillesse de nos clients, de la compréhension de nos fournisseurs, quant à la banque. Nous vous souhaitons que dette année 1998 soit la plus merveilleuse possible. Toute l'équipe d'Eclache

10, rue St Merri 75004 Paris • Tél : 01 42 74 62 62

PARIS 14º

LE MOULIN VERT Dans un itot de verdure, ce restaurant propose un menu-care exceptionnel à 173 F, apéritit, vin et café compris. Douze entrées (terme de foie gras, saumon mariné ...), un grand choix de viandes et poissons (escalope de saumon aux morilles, magrel aux raisins ...) et le choix entre tomage et dessett font de catte adresse un des meilleurs rapports qualité-prix de la capitale.

En semaine, menu "express-midi" à 99 F. Ouv. TLJ 34 bis rue des Plantes - 01.45.39.31.31 PARIS 19º LE PALAIS DE L'INDI Foxe au part des Battes Chauman "Un des meilleurs restousons indies de Paris à prix raisonnables"

PARIS 19e



سيرجت ا



Au pied de l'Opéra de la Bastille, une grande adresse pour un repas de qualité. Huîtres toute l'année, poissons du marché, plats

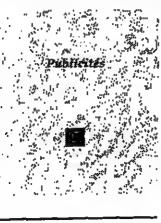
traditionnels et vins à découvrir. Tons les jours de 11 h 30 à 1 h 30 du matin. Réservation : 1 01 43 42 90 32

* l'entrée, l'plat, l'dexsert

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE", renseignements:

2 01.42.17.39.40 - (Fax: 01.42.17.39.25)





w barbacano Fili

2 FORMULES 85 F et 120 F

13, rue du Cardinal Lemoine PARIS 5e Tél.: 01.43.26.37.01

La Chope & Alsace

Menu 169 F

t, Carrefour de l'Odéon PARIS 6

Rés: 01 43 26 67 76

PARIS 5º

PARIS 6º

PARIS 6º

'... l'une des grandes tables des cuisines de l'Inde" A midi le Delhi-Express 130 F Carte environ 180 F à 190 F 14, rue Dauphine - 01.43.26.44.91 Fermé lundi midi

PARIS 7º

LE VARENNE (Fermé le soir et dên) "L'effort porte sur les produits" JC RIBALIT Tranche de gigot à fail et romarin avec purés maison... Excellent lariare servi copleusement... Carte 140 F. (vin et caré compris). Vins de propriétes à pre sage. (Alsaca, Beaujotais, Touraine) 36, rue de Varenne - Tri. 01.45.48.62.72

PARIS 7º

LES MINISTERES

depuis 1919 un brin de Paris Menn 169 F aperitif et vin compris servi même le samedi et dimanche 30, rue du Bae - Tél. 01.42.61.22.37 LE RESTAURANT DE LA BELLE EPOQUE

PARIS 8º

LE VILLAGE D'UNG ET LI LAM LE VILLAGE D'UNG ET LI LAM
Une adresse exotique chie et rafinhe à deux
pas des Champs Elysées. Un superbe décor
avec des aquartums au platond qui ne nous
tomberont pas sur la tête. Les serveuses sont
ravissantes. Specialates Chinoises et
Thailandaises. Déjeuners d'affaires, diners.

A déguster : brochettes de coquiles Silacques et creveties sur plaques chauffantes,
canard laqué pélunois pour 2 ou 4 pers.

Entervillas 1988 € 118 € 118 E 118 E 118 E 118 anard laque pékinois pour 2 ou 4 pers. Formules 108 F, 118 F, 128 F et 176 F.T.J. 10, rue Jean Mermaz (8e) Voiturier le soit Tél.: 01,42-25.99,79 - Fax : 01.42-25,12.06

THE RESERVE THE THE Ouvert jusqu'à 2 h du matin - The Contract of the Contract Parking rue de l'Ecole de Médecine 京城 西南中 西山山山山 二十二十 Ministrate and which have not to the second

245 12 78 * A ...

2.

- 13 7 L.V.

-

4- (44

N. E.

1

18

wer land realist. The Land No. 教育 罗二 100 100 PM



Le vent faiblit

LA DÉPRESSION qui se trouve sur le golfe de Gascogne mardi matin remonte vers la mer du Nord en se comblant lentement. Après un épisode de vents tempétueux sur l'ouest de la France, le vent faiblira peu à peu sur les côtes de la Mauche

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Le ciel va rester assez chargé avec des averses surtout côtières. Des nuages élevés arriveront en fin d'après midi sur la Bretagne. Le vent d'ouest faiblira l'après-midi, il fera entre 9 et 12 de-

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - En matinée, le temps sera couvert avec de la pluie. Le vent de sud ouest atteindra encore 80 km/h. Dans l'après-midi, des éclaircies perceront et les averses se limiteront aux côtes et aux frontières belges. Il fera entre 8 et 10 de-

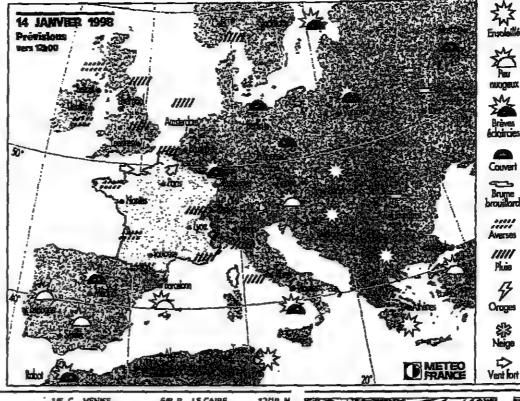
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. -Nuages et éclaircles alterneront lé. Il fera entre 10 et 13 degrés.

avec un risque d'averses surtout au nord. La douceur persiste avec 9 à II degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel sera bien chargé sur Aquitaine et Midi-Pyrénées avec des averses fréquentes surtout sur les côtes. Sur les Pyrénées la neige tombera à partir de 1000 mètres. Le thermomètre sera à la baisse avec 9 à 13 degrés l'après-

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur les Alpes, le ciel sera gris et il neigera au dessus de 1000 mètres. Ailleurs, le ciel sera partagé entre les nuages et les éclaircies avec quelques averses. Le thermomètre reculera de 2 degrés environ, il fera entre 7 et 12 degrés

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. -Sur la Corse et les Alpes du sud, le ciel sera couvert avec de la pluie ou des orages. Il neigera sur les Alpes du sud au dessus de 1000 mètres. Le reste de la région sera bien ensoleil-



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ JORDANIE. La neige qui est tombée dimanche 11 janvier au Moyen-Orient a paralysé une bonne partie de la région, notamment israel et la Jordanie, et le blizzard a sevi dans la province iranienne du Kurdistan. En Jordanie le trafic aérien a été grandement perturbé hundi 12 janvier. Au Liban, qui n'avait pas connu de telles chutes de neige depuis dix ans, l'axe routier menant à la Syrie a dû être fermé ainsi que plusieurs routes de montagne, et la température a atteint moins 15 degrés dans les massifs du Nord. - (Reu-

FRANCE. Air Liberté prolonge jusqu'an 31 janvier sa promotion de 50 % qui permet d'acquérir la carte d'abonnements Libre France, en classe affaires, pour 750 F au lieu de 1500 F et la carte Superliberté, en classe économique, pour 500 F au lieu de 890 F. Renseignements au 0-803-805-805.

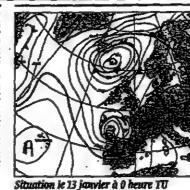
Ville par ville,	les minhr . 5 : ensole	E 14 JANVIER na/maxima de tr nillé; N : nuagem eige.	mpératore
FRANCE MÁD	ropole	NANCY	5/10 P
AJACCIO		NANTES	5/10 N
BIARRITZ	7/13 P	NICE	5/12 P
BORDEAUX	6/12 P	PARIS	7/10 P
BOURGES	5/8 N	PAU	2/9 P
BREST	6/10 P	PERPIGNAN	6/12 N
CAEN	7/9 P	RENNES	5/10 N
CHERBOURG	6/10 P	ST-ETIENNE	6/11 N
CI EDMONT-E	6/10 N	STRACOOL INC	4.63 P

	plute; * : 1	•	FMA 0
He C	ropole	NANCY	5/10 P
	4/14 P	NANTES	5/10 N
	7/13 P	NICE	5/12 P
UX	6/12 P	PARIS	7/10 P
S	5/8 N	PAU	2/9 P
-	6/10 P	PERPIGNAN	6/12 N
	7/9 P	RENNES	5/10 N
URG	6/10 P	ST-ETIENNE	6/11 N
NT-F.	5/10 N	STRASBOURG	4/3 P
	2/9 N	TOULOUSE	4/10 P
LE	2/9 P	TOURS	S/10 N
	7/8 P	FRANCE out	re-(1967
	4/8 N	CAYENNE	25/28 ₽
	5/11 N	FORT-DE-FR.	24/29 S
LE	6/13 N	NOUMEA	23/27 N
—			

	EUROPE	-
	AMSTERDAM	
2	ATHENES	8
3	BARCELONE	- 5
Š	BELFAST	•
•	BELGRADE	
Þ	BERLIN	
	BERNE	
i	BRUXELLES	
ŧ	BUCAREST	6
•	BUDAPEST	
₽	COPENHAGUE	
ì	DUBLIN	
	FRANCFORT	
>	GENEVE	
5	HELSINK	
ţ	ISTANBUL.	8









PRATIQUE

La superficie des logements rectifiée avec la loi Carrez

deur d'un logement, ou d'un local professionnel ou commercial en copropriété, doit en indiquer la superficie dans les actes : promesse de vente, avant-contrat, acte authentique. Cette obligation. édictée par la loi Carrez - du nom du député qui l'a proposée - a pour objectif de protégér l'acquéreur, particulièrement en zone urbaine, où l'espace reste cher (Le Monde du 3 février et du 16 juin 1997). Elle ne s'applique pas aux maisons individuelles, sauf si elles sont en copropriété « horizontale », sur un terrain où la propriété du soi est indivise.

La loi concerne tous les types de vente, sauf les immeubles en construction, les donations, échanges et ventes entre indivisaires. Si l'indication de la surface ne figure pas sur l'acte de vente, l'acheteur pourra intenter une action en nullité, dans un délai d'un mois. On peut cependant commencer les opérations de vente avant d'avoir effectué le métrage, et attendre la signature pour régulariser. Les notaires conseillent néanmoins d'afficher la surface du local dès la petite

obligatoire. «Si l'acquéreur se fonde sur les éléments de l'armonce, Il pourra ensuite invoquer l'absence de la mention de surface pour demander la nullité du contrat », dit Christian Pisani, notaire à Paris.

Si la superficie réelle du bien se révèle inférieure de 5 % à celle qui a été annoncée, l'acquéreur pourra, dans un délai d'un an, intenter une « action en diminution de prix ». Par exemple, pour un appartement de 100 mètres carrés vendu 2 millions de francs (soit 20 000 francs le mètre carré) qui ne mesurerait en fait que 94 mètres carrés, l'acheteur pourra réclamer un remboursement de 120 000 francs (six fois

20 000 francs). Cette épée de Damoclès qui menace le vendeur sert d'argument aux nombreuses corporations qui ont investi ce marché, estimé, pour la seule région lie-de-France, à près de 40 millions de francs. La loi Carrez n'oblige pas à recourir à un professionnel et définit avec précision les surfaces à prendre en compte, « celle des planchers des locaux clos et couverts, après déduction des surjaces

DEPUIS le 19 juin 1997, tout ven- annonce, même si ce n'est pas occupées par les murs, cloisons, s'est vu ainsi rabatire 3 mètres carmarches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres ». Elle exclut « les parties d'une hauteur inférieure à quait par la bibliothèque encastrée 1,80 mètre, les lots ou fractions de et scellée dans l'alcôve du salon. lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés, ainsi que les caves et garages, emplacements de par-

Si l'appartement est un peu biscomu, ou possède une mezzanine, l'opération devient ardue. De peur de se tromper, il arrive que le propriétaire qui mesure lui-même se résolve à déduire arbitrairement quelques mètres carrés. Le recours à un spécialiste ne met pas à l'abri de cette éventualité. Jacqueline O.

Références et adresses

• La loi Carrez porte le numéro 96-1 107 du 18 décembre 1996 (10 du 19 décembre 1996) et le décret d'application nº 97-532 du 23 mai 1997 (JO du 29 mai 1997). Adresses : Ordre des géomètres

experts, 40, avenue Hoche, 75008 Paris; tel.: 01-53-83-88-00. Auditmin, Marché immobilier des notaires, 11, rue La Fayette, 75009

■ A lire: Mesurez vous-même éditions De particulier à particulier, coll. « Guides

Paris; tel.: 01-45-26-05-42. Négonotaire, 14, rue des Pyramides, 75001 Paris; tel: 01-42-96-25-54. votre logement, par Hervé Capgras, pratiques du logement » (29 p., 32 F).

rés par rapport aux dimensions

indiquées sur le plan de l'apparte-

ment. Cette diminution s'expli-

Reste que Jacqueline O. n'a pas

réduit pour autant le prix de

l'appartement, faisant valoir que

augmentait au contraire la valeur.

les terrasses, exclues de la surface

Carrez, mais qui valorisent un

logement, si bien que les profes-

sionnels de l'immobilier, qui

craignent de voir monter le prix du

« mètre carré Carrez », indiquent

sur l'attestation la « surface Car-

Le même problème se pose pour

con, cave, parking. Le cas de la mezzanine est particulièrement épineux. Le propriétaire d'une boutique a vu la surface de celle-ci passer de 25 mètres carrés à... 9 mètres carrés, car la hauteur sous plafond de la mezzanine qui seront cependant en aucum cas déduits de la surface de l'appartement. La mention «fractions de lots inférieures à 8 mètres carrés » concerne des locaux (chambre de service, partie de couloir) annexés au logement, mais qui n'appartiennent pas au même lot. Avant de vendre, on aura donc intérêt à demander une modification de la

définition des lots à la copropriété. Plusieurs catégories de professionnels penvent procéder aux mesures: géomètres-experts, architectes, agents immobiliers, techniciens du bâtiment, et même, depuis peu, huissiers de justice. Les notaires out conclu des accords avec les architectes (Auditmin) ou engagé des géomètres-topographes (Négonotaire) pour pro-

poser ce service à leurs clients. Des amateurs ont également investi le marché, créant des entreprises de contrôle de mesures. Les tarifs, plus élevés à Paris qu'en province, varient du simple au triple. Pour un appartement de 80 mètres carrés, il en coûtera de 1000 à 1800 francs occupait 16 mètres carrés était pour une simple attestation de surce meuble réalisé sur mesure en inférieure à 1.80 mètre. Les pla- face. Pour un métrage avec plan cards, dressings, we et salles d'eau les prix peuvent monter jusqu'à inférieurs à 8 mètres carrés ne 2 800 francs. Pour un studio inférieur à 50 mètres carrés, ils vont de 800 à 1206 francs (métrage simple), et de 1 200 à 1 688 francs si Pon ajoute un pian.

ः विशेषक**्षात्रम्**

and the second of

nies ynsteen

1 10 m

Are - 22 year

S. State at

The second of the second

Same of the

- 9 344 ;*

و ود

1 22

. . .

a maria

A 14.5

m Parish in

1 12

the state

14 / 12 -

- 4/8 By

1.

- Aveilage

.

and the second

 $v_{i} = i 2 \frac{1}{4}$

ATTACHE AND AN

-

Sand and the Sandal

24

· ^ - / / = =

And the second specific

10 miles tory ...

Asset Newscond

The second second

Certains cabinets d'architectes proposent en option un diagnostic du bâtiment. Refusez la photo de l'immeuble, qui ne présente aucun intérêt. Il est indispensable de s'enquérir de la méthode utilisée, afin d'éliminer ceux qui refusent de se déplacer et se contentent d'établir l'attestation à partir du plan de l'appartement. Enfin, on s'assurera que le spécialiste possède bien une assurance « responsabilité civile professionnelle », qui garantira au client une possibilité de recours en cas d'erreur.

Michaëla Bobasch

\$ SOS Jeux de mots:

MOTS CROISÉS

н

Æ

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

PROBLÈME Nº 98012

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

depuis 1990. - 6. Etni mal rangé. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 intéressante pour la bourse, beaucoup moins pour la Bourse. ~ 7. Supprime. Personnel. Franchis le pas. - 8. jeunes ouvrières assez frivoles. - 9. Plusieurs fois deux. L'américium. - 10. Appris. Etre suprême. Rendue à la fin. - 11. Paire entrer par tous les moyens,

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº SONT HORIZONTALEMENT

I. Télécopieur. - II. Imaginative. -III. Motet. Ré. As. - IV. Blier. Ample. - V. Rut. ORL. RER. - VI. Emil Noyée - VIL Pédants. PEA. -VIII. One. Atout - IX. St. Glatis. -X. Dali, Lalo. - XI. Exagération.

VERTICALEMENT 1. Timbre-poste. - 2. Emolument.

-3. Latitude Da. -4. Egée. Gag. -5. Citronnelle. - 6. On. Rot. Air. - 7. Paralysåt. - 8. Item. Tilt. - 9. Ei. Préposal - 10. Uvale. Et. Lö. - 11. Réser-

SCRABBLE . PROBLÈME Nº 52

1. Vous avez tiré CEENOTS. a) Trouvez deux sept-lettres, malheureusement implaçables.

b) Avec ce même tirage, trouvez sept mots de huit lettres en le complétant avec sept lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots de la grille.

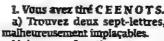
une solution, effacez-la avant de 2. Préparation de la grille de la

Trouvez un sept-lettres et placez-le en H 6. d) Deuxième tirage : E E F R R U X. Trouvez un sept-lettres et rac-

21 janvier.

paru dans *Le Monde* du 7 janvier. Chaque solution est localisée sur

A la recherche du troisième mot

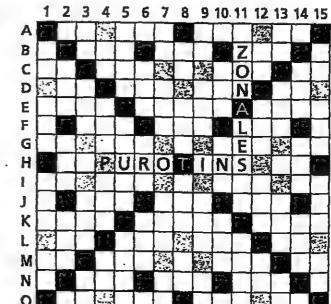


N. B. Dès que vous avez trouvé

semaine prochaine. c) Premier tirage: E1NQSUU.

cordez-le sur le premier tirage de façon à marquer 141 points. Solutions dans Le Monde du

Solutions du problème nº 51



Le Histoire est échté par le SA La Monde. La reproduction de tout entide est hépolité septe l'accord

12, rue M. Gutsbourg 94652 hav padex

FUELICITE

PUBLICITE

FUELICITE

FOR THE PUBLICITE

FOR THE PUBLICIT

FOR THE PUBLICITE

FOR THE PUBLICITE

FOR THE PUBLICITE

21 bis, rue Claude-Sernard - BP 218 TS226 PARTS CEDEX 65

la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal: iorsqu'elle commence par un

chiffre, le mot est vertical.

GUA, 4F, 74 - ENGOUERA, 5 E, 86 - ENGLUERA, 6 E, 63, ou l'anagramme GRANULEE - NEGA-TEUR, 9 D, 61.

c) PUROTINS, miséreux; ZONALES, relatives à une zone de la Terre.

Michel Charlemagne

HORIZONTALEMENT

i. Met fin à la suite. - II. Qui ne connaîtra jamais la fin. Point de depart d'une liste sans fin. - IIL Une insulte et un comble pour le cordonnier. - IV. L'un des premiers européens. Bas de gamme. - V. Points. Article. En famille avec les cafards. - contre cette barbarie. - 2. Le corps et désherbants dans les champs de blé. paru avec la tuberculose. N'importe - VII. Epousa la taille. Dans le sac du qui. Ecrivain français. - 4. Quand petit futé. - VIII. Sur la table. nous sommes à bout et que ça bout. Manquent de finesse. - IX. - 5. Original chez l'élève mais pas S'exprime comme un ranidé. Nou- chez le maître. Rayée de la carte PRIMITED IN FRANCE

: ₹

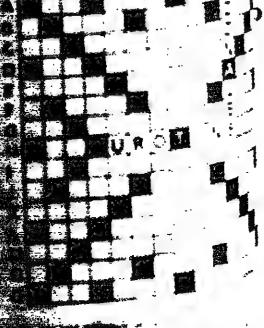
veau après la révolution. ~ X. Bouclier international. Fait l'ouverture. XI. Provoquées par le suivant. Dangereuse quand elle est en colère.

VERTICALEMENT

1. Victor Hugo s'élevait déjà VI. Vibration intérieure. Victime des son contenu. Possessif. - 3. A disCommission pariture des journaire et publications nº 57 437.

Tet : 01-42-17-29-00 - Fex : 01-42-17-29-26

a) NAGUERE OU NARGUEE. b) GENERAUX, J 4, 72 - ENVER-



CULTURE

CRÉATION La troupe de la Comédie-Française présente, au Théâtre du Vieux-Colombier, une adaptation d'« Arcadia », pièce de l'écrivain britannique Tom Stoppard,

déjà créée avec succès dans une vingtaine de pays.

AUTEUR DRA-MATIQUE célébré outre-Manche - il a été anobli en 1997, l'année de ses soixante ans -, scénariste prisé par

les studios américains, Tom Stoppard est peu joué en France. D'autant plus qu'il se considère lui-même comme un auteur peu prolifique. « J'aimerais écrire une pièce tous les deux

ans, a-t-il confié au Monde. Mais (...) je n'arrive pas à saisir pourquoi le processus est si lent. » ● L'EXIGENCE qu'il s'impose à lui-même – il a écrit une vingtaine de pièces, mais « seu-

lement huit grandes », insiste-t-il -transparaît dans son œuvre, qui cache sous des apparences classiques les transgressions d'un témoin engagé de son temps.

Tom Stoppard, auteur pyrotechnique d'un demi-siècle de théâtre

« Arcadia », pièce de l'écrivain britannique, est créée par la Comédie-Française, après l'avoir été dans une vingtaine de pays. Le dramaturge, récemment anobli, y cultive toujours plus son tempérament d'humaniste lucide sous un verbe brillant et vif

de notre envoyé spécial

« Vous avez rendez-vous avec Sir Tom? * A Chelsea Harbour, le portier du condominium luxueux, avec port privé, lové dans un méandre de la Tamise, où Tom Stoppard occupe un duplex au sommet d'une tonr, filtre les entrées du récent chevalier (1997). Une distinction « plutôt inhabituelle » pour un auteur de théâtre, qui ne voit guère parmi les contemporains de son espèce qu'Aian Ayckbourn. Est-ce dû à ses pièces? « Je le suppose, je ne fais rien d'autre ! » Rien, si l'on excepte une dizaine de scénarios, un film, un roman, des dramatiques pour la radio et la télévision. En trente ans, Tom Stoppard awa écrit une vingtaine de pièces parmi lesquelles, insiste-t-ll, « seulement huit grandes ». L'avant-dernière, Arcadia, n'arrive à Paris qu'après avoir été montée dans une vingtaine de pays. On y retrouve sa touche unique, résumée par l'Encyclopaedia britannica en une formule : « Verbe étincelant, action ingénieuse, habileté structurelle. » 🕆

Tom Stoppard naît Tomas Straussler le 3 juillet 1937 à Zlin, en Tchécoslovaquie. Il y reste à peine plus d'un an, mais le pays reste présent en lui. Son père est médecin dans les usines de chaussures

Des Anglais au répertoire du Français

Après Robert David Macdonald, Harold Pinter et John Osborne,

Tom Stoppard est le quatrième auteur britannique contemporabi

Joué par les comédiens-français. Conférence au sommet, de Robert

David Macdonald, a été donné au Petit-Montparnasse, en Janvier

1987. Autres Horizons, de Harold Pinter, a été créé en juillet 1987 au

Festival d'Avignon, et repris ensuite an Théâtre Montparnasse.

C'était hier, du même auteur, a été joué au Petit-Montparnasse en

septembre 1987 après la première au Théâtre Français. Un Bon

Patriote, de John Osborne, a été donné à l'Odéon, après la première

Singapour, le médecin et sa famille suivent. Lorsque les Japonais envahissent la colonie, la mère de Tomas s'enfuit en Inde avec ses deux fils. Le père est tué par l'occupant. Sa mère se remarie avec un officier britannique, Kenneth Stoppard, dont Tom prendra le patronyme. L'enfant a six ans lors-qu'il découvre la langue anglaise dans une école de Darjeeling. En 1946, la famille s'installe en Angle-

« LE LIEU OÙ IL FAUT ÊTRE »

Les études de Tom Stoppard sont brèves. Les commentateurs de l'œuvre y verront une source de son « théâtre d'idées », mêlant la fascination de l'autodidacte pour le savoir avec la volonté d'ordonner des jeux capables de dérouter les plus savants, quitte à les prendre pour personnages, d'Acrobates à The Invention of Love. A dixsept ans, il est journaliste à Bristol. Le boom théâtral va se faire sentir jusqu'aux rives de l'Avon. Il le convaînc que le théâtre « est le lieu où il faut être ». Le voilà à Londres, critique au magazine Scene. Il travaille à sa première pièce: Marcher sur l'eau (1960) - « débile », juge-t-il aujourd'hui –, qui sera télévisée en 1963, mais qui ne rejoindra la scène londonienne, après

Bata. L'entreprise crée une filiale à des remaniements, qu'en 1968. sous le titre de Enter A Pree Man (Les Dimanches de M. Riley, en France).

Tom Stoppard est d'abord l'auteur d'un coup d'éclat dont le théâtre anglais n'a pas d'autre exemple. En 1964-1965, il écrit Rosencrantz et Guildenstern sont morts. Il a planté le tissu d'énigmes et de mots d'esprit dont il ne se lassera jamais au croisement de Shakespeare et de Beckett. La pièce est montée en 1966 par un groupe d'étudiants d'Oxford au fringe (le hors-les-murs) du Festival d'Edimbourg. Elle suscite une attention immédiate, et une ascension par la voie directe jusqu'au répertoire du National Theatre. Tom Stoppard y sera le plus jeune auteur jamais inscrit. Succès énorme, qui aurait pu être écrasant, pour un garçon dont on imaginera en vain qu'il ne puisse faire mieux, ni autre chose. La pièce effectue plusieurs fois le tour du 6 monde, via Broadway, Tokyo et Buenos Aires. Tom Stoppard en tirera un film (avec Richard Dreyfuss) qui obtiendra le Lion d'or à à Venise en 1990. Faut-il vraiment parier de ciné-

ma? Stylos coûteux soigneusement alignés, cigarettes très exactement à demi firmées et fichées à la verticale dans les cendriers, fax dégorgeant de feuilles. Tom Stoppard travaille à bord d'un bureau hollywoodien, avec tout Londres dans son axe de vue. Hollywood, justement. Il vient d'y assister au dernier tour de manivelle du film tiré par Bob Rafelson de son adaptation de l'ultime roman (inachevé) de Raymond Chandler, The Poodle Springs Story. Les rushes sont là, en cassette, à sa gauche. A sa droite, c'est l'univers du livre, histoire, sciences, biographies, théâtre, poésie. Le fonds. Scéna-



Sir Tom Stoppard.

riste de Despair (Fassbinder), du Facteur humain (Preminger), de L'Empire du soleil (Spielberg), il n'en retient que les adaptations de Nabokov, Greene, Ballard. Il est plus disert sur son travail avec Losey (Une Anglaise romantique) ou Gillam (Brazil) « un script insensé qu'il m'a confié pour y mettre un peu de logique et d'humour ». Ces travaux lui ont valu la réputation d'un « docteur scénario ». Rien de

plus qu'« un artisanat très satisfalsant »: l'artiste, chez lui, s'investit exclusivement dans le théâtre. A son rythme. Le cinéma occupe les entractes beaucoup trop longs à son gré auxquels le contraint la Sir Tom n'aime pas trop s'inter-

roger. Toute tentative d'analyse le paralyse. Dès qu'il se surprend à parier du processus d'écriture, il s'interrompt, au prétexte qu'il ris-

querait d'apparaître « plutôt prétentieux ». « Je ne pense pas que les écrivains soient sacrés, mais les mots le sont », a-t-il fait dire à l'un de ses personnages. Il cultive soigneusement sa réserve, faite de mots, en veillant qu'ils ne le découvrent pas trop. Comme il a la méfiance des images trop vives, dessinées d'un seul tenant, des explications trop lumineuses, des théories trop gé nérales, méfiance du militantisme, Si on lui renvoie son engagement, lisible dans La Musique adoucit les mœurs (où il mêle musique et droits de l'homme) ou dans Squaring the Circle (dramatique sur la Pologne de Solidarité), il s'insurge, doucement : non pas militant mais « participant ». Sous un « antisystème » très britannique, point un véritable système Stoppard. Comment expliquer autrement le goût vif, particulièrement visible dans Arcadia, de confronter ce qui pourrait paraître comme des certitudes pour les atomiser bientôt en un grand feu d'artifice. Avec un soin méticuleux accordé au rythme des phrases, à l'ajustement des scènes, à la place des acteurs, afin que cela soit pleinement théâtre et

* Arcadia, de Tom Stoppard. Adaptation de Jean-Marie Besset. Mise en scène de Philippe Adrien. Avec Alain Praion, Claire Vernet, Claude Mathieu, Jean-Pierre Michael, Jean-Baptiste Malartre, Olivier Dautrey, Denis Podalydès, Jean-Marie Galey, Françoise Gillard. Théatre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6. Tél.: 01-44-39-87-00. M° Saint-Sulpice. De B5 F à 160 F. Mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; jeudi à 19 heures. Jusqu'au 22 février.

Sir Tom Stoppard, auteur dramatique

« Ecrire une pièce est exactement comme peindre un paysage »

« Dans les années 60, vous avez déclaré écrire pour le théâtre, parce que c'était là où il fallait être. Est-ce toujours votre sentiment?

à la Comédie-Française, en Janvier 1989.

- Dans les armées 60, on attirait plus l'attention avec une pièce qu'avec un roman. Aujourd'hui, parmi les écrivains de moins de trente ans, il y en a qui excellent au théâtre. Autrement dit, il y a toujours une génération qui estime qu'il faut y être présent. Mais, depuis les années 80, c'est le roman qui séduit le public, avec des Julian Barnes ou des Martin Amis. Un moment, j'ai même pensé que le théâtre avait en son temps. Ét, malgré tout, il continue. Dans un article récent du New York Times, le critique geignait parce qu'il n'y avait que huit pièces de théâtre pur à New York. Et huit, c'était inhabituellement important. A Londres, nous en avions vingtquatre l

- Trente ans après, comment voyez-vous vos premiers pas d'auteur ?

 Pétais assez prétentieux. Je voulais que mon œuvre me survive. J'essayais d'écrire des choses qui n'étaient pas liées à mon temps. l'étais l'un des rares qui ne voulaient travailler que sur le langage, alors que l'essentiel de ce qui se faisait alors était lié aux sujets sociaux et politiques. Les auteurs importants étaient Osborne, Pinter, Wesker, Arden... Je me sentais conservateur, j'avais une idée plutôt idéaliste de l'écriture, celle d'un art qui ne vaut que pour ce qu'il survit, et qui ne survit qu'au niveau de ce qu'il vaut. Les effets de mon travail sur le monde ne m'intéressaient pas. l'étais intéressé par son effet sur l'in-

– Pourtant, vous vous êtes en-

gagé dans les années 70. - A l'occasion de l'année des prisonniers d'opinion, en 1977, on nous a demandé d'écrire une pièce et j'en ai en effet écrit une sur le sujet pour

à Saint-Pétersbourg avec Amnesty international, puis à Prague pour la New York Review of Books, où Pal rencontré Havel pour la première fois. Alors, à la fin des années 70, l'ai écrit deux ou trois pièces qui étaient plus clairement engagées. On a estimé que l'avais changé. Mais je n'al fait que me déplacer dans mon tra-

Quatre ans séparent Arcadia de votre dernière pièce, The Invention of Love.

- Entre The Real Thing et Arcadia, il v a eu dix ans. Avec Hopgood, qui n'a pas été un succès, entre les deux. l'aimerais écrire une pièce tous les deux ans. Mais, quand j'en achève une, je n'ai rien en têre, rien en réserve. Je n'arrive pas à saisir pourquoi le processus est si lent. J'ai eu l'idée d'écrire sur le poète anglais Housman (The Invention of Love) peu de temps après le début des représentations d'Arcadia. Je me suis dit : «Tu n'es pas si vieux, ça serait bien d'avoir une pièce nouvelle dans dixhuit mois. » Mais les recherches ont été si longues que ça a duré quatre

- Pourquoi toutes ces re-

cherches? je ne fais pas de recherches au nom du devoir. Ce que l'appelle recherches n'est que de la curiosité. Je lis pour le plaisir, et chaque sujet conduit à un nouveau sujet. J'écrivais une pièce sur un homme donné, et, à la fin, j'avais la matière d'un livre sur son temps

- Et pour *Arcadia*, qui croise tant de sujets ? Je n'ai pas commencé par le commencement, en achetant des livres sur les jardins, sur Byron ou sur les intégrales en mathématiques. l'ai réellement cherché à tisser une

pièce à partir des préoccupations de - Votre travail s'apparente à celui du peintre, avec des motifs qui s'appellent...

comme peindre un paysage, équilibrer les couleurs, les formes et les associations. Cela est tout neuf pour

, - Vous maîtrisez mieux votre travail?

Beaucoup moins! Auparavant, l'étais incapable de commencer à écrire sans avoir éclairel l'essentiel de ce que j'allais faire. La maturité apparaît dans la prise de risques : en commençant sans savoir ce que le paysage va contenir, pour reprendre

J'aimerais écrire une pièce tous les deux ans. Mais guand j'en achève une, je n'ai rien en tête rien en réserve. Je n'arrive pas à saisir pourquoi le processus est si lent.

cette image. Il y a vingt ans, j'en aurais été incapable. - De Lénine à Oscar Wilde, on trouve nombre de personnages historiques dans votre œuvre,

mme Byron dans Arcadia. - Depuis mon enfance, l'ai toujours été intrigué par la notion de vérité historique. Dans la mécanique quantique, il y a cette idée que vous ne pouvez pas fixer la réalité: vous avez telle image d'elle et telle autre, et aucune n'est la réalité, mais les deux ensemble donnent quelque chose qui y ressemble. L'histoire fonctionne de la même façon.

riques vons aident-ils à donner une forme à la réalité théâ-

trale? · Je suis plutôt sceptique devant les idées reçues. Je me sers de personnages historiques pour questionner les idées reçues de la vérité historique. Evidemment, Je ne sais pas ce qui est réellement arrivé, je n'étais pas là, le fait que ce soit une personne réelle dans la pièce ne valide pas la narration, ce peut être une fiction sur une personne réelle. Le théâtre, pour moi, n'est rien d'autre qu'un art de raconter des histoires. C'est un art narratif. Je suis attentif à ne jamais perdre cela de vue : ce n'est pas un véhicule pour une thèse, mais pour raconter me histoire.

- Vous travaillez pourtant à

partir d'idées plus que de per-Somuages. - C'est exact, mais cela n'en signifie pas moins qu'il y ait une his-toire à raconter. Mais je n'ai jamais commencé une de mes pièces parce que j'avais une histoire en réserve. Il m'a fallu au contraire trouver une histoire afin d'explorer les idées. Les artistes ne sont pas historiens ou scientifiques, ils essaient de donner le moment juste, le moment vrai : voilà ce que ça signifie d'être trahi, ou d'être vraiment heureux. L'art intervient à un niveau où l'Histoire est impuissante. - Votre théâtre est aussi vi-

- Le théâtre est un art fugitif et fragile. C'est ce qui le rend si attirant. Il y a vingt ans, je ne suis pas sûr que j'aurais parié qu'il y aurait encore du théâtre en l'an 2000. Il doit en appeler à quelque chose de très profond, parce que c'est absurde qu'il puisse survivre à une époque où les gens ne veulent plus sortir de chez eux. »

> Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

Repères théâtraux Roger Jendly, Jean-Luc Bideau

Les huit « grandes pièces » de Tom Stoppard, et leurs créations en France: ● 1966. Rosencrantz et

Guildenstern sont morts. Théâtre Antoine à Paris, mise en scène de Ciaude Régy, avec Bernard Fresson et Michel Lonsdale (1967). ● 1972. Les Acrobates (Jumpers). Théâtre Tristan-Bernard, mise en scène de Jean-François Prevand, avec François Lalande (1993). • 1974. Parodies (Travesties). Théâtre de l'Odéon, après la création au Centre dramatique de Lausanne, mise en scène d'André Steiger, avec François Germond,

• 1977. La musique adoucht les mozurs (Every Good Boy Deserves Favour). Théâtre de la Ville à Paris, dans une version pour trente-cinq musiciens, mise en scène de Robert Dhéry, avec Pierre Vaneck et Robert Dhéry (1980). ● 1982. La Vraie Vie (The Real Thing). Théâtre Montparnasse, adaptation de Jean-Claude Carrière, mise en scène d'Andréas Voutsinas, avec Pierre Arditi et Catherine Rich (1988). ■ 1988. Hapgood.

● 1993. Arcadia. Théâtre du Vieux-Colombier (1998). ● 1997. The Invention of Love.





Les francs-galeristes de la rue Louise-Weiss

Six galeries d'art ont choisi de s'installer - dans cette artère neuve, au pied de la Bibliothèque nationale de France, sans entretenir de rapports concurrentiels

SAMEDI 10 JANVIER avait lieu des galeries de la rue Louise-Weiss: Art: Concept, Air de Paris, Emmanuel Perrotin, Praz-Delavallade, Almine Rech, Jennifer Flay. Toutes sont nées après la folie des années 80, à Nice (Air de Paris et Art: Concept) ou à Paris. Soit six galeries installées en enfilade, au rez-de-chaussée surélevé d'un bâtiment annexe du ministère des finances dont les fonctionnaires vont au restaurant du coin ou d'en face, mais ne sont « pas forcément intéressés » par cette activité lancée en avril 1997.

Située derrière la Bibliothèque nationale de France, la rue Louise-Weiss (1893-1983) est une rue neuve et raide maigré ses arbres et les restaurants-bars-brasseries qui la ponctuent. Là où se sont installées les six galeries se trouvait une enfilade de boutiques murées par du placoplatre. Comme les trois qui restent encore. Le quartier est en pleine mutation, au cœur de projets d'urbanisme dont la réussite dépend des commerces qui par-viendront à s'y installer. C'est un des gros soucis de la Semapa, société d'économie mixte chargée de l'aménagement de la Seine-Rive gauche, dont le maire du 13° arrondissement, Jacques Tou-bon, est le président.

C'est Bruno Delavaliade qui a eu l'idée de cet emménagement. Qui en a parlé à Jennifer Flay, qui en a parlé à... Jacques Toubon... Selon lui, le maire du 13ª n'est jamais intervenu directement pour lancer l'opération, mais il a sans doute permis d'ouvrir les portes. « C'est, remarque Delaval-lade, un des rares maires de Paris, sinon le seul qui connaissait déjà les galeries, Une chance à saisir : 650 mètres carrés de locaux inoccupés. On a compris l'intérêt pour le quartier! Les six créent une synergie. Certains jours de la semaine, cinquante personnes passent et, le samedi, beaucoup plus de monde . Les soirs de vernissage, trois mille personnes se

En se transportant à six d'un coup pour s'aligner le long de la même rue, la prise de risque était moindre. Les galeries en question ont déjà leur petite clientèle pointue, travaillent avec l'étranger, alors qu'elles soient dans le Marais ou au fin foud de Paris importait peu. Leur déménagement comportait de nombreux avantages : elles bénéficient d'une vitrine sur une rue où l'on peut stationner sans problèmes; elles sont plus grandes. Quant aux loyers, après la franchise d'un an

intéressants : environ 5 000 F pour 100 mètres carrés. Les six se disent très contents

(jusqu'en avril 1998), ils seront

d'être là. Pas seulement pour des raisons matérielles, mais aussi parce qu'ils réussissent à s'entendre, partagent leurs fichiers, sont en permanence en liaison les uns avec les autres. « Etre ensemble, c'est plus intel-ligent, ça permet de faire plus de choses, dit Bruno Delavallade. On ne vit pas comme des concurrents. C'est extrêmement agréable de partager nos expériences. Nous ne sommes pas propriétaires de nos collectionneurs. Il y avait des liens d'amitié entre nous. Ça s'est fait naturellement. »

Selon Olivier Autoine, d'Art: Concept, le groupe « a essayé de créer une communauté culturelle ». « De cela, on discute beaucoup avec Emmanuel Perrotin. Notre idée, ce n'est plus de conditionner l'existence de la galerie aux acqui-sitions des FRAC, mais de poser la culture comme moyen de communication, comme possibilité de créer des emplois culturels, ensemble. »

Même satisfaction de Jennifer Flay, dont l'ordinateur, en veilleuse, affiche « Jennifer, l'endors pas i » Elle est « totalement ravie d'être là ». Sa galerie (un peu plus grande que les autres, 140 mètres carrés, au lieu de 100) a « plus de potentiel » que son appartement en étage, rue Debelleyme. Elle aurait voulu en partir plus tôt parce qu'il était trop petit et trop cher: rue Louise-Weiss, son loyer sera trois fois moins élevé que rue Debelleyme, où elle devait payer 21 000 F chaque mois. « On a bien réfléchi avant de déménager, ditnotre public, et.on. était plus ou moins-sûrs ga'ils viendraient. L'ambiance est formidable. La solidarité peut être réelle. On se côtole le main, au déjeuner... Ça crée un climat de travall très agréable. Nous ne sommes pas en concurrence, nous avons chacun notre identité, pas les mêmes options. Notre communauté d'esprit, si elle existe, tient en l'art d'aujourd'hui. »

- Section (

- 9

ار میدون از میدون

3 . 324

Rendez-vous de janvier

● Au 34, rue Louise-Welss. Art : Concept. TEL : 01-53-60-90-30. Jeremy Deller, un jeune Anglais, témoin de son temps, traite du rock, de l'amour, et de l'ecstasy. An 32. Atr de Paris. Tél. : aver Plamen Dejanov, Carsten Höller, Lily Van der Stokker, Pierre Joseph, Bruno Serralongue, Liam

● An 30. Galerie Emmanuel Perrotin. Tél.: 01-42-16-79-79. Henrik Plenge Jakobsen et Jes Brinch, deux Danois; proposent deux installations « habitables », modernes, avec gaz : une maison pour enfants et un mini-deux pièces constitué d'une antichambre (de la mort) et d'une culsine qui diffuse du gaz inodore : le taux de suicides au Danemark est l'un des plus élevés au

 Au 28. Gaierie Praz-Delavallade. Tel: 01-45-86-20-00. Meg vit et travallle à Venice, Californie. Pour son exposition parisienne. elle s'est inspirée de l'actualité publiée pendant une semaine dans le quotidien Libération. ● Au 24. Galerie Almine Rech. Tel.: 01-45-83-71-90. Philtre, des photographes comme Nobuyoshi Araki, Daido Moryama, Inez van Lamsweerde. ● An 20. Galerie Jennifer Flay. Tél.: 01-44-06-73-60. Xavier

Geneviève Breerette

Le jeune baryton allemand Stephan Genz conquiert la Salle Gaveau

Veilhan en pingouin.

STEPHAN GENZ (baryton), RO-GER VIGNOLES (plano), Mörike et Eischendorff Lieder, de Hugo Wolf, Lieder und Gesange op. 32, de Johannes Brahms, et Lieder sur des textes de Heine, de Robert Schumann, Salle Gavean, « Lundis musicaux », Paris, le

On ne connaissait pas son premier disque (Claves), consacré au redoutable et escarpé monde d'Hugo Wolf, et c'est tout récemment, par un coffret énigmatiquement intitulé Liedopera (les Lieder distribués en recueils par Schubert lui-même, 3 CD Capriccio 49 110 1), qu'on vint à le découvrir. Hartmut Höll, le directeur artistique de cette passionnante anthologie, accompagne con furore le sanguin ténor Christian Elsner dans Le Roi des auines, puis Mit-suko Shiraï interprète, en artiste parfaite mais peu riche vocalement, Marguerite au rouet; enfin intervienment une voix d'une couleur douce, émouvante, une expression qui fige tout autour d'elle et capte l'écoute : Stephan Genz, Allemand, vingt-trois ans au mo-On avait raté ses concerts au Festival de Saintes ou au Châtelet.

Ce récital de Gaveau approchait, mais voici qu'il chantait sur scène à l'Opéra de Paris : un rôle modeste certes, dans La Veuve joyeuse, de Franz Lehar, mais du moins l'occasion de le juger ailleurs qu'au disque. Cette Veuve, sinistrement mise en scène, ne lui rendit pas service : Genz, les yeux ronds comme des billes, avait l'air

peu à son aise scéniquement, on ne l'entendit point du cinquième rang. Béaucoup par la fâcheuse habitude qu'a Lehar de doubler le chant à l'orchestre, beaucoup aussi par la « faute » d'une nature plutôt lunaire et intime, d'une voix riche mais peu percutante. Stephan Genz n'était-il qu'un organe phonogénique ? Son premier grand récital parisien, le 12 janvier à la Salle Gaveau - hélas i suivi par une salle clairsemée mais convaincue dès la fin de la première partie - prouve le contraire. Certes, Gaveau n'est pas immense, mais on y entend tout, qualités et défauts.

EXQUIS PIANISSIMOS Des défauts ? On n'en voit guère

chez ce jeune artiste, sinon une mimique (comparable à celle qu'il enpruntait sur la scène du Palais Garnier) qui gagnerait à se détendre et un manque de puissance dans le grave qui trouvera un remède dans un travail et une maturation patients, contrôlés. Car, de la part d'un artiste de vingt-cinq ans confronté à l'univers impltoyable du Lied, l'évidence d'immenses qualités, déjà parfaitement de l'enregistrement, en 1996. ment opérationnelles, est tout simplement ahurissante. Genz possède une voix saine, naturellement ronde, chaude, vibrante. Les graves, on l'a dit, ne sont pas (encore) au rendez-vous (chez son aîné Wolfgang Holzmair, dont Philips a publié quelques disques, Ils n'« accrochent » jamais et le bas de la tessiture s'étiole) mais les aigus sonnent facilement en voix pleine comme dans les plus exquis

Les colorations sont subtiles, et l'élève de Fischer-Dieskau ne singe pas le maître, ce qui fut fatal à Andreas Schmidt, pâle décalque stylistique du grand récitaliste allemand dont les qualités, mal comprises, peuvent se muer en défauts outranciers. Comme ses jeunes et éminents confrères du moment, Hanno Müller-Brachman et Matthias Gorne, Genz a l'intelligence d'offrir une autre voie expressive à la rhétorique du monde wolfien, aux subtilités étonnantes des Lieder retirés par Schumann de son Dichterliebe, aux douleurs rentrées de l'opus 32 de Brahms: juste l'émotion, le cadre dramatique, les mots dits parfaitement et portés par un souffle et une intonation rarement prise en défaut. On a cru entendre un seul son chanté bas, dans Nicht mehr zu dir zu gehen, de Brainns. Erreur : c'était à dessein. Les mots disalent: « Car j'ai perdu toute force et tout soutien. »

Autre bonheur en ce concert, la présence de Roger Vignoles, pianiste britannique moins stakhanoviste que son confrère Graham Johnson mais très présent sur la scène internationale. Incroyablement subtil et exact, il ne possède pas la sonorité magique d'Eschen-bach (l'intégrale Schumann de Fischer-Dieskau!) et n'« enrobe » pas la partie vocale. Mais il donne l'idée exacte de la nature de l'accompagnement du Lied: à l'écoute de la voix mais aussi à l'écoute, non narcissique mais parfois « décalée » (Wolf), de sa propre poésie.

Renaud Machert

CULTURE

THE THE OWN DESCRIPTION The part of the Ball of the contract of the part of th

TE STEEL SELECTION you through the term of the second as no a properties of the second

But they we have the gather territory than the second of Repaired with the transfer of the transfer the straight of the state of the contract of the contract of أنا المناف فالمرافق والمواقي Line 1 may be a second of the second of the

there is no set the interest time.

A STATE OF THE SHOP ASSESSED.

agentinate in the second of th **《京山湖湖市港區》 种分别用了小道。** Company of Alight Alight emmakatan seringgan pada se $-1 + \frac{1}{2} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{2} \sum_{i=1}^{n}$

Lange of the state of the state of Company of the Control of the The second second second $(q^{\alpha}_{i,m}q^{\beta}_{i}) = (m + q_{\alpha} + \cdots + q_{\alpha} + \cdots + q_{\alpha}) + \cdots + q_{\alpha} + \cdots$ the design of the state of Regard Commence of the Property

স্কুলি সংগ্ৰহণ কৰা বিশ্বস্থা

grant has a firm of the

Barbara Barbara

processary on The Contract

Marie Telling Marie

电路线递减 医水流医水流

Manager tale - --

·原如·斯特·西·西·西·

Harris of New year of the Control of

The state of the s

wing to spring to have the second

ESPORT OF A COUNTY

海巴纳 电二氯苯二十二苯二二 $e^{-iz} = -iz - \frac{1}{2}e^{-iz} - \frac{1}{2}e^{-iz} + \frac{1}{2}e^{-iz} + \frac{1}{2}e^{-iz} + \frac{1}{2}e^{-iz}$ and the second second Commission of Control Control Maria Berthaman en al Carlo de la companya del companya del companya de la compan April 19 State 2 Charles Com-Committee of a present continues of the con-

AND REPORTED THE PARTY 3944 Can a 200 *** * · · Add to the second paryton allemand Y.

requiert la Valle (GAVELLE 324 ಚಿತ್ರ ಗಡಿಕಿನ ನಿನೀ CONTRACTOR OF A CONTRACTOR 12124 The state of the s and the second of the second o $\chi(\mathcal{G}_{\mathbf{p}}^{\bullet})(\overline{\mathcal{M}}_{\mathbf{p}}) = \chi(\mathcal{G}_{\mathbf{p}}^{\bullet}(\mathcal{G}_{\mathbf{p}}) + \mathcal{G}_{\mathbf{p}}^{\bullet}) \qquad (1)$ 1 . W. ASSOCIATION STORY -The second second second Bright Bright of the same of Andrew State of the second

4 255 8 8 4 MARIEN ---A. 1884 1.20-1 La Comme c+ 5 - 4 2 1 1 12 S. S. STORY -A. 5.45 A 5/100

- Allen 1000 54 AMT. WATER BEET 3.5 F. T. 250 = " S. 1807. A A STE mineral . white with

4 Marsh 和政府。 ---Response **电话** AND THE PROPERTY OF STREET The state of the s

thinks of my . waster . THE P. L'S. IS LEW YORK, IN and the safety than the same of the same San Committee of the contract By Andrew Control of the Control Action Contraction of the second distribution of the contract of Marie mariate a The second section in THE STATE OF THE STATE OF THE 高いは 中国中 田子一日 the second of the second The second second A STATE OF THE STA -震盪至實物之一 44 The section of the section of

Elsa Wolliaston, la maladie de la liberté

Cette chorégraphe exceptionnelle présente « Réveil » à Angers

ANGERS

de notre envoyée spéciale En plus d'un café, serré à réveiller une marmotte, Elsa Wolliaston demande un Jack Daniels, « pour les nerfs ». Il est midi. Les notables s'apprêtent à passer dans la salle à manger feutrée de l'Hôtel d'Anjou. La tête emmitoufiée dans son sempiternel foulard, la chorégraphe groude: « Quand on me dit non, l'animal qui est en mol rugit. Je fonce, je renverse la situation. Les éditions Boosey & Hawkes à Londres, qui gèrent les droits de Stravinsky, ant refusé que j'emprunte quelques extraits du Sacre du Printemps ; cette décision m'a poussée à aller plus loin. Je n'ai jamais eu l'intention de chorégraphier la partition, cela a déjà été fait I Je voulais seulement des leitmotive à insérer dans une nouvelle

Elsa Wolliaston montre une photo: « Regardez mon visage. l'aime à dire que je suis une demisauvage civilisée. » Et puis sans transition: « Je suis née à la Jamaique, d'un père originaire d'une région d'Afrique de l'Est, aujourd'hui le Kenya. Ma mère est panaméenne. J'ai été élevée au village par ma grand-mère, initiée par elle à la danse, à l'Afrique. A la mort de ma grand-mère, je suis partie à New York chez ma mère, qui n'a eu de cesse d'éradiquer toute africanité en moi. Elle refusait ma peau noire ! J'ai étudié la musique et la danse à la Carnegie School, suivant des stages de Nadio Boulanger. Pour me faire céder, ma mète m'a confisqué mon piano ; j'ai donc choisi la danse et l'Afrique. En France, où je vis depuis 1969, on a préféré me classer du côté de la danse africaine, cela évite de réfléchir. Un jour que je disais aimer danser Schubert. quelqu'un m'a demandé, incrédule, si je crovais pouvoir m'en sortir. »

Une telle violence exercée contre elle provoque la sienne. Comment pourrait-elle la supporter ? Elle pense alors à ce dicton de sa grand-mère: * Quand tu fais un trou, tu en fais deux. » Un à l'ennemi, l'autre à soi-même. La parole d'Fisa Wolliaston court d'un endroit à un autre. Elle a envie de vous perdre, comme le Petit Poucet. Ce matin-là, elle s'étonne de sa bonne humeur. Sa future chorégraphie est presque achevée. Elle l'a nommée Réveil. * L'animisme, on le trouve partout dans le monde, chez les Celtes de l'époque druidique, chez les medicine-men d'Amérique du Nord, dans les "dreamings" aborigenes d'Australie, chez les chamans Yakouts de Sibérie

ainsi que chez ceux de la Russie ancienne, ceux-là mêmes qui inspirèrent le compositeur. Mais c'est en Afrique que l'animisme est le plus présent, il est à l'origine du vaudou, et encore très vivant. »

Quelle sera la musique de Réveil? Elle a lancé le défi à Bruno Besnainou, percussionniste d'origine tunisienne, joueur de djembe, d'écrire une partition. Quinze ans de travail avec Elsa Wolliaston lui ont appris la discipline et la liberté. Huit mois d'écriture pour la partition. Quatre mois de travail avec les danseurs. Lui connaît Elsa Wolliaston. Aux autres, elle fait peur. Elle n'a reçu pour Réveil, sa dixhuitième création en France, qu'une simple aide au projet de la part de la Délégation à la danse. Montant : 150 000 F. « f'ai choisi la liberté, reconnaît-elle. Alors je dois 🤶 frôler des précipices, je n'ai pas un sou, mais ie ne suis pas à vendre. La pièce était initialement prévue pour le Théâtre de la Bastille, lieu légitime après le succès public qu'y ont rencontré Espoir 1995 et Longue

NÉE POUR LA LUTTE »

« Sans réponse claire, j'ai préféré dire oui à Christian Tamet du Théâtre contemporain de la danse, qui m'achetait d'entrée de jeu cinq représentations. Quand on est flou. je mets les points sur les i. J'ai horreur que les programmateurs nous prennent en otage. La plus belle chose au monde est de savoir choisir. Je suis en guerre froide avec ceux qui en sont incapables. Je n'ai pas quitté ma cage dorée de Park Avenue pour avoir une vie facile en France. Je suis née pour la lutte. » Elsa Wolliaston est une péda-

gogue. De ceux qu'on dit être des maîtres, terme qu'elle récuse : « J'éveille dans le corps le rythme de chacun. Il faut sentir à l'intérieur de soi son point fort, qui est aussi son point faible. C'est dans la conscience de cette alternance que chacun trouve son rythme. Anonner que les Africains ont le rythme dans le sang est une bètise. Tout au plus peut-on dire que les peuples qui marchent. les Africains, les Indiens, sont davantage à l'écoute de leur coms. C'est l'énergie qui crée la forme, et non la forme qui engendre l'énergie. C'est dur pour mes élèves d'apprendre à découvrir ce point, car ils sentent par où passe le fil de leur vie, là où il cassera, un jour. » La chorégraphe, depuis plus de quinze ans, forme des acteurs à Berlin, collabore avec les metteurs en scène comme Peter Stein, Luc Bondy, Patrice Chéreau et Philippe Adrien.



Travail de création souterrain qui affleure de temps à autre dans fulgurance. Elsa Wolliaston, en la personne du Japonais Yano Hideyuki, a rencontré sa moitié platonicienne. « C'était un bon soidat », dit-elle en hommage à cette union qui a été son « seui choc ». Ensemble, ils ont créé en 1975 le Ma Danse-Rituel Theatre. Ensemble, ils ont irrigué, nourri de leur spiritualité, de leur expérience artistique façonnée par plusieurs cultures, la jeune danse française montante. Après la mort de Yano Hideyuki, en mars 1988, la chorégraphe est retournée à sa solitude... Meurtrie par de multiples opérations, elle a organisé sa survie : « J'ai été opérée dix-huit fois. Les médecins coupent dans mon corps, d'accord, mais mol le m'occupe de ma guérison. J'ai créé Longue Route alors qu'on venait de m'ouvrir le ventre, le me bats avec la mort, pas contre. Je sais au on meurt toulours a un instant d'inattention. Un jour, je ne pourrai nius maîtriser ni mon soutile, ni ma mobilité, mais ce ne seront ni mon poids, ni mes cicatrices aui

m'empêcheront de danser. » En juin 1996, son œuvre était récompensée aux Rencontres internationales de danse contemporaine de Bagnolet. « A cinquante-trois ans, beaucoup ont trouvé que c'était humiliant. Moi pas. Si parfois la tristesse me submerge d'avoir eu si peu de soutien.

je n'en suis pas amère. Je ne m'en prends qu'à moi-même. Autrement, je descendrais les deux tiers de ceux qui m'ont entourée! . Réveil est-l l'accomplissement d'une vie dévouée à la danse? « J'ai décidé que c'était la propre fille du prêtre qui serait sacrifiée dans cette pièce afin que les puissants comprennent ce que veut dire disposer d'une vie, en couper brutalement le cours. L'animisme, s'il est le culte des morts, est aussi celui du végétal. du minéral, du règne du vivant. J'ai consulté au Bénin un grand chef spirituel du vaudou. Il m'a dit que c'était bien si je le sentais

Elsa Wolliaston sort des étuis en cuir. S'en échappent une divinité indienne, symbole de la compassion, une petite effigie du singe Hanumant, un minuscule tambour, une graine de kola, une graine de chêne. « Ces obiets peuvent me devenir indifférents autant au'ils m'importent auioui d'hui parce qu'ils sont la palpitation du cœur. Ce n'est pas de la magie. Ie me sens singe qui bondit. A l'Image de celui qui ne quittait pas ma grand-mère. Un jour, alors au'il avait eu peur du feu, il avait presque étranglé mon aleule avec sa loneue queue. l'entends encore la voix de ma grand-mère expliquer patiemment à son singe, symbole du Vent, la nature du Feu. »

Dominique Frétard

Les souffrances de l'Afrique dans le corps des danseurs

ANGERS

de notre envoyée spéciale Derniers préparatifs au Théâtre Beaurepaire, à Angers, avant un filage complet de Réveil. Elsa Wolliaston a toujours eu dans la tête l'idée de son propre Sacre du printemos. Le portrait de cette ieune fille sacrifiée par les vieux sages du village est aussi son histoire. Sa mère, à force de la vouloir « bianche », a bien failli étrangler sa nature africaine. Depuis un an et demi, les danseurs viennent à elle tels des aimants. . C'est un monstre qui approche le génie », dit Francis Viet, qui s'y connaît : il y a trois ans, il quittait la compagnie de Pina Bausch. Manuela Agnesini, qui s'était détournée de la danse contemporaine pour le théâtre de Didier-Georges Gabilly. a «flashé» quand Elsa lui a raconté son projet. Ils sont tous là, ses « bebés », comme les appelle la chorégraphe.

CHARBONS ARDENTS .

« Je suis sur des charbons ardents, dit le compositeur Bruno Besnainou. Je n'ai évidemment pas voulu rivaliser avec Stravinsky. Avec l'arrangeur Francis Demange, nous avons gardé la structure rythmique, et l'idée de Pierre Boulez que "Le Sacre est écrit gros". » Elsa Wolliaston transpire à grosses gouttes. « Aujourd'hui, je ne veux personne à ma droite », décrète-t-elle, sans appel. Tout le monde dégage. Le rideau se lève. Les cinq musiciens sont en fond de scène. Quelques très longs drapés, comme de gros

troncs d'arbres, cernent l'espace. genoux, debout. On sent à ces insd'un enlèvement. D'un rapt. Un astre enlève la fille du prêtre qui se change en pierre. Le minéral et le végétal luttent. Les danseurs portent de longs vêtements surmontés de capuches pointues. L'assemblage des couleurs est celui de l'arc-en-ciel. Manteau de lune ou de feu. Déambulations. Et grouillements de corps au sol. Ils s'agitent à peine, reptations progressives, jambes emmêlées, morceaux de bras qui émergent. Difficile de ne pas penser aux meurtres perpétrés au Rwanda, terre d'Afrique de l'Est, berceau de la

famille du père d'Elsa Wolliaston. La musique se démembre, elle aussi. Des sons secs, mats, explosent. Tambours qui annoncent la guerre. Tambours, encore, pour des transes menées au sol, à

Plus que d'un sacrifice, il s'agit tants que Bruno Besnainou connaît implicitement, depuis longtemps, le travail de la chorégraphe, cet univers de corps qui échappent à toute « raison ». Elsa Wolliaston parle de Réveil comme d'une folie; d'un travail sur la mémoire et la réalité. De temps à autre, comme un signe du passé, on reconnaît l'inexorabilité du martèlement de la partition de Stravinsky.

UNE PIÈCE DE MORT

Dissémination. Migrations. Les corps se rapprochent deux à deux. Fusion et germination. La musique se fait jazz. C'est la résurrection des êtres et des éléments. On a l'impression d'assister aux déchirements des Atrides. Un danseur amorce alors une course toute en boucles. Il encercle ses

La reconnaissance, pas l'argent

Pour Réveil, le budget s'élevait initialement à 1,5 million de francs : « En serrant partout, nous sommes arrivés à 1,3 million », dit Catherine Perez, chez Créatec, petite agence qui s'occupe d'Elsa Wolliaston. « J'ai pu payer mes danseurs dans des normes syndicales, mais pas plus, explique la chorégraphe. Outre 150 000 F d'aide au projet, nous avons demandé et obtenu une Bourse Beaumarchais de 50 000 E Nous avons bénéficié d'une résidence au Centre national de danse contemporaine d'Angers. Joëlle Bouvier et Regis Obadia, qui le dirigent, ont été mes élèves chez les Dupuy, où j'enscignais, à Paris. Cela

représente environ 200 000 E » Après Angers, du 13 au 15 janvier, il faut ajouter aux cinq représentations achetées par le Théâtre contemporain de la danse, du 23 au 27 avril au Théâtre de la Cité internationale, celles du Théâtre de Suresnes, le 31 janvier, celui de Saint-Herblain le 27 février et de l'Arsenal de Metz, le 5 mars.

congénères, les frôle, jusqu'à les toucher. Course périlleuse tant les interprètes sont entrés dans leur propre histoire rythmique, profondément. La moindre poussée les ferait chuter. Déroulent-ils le fil qui dénouera les transes et la suf-

focation de la violence?

« J'al voulu effacer les limites, explique Elsa Wolliaston, En Afrique, nous avons nos fous, nos hommes efféminés qui s'habillent en robes. Les esprits des uns sont habités par les esprits des autres. C'est pouravoi Alain de Raucourt n'a pas réalisé de costumes trop sexués. Réveil est aussi une danse au montre la liberté intérieure des femmes. Le plus souvent les hommes ne savent pas ce qu'ils veulent. Quel găchis I Quand ils sont ainsi je pour rais les empoisonner! Quand ils parlent de la mort, ils en voient rarement les effets concrets. Dans cette pièce, le grand prêtre est confronté directement à la perte de sa fille. Tout est joué comme dans un songe. A la fin, l'ordre revient, en trébuchant.»

Au finale de Réveil, Manuela Agnesini tente une transe de somnambule, bras en croix, fragile, avançant vers son père par sursauts de l'âme. Conclusion curieusement optimiste pour une pièce de mort. C'est fini. Toute agitation a quitté Elsa Wolliaston. Avant le spectacle, elle portait un masque de souffrance. Maintenant, elle a l'air lisse d'une enfant qui se

SORTIR

PARIS

Rimmel, de Jacques Serena A la demande de Jean-Louis Martinelli, le romancier lacques Serena a écrit sa première pièce, Rimmel. Joel Jouanneau met en scène ce voyage qui conduit à interroger ses certitudes et à perdre la plupart de ses repères. Un trio de free-jazz complice improvise dans un squatt sur un même vieux thème : celui du blaireau qui voulait s'en garder une rien que pour lui... qui croyait à la Belle au bois dormant ». Soit la belle endormie en question, cloîtrée chez elle, et qui, chaque nuit, se lance dans un stupéfiant solo sur l'amour et la rédemption. Avec Michel Bompoil, Jean-Claude Leguay, Océane Mozas et Christèle Tual.

Théâtre ouvert-Jardin d'hiver, 4 bis, cité Véron, 18 . M. Blanche. Du mordi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 heures et 20 h 30. Tél. : 01-42-62-59-49. Du 13 lanvier au 14 février. De 50 F à 100 F. Un Tartuffe Un Tartuffe est un spectacle pour

onze rôles et percussions. C'est une « distillation » de la pièce de Molière, où l'essence de l'action et des intrigues autour des thèmes de la fidélité et de l'hypocrisie est traduite en une théâtralisation directe et rythmique. Dirk Opstaele, auteur de l'adaptation et metteur en scène, concentre au maximum le propos et transforme le texte en une langue percutante,

directe et urgente. Avec Bernard Eylenbosch, Dominique Tack ou Sjoera Retèl ou Lula Béry, Afra Waldhör ou Hélène Mathon, Andrea Bardos, A. Charman, Craig Weston ou Vital Schraenen, Gordon Wilson

et Lieve Claes. Maison des Arts, place Salvador-Allende, Créteil. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tel. : 01-45-13-19-19. Du

13 au 24 janvier. De 55 F à 100 F. Surespes Cités Danse Une des meilleures manifestations qui consacrent les irréductibles, c'est-à-dire tous ceux qui dans leur danse savent se préoccuper de la vie, et des autres. En ouverture, le 13 ianvier à 21 heures : Les Trottoirs de Leila, un hommage poétique, inventif, amoureux de Karine Saporta au quartier de Barbès. Pierre Doussaint, Dominique Rebaud et Karine Saporta ont créé de courtes pièces avec des jeunes des cités de Suresnes (Hauts-de-Seine). Pour le hip-hop: Aktuel Force, Boogi Sai, Choream ont été sélectionnés. José Montalvo revient avec son Paradis et Christian Bourigault crée Entre autres. Fred Bendongue fait revivre les aventures d'Angela Davis. Blanca Li présentera Pète pas les plombs, dont on a dit dans ces colonnes tout le bien gu'on en pense. Elsa Wolliaston, rebelle parmi les rebelles, dansera Réveil. Théatre Jean-Vilar, 16, place Stalingrad, Suresnes, Du 13 au 31 janvier. Tel.: 01-46-97-98-10.

ROUEN :- :

François Raffinot

100 F et 120 F.

François Raffinot quittera-t-Il Le Havre pour Rouen? On ne le sait pas encore. C'est toutefois au Théatre Duchamp-Villon, où il est accueilli en résidence, qu'il a choisi de faire son autoportrait, à la manière d'une autofiction plus que d'une rétrospective qui sentirait la naphtaline. Cet exercice s'articule autour de Scandal Point, qu'il créait en 1996 autour de la figure absente de Salman Rushdie, et de Remix, une danse de duos qu'il invente ou réinvente pour l'occasion. Théaire Duchamp-Villon. Du 14 au 23 janvier. Scandal Point : le 16, à 20 h 30 ; Remix : le 23, à 20 h 30. 140 F les deux spectacles. Tél. : 03-35-62-31-31. De 70 F à 100 F.

(Publicité) -DIALOGUE JAVIER TOMEO EN RÉ MAJEUR ARIEL GARCIA VALDES LOCATION 01 44 41 36 00 MICHEL AUMONT ODEON TROLAND BLANCHE

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

de Serge Bozon (France, 1 h 24). Cinquième salson de Rafi Pitts (France-Iran, 1 h 20).

Love in Paris d'Anne Goursaud (France-Grande-Bretagne, 1 h 10). My Son The Fanatic d'Udayan Prasad (Grande-Bretagne,

de Raymond Depardon (France,

de David Mamet (Etats-Unis, (1 h 50). Film américain de James Cameron

(Etats-Unis, 3 h 14). Un grand cri d'amour de Josiane Balasko (France, 1 h 30).

ROUVER SON, FILM Tous les films Paris et régions sur le Mi-nitel, 3615-LEMONDE ou tel.: 08-36-

68-03-78 (2,23 F/mn)

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre: les places du jour vendues à moîtié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Ma-deleine et parvis de la gare Montpar-nasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le Ensemble onchestral de Paris Haydn: Symphonie nº 95. Mozart: Concerto pour piano et orchestre K 595. Beethoven: Symphonie nº 8. Brigitte Engerer (piano), Jerzy Semkov

Théatre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris & M. Alma-Marceau. Le 13, à 20 heures. Tél.: 01-49-52-50-50. De 50 F à 270 F. Orchestre philharmonique de Radio-France

de Kadio-France Schumann: La Nouvelle Angleterre, création. Walton: Concerto pour alto et orchestre. Reger: Poémes sympho-niques d'après Arnold Böcklin. Nobu-ko Imai (alto), Marek Janowski (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue

du Président-Kennedy, Paris 16°. Mª Passy. Le 13, à 20 heures. Tél.: 01-42-30-15-16. 100 F.

D. F. Bouffes-Parisiens, 4, rue Monsigny, Pa-

ris ≥ . Mº Quatre-Septembre. Le 13, è 21 heures. Tél. : 01-42-96-92-42. De 70 F Chremnestre ou le Crime

d'après Marguerite Yourcenar, mise en scène de Jean-Louis Heckel, avec Ba-Centre Boris-Vian, rue du Morvan, 91 Les Ulis. Du mardi au samedi, à 20 heures; le dimanche 18, à 16 heures, Du 13 au 17 janvier. Tél. : 01-69-07-65-53. 45 F et 60 F.

d'apres Emile Zola et Charles Péguy, mise en scène de Claude Confortès, avec Pierre Lafont et Frédéric Tokarz. Théâtre de l'Alliance française, 101, boulevard Raspail, Paris 6" Mr. Notre-Dame-des-Champs. Du 13 au 17 janvier, a 21 heures. Tél.: 01-45-44-72-30. 60 F et 150 f.

RESERVATIONS

Natacha Atlas Elysée Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18 · Mª Anvers. Le 27 janvier, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. 132 f.

d'après Heinrich von Kleist, traduction de Julien Gracq, mise en scène de Julie

DERNIÈRS JOURS

Anna Biume : la sensation pure Goethe Institut, galerie Condé, 31, rue de Condé, Paris 6 · . M · Odéon. Tél. : 01-40-46-69-60. De 12 heures à 20 heures ; samedi de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche.

Bibliothèque nationale de France, ga-lerie Colbert, 2, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs, Paris 2º . Mº Bourse. Tél. : 01-47-83-81-10. De 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche et fêtes. Entrée libre.

entre fine: 18 janvier: La Collection Havemeyer Musée d'Orsay, niveau médian, 1, rue de Bellechasse, Paris 7°. Mº Sofferino. Tél.: 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. 39 F.

1.5

Serbo-Bosniaques, les Croates et les Musulmans n'en revendiquerout pas l'origine. Les races d'Istrie divisent encore Slovènes et Croates : l'examen de leur cas est reporté à 2001.

L'ex-officier nazi Erich Priebke, quatre-vingt-quatre ans, extradé d'Argentine en 1995, condamné aux arrêts domiciliaires chez son ami, l'avocat d'extrême droite Paolo Giachini, pour sa participation au massacre des fosses Ardéatines, en mars 1944, à Rome, où furent exécutés trois cent trente-cinq Italiens, se plaint, en attendant sa libération prochaine, des conditions « cruelles et inutiles » de son incarcération.

■ En Tanzanie, de grands serpents venimeux rouges et noirs dévorent les rats en train de grignoter les champs de mais. Ils terrorisent les paysans qui, pour éloigner les reptiles, répandent du kérosène dont l'odeur attire les rongeurs et les met en appétit : déjà, les trois quarts des récoltes de mais de la région de Muheza sont mangés.

■ Au Pakistan, la semaine passée, en une nuit, les températures chutant à 6 degrés - au-dessus de zéro -, vingt et une personnes ont péri de froid. Le 12 janvier, un peu de neige est tombée au Proche-Orient faisant deux morts.

Kimono, l'enfant virtuel, fait son

apparition, en Grande-Bretagne. Le vie du jouet n'est pas menacée tant que son petit parent suit les programmes « nourriture », propreté », « éducation ». « Adopter, ce n'est pas collectionner des bons points », a aussitôt réagi Felicity Collier, coordinatrice des agences britanniques pour l'adoption et le placement. Pour gagner des gages, obtenir un baiseт, et. « si affinités », le mariage, les jeunes adolescents de Hongkong s'activent fiévreusement sur l'objet My Lover, créature possessive qui peut rompre à tout moment et changer de partenaire. Le juge

Mervyn Cheung, hostile aux

mariage en Chine.

unions cybernétiques précoces,

voudrait en interdire la manie aux

moins de dix-huit ans, âge légai du

■ A l'aube du 12 janvier, le gardien d'une HLM d'Epinal tassait une poubelle à grands coups de pelle quand apparut, à la sortie du vide-ordures, un nouveau-né vivant, qu'il recueillit et réchauffa dans son manteau. Mercredi dans la matinée, la police était remontée jusqu'à la mère, célibataire, sans

Le massacre des poulets à Hongkong

La presse de l'ancienne colonie britannique dénonce les conditions dans lesquelles ces volatiles, soupconnés de porter le virus de la grippe, ont été exterminés

LA CORÉE DU SUD a eu beau frôler la cessation de paiement, l'Asie du Sud-Est poursuivre son naufrage, rien n'y a fait : à Hongkong, pendant les quinze derniers jours de 1997, il n'y en avait plus que pour la grippe du poulet. De « 1,2 million de poulets vont être tués » à « L'interdiction de l'importation de poulets pourrait durer jusqu'au Nouvel An chinois », ou encore « La vie des canards aujourd'hui sur la sellette », le South China Morning Post, premier journal de langue anglaise de Hongkong, a consacré sa première page à la malheureuse volaille quasiment tous les jours. L'apothéose a eu lieu le lendemain de l'extermination des volatiles : « Massacre : insuffisant », avec en sous-titre « Larmes d'angoisse, rivières de

Pour éradiquer le virus H5N1, qui, à ce jour, aurait atteint dixsept personnes et fait quatre morts - dont trois en décembre 1997 -, et calmer l'hystérie d'une population qui s'alarmait au moindre éternuement ou à la plus petite irritation de la muqueuse nasale, le nouveau chef de l'exécutif de Hongkong a sorti l'artille-rie lourde : l'exécution de tous les poulets, soupçonnés d'être à l'origine de la nouvelle grippe. L'opération, que le gouvernement avait promis de mener en vingt-quatre heures, fut un carnage.

La presse locale, reprenant les critiques du Parti démocrate, a vivement mis en cause la manière dont le gouvernement, peu préparé à une telle tâche, s'y était pris :

geaient des poulets à un rythme infernal, 2 200 personnes, mobilisées par le gouvernement, en plaçaient d'autres à la hâte dans des sacs en plastique et les gazaient au dioxyde de carbone. « Tandis que les volaillers sonaient les oiseaux des cages et les tuaient un à un, des employés du gouvernement, couverts de masques chirurgicaux, de gants et de blouses blanches les fourraient dans des sacs destinés à être transportés dans les décharges des Nouveaux Territoires », racontait le Hong Kong Standard. Mais la collecte des sacs traina en longueur, donnant lieu à leur éventrement par des chiens et chats, faisant

Serula Ching Morning Post Slaughter 'not enough'

à ces nouvelles espèces. Et l'on vit encore, le lendemain du massacre, des poulets continuer à se balader galement. Aucun détail de l'opération-commando n'échappa à la presse locale, et le Hongkong Stan-dard constatait placidement : « Il

ne fait pas bon être un poulet au-

jourd'hui à Hongkong. » Si la presse a su tirer parti de l'événement, l'absence de nouveaux cas de grippe constatés jus-qu'au 10 janvier (un dix-septième cas est apparu le 11) l'a conduit à traiter le sujet sur un mode plus scientifique. Tandis que 400 échantillons de sang humain sont actuellement analysés au centre de contrôle des maladies d'Atlanta, aux Etats-Unis, on ne saura qu'à la fin du mois si le virus H 5N1 peut ou non se propager entre humains. Mais la présence du virus mortel H 5N1 dans les excréments de canards et d'oies, que doit confirmer une enquête qui sera

rendue publique au cours de la semaine, fait craindre au quotidien Apple Daily le pire pour le sort des palmipèdes. A la grande inquiétude des restaurateurs qui ne savent plus comment composer leurs memus.

Après une pause due à la «trêve» du virus, la presse s'ap-prête à reprendre la saga, d'autant que le gouvernement, accusé d'inefficacité par la presse locale, semble s'être, enfin, décidé à prendre l'ensemble du problème à bras-le-corps, en nommant le premier secrétaire Anson Chan à la tête d'une task force.

Valérie Brunschwig

DANS LA PRESSE

Michèle Cotta

Face au krach qui secoue leur monnaie et leur économie, les pays d'Extrême-Orient adoptent les uns après les autres une attiréens, les Thailandais réagissent (...). Le gouvernement de Bangkok appellera les citoyens à déposer dans les banques tous leurs bijoux, contre des bons du Trésor. (...)Que feraient les Français s'ils avaient à faire face à une crise financière de cette ampleur? Imagine-t-on un seul ins-tant qu'ils puissent ensemble, pour la France et pour l'Europe, faire don de leurs biens, sinon de leur personne? Nous aurions droit, c'est à craindre, à un tout

autre spectacle. Les ors seraient vite dans les caves, les supermarchés seraient assiégés. Les plus riches vireraient sans tarder leurs fonds en Suisse (...). Ceux qui n'ont rien ou pas grandchose accuseraient l'Etat, sommé dans l'instant de garantir les tude identique. Après les Co- richesses, d'éponger les pertes tout en protégeant les démunis.

LE FIGARO

Antoine-Pierre Mariano ■ Cette crise en Asie devrait faire réfléchir les Français. Or ils donnent l'impression de s'en moquer. L'Asie, c'est loin. Pourquoi d'ailleurs s'inquiéter? Le ministre de l'économie n'affirme-t-il pas qu'il tiendra ses prévisions de croissance, et le ministre du travail ne dit-il pas qu'en ne travaillant que

35 heures par semaine tout ira mieux? (...)Voilà une inconscience coupable. Le gouvernement ne dit pas la vérité. Plutôt que d'endormir les Français avec de bonnes paroles, l'équipe de M. Jospin serait mieux inspirée en les préparant à affronter les éventuelles retombées des troubles économiques en Asie.

THE WALL STREET JOURNAL ■ Quand cela sert ses objectifs (...), le commissaire européen aux affaires monétaires, Yves-Thibault de Silguy, semble capable d'une interprétation plu-tôt "souple" du traité de l'Union européenne. Mais même son passé ne nous avait pas préparés à son dernier pari : sa décision d'ignorer complètement les règles pour briguer un siège au

conseil régional de Bretagne. (...)Pour sa défense, M. de Silguy cite le précédent du commissaire européen Edith Cresson, qui n'a renoncé que récemment à son poste de maire de Châtellerault, et est maintenant surtout célèbre pour avoir comparé les Japonais à des "fourmis". Mais cela prouve seulement que M. de Silguy n'est pas le seul membre de l'élite française qui estime que les règles ne s'appliquent qu'aux petites gens. (...)Même si cette pratique est courante dans le monde de la politique française, il y a de bonnes raisons pour interdire aux commissaires de travailler au noir. Ils sont, après tout, le corps responsable de l'application, et aussi de l'aide à l'élaboration des lois eu-

www.guiar.com Un site argentin rassemble des pages Web affichant des photos prises en direct dans le monde entier

LE SOLEIL se couche sur Buenos Aires en même temps qu'il se lève sur Tokyo. Ce n'est pas nouveau, mais Internet permet de voir simultanément les deux scènes en direct. Sur le site argentin La Vuelta al mundo en 80 links (« Le Tour du monde en 80 liens »), il suffit d'un clic pour passer des quais de Hongkong aux montagnes dominant la ville du Cap ou à Disneyworld, puis du 200 de Berlin à la chambre de Jenny, une Américaine de vingt et un ans. «Jenny, prévient-on, ne ioue pas pour la caméra, mais elle n'est pas inhibée pour autant. Elle mène sa vie naturellement devant l'objectif... »

« Le Tour du monde en 80 liens ne prétend pas être autre chose ou'un pont entre votre curiosité et un assortiment de cartes postales vivantes de la planète », expliquent les créateurs du site. Ces yeux indiscrets ne leur appartiennent pas : ils se sont contentés de créer un site-répertoire. Ils offrent ainsi une palette de liens vers des pages Web indépen-



coins du monde par des webcams, ces caméras qui photographient intervalles réguliers, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et qui « exercent cette indéfinissable fascinontrer des scènes lieux distants tels

que les voient leurs habitants au même instant ». Certaines webcams sont même coupiées à des systèmes interactifs : d'un clic, l'internaute de passage peut éteindre et allumer les lumières d'un laboratoire aux Pays-Bas, on faire bouge les bras mécaniques d'un robot

australien. En prime, le site Tour du monde propose aux visiteurs des « voyages organisés » pour survoler l'Asie en quelques minutes de Tokyo à Diakarta, admirer la tour Eiffei et l'Arc de triomphe, ou méditer dans certains lieux de départ légendaires, tel le port de San Francisco. Mais le plus fascinant dans cette affaire est sans doute la démarche de ceux qui, au lieu de montrer un monument ou un paysage, choisissent de s'exposer en installant une caméra devant leur réfrigérateur, au-dessus de la piscine familiale ou face à leur lit. Les internautes curieux/voyeurs doivent être prévenus : on revient toujours à Jenny. Avec un peu de chance, on peut la surprendre assoupie à 2 heures du matin, rondeurs à l'air, puis la voir se réveiller et, cinq minutes pius tard, se lancer dans une conversation téléphonique. Quelle frustration quand elle dort I On a envie de frapper sur son écran pour la réveiller... Trompeuse

Francis Pisani

ropéennes.

SUR LA TOILE

LETTRES À JACQUES CHIRAC ■ Le site officiel de l'Elysée, créé le 14 juillet 1997, vient d'ouvrir une boîte à lettres électronique, qui permet à tout internaute d'écrire au président de la République. Dans un premier temps, les correspondants de Jacques Chirac recevront une réponse par la Poste. www.elysce.fr

AFFAIRE DREYFUS

■ Dans le cadre de la célébration du centenaire de la publication de «J'Accuse» d'Emile Zola dans L'Aurore, le site de l'Assemblée nationale affiche, en plus du célèbre article, la transcription des débats parlementaires suscités à l'époque par l'affaire Dreyfus. - (AFR)

TÉLÉCOMMERCE

■ France Télécom, la BNP et le Crédit agricole ont amoncé qu'ils s'étaient associés pour lancer au printemps un nouveau service de commerce electronique sur internet, baptisé TéléCommerce, qui permettra aux commerçants de proposer leurs produits en ligne et de disposer de tous les outils intégrés: panier virtuel, gestion de commandes, calcul automatique des taux de TVA et des droits de douane et suivi statistique. -(AFP)

Christian Colombani	dantes, qui affichent en temps réel nation de nous montrer des scèt des photos prises aux quatre-vingts quotidiennes de lieux distants t
Abonnez-vous	au Monde 360
pour ne manquer aucun rendez-vous en 1998 EN MARS Les élections régionales et cantonales	Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante:
ER EN MAJ Le trentième anniversaire de mai 68 R A PARTIR DE JUIN	Date de validité [Signature; D. M. D. Mme Nom: Prénom: Admesse

Un voyage en Egypte dans les pas de Bonaparte ■ EN JANVIER 1999...

La coupe du Monde

de football

RET TOUS LES JOURS...

AVEC LE MONDE PASSEZ UNE BONNE ANNÉE 1998

5

LI par c	arte bancain	B N2	
Date de	validité L	لئا	Signature:
□ M. E	Mme Nor	n:	
Prénom	:		
Adresse	:		
			Code postal: LLLLL
Localité	:	_	Pays:
	77.50	TABIES H	ORS FRANCE
	Beigique Pays-Bas	Autres pays de l'Union	USA-CANADA
	Lusiembourg Suisse	européenne	- La Monde - 4,575-0009776 is published daily for \$ 902 per year - La Monde - 21, 54, rue Claude-Bernero 75242 Bernero FS
1 AN	2190F	2960F	Parts Carder CS. Francia, controducate processor good at Champion N 1. U.S. and approximately making officers, POSTNASTER- Send address precipes to East of R. 1 Box 15-16, Champion
6 mais	1180F	1560F	NLV 129 1916/6 Pour los siborrementos pouperita sur LISA; PATEFRANCIVAL MEDIA SERVICE, Ive. 2531 Pacific Avenue Subs 6GA Vegina
3 mois	598F	790F	Beach vs 23-451-2963 USA-74.: 800-429-30-05

Pour tout autre renseignement concernant: la portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le palement par prélève-ment automatique mensuel, les tanfs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundf au vendredi

Alger, 20 degrés, ciel gris par Alain Rollat

Youcef. Je ne peux vous en dire dabite pas loin de Sidi Hammed, où a eu lieu le dernier massacre. Une femme m'a raconté qu'après avoir tué tout le monde, les égorgeurs sont restés un moment à rire. Avant de repartir, ils ont tracé une fièche sur le sol. Comme s'ils voulaient, en riant encore, inviter les militaires à les poursuivre. Cette

flèche était tracée avec du sang. J'ai vu cette image, lundi soir, à la télévision de Paris, après la météo qui prévoyait chez nous 20 degrés et un ciel gris. C'était l'heure des réclames à la télévision d'Alger. J'avais changé de chaîne pendant la campagne pour « le geste qui sauve ». Je veux dire pendant la campagne nationale de publicité pour le port de la ceinture de sécurité dans les voitures. Notre gouvernement y attaché beaucoup

C'est comme ça que je me suis

SAIAMALECS! Je m'appelle retrouvé, par hasard, en direct, en pieine nuit, grâce à ma parabole, au milieu de l'émission de Paul Amar qui parlait de mon pays sur

France 2. J'ai d'abord cru qu'il s'agissait d'une émission de variétés. Cehri qui parlait en gros plan, je l'avais déjà vu dans des films comiques. Il s'appelle Daniel Prévost, un comédien, je crois. En vérité, il était très malheureux. Il disait qu'il avait récemment découvert, en retrouvant l'identité de son père, que du sang maghrébin coulait dans ses veines, et que, depuis, l'Algérie « cogne » dans sa tête. Il n'avait plus le courage de regarder les images de mon pays qu'on voit chaque jour à la télévision de Paris.

« Si l'on est capable de regarder ces images en mangeant sa soupe, disalt-il, on n'est pas normal » 11 voulait parier de ces «images insoutenables et inacceptables » que votre télévision n'en finit pas, en les montrant et en les remontrant, méchanceté, Inch'Allah I

d'insoutenir et d'inaccepter. Je vous remercie de votre compassion, mais elle ne me fait plus ni chaud ni froid. Quand la peur remplit tout, il n'y a plus de place pour

J'ai cru ensuite qu'il s'agissait d'une émission politique. Deux anciens ministres, l'un de gauche, l'autre de droite, me disaient leur solidarité avec beaucoup de générosité verbale. J'ai bien retenu que la communauté internationale m'aidera de toute sa force morale. C'est gentil, j'ai failli pleurer. Mais qui m'envena un fusil neuf pour m'aider à mourir quand mon tour

Heureusement! il y avait aussi, à l'écran, ce cher bouffon de Fellag, qui a eu la chance de pouvoir se réfugier à Paris. l'ai aimé ce qu'il a dit sur le pouvoir «terroriste» de la dérision, capable de «tuer de rire » la méchanceté. Pessaierai d'utiliser ma vielle pétoire sans

WIOUR

FILMS DE LA SOIRÉE

Z . 20.30 L'ŒII du Malin 🗷 De Claude Chabrol (France, 1961, N., 80 min). Ciné Cinéfil 20.30 Mémoires d'un jeune con 20.35 Princess Bride E E

20.50 L'fle mystérieuse M De Cyril Raker Endfield (Etats-Unis, 1961, 110 min). M 6 20.55 Est-ce bien raisonnable ? # De Georges Lautner (France, 1981, 105 min). Fran

21.50 Rachel and the Stranger De Norman Foster (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil 21.55 Missing # # De Constantin Costa-Gavras (Etats-Unis, 1982, v.o., 125 min). Ciné Ciné Cinéma

me monte au nez 🖀

De Claude Zidi (France, 1974, 100 min). RTL 9 22.25 Blue Velvet # De David Lynch (Etats-Unis, 1986 v.o., 120 min). Paris Pre 22.45 Les Granges brûlées # 10 De Jean Chapot (France, 1973, 95 min).

23.25 The Net 2 D'Amthony Asquith (Grande-Bretagne, 1953, N., v.o., 85 min). Ciné Cinéfil 0.00 Quand Pesprit vient aux femmes De Luis Mandoki (Etats-Unis, 1993, 100 min). Ciné Ciné

0.30 La fièvre monte à El Pao El De Luis Bunuel (France - Mexique, 1959, N., 100 mun). RTL 9 0.50 Helizapoppin # # De Henry C. Potter (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 90 min). Cane Cinefil 1.40 Prilsions II III
De Brian De Palma (Etats-Unis, 1980, 105 min). Ciné Cinéma

TÉLÉFILMS

De George Schaeffer

20.35 Les Nouveaux Robinson. De Troy Miller, Disne

20.55 La Proie des ombres.

22.40 Union diabolique. O D'yves Simoneau.

23.00 intime conviction. De John Lvoff.

1.00 L'Affaire Drevfus. D'Yves Boisset [1/2].

19.10 Daktari. Le diplomate apprivoisé

L'Affaire Jessica

21.30 Twin Peaks.
Episode nº 14.
22.35 Columbo. Faux témoin.

21.00 Mon dernier rêve serz pour vous. [1 et 2/6]. Histoire

SERIES

19.00 The Sentinel.

20.45 Murder One:

22.40 Angela, 15 ans. Halloween (v.o.).

20.30 Le Bunker.

NOTRE CHOIX

 22.00 Ciné Cinémas Sueurs froides (Vertigo)

A San Francisco, un homme voit se suicider une femme blonde. mystérieuse, éthérée, dont il s'était épris en la surveillant. Il croit la retrouver dans une brune vulgaire qui lui ressemble et qu'il va remodeler à son image. Titre original: Vertigo, car c'est un vertige, une perle rare du cinéma hitchcockien. d'après un roman de Boileau-Narceiac. Le suspense d'une obsession à partir de faits qui semblent surnaturels, un amour fou et nécrophile. James Stewart génial dans un contre-emploi, face à deux Kim Novak sensationnelles. - J. S.

22.55 Festival Intime conviction

A J'en ai marre de prouver mon innoncence alors que rien ne prouve que je suis coupable. . Cette phrase, prononcée par Antoine Reller, un jeune médecin marseillais accusé du meurtre de sa maitresse (Didier Sandre), est la clef de ce téléfilm de John Lvoff. En effet, le scénario de Christine Miller traite de la présomption d'innocence, de l'absence de preuve et de l'erreur judiciaire. Après une dispute avec sa maitresse, une femme mariée, Antoine la laisse chez lui et part pour Paris. Le corps de la jeune femme est découvert dans l'appartement du médecin. A son retour, Antoine est accusé de meurtre : tout l'accuse. Paule Galène (Rosemarie Lavaullée), jeune avocate de vingt-cinq ans, est commise d'office pour assurer sa défense, compromise par l'entétement du juge d'instruction (Elizabeth Depardieu). Un film intéressant, à voir surtout pour Didier Sandre. extraordinaire en innocent hébété. face à une justice expédi-

TÉLÉVISION

19.05 Walker, Texas Ranger.

PROGRAMMES

19.50 et 20.45 Météo. 20.00 journal, Résultat des courses. 20.50 Bébé part en vadrouille. Film de Patrick Read Johnson 22.35 Columbo. Faux témoin, 0.05 Le docteur mène l'enquête.

0.55 TFI nuit, Météo. 1.10 Reportages. Les peines de la honte 1.35 TFI nuiL

FRANCE 2 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.

19.25 et 1.25 C'est l'heure. 19.50 Au nom du sport. 19.55 et 20.50 Météo. 20.00 Journal, Le Monde de la Coupe, L'Image du jour. A cheval. 20.55 Est-ce bien raisonnable ?

Film de Georges Lautmen 22.40 Un livre, des livres. 22.45 Les Granges brûlées 🗷 🗷 Film de Jean Chapot

0.20 Journal, Météo. 0.35 Paris-Dakar : Le Bivouac

FRANCE 3 18.50 Un livre, un iour.

18.55 Le 19-20 de l'information 20.00 et 22.30 Météo. 20.05 Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport.

20.38 Le Journal du Dakar. 20.55 Festival internationa du cirque de Monte-Carlo. 72.40 Soir 3.

23.00 Nimbus.
Sciences de la guerre :
attention danger 1
23.55 Magazine olympique. 0.50 New York District. 1.35 Musique graffiti.

CANAL+

▶ En clair jusqu'à 20.35 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Dunston, panique au palace. Film de Ken Kwapis. 22.00 Flash infos.

PROGRAMMES

22.10 Diaholique. Film de Jeremiah Chechik 23.50 Surprises.

0.25 L'Oiseau bleu. Film de George Cukor (v.o.).

19.00 Au nom de la ioi. 19.30 7 1/2. Les 100 ans du l'accuse de Zola.

20.00 Archimède. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 ► L'Orchestre noir. [1/2] Piazza Fomana, 'histoire d'une machination

21.45 Comedia. Roméo et Julicae, de Shakespeare.

0.00 ► Louis Jouvet.

1.00 L'Affaire Dreyfus.
Téléfilm d'Yves Boisset [1/2].

M 6 7

19.00 The Sentinel. 19.54 6 minutes, Météo. 20.05 Tout le monde aime Raymond. 20.35 E = M 6 junior. 20.50 L'île mystérieuse
Film de Cyril Raker Endfield. 22.40 Union diabolique. Téléfilm O d'Yves Simoneau.

0.25 Zone interdite. Gendarmes de choc.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Idelette Muzart-Fonseca Dos Santos. 21.00 Poésie studio. Récital Alphonse 22.10 Magyais genres.

23.00 Nuits magnétiques. 0.05 Du Jour au lendemai 0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

29.00 Concert. XX* siècle : Traditions et modernité. Œuvres de et modernité. Œuvres de W. Schumann, Walton, Reger. 22.30 Musique piuriel. Dos compositores de la Casa Velasquez. 23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

22.25 Flash Infos.

20.48 et 22.35 Les Soirées. Sartre et la musique. Œuvres de Bach, Mendelssoin, Schubert, Beethoven, P. Schumann, Wagner, Mozart, Pergolèse, Chopin, Gounod.

22.32 et 23.38 ≥ 15 secondes pour le troisième millénaire. 22.35 ≥ Les Gardlens du temps

23.40 Le Cobaye 2 : Le CyberSpace E Film de Farhad Mann.

1.10 Basket-ball. Euroligue : Pau-Orthez - Paris-SG.

13.15 Attention santé.

13.30 D'ici et d'ailleurs.

14.30 Discover America.

16.30 Demain le travail.

18.30 Le Monde des anima

19.00 Au nom de la loi, La povice.

19.30 7 1/2. Banlieues d'Europe.

20.00 Sauvez les singes-lions!

20.45 ➤ L'Orchestre noir. [2/2]. La scratégie de la tension

22.55 Musica. Check to Out.

21.50 ➤ Musica. Steve Reich : City Life.

0.30 La Locarne. Le Miroir de Diane.

1.00 L'Affaire Dreyfus. Téléfilm d'Yves Boisset [2/2].

16.30 Des clips et des bulles.

17.25 Fanguizz, Mylène Farmer

18.00 Bugs. 19.00 The Sentinel, O La trêve.

19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 Tout le monde aime Raymor

20.50 Meurtres avec signature. Telefilm O d'Urs Egger.

22.45 La Mort dans l'àme. Téléfilm O de Bill Norton

0.55 Sexy Zap. IL

RADIO

0.25 Secrets de femme. D.

FRANCE-CULTURE

20.35 Décrochages info, Elément Terre.

23.30 Profil. Reflexions de fin de siecle. [2/4]. Helmut Schmidt s'entretient avec Shimon Perès.

16.00 L'Etoffe des ac

20.30 8 1/2 Journal.

13.05 M 6 Kid.

16.50 Fan de.

17.00 Celinio.

15.30 Un monde nouveau

LA CINQUIÈME/ARTE

17.30 La France aux mille villages.

17.50 Le journal du temps. 18.00 Le Cinéma des effets spéciaux.

20.45 World Music: Le Taraf MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Lee Remick. Shirley MacLaine. Paris Pren 18.30 et 19.10 Nulle part affleurs. Invité : Christian Lacrob. 19.00 Rive droite, rive gauche.
Paris Première

20.00 20 h Paris Première. 21,00 Le Gai Savoir. Que sont nos colories devenues ? París Première

21.20 Pulsations. La dépression. Invité : Edouard Zarifian. 22.20 Stid. Avec Laurent Bourgnon, Marilyn Vigouroux, Jacques Renoir. TMC Vigouroux, jacques occasion.

22.35 Bouillon de culture. Spécial Maii :

TV 5

22.35 BOUILION de CUITURE, Special Mail: L'oral contre l'écrit.
23.00 Nimbus, Sciences de la guerre : attention danger I Guerre du Golfe : mensonge au Pentagone. Invités : Pierre-ivan de Saint-Germain, Abraham Behar, Venance Journé.

23.00 De l'actualité à l'Histoire. Histoire 23.45 Viva. Suisse romantique : les Japonais adorent. 0.25 Zone interdite. Gendarmes de choc M 6

DOCUMENTAIRES

19.05 Les Mémorables. La leçon de musique de Lily Laskine. 19.15 L'Age d'or? 20.35 La Conquête de Clichy. 20.45 ► L'Orchestre noir. [1/2]. Piazza Fontana, Phistoire d'une machin

FILMS DU JOUR

13.30 L'Arbre de Noël R

De Terence Young (France - Italie, 1969, 120 min).

13.30 Mertin Penchanteur

14.25 Traquée dans Chicago # De John H. Auer (Etats-Unis, 19 v.o., 95 min). Ciné 14.55 Beau fixe sur New York #

15.45 Fools of Fortune

2.74

A 1985

القدة فيرشية الإنها

D'Anthony Asquith (Grande-Bretagne, 1953, N., v.o., 85 min), Ciné Cinéfil

De Wolfgang Reitherman (Etats-Unis 1963, 90 mln). Disney Chann

De Stanley Donen et Gene Kelly (Etats-Unis, 1955, 105 min). France Supervision

16.00 Mam'zelle Bonaparte
De Maurice Tourneur (France, 1941, N., 95 min). Oné Cinéfil

MAGAZINES

15.00 Envoyé spécial, les années 90. jour J. Copsa-mica.

Les paysans.

ivres de nous.

16.05 Saga-Cités. Pauvres de n

17.00 Le Gai Savoir.

17.55 L'Invité de Cajou.

Christian Jacq.

18.00 Stars en stock. Julie Andrews. Fred Astaire. Paris Pres

18.30 et 19.10Nulle part ailleurs. Invités: Pierre Arditi ; Evelyne Bouix ; Bernard Murat ; Mohamed Said Fellag.

19.00 De l'actualité à l'Histoire. De Dreyfus à Ben Barka. Chômeurs en colère.

Roumanie : Les œufs peints. France : La lavande sauvage. Cuba : Les deux etoiles.

20.50 Les Français sont comme ça...

21.00 Envoyé spécial, les années 90.

France Europe Lagrange View et al. (2005)
Invites: Dominique Strauss-Kahn; jean-Louis Beffa; Bernard Connolly; Smain Laacher; Joachim Dorfs; Yves-Thibauti de Silguy; France

20.55 France Europe Express.

20.00 Faut pas réver.

20.00 20 h Paris Première. Avec Yann Queffelec.

20.10 Faits divers. Mort d'un facteur.

21.00 Défis. Albert Frère :

22.30 La Vie à l'endroit.

22.35 Savoir plus santé.

On peut vois.

Ne pas manquer.

L'argent sale. La tourmente. Twenty-nine pain

bien dans sa tête.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »

■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

Sous-trirage spécial pour les sourds et les malentendants.

GUIDE TÉLÉVISION

Que sont nos colonies devenues ? Invités : Bruno Etienne ; Calisthe Beyala ; Patrick Grainville ; Youcef Had)-Ali. Paris Première

Ciné Cinémas

Canal +

TV 5

TV 5

TV 5

13.45 Entretien avec un vampire 🛮 🗷

de Haidouks. Les bandits justiciers. France Supervisie 21.25 20 ans de courses automobiles.

23.30 Les Seigneurs des animaux. Les cueilleurs de ciel. Disney Channel 0.00 ► Louis Jouvet. 0.00 La Vie très privée des Ceaucescu. 12/21. Histoire

2.05 Basket-ball NBA. Chicago Bulls - Canal

18.00 Marianne Faithfull et Paul Trueblood. 18.50 Catherine Lara. France Supervision

0.40 jazz 625: Art Farmer Quartet.

21.45 Comedia: Roméo et Juliette.

23.30 Star Trek : la nouvelle génération. Le fugitif (v.o.). Canal Jimmy 23.50 Jason King. Des dessins Insolites.

0.05 Le docteur mêne l'enquête. 0.50 New York District.

tive. - A. Cr.

TF 1

Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

Brooklyn South Avec les flics du 74º District...

■ 22.15 Série Club

1998 SERA L'ANNÉE STEVEN BOCHCO sur la chaîne des séries, qui vient d'acquérir les droits de diffusion de trois de ses œuvres récentes : la seconde saison de Murder One, Total Security et Brooklyn South. Ce mercredi, la chaîne présente l'épisode pilote de Brooklyn South en v.o. sous-titrée suivi du « making of » avec des interviews de Bochco, de ses collabora-

teurs et comédiens. Brooklyn South démarte sur les chapeaux de roue : à l'extérieur du commissariat du 74º District de New York, un Noir, cocaïnomane, se met à tirer sur des flics. Un second tireur, un sniper, anonyme celui-là, se met de la partie et fait exploser la tête d'un policier. Le tueur, enfin maitrisé, est ramené dans les locaux du commissariat. où il meurt. Cette séquence prégénérique, d'une extrême violence, a failli compromettre la diffusion de la série. L'American Family Association, jugeant ce programme « le plus violent de l'histoire de la CBS », avait appelé à un boycottage du réseau qui, pour sauver les meubles, accepta la signalétique

« For mature audience only ». Brooklyn South (22 x 52 min) met en scène des policiers en uniforme du 74 District, situé dans un des quartiers chauds de New York. Steven Bochco et ses collaborateurs habituels, Bill Clark, ancien détective et conseiller technique, et les scénaristes William M.Finkelstein et David Milch, ont conçu la série dans le style de leurs précédentes productions. Un peu trop à notre avis! On y retrouve en effet la construction modulaire des récits utilisés depuis Hill Street Blues, le style visuel et agressif proche du reportage qui fit le succès de NYPD Blue, les flics à problèmes, et jusqu'aux thèmes musicaux de Mike Post (les notes de piano de Hill Street, les tambours de NYPD). Le procédé commence à lasser le public américain : Total Security a été arrêté en milieu de saison, et les taux d'audience de Brooklyn South ne cessent de baisser. Bochco, qui révolutionna la fiction télévisuelle dans les années 80, devra se renouveler dans les prochaines années.

★ Rediffusion le samedi à 22 h 30.

TÉLÉVISION

13.45 Les Feux de l'amour 14.35 Les Vacances de l'ame 15.35 Contre vents et marées. 16.30 Tarzan.

17.05 Sunset Beach 18.00 Les Années fac 18.30 Touché, gagné ! 19.03 Walker, Texas Ranger. 19.50 et 20.40 Météo.

20.50 Les Français sont comme ca... L'amour à tout prix. Les 10-13 âns savent ce qu'ils veulent. Le Français se défend de mieux en mieux. 23.05 ➤ Profession reporter. Embargo. 0.55 Minuit sport. 1.56 TFT nuit.

FRANCE 2

13.50 et 17.45 Un livre, des livres. 13.55 Le Renard. 14.55 L'Enquêteur.

15.45 La Chance any chansons, [3/3]. 16.50 Des chiffres et des lettres. 17.25 Chair de poule. La file qui criait aux monstres 17.50 Hartley, cœurs à vif.

18.45 Qui est qui ? 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.25 C'est l'heure. 19.45 et 20.50 Tirage du Loto.

19.56 An nom du sport. 19.55 et 20.45 Météo. 20.00 tournal. Le Monde de la Coupe.

L'Image du jour, A cheval. 20.55 La Venve de l'architecte. Teléfilm O de Philippe Monni 22.30 La Vie à l'endroit.

Bien dans son corps, bien dans sa tête. 0.05 Journal, Météo. 0.20 Paris-Dakar. Le bivouac 1.05 C'est l'beure. 1.35 Connaître l'islam

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert. 14.20 Va savoir. 14.58 Questions an Gouvernement. 16.05 Saga-Cités.

16.40 Minikeums. 17.45 La Piste du Dakar. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un iour. 18-55 Le 19-20 de l'information

20.02 et 22.45 Météo. 20.35 Tout le sport.

20.38 Le Journal du Dakar. 20.55 France Europe Express. L'euro et vous. 22.55 Soir 3.

23.15 Un siècle d'écrivains. Stefan Zweig. 0.05 Cinéma étolles.

0.45 New York District. CANAL +

13.35 Décode pas Bunny.

16.15 Les Antilopes des maharadjahs.

18.25 Robin. 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Otti. Film d'Alexandre lardin.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Baroque à Gaveau. 23.00 Les Soirées... (suite).

De Patrick Aurignac (France, 1995, 85 min). Ciné Cinémas De R. Reiner (EU, 1987, 105 min). TMC 22.15 La moutarde

21.35 Tous en scène # # De Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1953, 110 min). France Supervisie

GUIDE TÉLÉVISION

22.30 Monsieur de Voltaire.

0.10 Une fille de la terre. SPORTS EN DIRECT

13.45 et 19.30 Patinage artistique. Championnats d'Europe à Milan (Italie). Euro

MUSIQUE

21.00 Wurzburg Mozart Festival. 23.25 Cost fan tutte, Mise en scène

THEATRE

17.00 La Vie d'Emile Zola # De William Dieserie (Etats-Unis, 1937, N., 120 min). Histoire

De Léonce Perret (France, 1933, N.,

de tomates vertes **3** De Jon Avnet (Etats-Unis, 1991,

D'Irving Cummings (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil

on reporter. Embargo.

il était une fois les premiers hommes. Invité : Pascal Picq. Parls Premiè

23.00 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Michel Winock ; Jack Lang ; Anne-Marie Matard et Jean-Marie Goulemot. Histo

23.05 ➤ Les Mercredis de l'info.

23.15 Un siècle d'écrivains.

0.10 Le Canal du savoir.

DOCUMENTAIRES

18.30 Le Monde des animaux.

Ciné Cin

18.25 La Chair et le Sang 🗷 🖫

v.o., 125 min).

18.50 Il était une fois ■

130 min).

100 min).

22.00 Et la parole fut 🗷

21.40 Rambo

21.15 Parforn de scandale

De John Irvin (Grande

MERCREDI 14 JANVIER

22.40 Le Fils préféré ■ De Nicole Garcia (France, 1994, 100 min). Giné Cinémas 22.40 Les Pirates du métro
De J. Sargent (EU, 1974, 105 min). RTL9
22.55 Buona Sera, Mrs Campbell
De M. Frank (GB, 1968, 110 min). TMC

23.35 Le Trésor de Cantenac M De Sacha Guitry (France, 1950, N., 100 min). Pest Cine Cinefil 23.40 Le Cobaye 2 : Le Cyberspace E De Farbad Mann (Etais-Unis, 1994, v.o., 90 min).

20.30 Helizapoppin M M De Henry C. Potter (Etars-Unis, 1941, N., v.o., 90 min). Ciné Cinés 23.40 L'OFII du Malin #
De Claude Chabrol (France, 1961, N.,

0.25 La Malibran E De Sacha Gultry (France, 1943, N., 95 min). RTL 9 1.00 Rachel and the Stranger E De Norman Foster (Etais-Unis, 1 N., v.o., 90 min). Ciné (De T. Kotcheff (EU, 1983, 95 min). TSR

4.15 Heat ■ E

De Michael Mann (Etats-Unis, 1995, +, 164 min), Canal +

DANSE 19.15 Vu d'ici. Ballet. France Supervi 21.00 A force de partir, je suis resté chez

0.10 Roméo et Juliette. Ballet.

19.10 Ashkenazy joue Schumann. 20.05 Mozart er over flûte K 298. 21.50 Jamiroquai et Brand New

23.30 Jazz Open, Joan, Takase, Orsted-Pedersen.

TÉLÉFILMS

18.00 Mon fils, ma haine. De Peter Levin.

20.36 Hélène ou Eugénie ? D'Olivier Langiois

20.50 Meurtres avec signature.

20.55 La Veuve de l'architecte. O De Philippe Monnier.

22.05 Hallali, De Patrick Bureau.

1.00 L'Affaire Drevfus, 12/21.

22.45 La Mort dans l'âme.

20.35 Bigfoot.
De Danny Huston. Disney Channel

20.30 innocent coupable. D'Andy Wolk

Nouter et les girafes. La Cinquièr Paris Premièn 19.40 Paparazzi. 22.55 Musica. Check it Out. 20.00 Sauvez les singes-lions ! Le projet Mico Leon. 22.55 Spécial Noël avec José Carteras.
Concert. Muzzik 20.00 La Vie très privée 23.15 Blues Sessions. Jon Otis. des Ceaucesco. [2/2]. France Supervision

20.35 L'Age d'or ? 20.45 ► L'Orchestre noir. [2/2]. La stratégie de la tension. 20.55 Femmes du Laos. Métong, source de vie et d'espoir.

21.35 Rossini the Chef. Muzzik 21.50 ➤ Musica. Steve Reich : City Life. Arte 21.55 La Conquête de Clichy. 22.35 ▶ Les Gardiens du temps. Canal + 23.15 Le Safari au champagne. [1/2]. TSR 23.20 Les Ailes de la forêt Planète

23.30 Profil. Réflexions de fin de siècle.
[24]. Helmut Schmidt s'entretient avec
Shimon Pérès. Arte 1.00 African Sanctus Revisited. Muzzik SPORTS EN DIRECT

13.15 Patinage artistique.
Championnats d'Europe

18.30 Patinage artistique.
Championnas d'Europe.
Programme libre couples. Eurosport

LES CODES DU CSA: O Accord parental sounartable

△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans

I Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans ement daté dimanche-lundi, les pro-Le Mande publie chaque semaine, dans son sup grammes complets de la radio et ~ accompagnés du code ShowView - ceux de la télévis ainsi qu'une sélection des programmes du cable et du satellite.

SÉRIES 19.00 The Sentinel. O La trêve. 19.00 Au nom de la loi. La novice.

22.15 Brooklyn South, Episode pilote (v.o.). 22.20 Une file a scandales. Les parents (v.o.). 22.45 Spin City. Malentendus (v.o.). 23.40 Father Ted. Bonne chance

20.05 L'Instit. Touche pas à mon école. TSR

0.10 New York Police Blues.
Canal Jimmy 0.45 New York District.

Arte

Jean-Jacques Schléret

0.30 Vivre avec...
Sida : suivre les nouveaux traitements.

14.25 C + Ciéo. 16.45 Le Sang du frère. Téléfilm de Glenn Jordan. ▶ En dair jusqu'à 21.00

18.15 Cyberflash.

20.30 Agora. Danielle Sallenave. 21.00 Philambule. L'existentialisme 22.10 Fiction. La Casse, d'Emmanuelle Weisz

20.00 Les Chemins de la musique. [3/5].

19.45 Les Enjeux internationaux.

23.00 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. 0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE 19.30 Prélude.

20.00 Concert. Donné en direct du théâtre des Champs-Elvsées, à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Lorin Maazel: La Horpe enchantée, ouverture D 644, de Schubert; Musique pour fibre et orchestre, op. 11, de Maazel: Courtes de Ravel: Rhagsodie espagnole; Boléro.

22.30 Marstone obtriel

22.30 Musique pluriel. Œuvres de Racot, Nyman. 23.07 Les Greniers de la mémoire.

RADIO-CLASSIQUE 19.30 Classique affaires-solt.

THE PROPERTY OF MANY AND ADMITTAL Men a la grant total 羅姆維持 "不是一次人 A CONTRACTOR OF STREET S WANT COLUMN TO B &

Property Secretary with the 10

THE THE PARTY OF THE PARTY PARTY

A SEC TRUE OR STREET, STREET 老好话中午中中的北京等人 中山北京 mind the in later a service More to the Attion & 医外部外部 治 实际情况的 医 医动物性病 化二甲酚 化高级银 声 华。 44 2 3 Blog

Librate Graves war the second of the second second

京门教教中的第二语言 南北京大学 京城 旅行的 解 经电流编件 See See the Property and the the from the compensation a few De remoire un a la Matter auft. 群的 使物性 好好 海海岭山 血色色谱 हेर हैं। इस्टब्स्टर के श्रेन्स इस्क्रीनेक दिस्क है ज A I gran Begeg to the Maria 人名英格兰姓氏特特拉克里 花山縣 歌 花山 使一转 154岁 静 35年 美洲世界河东 Ber transfer and was a control 新 网络种 海绵 斯安敦斯斯特斯斯 tomer greet States Brain, brief That While allowy distant and the lateral property from a 衛 化氯基苯磺酰磺胺 经销售帐 Bridge of the state of the state of the state of the States as asserted to test.

JANA BURGAN PARAMETER

SE AND ADDRESS OF A NAME OF

के विकास के का समामा के किया है। जन्म

文章 中国出版者:

物性病 计特殊的第三网络 新· 山林 14 / 12 / 12 / 12 / 1 Company of the State of the Contract of the Co The state of the s RECEIPE BROWNING PROPERTY Manager to the state of the The first of a second the second MATERIAL TO A PARE regions responsed that there is a library. مرخيضاج

| 「日本の大さして magnetic for in The Consult with 网络沙哥洛姆 人名英格兰

The British San Control State San San to the transfer of the same of the same of a linear property and the transfer 100 . 超级 Calery G · THE REAL PROPERTY. A MARKET MANAGE AT 18 1and the second second second

Mary Mary Mary Land Co. T.

THE ME THE OF THE PUBLIC W.

Contract the second second second second

李世 一年十五

The train of the second SALANINE PRESENTATION ... 接続を発展する際がありまた。これ the way have a second Marriage of Barbar and the Contract of the THE RESERVE AND THE PARTY OF THE AMERICAN STREET AND AND A STREET

SHARES HARA TYPES MARKE THE OF THE SALE WAS TO Bridge of Same and the same with state of the state of To the state of the same of the same BE REAL OF THE PARTY BE

propagation before my The second second second · 医 在 你我我 · 我 我也是 · · 一种以外,一种一种

MAN THE WASH STATE OF THE

MARKET ST. LANGE OF LOWER SHIP SERVICES OF

Andrew Commence of the State of

THE ME THE SUIT STOP OF THE A HOUSEN TO THE MET AND THE Secretarion in the first the first and the Property of the same of the

THE SHOP OF THE PARTY THE PARTY.

THE THE PARTY

Le Monde

Bougnatude

par Pierre Georges

ENFIN un espoir raisonnable de référendum! Pour ou contre Vulcania! Valéry Giscard d'Estaing l'affirme, ce jour, dans Libération: «Le Centre européen du volcanisme est loin d'être un caprice de ma part. Ce sera le lieu phare qui fait cruellement défaut à la région, » Encore que les Dômes n'aient point besoin nécessairement de lantemes pour se voir et s'admirer, retenons la formule.

Entre ceux qui veulent Vulcania et ceux qui n'en veulent pas, le débat est furieux. Des torrents d'encre, comme coulées de lave, s'échangent pour dire toutes les bonnes et mauvaises raisons qu'on aurait de faire ou de ne point faire le volcanique musée. Tout cela est diablement intéressant, encore que furieusement

Ne connaissant réellement des puys que le plus célèbre d'entre eux - et encore grâce à l'obligeance extrême de MM. Blaise Pascal et Raymond Poulidor -, on se gardera bien d'intervenir dans cette querelle. Il doit bien y avoir du « pour » là-dedans. Et sans doute du « contre ». Toutes sortes de « pour » économique, touristique, écologique, scientifigue. Et toutes sortes de « contre », les mêmes vus autre-

Donc laissons les Auvergnats décider des affaires auvergnates. Et voilà pourquoi, lisant dans Libération, la réplique, de force 7 sur l'échelle des polémiques, adressée par VGE à ses adversaires, on s'est pris à imaginer une solution. A la fin de son envoi, le président de la région Auvergne. rejoignant ses opposants, pro-pose de « demander à la vox populi, aux Auvergnats eux-mêmes. de se prononcer ». Et, ajoute-t-il, « ils en auront bientôt l'occasion. Je connais déià leur réponse ».

En fait cette allusion directe aux

prochaines échéances régionales laisse l'observateur neutre dans l'embarras, Choisir son camp, ou son volcan, au scrutin de liste paraît un peu sommaire, droite vulcaniaque contre gauche volcanique. Peut-ètre serait-il plus raisonnable d'organiser un vrai et auvergnat référendum sur le seul sujet qui vaille : pour ou contre Vulcania?

Auvergnats de l'intérieur, Au-

vergnats de l'extérieur, Auvergnats de l'étranger, bougnats d'ici, de là et d'ailleurs seraient ainsi consultés. A la condition de pouvoir attester de solides et réels titres de bougnatude. La campagne ferait rage. Y compris à Paris, plus grande ville auvergnate du monde. De la rue Lepic à la rue Mouffetard, du dernier bois-charbon à la plus high-tech brasserie, façon tripoux à l'halogène, le débat serait organisé sur des bases scientifiques. On ferait enfin le tri. Car, qu'est-ce que l'Auvergne? L'Allier, le Puy-de Dôme, la Haute-Loire et le Cantal. Point final. Tout le reste procède de l'usurpation de titre ou de réputation. Ne serait point vox populi qui s'en vante ordinairement et abusivement i Ce référendum ouvert aux Au-

vergnats de souche, par droit du sol et de la lave, serait formidable. De belles affiches, un peu comme ces publicités montrant les volcaniques enfants d'Auvergne purgés à la Volvic et pétant de santé, si-tueraient l'enjeu. Vulcania si, Vulcania no ! Au Puy, à Auriliac, à Vichy, à Clermont-Ferrand, se tiendraient réunion sur réunion, meeting sur meeting. L'Auvergnat de Paris, organe des émigrés, publierait tribune sur tribune. Les responsables de la région courraient la campagne et les bourgs. Et la Vulcania-mania saisirait le vieuz pays, pour un hiver plus drôle qu'une saison québécoise.

Les cosmonautes de Mir ne parviennent pas à restaurer l'étanchéité du module Kvant-2

La prochaine sortie dans l'espace doit avoir lieu mercredi 14 janvier

AVEC ses douze ans d'âge, la station orbitale russe Mir ne se bonifie pas avec le temps. Même si le remplacement de l'ordinateur central a résolu la plupart de ses avaries, son équipage est actuelle-ment confronté à un problème de dépressurisation dans un compartiment du module scientifique Kvant-2. L'une de ses portes, qui sert de sas pour les sorties extravéhiculaires, n'a pu être correctement refermée le 3 novembre 1997, après l'un de ces exercices de haute voltige dans le vide.

Vendredi 9 janvier, les deux cosmonautes russes présents à bord ont tenté de régier le problème lors d'une sortie dans l'espace de près de cinq heures. Le commandant Anatoli Soloviev et l'ingénieur de bord Pavel Vinogradov ont ainsi examiné, photographié, ouvert puis refermé tous les verrous de ce sas, avant de repressuriser Kvant-2. Pendant ce temps, le

troisième homme d'équipage, l'Américain David Wolf, surveillait les opérations dans le module principal de Mir. On avait tout d'abord cru au succès de cette réparation puisque, pendant les heures qui l'avaient suivie, Kvant-2 semblait avoir retrouvé toute son étanchéité. Mais en trois jours, la pression a chuté de 660 à 560 millimètres de mercure, a annoncé, lundi 12 janvier, le centre de contrôle des vols spatiaux. Une autre sortie dans l'espace doft avoir lieu, mercredi 14 janviet. Son but principal n'est pas de s'attaquer à cette fuite d'air mais d'installer un appareil qui déterminera les effets et les dégâts que l'envi-ronnement spatial provoque sur

Pour l'instant, les spécialistes au sol et l'équipage vont laisser de côté la dépressurisation de Kvant-2 pour se concentrer sur des tâches plus urgentes puisque, d'ici à la fin

du mois, la station orbitale va être le lieu de plusieurs rendez-vous. Le 23 janvier, la navette américaine Endeavour s'y amarrera pour la huitième mission commune d'une navette avec Mir. Elle apportera notamment l'astronaute Andy Thomas, qui remplacera David Wolf, présent à bord depuis le mois de septembre. Endeavour valsera avec Mir pendant quelques jours puis laissera la place à un vaisseau Soyouz transportant deux Russes, Talgat Moussabaiev et Nikolai Boudarine - la relève de Soloviev et de Vinogradov - ainsi que le spationaute français Léopold Eyharts.

Celui-ci aurait dû s'envoler pour Mir il y a six mois, mais la défer-lante de problèmes qu'a connue la station après la collision du 25 juin 1997 avec un vaisseau de ravitaillement l'avait contraint à reporter sa mission scientifique. Pendant trois semaines, Léopold

Eyharts conduira toute une série d'expériences et étudiera notamment les effets de l'apesanteur sur la ponte de lézards qu'il emporte en orbite. Au cours de cette période, l'équipage se composera donc de six personnes – quatre Russes, un Américain et un Français -, ce qui risque de poser quelques problèmes de promiscuité pulsque deux modules - Kvant-2 et Spektr, percé lors de la collision de juin 1997 - sont actuellement hors d'usage.

En revanche, en cas d'évacuation d'urgence, deux vaisseaux Soyouz - qui peuvent contenir chacun trois personnes - resteront arrimés à la station. C'est à bord de l'un d'entre eux que Léopold Eyharts, une fois sa mission terminée, redescendra sur Terre en compagnie d'Anatoli Soloviev et de Pavel Vinogradov.

Pierre Barthélémy

Le démariage du ménage Cook sous l'œil des médias britanniques

de notre correspondant La presse britannique aime à se repaître des aventures extra-conjugales ou des problèmes familiaux de ses hommes politiques. Le dernier convernement conservateur ne comptait plus les scandales. Celui de Tony Blair, arrivé au pouvoir dans un parfum d'ordre moral, commence à avoir les siens.

Trois ministres sont sur la sellette. D'abord, celui de l'intérieur, le redoutable jack Straw, contraint de reconnaître que son fils s'était fait piéger par une journaliste du Mirror qui lui avait acheté une dose de cannabis dans un pub; il a lui-même conduit son rejeton au commissariat de police. Ensuite, le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, sur la vie privée duquel il v a si peu à écrire que l'on spécule à tout va sur ses aventures.

Entin et surtout, il y a Robin Cook, le secre taire au Foreign Office, dont les talents diplomatiques semblent limités à ses fonctions officielles alors qu'il en aurait tant besoin pour régler ses propres affaires.

■ CIRCULATION : des mesures de

restriction de la circulation autour

du Stade de France devraient être expérimentées à Saint-Denis (Seine-

Saint-Denis), à l'occasion du match

inaugural France-Espagne, le mercredi 28 janvier. Lors d'une conférence de presse, mardi 13 janvier, Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, de l'équipement et du logement, a jugé indispensables ces mesures pour éviter une « paralysie

du réseau » pendant la Coupe du

monde de football, en juin et en juil-

let. Ce dispositif pourrait comporter

la neutralisation de voies sur l'auto-

route A 1 et sur la rocade A 86, ainsi qu'une fermeture de la route dépar-

tementale au nord du stade, le long

■ VENTES: une collection iconographique liée à l'affaire Dreyfus

est mise aux enchères par Mª Jacques Tajan, mardi 13 janvier, à l'hôtel Drouot (à 15 heures, salle 9). Composée de plus de 600 pièces, elle est vendue en un seul lot. Les dessins de presse, caricatures, cartes postales de Caran d'Ache, Forain, Gill, Hermann-Paul, Léandre, Moloch, Vallot-

ont été montées sur papier fort et classées dans 11 dossiers reliés en demi-chagrin rouge. L'ensemble est estimé entre 80 000 et 100 000 francs. ■ DOPAGE : le ministère de la jeu-

nesse et des sports a mis en demeure la Fédération française d'hal-

térophilie (FFH) d'instruire

vingt-neuf cas de dopage restés sans suite pour l'année 1996. Dans une

lettre du 6 janvier, il a été demandé au président de la FFH, Bernard Gar-

nauté internationale près de 1,8 milliard de francs pour permettre à 150 000 personnes des couches so-

des revenus inférieurs au seuil de la pauvreté fixé par l'ONU. - (AFP.)

du canal Saint-Denis.

DÉPÊCHES

Grand amateur de chevaux - il tient toujours une chronique hippique dans un journal écossais - et de femmes, dit-on, M. Cook a quitté son épouse, qui partageait sa vie depuis vingthuit ans, pour vivre avec sa jeune secrétaire. Margaret, l'épouse délaissée, médecin hématologue en Ecosse, a pris les choses avec dignité, faisant même l'éloge de son mari en tant que parlementaire. L'« autre femme », Gaynor Regan, vient de s'installer dans la résidence officielle de M. Cook mais ne l'accompagne pas encore dans ses déplacements officiels. Dimanche 11 janvier, poursuivi par les journalistes, il a annoncé son intention d'épouser « la femme [qu'il] aime », une fois son divorce pro-

* MANQUE D'IMAGINATION DES HONNIES » La séparation aurait sans douté été moins derrière Robin. Elle s'est plainte de ce que leur séparation, l'été dernier, avait été réclamée par le conseiller médiatique de Tony Blair, Alastair Campbell, inquiet d'apprendre qu'un tabloïd aliait rendre publique la liaison entre Robin et Gaynor. Elle a trouvé que la lettre que lui avait envoyée le premier ministre manquait pour le moins de sympathie. Le leader de l'opposition, William Hague, a estimé que cette brouille médiatisée ne saurait justifier le départ de M. Cook.

L'affaire a pourtant permis à M= Cook de régler leur compte aux hommes : « Je pense que les femmes sont émotionnellement beaucoup plus matures que les hommes », a-t-elle expliqué. De son côté, commentant la « vie sexuelle de Cook », l'éditorialiste de The Independent écrit : « L'un des aspects les plus tristes de cette affaire, c'est la manière dont Margaret s'est blâmée ellemême pour n'avoir pas consacré assez de temps à son mari. (...) Mais ce qui me choque le plus, c'est le manque d'imagination de ces hommes. Ils ne pénible pour Margaret si elle n'avait pas eu | sont pas conduits par leur passion mais par la l'impression que les travaillistes faisaient front | proximité ; ils ne recherchent pas une femme en particulier, mais celle qui est la plus proche. »

« Le Monde diplomatique » de janvier

DANS SON NUMÉRO de janvier, Le Monde diplomatique analyse les effets de la crise financière asiatique, qui compromet les perspectives de croissance des pays du Sud, déjà ébranlés par des difficultés internes. Egalement au sommaire : l'apparition des « crimes de haine » aux Etats-Unis; la complexité du fédéralisme au Canada; Bruxelles convoitée par l'extrême droite flamande; la lutte pour le contrôle des médias en Russie; les nouvelles armes du Vatican et le voyage de Jean Paul II à Cuba : que faire des déchets nucléaires ? : Schwedt, petite ville de l'ex-RDA, partagée entre nostalgie et optimisme ; comment Volkswagen exploitait les déportés, etc.

* En vente chez votre marchand de journaux, 22 francs.

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EU	ROPÉENI	NES	
Takyo Nikkei 14755,94 +0,62 -3,30 Honk Kong index 8720 +7,38 -18,68		Cours au 13/01	Var. en ≪ 1201	Var. en 9 fai 97
Tokyo. Nikkei sur 3 mois 👨	Paris CAC 40	2904,54	+1,47	-3,15
- 10 X 20 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Amsterdam CBS	908,93	+1,90	-0,52
745 C (A.) -	Bruxelles	18071	+2,48	+7,53
	Francfort Dax 30	_	_	
A MINA	Irlande ISEQ	4146,93	+0,04	+2,30
	Londres FT 100	5101,50	-0,65	-0,66
	Madrid Ibex 35	1941		
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Milan MIB 30	26848	+2,56	+7,64
- SPHOOL LIBE SPECE	Zurich SM1	6167	+1.75	-1,57



préféré des Mac

GROUPE SAGEM La CROISSANCE retrouvée

e chiffre d'affaires du Groupe SAGEM, après un premier semestre morose, a connu une forte augmentation sur le deuxième semestre, si bien que sur l'ensemble de l'exercice 1997 il enregistre avec 16,7 milliards de francs, une progression d'environ 9 %.

Cette évolution a été rendue possible grâce au renforcement de sa capacité d'innovation technologique, moteur de la croissance, et grâce à la réorganisation mise en place dans SAGEM SA début 1997, étendue à SAT fin 1997.

Il en est résulté, en particulier, une sensible augmentation des exportations qui ont représenté 40 % du chiffre d'affaires total, contre 36,5 % en 1996.

Par société et par branche d'activités les résultats sont les suivants :

En M FRF	1997	1996	Variation brute
Chiffre d'affaires consolide	16 <i>75</i> 7	15 409	+ 8,7%
dont part exportations	39,8 %	36,5 %	
Par principale société	·		
SAGEM SA	11 244	9 349	+ 20,3 % (1)
SAT	5 021	5 720	- 12,2 % (2)
Par branche d'activités			
Défense ,	3 669	3 547	+ 3.4%
Télécommunications	8 799	7 973	+ 10,4%
Automobile et Cables	4 289	3 889	+ 10,3.%

Le Conseil d'Administration de SAGEM SA et celui de SAT se réuniront le 18 mars 1998 en vue notamment d'arrêter les comptes de l'exercice 1997.

Sur les bases actuelles, l'exercice 1998 devrait connaître une croissance globale de chiffre d'affaires du même ordre grâce à l'introduction permanente de produits innovants, et grâce aux redéploiements

De plus, la signature en décembre 1997 d'accords de réduction du temps de travail sans diminution de salaire et avec augmentation de la durée d'utilisation des investissements jointe à la croissance retrouvée, devraient permettre en 1998 l'embauche de près de 1.000 jeunes et participer au rajeunissement des 14.000 salariés du Groupe, et par voie de conséquence au rentorcement de la dynamique entrepreneuriale du Groupe SAGEM.

